

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Pr Jean-François ETTER, PhD, Faculté de Médecine, Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : Institut de santé globale, Campus Biotech, 9 chemin des Mines, 1202 Genève

Personne de référence : Jean-François ETTER

Téléphone : 022 379 04 59

Courriel : jean-francois.etter@unige.ch

Date : 22.02.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Pas de limite à 20 mg / mL Le rapport du Conseil Fédéral mentionne une limite à 20mg/mL de la concentration de nicotine dans les liquides pour e-cigarettes, mais cette limite n'est pas reprise dans la loi. Il n'est pas judicieux de fixer une telle limite, car la quantité de vapeur inhalée est inverse à la concentration de nicotine, puisque les vapoteurs ont besoin de garder leur nicotémie constante. Le succès du produit JUUL aux USA, qui contient un liquide à 50mg/mL, montre que la limite de 20mg/mL n'est pas judicieuse, en effet, les recharges de JUUL sont très petites et les usagers de ce produit inhalent peu de vapeur et sont moins exposés à ces vapeurs que les usagers de modèles moins concentrés. Le caractère addictif du produit ne dépend pas seulement de sa concentration en nicotine, mais aussi de la technologie de vaporisation, du pH, et de la vitesse de passage de la nicotine dans le sang. Surtout, c'est le cerveau du fumeur qui détermine la quantité de nicotine qu'il inhale, comme un thermostat maintenant la nicotémie constante.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. sc. ETH Dominique Cadosch

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Werkgasse 57, 3018 Bern

Kontaktperson :

Telefon : 079 639 88 06

E-Mail : dominique.cadosch@gmail.com

Datum : 21.02.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : PD Dr. med. Michael Koller, Universitätsspital Basel

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse :

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : michael.koller@usb.ch

Datum : 22.2.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Renz Thomas

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Route-Neuve 7A

Personne de référence : Renz Thomas

Téléphone : 026 341 70 80

Courriel : tr@renz-zimmermann.ch

Date : 22.02.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. med. David Fäh, MPH; Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention, Universität Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : EBPI

Adresse : Hirschengraben 84, 8001 Zürich

Kontaktperson :

Telefon : 044 634 46 16

E-Mail : david.faeh@uzh.ch

Datum : 22.2.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. phil. Christine Fekete, Schweizer Paraplegiker Forschung AG

Abkürzung der Firma / Organisation : SPF

Adresse : Guido A. Zäch Institut, 6207 Nottwil, Schweiz

Kontaktperson : Dr. phil. Christine Fekete

Telefon : 041 939 65 90

E-Mail : christine.fekete@paraplegie.ch

Datum : 22.2.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Pedro Marques-Vidal, Professeur associé

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Le Grand-Chemin 100, 1066 Epalinges

Personne de référence : --

Téléphone : 0794 399 917

Courriel : pedro.marquesvidal@gmail.com

Date : 23 Février 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Masdea

Abréviation de la société / de l'organisation : *RFSM_Tobacco Products Act Consultation_2018*

Adresse : l'Hôpital 140, 1633 Marsens

Personne de référence :

Téléphone : 0263058943

Courriel : masdeaf@rfsm.ch

Date : 23.02.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Dr. iur Dominique Sprumont

Abréviation de la société / de l'organisation : Directeur-adjoint de l'Institut de droit de la santé
Vice-directeur de la Swiss School of Public Health
Président de la Commission d'éthique de l'Université de Neuchâtel

Adresse : Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel, Avenue du 1^{er} Mars 26, 2000 Neuchâtel

Personne de référence :

Téléphone : 032 718 1296

Courriel : Dominique.Sprumont@unine.ch

Date : 23.02.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>Prof. Dr iur Dominique Sprumont</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. Dr iur Dominique Sprumont</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>Prof. Dr iur Dominique Sprumont</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. Andreas Haas, PhD MA BA / Institute of Social and Preventive Medicine, University of Bern.

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM

Adresse : Finkenhubelweg 12, 3013 Bern

Kontaktperson :

Telefon : +41 77 929 69 31

E-Mail : andreas.haas@ispm.unibe.ch

Datum : 21.02.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Kaspar Meili

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM, Universität Bern

Adresse : Finkhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : kaspar.meili@ispm.unibe.ch

Datum : 23.2.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : PD Dr. Ben Spycher, Institut für Sozial- und Präventivmedizin, Universität Bern

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson :

Telefon : 031 631 33 46

E-Mail : ben.spycher@ispm.unibe.ch

Datum : 22.02.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
--	---

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr Thomas Smith, Dept. Epidemiologie & Public Health, Swiss TPH

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 57, CH-4051 Basel

Kontaktperson : Prof. Dr. Thomas Smith

Telefon : 061 284 8273

E-Mail : Thomas-A.Smith@unibas.ch

Datum : 21 Feb 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professeur Laurent P Nicod, Service de pneumologie, Centre hospitalier universitaire vaudois

Abréviation de la société / de l'organisation : CHUV

Adresse : 46 Rue du Bugnon

Personne de référence : Professeur Laurent P Nicod

Téléphone : 021 314 13 79

Courriel : laurent.nicod@chuv.ch

Date : 27 février 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Lisa Raval, Conseillère de Ville à Porrentruy, Coordinatrice formation continue IDS

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Microferme 3, 2900 Porrentruy

Personne de référence :

Téléphone : 0795760989

Courriel : lisa.raval21@gmail.com

Date : 27 février 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Alain Müller, Institut de droit de la santé, Université de Neuchâtel

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Chemin du Soleil 11

Personne de référence :

Téléphone : 0792206758

Courriel : alain.mueller@unine.ch

Date : 27.02.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Professor Emiliano Albanese, MD MPH PhD

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Unviersita' di Ginevra

Indirizzo : Chemin du Petit-bel-air 2 - Geneva - Switzerland (CH) 1225

Persona di riferimento : Prof. Emiliano Albanese

Telefono : 079 375 0629

Email : emiliano.albanese@unige.ch

Data : 27.02.18

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.
3. Utilizzare una linea per articolo, alinea e lettera o per capitolo del rapporto esplicativo.
4. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
Relazione esplicativa (eccetto cap. 2 “Commento”)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Relazione esplicativa : cap 2 “Commento”	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Progetto di legge sui prodotti del tabacco	Fehler! Textmarke nicht definiert.
La nostra conclusione	9
Allegato: guida per inserire nuove righe	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
....	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla nocività del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
....	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo del tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Svizzera 400'000 a 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si veda risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ancora l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
....	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca le multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti di pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione prese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie sui luoghi di vendita (per una rivista scientifica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e gli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>
....	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>i suoi prodotti più attraenti presso certi determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenza di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati e gli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che è la strada maestra. Altrimenti riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS sarebbe già un miglioramento significativo.</p>
<p>....</p>	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in modo da assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato né degli ambienti della salute pubblica, con la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
<p>....</p>	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incitazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la loro libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nello scopo di evitare l'effetto della</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
....	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo il SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, quasi altrettanto che le esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente più delle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo di poter intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei rari paesi pronti ad agire consapevolmente ai loro danni senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente pagata. Nello scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati hanno attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato secondo gli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile di darsi i mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre non sono conformi al diritto svizzero e che non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri elevati di qualità.</p>
<p>....</p>	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Dal punto di vista dell'economia della sanità, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, non si reduce necessariamente i costi della sanità a lungo termine riducendo il tabagismo, ma ridurre il tabagismo attraverso delle misure basate sulle prove è un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>
<p>Fehler! Verweisquell e konnte</p>	

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Consultant en science des animaux de laboratoire, président de la commission cantonale pour les expériences sur animaux, canton de Vaud.

Abréviation de la société / de l'organisation : ---

Adresse : Avenue Florimont 11, 1006 Lausanne

Personne de référence : Marcel Gyger, PhD

Téléphone : 079 477 1956

Courriel : marcel.gyger@epfl.ch

Date : 27.02.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	6
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	9
Projet de loi sur les produits du tabac	12
Notre conclusion	17
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	18

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof. Dr Luca Crivelli

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Direttore Dipartimento Economia aziendale, sanità e sociale, SUPSI
Vicedirettore Swiss School of Public Health+
Professore titolare – Università della Svizzera italiana

Indirizzo : Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana, Via Violino 11, 6829 Manno

Persona di riferimento :

Telefono : 058 666 64 50

Email : luca.crivelli@supsi.ch

Data : 28.02.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su “Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione”, in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.
3. Utilizzare una linea per articolo, alinea e lettera o per capitolo del rapporto esplicativo.
4. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Il campo “nome/società” non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	4
Relazione esplicativa (eccetto cap. 2 “Commento”)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Relazione esplicativa : cap 2 “Commento”	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Progetto di legge sui prodotti del tabacco	Fehler! Textmarke nicht definiert.
La nostra conclusione	9
Allegato: guida per inserire nuove righe	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
Prof. Dr. Luca Crivelli	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
Prof. Dr. Luca Crivelli	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
Prof. Dr. Luca Crivelli	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Prof. Dr. Luca Crivelli	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
Prof. Dr. Luca Crivelli	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
Prof. Dr. Luca Crivelli	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
Prof. Dr. Luca Crivelli	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
<p>Prof. Dr. Luca Crivelli</p>	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr.oec. Sandra Nocera, Swiss School of Public Health

Abkürzung der Firma / Organisation : SSPH+

Adresse : Hirschengraben 82, 8001 Zürich

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : snocera@ssphplus.ch

Datum : 01.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : PD Dr.sc.nat Patricia R. Blank, MPH

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Hegibachstrasse 75, 8032 Zürich

Kontaktperson :

Telefon : 0041 76 342 43 51

E-Mail : patricia.blank@unibas.ch

Datum : 1.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verllorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione: Prof. Stefano Cavalli, PhD in Scienze economiche e sociali
Centro competenze anziani
Dipartimento economia aziendale, sanità e sociale
Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana

Abbreviazione della società / dell'organizzazione: SUPSI

Indirizzo: Via Violino 11, CH-6928 Manno

Persona di riferimento: Stefano Cavalli

Telefono: 058 666 64 22

Email: stefano.cavalli@supsi.ch

Data: 3 marzo 2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
Prof. Stefano Cavalli	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
Prof. Stefano Cavalli	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
Prof. Stefano Cavalli	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Prof. Stefano Cavalli	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
Prof. Stefano Cavalli	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
Prof. Stefano Cavalli	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
Prof. Stefano Cavalli	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
Prof. Stefano Cavalli	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof. Andrea Cavicchioli/Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : SUPSI

Indirizzo : Via Cappellino Sora 18 H – 6855 Stabio

Persona di riferimento :

Telefono : +41 76 439 45 17

Email : andrea.cavicchioli@supsi.ch

Data : 03.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation :
Adresse : Bederstrasse 109, 8002 Zürich
Kontaktperson : Kathrin Puhan-Henz
Telefon : 078 870 71 39
E-Mail : puhan@posteo.de
Datum : 4. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Avis donné par

Nom / société / organisation : Moulin David

Abréviation de la société / de l'organisation : Renove-It

Adresse : Rue Des Sablons 43

Personne de référence : Moulin David

Téléphone : 0791293286

Courriel : renove-it@bluewin.ch

Date : 05 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaite une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompé en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dekanat Medizinische Fakultät, Universität Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : MeF UZH

Adresse : Pestalozzistrasse 3/5, 8091 Zürich

Kontaktperson : Prof. Dr. med. Rainer Weber

Telefon : 044 634 10 70

E-Mail : rainer.weber@dekmed.uzh.ch

Datum : 4.3.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Daniela Erb, Swiss School of Public Health

Abkürzung der Firma / Organisation : SSPH+

Adresse : Hirschengraben 82, 8001 Zürich

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : derb@ssphplus.ch

Datum : 04.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. Gisela Michel, Universität Luzern

Abkürzung der Firma / Organisation : Unilu

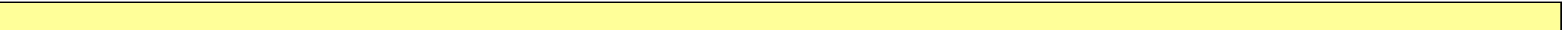
Adresse : Frohburgstrasse

Kontaktperson : Prof. Dr. Gisela Michel

Telefon : 041 229 5955

E-Mail : gisela.michel@unilu.ch

Datum : 5.3.2018



Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Scuola Universitaria Professionale della Svizzera italiana. Dipartimento di economia aziendale, sanità e sociale

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : SUPSI/DEASS

Indirizzo : stabile piazzetta, via violino 11, CH 6928 Manno

Persona di riferimento : Paola Di Giulio

Telefono : +39 3333714177

Email : paola.digiulio@supsi.ch

Data : 5 marzo 2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
Paola Di Giulio, SUPSI	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
Paola Di Giulio, SUPSI	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
Paola Di Giulio, SUPSI	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Paola Di Giulio, SUPSI	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
Paola Di Giulio, SUPSI	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
Paola Di Giulio, SUPSI	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
Paola Di Giulio, SUPSI	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
<p>Paola Di Giulio, SUPSI</p>	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Scuola Universitaria professionale Svizzera italiana

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : SUPSI

Indirizzo : Palazzo E, Suglio,

Persona di riferimento : Alberto Gandolfi

Telefono : 079 621 22 19

Email : alberto.gandolfi@supsi.ch

Data : 5.3.18

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Isabelle Gothuey

Abréviation de la société / de l'organisation : Dr, Psychiatre

Adresse : L'hôpital 140, 1633 Marsens

Personne de référence :

Téléphone : 026 305 76 00

Courriel : Gothueyl@rfsm.ch

Date : 05.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : ARMAND

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 4 route du moulin rompu – 17430 Moragne - France

Personne de référence :

Téléphone : 0033 6 52 58 29 60

Courriel : ghyslain.armand@gmail.com

Date : 5 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Ambroise Menétrey

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Chemin du Coteau 11, 1009, pully

Personne de référence : Ambroise Menétrey

Téléphone : 078 627 38 91

Courriel : ambroise.menetrey@gmail.com

Date : 05.03.18

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaite une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentue encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompé en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Nicolas Mulard

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 374 rue du Vauret, 45430 MARDIE, FRANCE

Personne de référence :

Téléphone : +33628741784

Courriel : nmulard@gmail.com

Date : 05/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation : Yvon ROLLAND

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Gamer 29400 SAINT-SERVAIS

Personne de référence :

Téléphone : 06 63 41 45 10

Courriel : yvap29@orange.fr

Date : 5 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

a.Remarques générales	3
b.Notre conclusion.....	9

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", <i>The American Economics Review</i>, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. <i>Tob Control</i> 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, <i>Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives</i>, <i>Am J Public Health</i>. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.

Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.

Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.

Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>
	<p>on commentaire :</p> <p>Pourquoi pacer sur un pied d'égalité dans cette proposition de loi, le tabac brûlé dont la fumée contient nombre de substances nocives qui tuent, et d'un autre coté le snus ou la cigarette électronique qui permettent justement de sortir du tabac brûlé ?</p> <p>Parce qu'ils contiennent de la nicotine ? Mais alors, il faudrait également soumettre aux même règles les „substituts nicotiques“ produits et vendus pas l'industrie pharmaceutique ! Ils en contiennent aussi !</p> <p>Le snus a pourtant permis à un pays comme la Suède d'arriver aujourd'hui à un taux de prévalence tabagique particulièrement bas... et même le taux le plus bas de tous les pays de l'OCDE, grâce au snus. En effet, lors de leur adhésion à la communauté européenne, ce pays a posé comme condition de conserver ce produit, traditionnel chez eux, et contrairement aux règles de l'EU (sans doute adoptées sous l'influence des industries pharma ou du tabac, que le snus empechait de vendre aussi largement qu'ailleurs leurs produits, cigarettes de tabac ou remèdes pour en sortir)</p> <p>Regardez les résultats récent de la lutte contre le tabagisme en Islande. Après avoir envisagé d'adopter de restrictions similaires à la TPD en vigueur désormais dans les pays de l'UE, ils ont écouté certains spécialistes, plutôt que les lobbyistes intéressés, et rejeté</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>de telles mesures restrictives sur ces produits de Réduction du Risque“. Aujourd'hui, grâce au snus et à la cigarette électronique, ils viennent de constater une baisse du taux de fumeurs de 37% en 3 ans ! De leur propre aveu, les autorités sanitaires de ce pays „n'avaient jamais vu une telle baisse du tabagisme, auparavant“ !</p> <p>La Grande-Bretagne a adopté une approche pragmatique de la cigarette électronique. Ce produit est même conseillée et encouragé par les organismes de santé, lors des campagne anti-tabac comme „Stoptober“ par exemple, ou dans les dispensaires où s'adressent les fumeurs... Aujourd'hui, le royaume britannique en est à un taux de prévalence d'environ 15%</p> <p>Curieux que la Suisse cherche aujourd'hui à refaire les mêmes erreurs que l'UE en bridant ou interdisant ces produits , et ne tenir aucun compte des expériences „grandeur réelle“ de ces pays qui ont adopté des approches plus ouvertes, quand à ces produits de Réduction du Risque !</p> <p>La vape, moi, m'a permis d'arrêter de fumer après 35 ans de tabagisme. Durant 30 ans, j'ai tenté par diverses méthodes d'arrêter de fumer, mais sans succès durable. Ce n'est qu'à la suite de la découverte et essais de la cigarette électroniques en 2013 que j'y suis parvenu, comme des millions d'autres européens ou américains. Et vous voudriez tout faire pour brider, freiner ce produit, et faire en sorte que d'autres ne puissent pas en bénéficier, donc rester fumeurs ???</p> <p>Je ne comprends pas !</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
	Acceptation
	Propositions de modifications / réserves
	Remaniement en profondeur
	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Simond Nathalie

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Maisons-Familiales 28

Personne de référence :

Téléphone : 021 648 70 28

Courriel : simondnath@bluewin.ch

Date : 5.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
<p>Prof. ...</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces-dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficace d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Pietro Majno

Abréviation de la société / de l'organisation : Université de la Suisse Italienne / Ente Ospedaliero Cantonale

Adresse :Faculté de biomédecine USI et Chirurgia, ORL, Via Tesserete 54 6900 LUGANO

Personne de référence :

Téléphone : +41792204330

Courriel : pietro.majno@usi.ch

Date :05.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____ **3**

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____ Fehler! Textmarke nicht definiert.

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____ Fehler! Textmarke nicht definiert.

Projet de loi sur les produits du tabac _____ Fehler! Textmarke nicht definiert.

Notre conclusion _____ **9**

Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____ Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione :

Abbreviazione della società / dell'organizzazione :

Indirizzo : Via Regina 3, 6943 Vezia

Persona di riferimento : Prof. Dr. Maria Caiata Zufferey (professore SUPSI)

Telefono : +41 76 693 44 60

Email : maria.caiata@supsi.ch

Data : 5.3.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Ursula Erni, Swiss School of Public Health

Abkürzung der Firma / Organisation : SSPH+

Adresse : Hirschengraben 82, 8001 Zürich

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : uerni@ssphplus.ch

Datum : 06.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verllorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof. Carmen Vaucher de la Croix

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Responsabile Formazione continua Dipartimento economia azienda, sanità e sociale, SUPSI
Prof. di politiche familiari

Indirizzo : Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana, Stabile Suglio, Via Cantonale 18, 6928 Manno

Persona di riferimento :

Telefono : 058 666 61 49

Email : carmen.vaucher@supsi.ch

Data : 06.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof. Dr. L. Suzanne Suggs, PhD, MSc, CHES

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Università delle Svizzera italiana

Indirizzo : via g. buffi 13, 6900 Lugano

Persona di riferimento :

Telefono : mobile: 0788062245

Email :suzanne.suggs@usi.ch

Data : 06.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : da silva paiva jose manuel

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : rue Frédéric Carl de marval 1

Personne de référence :

Téléphone : 0793789245

Courriel : zezitu.josemanu@gmail.com

Date : 6.2.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
	Acceptation
	Propositions de modifications / réserves
	Remaniement en profondeur
	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Professor Luca Massimiliano VISCONTI

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : USI – Università della Svizzera italiana

Indirizzo : Via Buffi 13

Persona di riferimento : Luca M. Visconti

Telefono : 058 666 4639

Email : luca.visconti@usi.ch

Data : 06/03/2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo “nome/società” non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Mandy Frainier

Abréviation de la société / de l'organisation : -

Adresse : Le Verdet 9

Personne de référence : -

Téléphone : 0765682588

Courriel : mandy@chezsmoke.ch

Date : 6 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaite une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentue encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompé en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation :
Adresse : Birmensdorferstrasse 497, 8063 Zürich
Kontaktperson : Dr. med. Dieter Scholtze, Abteilung Pneumologie und Schlafmedizin, Stadtspital Triemli Zürich
Telefon : 044-416 1111
E-Mail : dieter.scholtze@triemli.zuerich.ch
Datum : 07.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : André Moser, Universität Zürich, Insitut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention

Abkürzung der Firma / Organisation : UZH

Adresse : Hirschengraben 84, 8001 Zürich

Kontaktperson : André Moser

Telefon : +41 44 63 44818

E-Mail : andre.moser@uzh.ch

Datum : 07.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione :

Abbreviazione della società / dell'organizzazione :

Indirizzo :

Persona di riferimento : Giovanni Distefano, Professeur ordinaire, Faculté de droit (Neuchâtel), Ph.D.

Telefono : 032 718 12 24

Email : giovanni.distefano@unine.ch

Data : 07/03/2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.
3. Utilizzare una linea per articolo, alinea e lettera o per capitolo del rapporto esplicativo.
4. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
Relazione esplicativa (eccetto cap. 2 “Commento”)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Relazione esplicativa : cap 2 “Commento”	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Progetto di legge sui prodotti del tabacco	Fehler! Textmarke nicht definiert.
La nostra conclusione	9
Allegato: guida per inserire nuove righe	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
....	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla nocività del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
....	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo del tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera 400'000 a 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si veda risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ancora l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
....	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca le multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti di pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione prese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie sui luoghi di vendita (per una rivista scientifica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e gli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

....	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso certi determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenza di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati e gli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che è la strada maestra. Altrimenti riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS sarebbe già un miglioramento significativo.</p>
....	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in modo da assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato né degli ambienti della salute pubblica, con la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
....	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incitazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la loro libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nello scopo di evitare l'effetto della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
....	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo il SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, quasi altrettanto che le esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente più delle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo di poter intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei rari paesi pronti ad agire consapevolmente ai loro danni senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente pagata. Nello scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati hanno attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato secondo gli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile di darsi i mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre non sono conformi al diritto svizzero e che non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri elevati di qualità.</p>
....	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Dal punto di vista dell'economia della sanità, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, non si reduce necessariamente i costi della sanità a lungo termine riducendo il tabagismo, ma ridurre il tabagismo attraverso delle misure basate sulle prove è un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

--	--

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : PD Dr. M. Mütsch

Abkürzung der Firma / Organisation : EBPI

Adresse : Hirschengraben 84, 8001 Zürich

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : margot.muetsch@uzh.ch

Datum : 7.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof. dr. Med. Giovanni Pedrazzini, FMH in cardiologia

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Primario di Cardiologia
Fondazione Cardiocentro Ticino

Indirizzo : Via Tesserete 48, 6900 Lugano

Persona di riferimento : Prof. Dr. Med. Giovanni Pedrazzini

Telefono : +4191 805 31 70

Email : giovanni.pedrazzini@cardiocentro

Data : 7.3.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation :
Adresse :
Kontaktperson : Claudio Peter, PhD
Telefon : 0041 41 939 65 87
E-Mail : claudio.peter@paraplegie.ch
Datum : 26.02.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verllorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : PD Dr. med. Daniel Franzen

Abkürzung der Firma / Organisation : UniversitätsSpital Zürich

Adresse : Rämistr. 100, 8091 Zürich

Kontaktperson :

Telefon : 0442551111

E-Mail : daniel.franzen@usz.ch

Datum : 08.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Frank Rassouli. Kantonsspital St. Gallen

Abkürzung der Firma / Organisation : KSSG

Adresse : Rorschacher Strasse 95, 9007 St. Gallen

Kontaktperson : Frank Rassouli

Telefon : 071 494 60 20

E-Mail : Frank.Rassouli@kssg.ch

Datum : 08.03.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Eva Furrer/ Universität Zürich, Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention

Abkürzung der Firma / Organisation : UZH- EBPI

Adresse : Hirschengraben 84, 8001 Zürich

Kontaktperson : Eva Furrer

Telefon : 0446345445

E-Mail : evamaria.furrer-restle@uzh.ch

Datum : 8.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. med. C. Meisels

Abkürzung der Firma / Organisation : Pneumologie FMH

Adresse : Scherzligweg 12

Kontaktperson :

Telefon : 033 222 40 47

E-Mail : c.meisels@hin.ch

Datum : 8.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Pneumologie FMH	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Pneumologie FMH	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>216 Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
Pneumologie FMH	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	verharmlosen.
Pneumologie FMH	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
Pneumologie FMH	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
Pneumologie FMH	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Pneumologie FMH	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Pneumologie FMH</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.</p>
Pneumologie FMH	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. med. Cécile Robinson

Abkürzung der Firma / Organisation : UniversitätsSpital Zürich, Klinik für Pneumologie

Adresse : Rämistrasse 100, 8091 Zürich

Kontaktperson :

Telefon : 044 255 60 23

E-Mail : cecile.robinson@usz.ch

Datum : 08.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. Matthias Schwenkglenks, MPH

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Universität Zürich, Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Prävention, Hirschengraben 84, 8001 Zürich

Kontaktperson :

Telefon : +41 44 634 47 04

E-Mail : matthias.schwenkglenks@uzh.ch

Datum : 08.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation : Universität Luzern, Kultur- und Sozialwissenschaftliche Fakultät,
Department of Health Science & Health Policy
Adresse : Frohburgstrasse 3, 6002 Luzern
Kontaktperson : Salome Christen, MA
Telefon : 0412295915
E-Mail : salome.christen@unilu.ch
Datum : 8. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Fernandez /CMU
Abréviation de la société / de l'organisation : CMU

Adresse : 1 rue Michel Servet 1211 Geneve

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel : marylisefernandez@hotmail.fr

Date : 08.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Personne de référence : Professeur Axel Finckh

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : Hôpital Beau-Séjour / Service de Rhumatologie

Téléphone : 022 372 3693

Courriel : Axel.Finckh@hcuge.ch

Date : 9.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Peter Rimensberger

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE / HUG

Adresse : Hôpital de l'enfant et de l'adolescent, HUG, 1211 Genève

Personne de référence :

Téléphone : 022 372 47 30

Courriel : peter.rimensberger@hcuge.ch

Date : 08.03

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : TAIRRAZ

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 12 avenue de la croisette 1205 Genève

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel : catherine.tairraz@hcuge.ch

Date : 08 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Adrienne Baussière...

Abréviation de la société / de l'organisation : ...

Adresse : Croix 9 2035 Corcelles...

Personne de référence : ...idem

Téléphone : ...032 721 26 36

Courriel : adrienne.baussiere@bluewin.ch...

Date : 09.03.2018...

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	_____	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Habib Zaidi

Abréviation de la société / de l'organisation : UniGe

Adresse : 5 chemin des Champs-Gottreux, 1212 Grand-Lancy

Personne de référence : Habib Zaidi

Téléphone : 022 3727258

Courriel : habib.zaidi@unige.ch

Date : 08.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Méan André-Philippe

Abréviation de la société / de l'organisation : Cabinet médecine interne générale

Adresse : XXII Cantons 2, Case postale 3151, 2300 La Chaux-de-Fonds

Personne de référence : Dr A.-Ph. Méan

Téléphone : 079 68 68 167

Courriel : apmean@hin.ch

Date : 08.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : 1rue Michel Servet

Personne de référence :

Téléphone : 223795226

Courriel : emmanuel.somm@unige.ch

Date : 8.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Felix Gutzwiller, Prof. Dr. med.; (alt) Ständerat

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Aurorastrasse 84 , 8032 Zürich

Kontaktperson : Felix Gutzwiller

Telefon : 079 419 32 55

E-Mail : gutzwillerfelix@bluewin.ch

Datum : 8.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève, faculté de médecine

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE FACMED

Adresse : 1, rue Michel-Servet, 1206 Genève

Personne de référence : De Smedt Thibaut

Téléphone : 022 379 56 68

Courriel : thibaut.desmedt@unige.ch

Date : 8 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Florian Charbonnier

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 17 av De Luserna

Personne de référence :

Téléphone : 022/7952549

Courriel : florian.charbonnier@magellan.ch

Date : 08/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professeure Sommer Johanna

Abréviation de la société / de l'organisation : Unité des internistesgénéralistes et pédiatres faculté de médecine genève

Adresse : cabinet médical 33 chemin des Rayes, 1222 Vézenaz

Personne de référence : Johanna SOMmer

Téléphone : 079 375 38 25

Courriel : johanna.sommer@unige.ch

Date : 8.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Faculté de Médecine, Clinique universitaire de médecine dentaire

Abréviation de la société / de l'organisation : CUMD

Adresse : 1, rue Michel-Servet / 1205 Genève

Personne de référence : Susanne Scherrer

Téléphone : 022 3794069

Courriel : susanne.scherrer@unige.ch

Date : 09.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Abramowski Serge, Pédiatre FMH, médecin scolaire

Abréviation de la société / de l'organisation : Médecin indépendant & SSEJ DIP Etat de Genève

Adresse : 11 rue des Glacis de Rive, 1211 Genève

Personne de référence :

Téléphone : 022 546 41 44

Courriel : serge.abramowski@etat.ge.ch

Date : 09.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Universität Bern, Rechtswissenschaftliche Fakultät, Institut für öffentliches Recht

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Schanzeneckstrasse 1

Kontaktperson : Prof. Dr. Franziska Sprecher, Rechtsanwältin, Assistenzprofessorin für Staats- und Verwaltungsrecht mit besonderer Berücksichtigung des Gesundheitsrechts

Telefon : 0316315562

E-Mail : franziska.sprecher@oefre.unibe.ch

Datum : 9. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Unser Fazit	9

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut niemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Jean-Luc Reny

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : rue Perret Gentil 4, 1205 Genève

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel : jean-luc.reny@hcuge.ch

Date : 09.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____	Erreur ! Signet non défini.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____	Erreur ! Signet non défini.
Projet de loi sur les produits du tabac _____	Erreur ! Signet non défini.
Notre conclusion _____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____	Erreur ! Signet non défini.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
JL Reny	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi ne prend pas suffisamment en compte la santé de la population, sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaite une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
JL Reny	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. JL Reny HUG et Faculté de médecine Université de Genève</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>JL Reny</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>JL Reny</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Erreur ! Source du renvoi introuvable.	
Erreur ! Source du renvoi introuvable.	
Erreur ! Source du renvoi introuvable.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Maries van den Broek / Universität Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : UZH

Adresse : Winterthurerstrasse 190, 8057 Zürich, Schweiz

Kontaktperson : Maries van den Broek

Telefon : +41 44 635 37 22

E-Mail : vandenbroek@immunology.uzh.ch

Datum : 9.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Cem Kapanci

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Avenue Cardinal Mermillod 1 1227 Carouge

Personne de référence :

Téléphone : 079 301 34 24

Courriel : dr_kapanci@bluewin.ch

Date : 09.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Alexis Puhan

Abkürzung der Firma / Organisation : AP

Adresse : Bederstrasse 109

Kontaktperson : A. Puhan

Telefon : 0792793514

E-Mail : apuhan@me.com

Datum : 9.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>A. Puhan</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Faculté de médecine de l'Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : CMU – 1, rue Michel-Servet – 1211 Genève 4

Personne de référence : Prof. H. Bounameaux, Doyen

Téléphone : 022 3795001

Courriel : henri.bounameaux@unige.ch

Date : 09-03-2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____	Erreur ! Signet non défini.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____	Erreur ! Signet non défini.
Projet de loi sur les produits du tabac _____	Erreur ! Signet non défini.
Notre conclusion _____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____	Erreur ! Signet non défini.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
Doyen, Faculté de médecine de Genève	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
Doyen, Faculté de médecine de Genève	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>Doyen, Faculté de médecine de Genève</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>Doyen, Faculté de médecine de Genève</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>Doyen, Faculté de médecine de Genève</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
Doyen, Faculté de médecine de Genève	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
Doyen, Faculté de médecine de Genève	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Consultation sur l'avant projet de la loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Wacker Jacques

Abréviation de la société / de l'organisation : Spécialiste de Médecine Interne et Maladies des Poumons

Adresse : 2300 La Chaux-de-Fonds

Personne de référence :

Téléphone : 078 823 23 77

Courriel : wackerjcab@bluewin.ch

Date : 9 mars 2018

Notre conclusion : Cet avant projet ne doit pas être accepté, il va à l'encontre de nos engagements politiques, de notre image et surtout à l'encontre de la santé de nos citoyens et d'autres êtres humains dans le monde. Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof Y Chalandon/ Service d'Hématologie, Département d'Oncologie, Hôpitaux Universitaires Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : 4 rue Gabrielle-Perret-Gentil, 1211 Genève

Personne de référence :

Téléphone : 022.372.98.70

Courriel : yves.chalandon@hcuge.ch

Date : 09.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Christoph Hämmerle

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Plattenstrasse 11

Kontaktperson : Prof. Christoph Hämmerle

Telefon : 044 634 32 50

E-Mail : hammerle@zzm.uzh.ch

Datum : 9.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : rue Michel Servet 1 1211 Genève

Personne de référence : Prof Laua Rubbia-Brandt

Téléphone : +41223724903

Courriel : laura.rubbia-brandt@hcuge.ch

Date : 09.03.18

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. med. Alex Soltermann

Abkürzung der Firma / Organisation : Institut für Pathologie und Molekularpathologie

Adresse : Schmelzbergstrasse 183a

Kontaktperson :

Telefon : 0442552319

E-Mail : alex.soltermann@usz.ch

Datum : 09.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Carlo Chizzolini

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : chemin des verjus, 114 – 1212 Grand-Lancy

Personne de référence : Carlo Chizzolini

Téléphone : +41 22 372 9370

Courriel : carlo.chizzolini@unige.ch

Date : 9/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. Dr. Gerhard Rogler

Abkürzung der Firma / Organisation : Klinik für Gastroenterologie und Hepatologie

Adresse : Rämistrasse 100

Kontaktperson :

Telefon : 044 255 2401

E-Mail : gerhard.rogler@usz.ch

Datum : 09.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Martin Brutsche

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Untere Böhlstrasse 8, 9052 Niederteufen

Kontaktperson :

Telefon : 071 494 1004

E-Mail : martin.brutsche@kssg.ch

Datum : 9.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretenschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Aurelio Mastropaolo

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Avenue de la Riviera 18 , 1820 Montreux

Personne de référence :

Téléphone : 0794322936

Courriel : am@LaConsultation.ch

Date : 8.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

La table des matières est vide car aucun style de paragraphe défini n'est utilisé.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales

nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
-----	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
-----	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

.....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", <i>The American Economics Review</i>, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. <i>Tob Control</i> 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français)) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, <i>Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives</i>, <i>Am J Public Health</i>. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
-------	---

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation</p>
-------	--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompé en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
	Acceptation
	Propositions de modifications / réserves
X	Remaniement en profondeur
	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Klinik für Endokrinologie, Diabetologie und Klinische Ernährung, UniversitätsSpital Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : USZ

Adresse : Raemistr. 100, 8091 Zürich

Kontaktperson : Prof. Felix Beuschlein

Telefon : +41 44 255 36 25

E-Mail : felix.beuschlein@usz.ch

Datum : 09.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : -
Abréviation de la société / de l'organisation : -

Adresse : Avenue Potter 11

Personne de référence : Meyer Philippe

Téléphone : +41 22 321 01 70

Courriel : philippe.meyer@hcuge.ch

Date : 09.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

PAvis donné par

Nom / société / organisation : Paillard Yves

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Ch. De la Poya 17 – 1610 Oron la Ville

Personne de référence :

Téléphone : 079 307 99 07

Courriel : yvesclaud@hotmai.com

Date : 10.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaite une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompé en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Les produits du tabac, tel que cigarette, tabac à chauffer, cigarre ne doivent pas être assimilés à la e-cigarette et produits de vapotage. Une distinction claire doit être faite. En effet, les e-liquides sont composés d'arômes, qui pour la plupart proviennent de l'industrie alimentaire. Il faut garder en vue la qualité de ces produits en respectant la norme AFNOR XP D90-300-2 ou l'équivalent américain demandé par la FDA.</p> <p>La majorité des études ont démontré que le vapotage (e-liquide / cigarette électronique) est environ 95% moins nocive que le tabac (Etude PublicHealth England 2015 ou collège Royal de médecine de Londres en 2016). Les études ayant démontré une nocivité pour l'humain existe aussi, mais omettent d'aviser que les quantités de toxine ou éléments cancérigènes observées sont, pour bon nombre, identique à ce que l'on trouve dans l'alimentation. De plus, Le 21 août 2015, Public Health England (en), une agence dépendant du ministère de la santé britannique, s'est prononcée en faveur de l'utilisation de la cigarette électronique comme méthode d'aide à l'arrêt du tabac, estimant qu'elle pouvait être un outil de sevrage efficace, et que sa nocivité était environ vingt fois plus faible que celle des cigarettes ordinaires</p>
	<p>Bien que je sois d'accord avec l'interdiction de vente à des mineurs (<18 ans), il faudrait que ce point soit scrupuleusement respecté et contrôlé. Il est aujourd'hui plus facile à cette classe d'âge d'acheter des cigarettes que des e-cigarettes.</p>
	<p>Si l'on désire mettre en avant le principe de précaution, à ce jour et au vu des connaissances médicales et de la recherche, il faudrait tout simplement interdire la cigarette.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. med. Ulrich Schnyder

Abkürzung der Firma / Organisation : UZH

Adresse : Doldertal 30

Kontaktperson : Prof. Dr. med. Ulrich Schnyder

Telefon : 079 203 42 58

E-Mail : ulrich.schnyder@access.uzh.ch

Datum : 10.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

nicht gefunden werden.	
---------------------------------------	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Peter Suter

Abréviation de la société / de l'organisation : Uni Genève

Adresse : Route de Cara 38

Personne de référence :

Téléphone : 022 759 18 06

Courriel : peter.suter@unige.ch

Date : 11.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

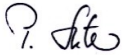
	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Uni Genève	
Uni Genève	
Uni Genève	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus  Presinge, 11/03/2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : ...

Abréviation de la société / de l'organisation : ...

Adresse : Mont d'Or 60

Personne de référence : Jalil Zerdani, médecin

Téléphone : 076/397 37 93

Courriel : jalil.zerdani@gmail.com

Date : 11.03.18

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Dermond Noah BAG

Von: Ulrich Sigwart <ulrich.sigwart@gmail.com>
Gesendet: Sonntag, 11. März 2018 13:00
An: _BAG-Tabakprodukte
Betreff: Tabak Gesetze

Die Schweiz hat grossen Nachholbedarf was die Kontrolle der Tabakindustrie betrifft!

Für mich als Kardiologie ist der Zustand schwer zu akzeptieren. Es handelt sich um eine Nachlässigkeit die keinerlei ethischen Rückhalt beanspruchen kann!

Ulrich Sigwart

Sent from my iPhone

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Rüttimann Gottfried

Abkürzung der Firma / Organisation : Lungenpraxis Wohlen

Adresse : Zentralstrasse 23

Kontaktperson : Rüttimann

Telefon : 056 610 05 25

E-Mail : gottfried.ruettimann@hin.ch

Datum : 11.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Scuola universitaria profesisonale della Svizzera italiana
Dipartimento ambiente costruzioni e design

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : SUPSI

Indirizzo : Campus Trevano 6952 Canobbio

Persona di riferimento : Dr. Luca Colombo

Telefono : 079 619 49 56

Email : luca.colombo@supsi.ch

Data : 10.3.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : UniversitätsSpital Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : Klinik für Konsiliarpsychiatrie und Psychosomatik

Adresse : Culmannstrasse 8, 8091 Zürich

Kontaktperson : Prof. Dr. med. Roland von Känel

Telefon : 044 255 52 51

E-Mail : roland.vonkaenel@usz.ch

Datum : 11. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Direzione generale Ente Ospedaliero Cantonale

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : EOC

Indirizzo : Viale Officina 3, 6501 Bellinzona

Persona di riferimento : Dr. med. Fabrizio Barazzoni, MPH, Specialista in Prevenzione e Salute Pubblica

Telefono : +41 91 811 13 82

Email : fabrizio.barazzoni@eoc.ch

Data : 11.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : PD Dr. med. Giorgio Treglia (MD, MSc)

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Ente Ospedaliero Cantonale (EOC)
Area Formazione Accademica, Ricerca ed Innovazione

Indirizzo : Area AFRI EOC, via Lugano 4F, CH-6500, Bellinzona, Ticino

Persona di riferimento :

Telefono : +41(0)764726981

Email : giorgio.treglia@eoc.ch

Data : 11.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>
	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof Samia Hurst, directrice de l'Institut Ethique Histoire Humantés, Faculté de médecine, UNIGE

Abréviation de la société / de l'organisation : ieh2

Adresse : CMU/1 rue Michel Servet, 1211 Genève 4

Personne de référence : Samia Hurst

Téléphone : 079/4743146

Courriel : samia.hurst@unige.ch

Date : 11.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
Prof S. Hurst	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi aurait en réalité pour effet de protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
Prof S. Hurst	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
Prof S. Hurst	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Prof S. Hurst	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
Prof S. Hurst	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
Prof S. Hurst	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que parce qu'ils préfèrent être fumeurs. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
Prof S. Hurst	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
Prof S. Hurst	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficace d'améliorer l'état de santé de la population. L'impact sur l'économie générale de mesures visant à diminuer réellement le tabagisme est par ailleurs modeste et suffisamment loin dans le futur pour permettre la mise en place de systèmes alternatifs notamment pour les producteurs de tabac (National Cancer Institute &WHO :</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	The Economics of Tobacco and Tobacco Control, Tobacco free initiative, 2017).
--	---

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof. Dr. med. Marco Pons

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Primario e Capodipartimento di medicina
Direttore Sanitario
Ospedale Regionale di Lugano

Indirizzo : Ospedale Regionale
Via Tesserete 46
6900 Lugano

Persona di riferimento :

Telefono : 091 811 63 88

Email : marco.pons@eoc.ch

Data : 12.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Ospedale La Carità di Locarno

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : ODL

Indirizzo : via ospedale 1 – 6600 Locarno

Persona di riferimento : Luca Merlini

Telefono : 091 811 47 51

Email : luca.merlini@eoc.ch

Data : 12.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel :

Date :

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : De Luca Roberta

Abréviation de la société / de l'organisation : Service Santé Enfance et Jeunesse, DIP;

Adresse : 6 rue Glacis-de Rive, Genève

Personne de référence :

Téléphone : 0225464100

Courriel : roberta.deluca@etat.ge.ch

Date : 12.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	2
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8

Remarques générales

nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d’une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d’autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d’améliorer l’état de santé de la population.</p>
--

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : PD Dr. Christian L. Althaus

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Institut für Sozial- und Präventivmedizin, Universität Bern, Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson :

Telefon : 031 631 56 97

E-Mail : christian.althaus@ispm.unibe.ch

Datum : 12. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Marcel Zwahlen

Abkürzung der Firma / Organisation : Assoc Professor, Institute of Social and Preventive Medicine, University of Bern

Adresse : Monbijoustrasse 134

Kontaktperson :

Telefon : 031 631 35 54

E-Mail : marcel.zwahlen@ispm.unibe.ch

Datum : 12.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Unser Fazit	9

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Error! Reference source not found.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institut für Sozial- und Präventivmedizin, Universität Bern

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11

Kontaktperson : Veronika Skrivankova, PhD

Telefon : 031 631 56 76

E-Mail : veronika.skrivankova@ispm.unibe.ch

Datum : 08.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen _____ 3

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln" _____ Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : iEH2 (Institut Ethique Histoire Humanités)
Centre Médical Universitaire
Rue Michel-Servet 1
CH-1211 Genève 4

Personne de référence : Prof. Dr. rer. nat. Alex Mauron

Téléphone : 079 407 94 61

Courriel : alexandre.mauron@unige.ch

Date : 12.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Commentaire supplémentaire du Prof. Alex Mauron : A titre personnel, j'ajoute que l'argument selon lequel une loi permissive sur le tabac serait favorable à l'économie est absurde. Le tabagisme, cause de 1 décès sur 6 dans notre pays, est aussi responsable d'une part importante des coûts de la santé, lesquels pèsent à leur tour sur la collectivité par le biais des cotisations maladie et de la fiscalité des entreprises et des ménages. De plus, le tabagisme est responsable de coûts directs pour l'économie importants, liés à l'absentéisme et l'invalidité. En effet, les pathologies liées au tabac sont souvent des maladies de longue durée, tels que les cancers des voies respiratoires, les maladies cardiovasculaires et la bronchopneumopathie obstructive chronique. Le secteur du monde politique particulièrement favorable à l'économie a raison de l'être, encore faut-il défendre ces intérêts de façon intelligente. L'industrie du tabac est un secteur d'activité peu innovant, intellectuellement médiocre et moralement en faillite, promis à un déclin inévitable, du moins dans le monde développé. Lui faire le cadeau immérité que représente ce projet de loi sur les produits du tabac, ce n'est même pas du cynisme : c'est de la stupidité.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Claudia E. Kühni

Abkürzung der Firma / Organisation : Universität Bern, ISPM

Adresse : Finkenhubelweg 11

Kontaktperson : C. Kühni

Telefon : +41 (0)31 631 35 07

E-Mail : claudia.kuehni@ispm.unibe.ch

Datum : 12. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Universität Bern, ISPM	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Universität Bern, ISPM	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Universität Bern, ISPM</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Universität Bern, ISPM</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Universität Bern, ISPM</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Universität Bern, ISPM</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut niemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Universität Bern, ISPM</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Universität Bern, ISPM</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Universität Bern, ISPM	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation :
Adresse : Finkenhubelweg 11, 3012 Bern
Kontaktperson : Brigitte Wanner
Telefon : 031 631 35 29
E-Mail : brigitte.wanner@ispm.unibe.ch
Datum : 12.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Error! Bookmark not defined.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Error! Bookmark not defined.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Error! Bookmark not defined.
Unser Fazit	_____	Error! Bookmark not defined.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Error! Bookmark not defined.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professeure Pascale Roux-Lombard Faculté de Médecine et Hôpitaux Universitaires de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : 4 rue Gabrielle Peret-Gentil, 1211 Genève

Personne de référence :

Téléphone : 022 372 94 10

Courriel : pascale.roux-lombard@hcuge.ch

Date : 09/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

HU	
HU	
HU	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Olivier Irion

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Rte du Maorné 14, 1968 Mase

Personne de référence : Prof. Olivier Irion

Téléphone : 022 792 42 28

Courriel : olivier.irion@unige.ch

Date : 12.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. Anke Berger

Abkürzung der Firma / Organisation : Universität Bern, Institut für Sozial- und Präventivmedizin

Adresse : Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson : Anke Berger

Telefon : 0764365888

E-Mail : anke.berger@ipm.unibe.ch

Datum : 12. März 2018

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut, jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verllorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da Dr med Brenno Balestra, Primario di medicina

Nome / società / organizzazio : ospedale della Beata Vergine Mendrisio

Abbreviazione della società / dell'organizzazione :

Indirizzo : via Turconi

Persona di riferimento :

Telefono : 091 8113227

Email : brenno.balestra@eoc.ch

Data : 13.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	Raccomando di non accettare questo progetto	3
La nostra conclusione		8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da Dr. Bruno Naccini

Nome / società / organizzazione :
Medico aggiunto Pneumologia OBV Mendrisio

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Ospedale Beata Vergine, OBV Mendrisio, Servizio di Pneumologia

Indirizzo :
Via Turconi 6850 Mendrisio

Persona di riferimento : Dr. B. Naccini

Telefono : 091.8113336

Email : bruno.naccini@eoc.ch

Data : 13.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof. Domenico Ferrari, BBA, MAS in economia e gestione sanitaria e sociosanitaria, Scuola Universitaria Professionale della Svizzera Italiana

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : SUPSI

Indirizzo : Palazzo E, Via Cantonale 16e, CH-6928 Manno

Persona di riferimento : Domenico Ferrari

Telefono : +41 58 666 61 71

Email : domenico.ferrari@supsi.ch

Data : 13.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
Domenico Ferrari, SUPSI	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
Domenico Ferrari, SUPSI	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
<p>Domenico Ferrari, SUPSI</p>	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
Domenico Ferrari, SUPSI	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
Domenico Ferrari, SUPSI	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
Domenico Ferrari, SUPSI	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
<p>Domenico Ferrari, SUPSI</p>	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Universität Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : UZH

Adresse : Hirschengraben 84

Kontaktperson : Ruth Steiger

Telefon : 044 634 46 52

E-Mail : ruth.steigerhagenbucher@uzh.ch

Datum : 13. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom : Nadine Doublier

Abréviation de la société / de l'organisation : -

Adresse : rue du Colombier 5, 1202 Genève

Personne de référence : Nadine Doublier

Téléphone : 022 734 78 46

Courriel : ndoublier@sunrise.ch

Date : 13 mars 2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel :

Date :

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom : Karim Chanderli

Abréviation de la société / de l'organisation : -

Adresse : rue du Colombier 5, 1202 Genève

Personne de référence : Karim Chanderli

Téléphone : 022 734 78 46

Courriel : kchanderli@gmail.com

Date : 13 mars 2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Marco Kaufmann

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Trottenstrasse 2, 8280 Kreuzlingen

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : marco.kaufmann@uzh.ch

Datum : 13.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Romain LAZOR, médecin-adjoint, privat-docent et maître d'enseignement et de recherche

Abréviation de la société / de l'organisation : Servie de pneumologie, Centre hospitalier universitaire vaudois

Adresse : Rue du Bugnon 44, PMU BU44.07.2137

Personne de référence :

Téléphone : 021 314 47 46

Courriel : romain.lazor@chuv.ch

Date : 11.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
Dr R. Lazor	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 COPD. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
Dr R. Lazor	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.
Dr R. Lazor	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
Dr R. Lazor	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
Dr R. Lazor	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
Dr R. Lazor	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
Dr R. Lazor	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. med. M. Frasnelli

Abkürzung der Firma / Organisation : Kantonsspital Graubünden

Adresse : Loestrasse 170

Kontaktperson :

Telefon : +41 81 256 6335

E-Mail : Matthias.Frasnelli@ksgr.ch

Datum : 13.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Jean-Dominique Vassalli

Abréviation de la société / de l'organisation : Université de Genève

Adresse : 203 Route d'Hermance, 1245 Collonge-Bellerive

Personne de référence :

Téléphone : 079 4368802

Courriel : jean-dominique.vassalli@unige.ch

Date : 13 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Servizio di Pneumologia, Ospedale Regionale di Lugano

Indirizzo : Ospedale Civico, Via Tesserete 46, 6903 Lugano

Persona di riferimento : Dr.med Andrea Azzola, Capo Servizio, Specialista FMH Pneumologia, Medicina intensiva, Medicina interna

Telefono : 0918116047

Email : andrea.azzola@eoc.ch

Data : 14.3.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Dr. med. Corinna Leoni-Foglia

Abbreviazione della società / dell'organizzazione :

Indirizzo : Ospedale San Giovanni, Cardiologia Pediatrica

Persona di riferimento : Corinna Leoni-Foglia

Telefono : 091 811 34 01

Email : corinna.leoni-foglia@eoc.ch

Data : 13.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr.med/MSc/MRes/PhD Cristina Ardura-Garcia

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Av. Du Général Guisan 46, 1700 Fribourg

Personne de référence :

Téléphone : (+41) 0797815481

Courriel : cristina.ardura@ispm.unibe.ch

Date : 13.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
C.A-G	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
C.A-G	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
C.A-G	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

C.A-G	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
C.A-G	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
C.A-G	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
C.A-G	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
C.A-G	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : 24 rue du Général-Dufour 1211 Genève

Personne de référence : Sarah Lachat

Téléphone : 076 346 28 89

Courriel : sarah.lachat@hcuge.ch

Date : 13.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

UNIGE	
UNIGE	
UNIGE	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : GRANDIN Stéphane

Abréviation de la société / de l'organisation : Cabinet médical

Adresse : 55 rue de la Servette

Personne de référence : Grandin

Téléphone : 022 734 89 80

Courriel : sgrandin@cabinetmedical55.ch

Date : 07.03.18

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
x	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof Emer Pierre Sprumont, MD, FAS

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Route de Nierlet 109, 1740 Neyruz

Personne de référence :

Téléphone : +41 76 377 8119

Courriel : pierre.sprumont@unifr.ch

Date : 7 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	6
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	9
Projet de loi sur les produits du tabac	12
Notre conclusion	17
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	18

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professeur LOUIS SIMONET Martine

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : 4, rue Gabrilee-Perret-Gentil-1211 Geneve-14

Personne de référence :

Téléphone : 022 3729060

Courriel : martine.louissimonet@hcuge.ch

Date : 8 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par Prof. Roberto Coppari

Nom / société / organisation : Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : Rue Michel Servet, 1 1211 Genève

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel :

Date :

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione :
Prof. Dr Olivia Pagani
Istituto Oncologico della Svizzera Italiana

Abbreviazione della società / dell'organizzazione IOSI:

Indirizzo lavorativo Ospedale San Giovanni 6500 Bellinzona
Indirizzo privato Via Vella 11 6834 Morbio Inferiore

Persona di riferimento :

Telefono 091 6827510/0792087785 :

Email olivia.pagani@eoc.ch :

Data 8 Marzo 2018 :

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali _____ **3**

La nostra conclusione Dal punto di vista scientifico il progetto di legge deve essere rifiutato categoricamente. _____ **8**

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Ariane DE AGOSTINI

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : 6, chemin de Malagny-le-lac, 1294 Genthod

Personne de référence :

Téléphone : 022 779 12 05

Courriel : ariane.deagostini@unige.ch

Date : 11.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Dr. Adriano Previtali

Abréviation de la société / de l'organisation : Faculté de droit de Fribourg

Adresse : Av. De Beuregard 1 1700 Fribourg

Personne de référence :

Téléphone : 026/3008132

Courriel : adriano.previtali@unifr.ch

Date : 12 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel :

Date :

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel :

Date :

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Dr.Med Servida Paolo – Oncologo - Caposervizio

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Istituto Oncologico della Svizzera Italiana
Ospedale Italiano

Indirizzo : Via Capelli, 1

Persona di riferimento :

Telefono : 091-811-7918

Email : paolo.servida@eoc.ch

Data : 13 marzo 2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
Dott. Med. Paolo Servida	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
Dott. Med. Paolo Servida	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
Dott. Med. Paolo Servida	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

<p>Dott. Med. Paolo Servida</p>	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
<p>Dott. Med. Paolo Servida</p>	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
<p>Dott. Med. Paolo Servida</p>	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
<p>Dott. Med. Paolo Servida</p>	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
<p>Dott. Med. Paolo Servida</p>	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. em. Dr.med. Dr.phil. Ambros Uchtenhagen

Abkürzung der Firma / Organisation : AU

Adresse : Kirchgasse 30, 8001 Zürich

Kontaktperson : AU

Telefon : 044 252 71 02

E-Mail : uchtenhagen@isgf.uzh.ch

Datum : 13.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Neil Ankers

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 2, promenade des Champs-Frêchets, 1217 Meyrin

Personne de référence : Neil Ankers

Téléphone : 079 323 60 81

Courriel : nankers@sunrise.ch

Date : 14.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Bussien Claire-Lise

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : Chemin du Clous 5

Personne de référence :

Téléphone : +41 79 507 54 94

Courriel : claire-lise.bussien@hcuge.ch

Date : 14.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Matthias Wymann

Abkürzung der Firma / Organisation : G: Unibas, Dept. Biomedizin

Adresse : P: Bühlstrasse 44, 3012 Bern

Kontaktperson :

Telefon : 061 207 5046

E-Mail : Matthias.Wymann@UniBas.CH

Datum : 14.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Service de médecine palliative, Département de réadaptation et de médecine palliative, Hôpitaux Universitaires de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : SMP-HUG

Adresse : 11 chemin de la Savonnière, 1245 Collonge-Bellerive

Personne de référence : Dr Gilbert Zulian

Téléphone : +41 22 305 7510

Courriel : gilbert.zulian@hcuge.ch

Date : 14 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institut für Sozial und Präventivmedizin Univ. Bern

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM, Forschungsgruppe Social Environment

Adresse : Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson : Prof. Dr. Dr. Thomas Abel

Telefon :

E-Mail : thomas.abel@ispm.unibe.ch

Datum : 14.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Error! Bookmark not defined.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Error! Bookmark not defined.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Error! Bookmark not defined.
Unser Fazit	_____	Error! Bookmark not defined.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Error! Bookmark not defined.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Error! Reference source not found.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 283a, route de Saconnex d'Arve – 1228 Plan-les-Ouates

Personne de référence : Viviane Burghardt

Téléphone : 076 579 17 81

Courriel : v.burghardt@bluewin.ch

Date : 14/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Unispital Basel

Abkürzung der Firma / Organisation : Kardiologie, Chefarzt

Adresse : Petersgraben

Kontaktperson : Prof. S. Osswald

Telefon : 061 265 25 25

E-Mail : sosswald@uhbs.ch

Datum : 14.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Stefan Osswald</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. med. Thilo Burkard, Kardiologie, Tabakprävention, Universitätsspital Basel

Abkürzung der Firma / Organisation : Universitätsspital Basel

Adresse : Petersgraben 4, 4031 Basel

Kontaktperson : Dr. Thilo Burkard

Telefon : 061 32 87738

E-Mail : thilo.burkard@usb.ch

Datum : 14.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. med. Florian Banderet-Uglioni

Abkürzung der Firma / Organisation : Universitätsspital Basel

Adresse : Schanzenstrasse 55, 4031 Basel

Kontaktperson : siehe oben

Telefon : 061-328.55.93

E-Mail : florian.banderet@usb.ch

Datum : 14.03.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : PD Dr. Matthias Briel

Abkürzung der Firma / Organisation : Departement Klinische Forschung, Universitätsspital Basel

Adresse : Schanzenstrasse 55, 4031 Basel

Kontaktperson : Matthias Briel

Telefon : 0613285092

E-Mail : matthias.briel@usb.ch

Datum : 14.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. med. Annina Vischer, Universitätsspital Basel

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Petersgraben 4

Kontaktperson :

Telefon : 0613286630

E-Mail : annina.vischer@usb.ch

Datum : 14.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. med. Carmen de Jong

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM, Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11 3012 Bern

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : carmen.dejong@ispm.unibe.ch

Datum : 14.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.CdJ	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.CdJ	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.CdJ</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.CdJ</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.CdJ</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.CdJ</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.CdJ</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr Katrin Bopp

Abkürzung der Firma / Organisation : Universitätsspital Basel

Adresse : Medizinische Poliklinik, Petersgraben 4, 4032 Basel

Kontaktperson :

Telefon : 0613286627

E-Mail : katrin.bopp@usb.ch

Datum : 14.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisatio: Kraehenbuhl, Jean-Pierre, MD, PhD, Prof. Honoraire, Membre d'EMBO (European Molecular Biology Organization),

Prix Cloëtta 1979

Abréviation de la société / de l'organisation : Université de Lausanne, Faculté de Biologie et Médecine, Foundation Health Sciences eTraining

Adresse : Foundation HSeT, 155 Chemin des Bovessesses, 1066 Epalinges

Personne de référence :

Téléphone : +41 79 441 5993

Courriel : Jean-Pierre.Kraehenbuhl@hset.org

Date : 14.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	En tant que médecin, chercheur et enseignant aux étudiants des Faculté de Médecine et de Biologie de l'Université de Lausanne et de la Faculté de Médecine de l'Université de Genève, et en tant que directeur de la Fondation HSeT (Health Sciences eTraining), je soutiens à titre PERSONNEL la prise de position de la SSPH+
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : médecin en pratique individuelle
Dr Michaelis Conus Karin

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Av de Rumine 9

Personne de référence : Dr Michaelis Conus

Téléphone : 021 312 01 33

Courriel : k.michaelis.co@gmail.com

Date : 9 mars 2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique.</p> <p>Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficace d'améliorer l'état de santé de la population.
	Voir adresse mail

Notre conclusion

<input checked="" type="checkbox"/>	Refus du projet de loi
-------------------------------------	------------------------

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : GASCHE /Service Pneumologie/Hôpitaux Universitaires de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : Pneumologie/HUG

Adresse : 4 Rue Gabrielle Perret Gentil-1204 Genève

Personne de référence : P. GASCHE

Téléphone : 022 3729901

Courriel : paola.soccal@hcuge.ch

Date : 14 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Bernard ROSSIER, Prof.hon., Dr. med, Doyen Faculté de Médecine 1996-2000, Prix Marcel Benoist 1996

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIL

Adresse : Dpt de Pharmacologie & Toxicologie, Faculté Biologie & Médecine, Université de Lausanne
rue du Bugnon 27, 1005 LAUSANNE

Personne de référence :

Téléphone : 079 755 4107

Courriel : bernard.rossier@unil.ch

Date : 15.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
Prof. Dr. med. Bernard Rossier	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
Prof. Dr. med. Bernard Rossier	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
Prof. Dr. med. Bernard Rossier	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. Dr. med. Bernard Rossier</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>Prof. Dr. med. Bernard Rossier</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
Prof. Dr. med. Bernard Rossier	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
Prof. Dr. med. Bernard Rossier	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	En tant que médecin, chercheur et enseignant aux étudiants des Faculté de Médecine et de Biologie de l'Université de Lausanne, je soutiens à titre PERSONNEL la prise de position de la SSPH+
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. med. Stefano Bassetti, Klinik für Innere Medizin, Universitätsspital Basel

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Petersgraben 4 – 4031 Basel

Kontaktperson :

Telefon : 061 / 265 42 92

E-Mail : stefano.bassetti@usb.ch

Datum : 14.03.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. Christoph Rochlitz

Abkürzung der Firma / Organisation : Universitätsspital Basel

Adresse : CH-4031 Basel

Kontaktperson : Ch. Rochlitz

Telefon : 41-61-265 5075

E-Mail : christoph.rochlitz@usb.ch

Datum : 14.3.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verllorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institute for Social and Preventive Medicine Bern

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM

Adresse : Finkenhubelweg 11

Kontaktperson : Rebeca Mozun

Telefon : : +41 31 631 59 79

E-Mail : rebeca.mozun@ispm.unibe.ch

Datum : 14.03.2017

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.RM	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.RM	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.RM</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. RM</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. RM</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. RM</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. RM</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. Adrian Spörri, PhD MPH

Abkürzung der Firma / Organisation : Institut für Sozial- und Präventivmedizin, Universität Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson :

Telefon : 031 631 35 50

E-Mail : adrian.spoerri@ispm.unibe.ch

Datum : 14.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zurzeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. med. Christian Sticherling, Stv. Chefarzt Kardiologie

Abkürzung der Firma / Organisation : Universitätsspital Basel

Adresse : Petersgraben 4,4051 Basel

Kontaktperson :

Telefon : 061-328 7526

E-Mail : Christian Sticherling

Datum : 14.März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Revue Médicale Suisse

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Ch de la Mousse 46, 1225 Chêne-Bourg

Personne de référence : Bertrand Kiefer, rédacteur en chef

Téléphone : 078 765 53 57

Courriel : bertrand.kiefer@medhyg.ch

Date : 14 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : Rue Michel-Servet 1, 1206 Genève

Personne de référence : David Beran

Téléphone : 0791283128

Courriel : david.beran@unige.ch

Date : 14.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. med. Theodor Abelin, MPH

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Seelandstr. 23 3095 Spiegel b. Bern

Kontaktperson : Prof. Theodor Abelin

Telefon : 031 971 01 59

E-Mail : th.abelin@bluewin.ch

Datum : 14.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).

Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des [Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse](#)), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.

Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten

Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.

Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bemerkung zum Vorschlag im Vernehmlassungsentwurf, ein Verbot der Tabakwerbung und -promotion auf Minderjährige zu beschränken:

Eine solche Einschränkung ist wirkungslos, denn die Absicht der Tabakindustrie ist gerade, das Rauchen Minderjährigen als etwas für Erwachsene zu präsentieren.

Das Geschäftsmodell der Tabakindustrie kann demnach so dargestellt werden:

«Man macht Neukonsumenten nikotinsüchtig und kann ihnen in der Folge über Jahrzehnte ihre tägliche Dosis Nikotin verkaufen. Scheinbar an Erwachsene gerichtete Werbung hat eigentlich Jugendliche im Visier. Indem man vorgibt, ein Produkt nur für Erwachsene zu vertreiben, macht man Kinder neugierig und verführt Jugendliche zum Konsumversuch. Die Zahl der Nikotinrezeptoren im Hirn vermehrt sich – die Abhängigkeit ist erreicht, und der zukünftige Absatz ist gesichert.»

Referenz: Theodor Abelin: Tabakproduktegesetz: Ein Umdenken ist erforderlich. Schweiz Ärztezeitung 2018;99(10):320-323.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof Dr med Luca Gabutti

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Dipartimento di Medicina Interna
Ospedale San Giovanni
Ente Ospedaliero Cantonale

Facoltà di Biomedicina
Università della Svizzera Italiana Lugano

Indirizzo : Via Ospedale
6500 Bellinzona

Persona di riferimento : Prof Dr med Luca Gabutti

Telefono : 079 126 00 31

Email : luca.gabutti@eoc.ch

Data : 14.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Universität Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : UZH

Adresse : Hirschengraben 84

Kontaktperson : Georg Bauer

Telefon : 044 634 46 38

E-Mail : georg.bauer@uzh.ch

Datum : 13. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Prof Dott cristiana sessa

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : ente ospedaliero cantonale

Indirizzo : via lugano 4f 6500 bellinzona

Persona di riferimento : dott.fabrizio barazzoni

Telefono : 0918111417

Email : cristiana.sessa@eoc.ch

Data : 15 marzo 2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Serge Renevey

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : rue du moulin 56, 1630 Bulle

Personne de référence : Serge renevey

Téléphone : 079 317 20 91

Courriel : serge.renevey@websud.ch

Date : 15 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 5, rue de l'Aubépine, 1205 Genève

Personne de référence : Fabienne Grandgirard

Téléphone :

Courriel : fabieneg@vtxnet.ch

Date : 15 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____	Erreur ! Signet non défini.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____	Erreur ! Signet non défini.
Projet de loi sur les produits du tabac _____	Erreur ! Signet non défini.
Notre conclusion _____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____	Erreur ! Signet non défini.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. Vera Freund

Abkürzung der Firma / Organisation : USB

Adresse : Largitzenstrasse 72

Kontaktperson : Vera Freund

Telefon : 0615565857

E-Mail : vera.freund@usb.ch

Datum : 15.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Vera Freund</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da Prof Dr Med Michele Ghielmini

Nome / società / organizzazione : Prof Dr Med Michele Ghielmini

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Direttore medico e scientifico
Istituto Oncologico della Svizzera Italiana

Indirizzo : Ospedale San Giovanni
6500 Bellinzona

Persona di riferimento :

Telefono : +41-8119410

Email : michele.ghielmini@eoc.ch

Data : 15.3.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Joachim Marti

Abréviation de la société / de l'organisation : Institut Universitaire de Médecine Sociale et Préventive

Adresse : IUMSP, Université de Lausanne-CHUV, Route de la Corniche 10, 1010 Lausanne

Personne de référence :

Téléphone : 021 314 0263

Courriel : joachim.marti@unil.ch

Date : 15.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. Dr iur Dominique Sprumont</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>Prof. Dr iur Dominique Sprumont</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
Prof. Dr iur Dominique Sprumont	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>Prof. Dr iur Dominique Sprumont</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : mediX schwamendingen

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Mattenhof 2

Kontaktperson : Daniela Puhan

Telefon : 044 512 76 00

E-Mail : daniela.puhan@medix.ch

Datum : 15.3.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Laurie Kujawa

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : rue du valentin 33

Personne de référence :

Téléphone : 079 153 3458

Courriel : laurie.kujawa@chuv.ch

Date : 15.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Dott. Med. Piercarlo Saletti

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Istituto Oncologico della Svizzera Italiana
Ospedale Italiano

Indirizzo : Via Capelli, 1 – 6962 Viganello

Persona di riferimento :

Telefono : 091-811-7913

Email : piercarlo.saletti@eoc.ch

Data : 13 marzo 2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
Dr Med Piercarlo Saletti	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
Dr Med Piercarlo Saletti	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
Dr Med Piercarlo Saletti	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

<p>Dr Med Piercarlo Saletti</p>	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
<p>Dr Med Piercarlo Saletti</p>	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
<p>Dr Med Piercarlo Saletti</p>	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
Dr Med Piercarlo Saletti	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
<p>Dr Med Piercarlo Saletti</p>	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. K. Hersberger

Abkürzung der Firma / Organisation : Pharmaceutical Care Research Group, Universität Basel

Adresse : Klingelbergstr. 50

Kontaktperson : K.Hersberger

Telefon : 061 207 14 26

E-Mail : kurt.hersberger@unibas.ch

Datum : 15.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Aus pharmazeutischer Perspektive ist inakzeptabel, dass die Mindestvorgaben des FCTC nicht erfüllt werden. Zudem und nur exemplarisch hier als inakzeptabl erwähnt: Die ungenügende da nicht absolute Einschränkung der Werbung (Art 17) sowie die Formulierung von Art. 16, Absatz b (Die Formulierungfür Mindejährige nicht empfohlen“ ist absurd).</p> <p>Der Gesetzesentwurf untergräbt unsere seit Jahren mit grossem Aufwand erbrachten Bestrebungen inder Aus- und Fortbildung.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p> <p>Prof. Dr. K.Hersberger</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Jakob ROFFLER

Abréviation de la société / de l'organisation : Cabinet médical

Adresse : 10, Rue de l'Ancien Lavoir, 1247 Anières

Personne de référence : Dr Jakob Roffler

Téléphone : 022 751 23 13

Courriel : j.roffler@hin.ch

Date : 15.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Dr med Rossella Graffeo Galbiati/Istituto Oncologico della Svizzera Italiana

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : IOSI

Indirizzo : 6962 Viganello Ospedale Italiano

Persona di riferimento :

Telefono : 0918117576

Email : rossella.graffeogalbiati@eoc.ch

Data : 15.3.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation : Universitätsklinik Balgrist
Adresse : Forchstrasse 340, 8008 Zürich
Kontaktperson : Prof. Dr. med. Mazda Farshad
Telefon : 044 340 30 04
E-Mail : med.dir@balgrist.ch
Datum : 12.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof Hans Wolff

Abréviation de la société / de l'organisation : HUG

Adresse : ch. Gabrielle-Perret Gentil, 1205 Genève

Personne de référence :

Téléphone :

Courriel : hans.wolff@hcuge.ch

Date : 14.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Vascular Risk Foundation

Abkürzung der Firma / Organisation : VARIFO

Adresse : Ziegelfeldstr. 1, 4600 Olten

Kontaktperson : Dr. med. Michel Romanens

Telefon : 062 212 44 10

E-Mail : michel.romanens@hin.ch

Datum : 15. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	12
Entwurf Tabakproduktegesetz	12
Unser Fazit	32
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Würdigung</p> <p>Aus Sicht der Tabakprävention ist es sehr zu begrüßen, dass Tabakprodukte und elektronische Zigaretten neu in einem eigenständigen Gesetz behandelt werden. Der überarbeitete bundesrätliche Vorschlag enthält jedoch inakzeptable Lücken.</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Werbung, Promotion und Sponsoring</p> <p>Bei der Vermarktung von Tabakwaren und E-Zigaretten sind die Weichen anders zu stellen. Das Gesetz muss verunmöglichen, dass Kinder und Jugendliche weiterhin mit raffinierten Methoden von der Tabakindustrie zum Rauchen animiert werden – wie vom Parlament gefordert. Im neuen Gesetz ist den Tabakkonzernen diese Werbestrategie zu verunmöglichen und für Tabakprodukte und E-Zigaretten ein umfassendes Werbe-, Promotions- und Sponsoringverbot einzuführen. Alle Lebensbereiche sollen frei von Tabakwerbung werden.</p> <p>Das bedingt zusätzlich unter anderem ein Verbot der Werbung am Verkaufsort und der Verkaufsförderung durch Rabatte. Heute macht die Werbung am Verkaufsort rund die Hälfte der Vermarktungsmassnahmen der Tabakindustrie aus. Aufgrund neuer Werbeeinschränkungen werden die Tabakkonzerne ihre Werbemittel in Zukunft noch mehr als bisher an die Verkaufsorte verlagern. Wichtig ist, dass dieses Verbot ebenso für E-Zigaretten ohne Nikotin und die anderen im Gesetz aufgeführten Produkte gilt. Diese könnten sonst dazu benutzt werden, um indirekt weiterhin Werbung für das Rauchen zu machen. Die Verkaufsförderung anhand von Preisermässigungen richtet sich besonders an Jugendliche, die sich oft sehr preisbewusst verhalten und Aktionen im Stil von 3 für 2 attraktiv finden.</p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist differenzierten Regulierungen inhärent. Sie steigt weiter mit jeder zusätzlichen Ausnahmeregelung. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Wir verweisen hier auch auf die Forderungen der Motionen 17.4187 Häsler «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 Amherd «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 Ruiz «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 Gugger «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Verkauf</p> <p>Um den Jugendschutz wirksam zu gestalten, müssen das vom Bundesrat vorgeschlagene Verkaufsverbot für Minderjährige und die Testkäufe ergänzt werden mit einer Bewilligungspflicht für Tabakverkaufsstellen. Ebenfalls ist der Verkauf von Tabakwaren über Automaten zu untersagen. Beides sind wichtige Massnahmen, um den Zugang für Minderjährige zu beschränken und die Kontrollmöglichkeiten zu optimieren. Der Erwerb einer Bewilligung soll kostenpflichtig sein und die Verpflichtung beinhalten, die Jugendschutzbestimmungen einzuhalten. Bei wiederholtem Verstoss droht die Entziehung der Bewilligung.</p> <p>Wir verweisen in diesem Zusammenhang auch auf die Forderungen der Motion 17.4232 Weibel «Lizenzgebühren für Tabakverkauf».</p> <p>Der Vorentwurf erlaubt neu den Verkauf von E-Zigaretten mit Nikotin. Diese Lockerung gegenüber der heutigen Situation darf nicht dazu führen, dass die einfache Erhältlichkeit nikotinhaltiger E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche zur Eingangspforte in die Nikotinsucht wird. Deshalb ist es wichtig, dass E-Zigaretten sowohl mit Nikotin als auch ohne Nikotin den gleichen Bestimmungen wie die anderen Tabakprodukte unterliegen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnungshinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die kombinierten Warnhinweise mit Text, Bild und einem Hinweis auf die Rauchstopplinie sollen auf beiden Breitseiten je 80 Prozent belegen. Dabei wechseln sich unterschiedliche Texte und Bilder ab. Zudem sind die Warnhinweise in der oberen Hälfte der Verpackung anzubringen. Zumindest sollten die Vorschriften an die der neuen EU-Richtlinie angeglichen werden und die Vorgaben der EU-Richtlinie zu Grösse und Form der Packungen übernommen werden. So können beispielsweise Werbeaktionen mit extra schmalen Packungen verhindert werden, die unterschwellig suggerieren, Zigaretten seien Schlankmacher.</p> <p>Die optimale Lösung ist aber die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p> <p>In Australien, Frankreich, Grossbritannien und Nordirland, Irland und Norwegen dürfen Tabakwaren nur in werbefreien Einheitspackungen verkauft werden. Beschlossen ist die Einführung in Neuseeland (2018), Ungarn (2018) und Slowenien (2020). Weitere Staaten prüfen die Einführung. Erste Forschungsergebnisse bestätigen, dass Einheitspackungen die Attraktivität des Rauchens verkleinern und den Aufhörwunsch verstärken. In der EU können die Mitgliedstaaten aufgrund der neuen Richtlinie über Tabakerzeugnisse Standardpackungen vorschreiben (Richtlinie 2014/40/EU Artikel 24).</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-fälschbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Snus</p> <p>Die gewerbsmässige Zulassung des Tabakprodukt Snus führt in der Schweiz mit Sicherheit zu einer Ausdehnung des Tabakmarktes. Davon werden in erster Linie Jugendliche betroffen sein. Mundtabak macht stark abhängig, schädigt die Mundschleimhaut und die enthaltenen krebserzeugenden Stoffe können zu Bauchspeicheldrüsen-, Mundhöhlen- und Speiseröhrenkrebs führen. Vor dem Hintergrund der unzureichenden Vorschläge des Bundesrates zur Einschränkung von Werbung, Promotion und Sponsoring im vorliegenden Entwurf, gibt es keinen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Grund, das Verbot der gewerbsmässigen Einfuhr und Abgabe von Snus aufzuheben. Ein Verbot besteht ebenfalls in der Europäischen Union, ausser in Schweden. Eine Aufhebung dieser Einschränkungen steht dort nicht zur Diskussion.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Konsum von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak in öffentlich zugänglichen Räumen und Arbeitsplätzen</p> <p>Die vorgeschlagene Anpassung im Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen, wonach u.a. auch E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak unter die Bestimmungen des Gesetzes fallen, begrüssen wir sehr. Eine Gefährdung von Dritten durch Inhaltsstoffe von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak ist nach aktuellem Wissensstand nicht auszuschliessen. E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak sehen den Tabakzigaretten zum Verwechseln ähnlich. Bei Kindern und Jugendlichen wird der Eindruck geprägt, die Nikotinsucht sei eine gesellschaftliche Selbstverständlichkeit, was den Konsum dieser Produkte fördern kann.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	1.1	<p>Ausgangslage</p> <p>Der Bundesrat zeigt die Probleme zum der Tabakprodukte in der Einleitung in wenigen Worten auf: Es sind die einzigen Konsumgüter, die nicht ohne Gesundheitsrisiko konsumiert werden und rasch zu einer sehr erheblichen Abhängigkeit führen können. Eine dritte Besonderheit bestehe darin, dass die Hälfte der Raucherinnen und Raucher mit dem Konsum von Tabakprodukten gerne aufhören möchten. Weiter erwähnt der Bundesrat, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht weiter zurückgeht und der Tabakkonsum in der Schweiz jährlich 9500 Todesopfer fordert (Verkehrsunfälle: 296 Opfer). Zuletzt beziffert er den volkswirtschaftlichen Schaden (CHF 5,6 Mia.).</p> <p>Die dargelegten Fakten werden in den folgenden Kapiteln aus nicht nachvollziehbaren Gründen wieder ignoriert.</p>
	1.3.3	<p>Anforderung an die Produkte und ihre Verpackungen</p> <p>Auf die Positivliste für Zusatzstoffe und das damit einhergehende Bewilligungssystem soll laut Bundesrat verzichtet werden. Stattdessen soll es eine Liste der verbotenen Zutaten für alle Produkte und Geräte sowie eine Liste mit den zulässigen Höchstmengen für die Emissionen von Zigaretten geben.</p> <p>Die Abkehr vom System mit einer Liste zugelassener Zusatzstoffe wird im erläuternden Bericht damit begründet, dass die Bedeutung der Zusatzstoffe im Vergleich zur Gesamttoxizität der Tabakprodukte gering sei. Diese Verharmlosung ist nicht nachvollziehbar. Wir halten fest, dass Zusatzstoffe im Zusammenhang mit dem Konsum und der Suchtsteigerung bei Menschen eine wichtige Stellung einnehmen. Die Zusatzstoffe werden beispielsweise verwendet um:</p> <ul style="list-style-type: none"> • der Zigarette ein unverwechselbares Aroma zu geben, • das Abbrennen der Zigarette zu steuern, • den Tabak feucht zu halten und sein Austrocknen zu verhindern, • den bitteren und scharfen Geruch des inhalierten Rauchs zu überdecken, • den inhalierten Rauch abzumildern und so dessen atemwegreizende Wirkung zu mildern (wodurch letztlich das Warnsignal des Körpers, dass der Rauch schädlich ist, beseitigt wird), • die Asche und den Rauch weiss zu färben und • das Aussehen der Zigarette zu verbessern.
Fehler!	1.6.1	Recht der Nachbarstaaten

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.		Die Gesetzgebung zu Tabakprodukten und E-Zigaretten hat sich in den letzten zwei Jahrzehnten in den europäischen Staaten positiv entwickelt: Die grosse Mehrheit der europäischen Länder kennen weitergehendere Einschränkungen der Werbung, Promotion und des Sponsorings als wie sie der Bundesrat vorschlägt. Der Verband der europäischen Krebsligen sieht die Schweiz sogar als Schlusslicht bei Werbung, Promotion und Sponsoring (Tobacco Control Scale 2016 in Europe). Mindestens zwei der vier Länder um uns herum (F, I) kennen seit Längerem viel weiter gehende Bestimmungen.
	1.6.2	<p>Europäisches Recht</p> <p>Auch die Gemeinschaft der EU-Staaten hat in den vergangenen Jahren schärfere Richtlinien erlassen: Die Richtlinie 2014/40/EU für Tabakerzeugnisse, die am 19. Mai 2014 in Kraft getreten ist, hat zur Folge, dass der Rückstand der Schweiz gegenüber den Staaten der europäischen Union weiter zugenommen hat. Unter anderem,</p> <ul style="list-style-type: none"> • bleiben die Warnhinweise in der Schweiz kleiner als in der EU, • bleiben die E-Zigaretten in der Schweiz schwächer reguliert als in der EU, • soll neu der Verkauf von Snus in der Schweiz erlaubt werden, während der Verkauf in der EU verboten ist (ausgenommen Schweden), • ist das Sponsoring von internationalen Anlässen EU-weit verboten.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	1.6.2	<p>Internationales Recht: WHO-Tabakkonvention</p> <p>Die Vorschläge, die der Bundesrat bringt, entsprechen spätestens seit dem Inkrafttreten der internationalen Rahmenkonvention über Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation am 27. Februar 2005 nicht mehr den internationalen Standards. Die Schweiz hat 2004 WHO-Konvention unterzeichnet. Die Ratifizierung ist seitdem Teil der jeweiligen Legislaturperioden. Weltweit haben 180 von 192 Mitgliedstaaten der WHO die Konvention ratifiziert. Neben Andorra, Liechtenstein und Monaco ist die Schweiz das einzige Land in Europa, das die WHO-Konvention noch nicht ratifiziert hat. Die geplanten gesetzlichen Änderungen müssen so angelegt sein, dass einer Ratifizierung der Konvention nichts mehr im Wege steht.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.		
Fehler! Verweisquelle konnte nicht		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

gefunden werden.		
-------------------------	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	1	<p>Zweck</p> <p>Im erläuternden Bericht wird darauf hingewiesen, dass das Tabakproduktegesetz die Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums, von Tabakprodukten und E-Zigaretten soll. Zu diesem Zweck seien eine Reihe von Massnahmen vorgesehen.</p> <p>Wir möchten darauf hinweisen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer höchstens(!) marginal wahrnehmbaren Reduzierung der Vermarktungsmöglichkeiten durch die Tabakindustrie führen werden: Werbung ist den meisten Publikationen, im Kino und am Verkaufsort weiterhin erlaubt. Der Werbe- und Promotionsaufwand am Verkaufsort beträgt bereits heute gegen 50 Prozent der Vermarktungsmassnahmen für Tabakprodukte. Das Sponsoring und die Verkaufsförderung (Rabattaktionen) soll gemäss dem Vorentwurf in der Praxis gar nicht eingeschränkt werden.</p> <p>Mit den vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen kann der Zweck des Gesetzes nicht erfüllt werden.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.		
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Entwurf Tabakproduktegesetz (Änderungen sind gelb markiert)				
Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	1			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Bezeichnend für die Unzulänglichkeit dieses Gesetzesentwurfs ist, dass das Ziel den Tabakkonsum zu verringern, gestrichen wurde (im Vergleich zur ersten Botschaft).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit diesem Gesetz soll</p> <p>a. der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden;</p> <p>b. der Konsum von Tabakprodukten verringert werden.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	2	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Um den Einstieg von Kindern und Jugendlichen in den Tabak- und Nikotinkonsum zu verhindern, reicht es nicht, wenn lediglich einige wenige Bestimmungen auch auf E-Zigaretten ohne Nikotin angewendet werden. Selbst im Falle, sollten E-Zigaretten für Nichtraucherinnen und Nichtraucher kaum gesundheitlich bedenkliche Stoffe freisetzen (Datenreihen fehlen hierzu noch), besteht die Gefahr, dass deren Gebrauch die Schwelle zum Einstieg in den Tabak- und Nikotinkonsum von Kindern und Jugendlichen fördert (Nachahmung rauchähnliche Handlung).</p> <p>Ohne den Zusatz in Absatz 1 sind Gegenstände und Dienstleistungen, die keine funktionelle Einheit mit Tabakprodukten bilden, aber dieselbe oder eine leicht geänderte Marke wie Tabakprodukte tragen, von den Werbeeinschränkungen nicht betroffen. Damit wird der Tabakindustrie die Gelegenheit gegeben, ihre Tabakprodukte mit Nichttabakprodukten zu fördern (z.B. Kleider).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt für Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, die auf dem Markt bereitgestellt werden; die Bestimmungen in den Artikeln 17–19 gelten auch für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt bzw. die nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigarette tragen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	2	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Buchstabe b in Absatz 2 ist eine Einladung das Gesetz zu umgehen, indem Substanzen, welche gemischt verboten wären, separat vertrieben werden (so z.B. geschehen bei der Einführung der Alkopop-Sondersteuer, wo Getränk und Alkohol an der Bar anschliessend separat gereicht wurden).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt nicht für:</p> <p>a. Tabakprodukte, deren Tabak die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch selber anbauen oder die sie für den Eigengebrauch selber herstellen oder verarbeiten;</p> <p>b. (streichen)</p> <p>c. Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, welche die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch einführen; vorbehalten bleibt Artikel 27.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	3			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist sogenannten «differenzierten Regulierungen» inhärent. Es besteht die Gefahr, dass von der Industrie bewusst neue Produkte entwickelt werden, welche nicht direkt einem der definierten Produkte zugeordnet werden können.</p> <p>Die vorgeschlagenen neuen Absätze 2 und 3 sollen verhindern, dass Begriff-Lücken im Gesetz ausgenutzt werden können. Der Absatz 3 gibt dem Bundesrat die Möglichkeit, schnell auf Entwicklungen im Markt zu reagieren.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>...</p> <p>² (neu) Falls nicht anders erwähnt, sind Tabakprodukte zum Erhitzen, Tabakprodukte zum oralen Gebrauch, pflanzliche Rauchprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, Tabakprodukten zum Rauchen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>gleichgestellt.</p> <p>³ (neu) Der Bundesrat kann neue Produkte einem der Produkte nach Absatz 1 Buchstabe a - f zuordnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	4	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Täuschungsschutz hat bei Tabakprodukten, für deren Konsum kein gesundheitsverträglicher Grenzwert gesetzt werden kann, besondere Bedeutung.</p> <p>Damit der Täuschungsschutz nicht umgangen werden kann, braucht es zwingend ein umfassendes Vermarktungsverbot (s. Vorschläge Kapitel 4). Neutrale Tabakverpackungen tragen besonders wirksam zum Täuschungsschutz bei.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Aufmachung, die Kennzeichnung und die Verpackung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten sowie die Werbung für diese Produkte dürfen die Konsumentinnen und Konsumenten nicht täuschen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	5	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten dürfen keine Zutaten enthalten, die</p> <ol style="list-style-type: none"> a. bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden; b. ihre Toxizität um ein signifikantes Mass erhöhen oder das Inhalieren erleichtern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden	5	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

werden.			<p>entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Nachfüllflüssigkeit, die in nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und in Tabakprodukten zum Erhitzen verwendet wird, muss zudem die folgenden Anforderungen erfüllen:</p> <p>a. Sie muss von hoher Reinheit sein.</p> <p>b. Ausser bei Nikotin darf sie weder in erhitzter noch in nicht erhitzter Form ein Risiko für die Gesundheit darstellen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	5a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Unser politischer Standpunkt zu «Snus» ergibt sich aus den von Parlament und Bundesrat vorgesehenen gesetzlichen Rahmenbedingungen, welche Werbe-, Sponsoring- und Verkaufsmassnahmen fast uneingeschränkt zulassen wollen.</p> <p>Eine Annahme unserer Änderungsanträge in den Kapitel 3 (Warnhinweise) und 4 (Werbung) ist die zwingende Voraussetzung für eine Neubeurteilung unseres Antrags für ein «Snus-Verbot».</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot bestimmter Tabakprodukte zum oralen Gebrauch</p> <p>Tabakprodukte in Form eines Pulvers, eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln, und bestimmt zum oralen Gebrauch, jedoch nicht zum Rauchen, Inhalieren oder Kauen, dürfen nicht auf dem Markt bereitgestellt werden.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	6	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Eine abschliessende Liste von gesundheitsgefährdenden Zutaten, wird nicht die vom Gesetzgeber beabsichtigte Wirkung entfalten, da die Liste lückenhaft ist und durch neue chemische Verbindungen leicht umgangen werden kann. In der Liste fehlt ausserdem der Zusatzstoff Menthol.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Zutaten welche die Toxizität oder das Abhängigkeitspotenzial von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten massgeblich erhöhen oder die Inhalation erleichtern sind verboten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	6	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Tabakwaren, die für die Ausfuhr in Nicht-EU-Länder bestimmt sind, weisen z.T. höhere Konzentrationen an Schadstoffen auf als die aktuell gültige Tabakverordnung zulässt. Mit der vorgeschlagenen Bestimmung soll die Verantwortung der Schweiz gegenüber der Gesundheit in Drittländern wahrgenommen werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>³ (neu) Tabakprodukte, die für den Export bestimmt sind, unterliegen ebenfalls den Absätzen 1 und 2.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	7	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit der Massnahme, dass Zigaretten nicht im Einzelstück verkauft werden dürfen, kann einfacher verhindert werden, dass Probierkonsumentinnen und -konsumenten nicht zu einem regelmässigen Konsum übergehen.</p> <p>Für die Hersteller von Tabakwaren werden die Packungen immer wichtiger für die Werbung, je mehr andere Formen von Werbung, Promotion und Sponsoring für Tabakwaren ausgeschlossen werden. Schmale Packungen stellen z.B. das Rauchen unterschwellig als Schlankmacher dar.</p> <p>Die Masse 44x52 mm entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>² (neu) Zigarettenpackungen haben folgende Abmessungen:</p> <p>a. Höhe: mindestens 44 mm;</p> <p>b. Breite: mindestens 52 mm.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	8	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Höchstvolumina von 10 resp. 2 ml entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten dürfen ein Volumen von höchstens 10 ml haben.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	8	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 8 Absatz 1.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Kartuschen von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Einwegzigaretten und Einwegkartuschen mit Nikotin dürfen ein Volumen von höchstens 2 ml haben.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	9	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Alle Verpackungen von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten müssen bei der Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Angaben enthalten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. die Sachbezeichnung nach Artikel 10; b. die Firmenbezeichnung oder die von der Oberzolldirektion zugeteilte Reversnummer des inländischen Herstellers oder des Importeurs nach Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe b des Tabaksteuergesetzes vom 21. März 1969 ; c. das Produktionsland, sofern dieses nicht aus der Angabe nach Buchstabe c ersichtlich ist; d. die Warnhinweise nach Artikel 12 und 13.
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	10	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Sachbezeichnung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten hat der Natur, der Art, der Gattung und der Beschaffenheit des Produkts zu entsprechen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>11</p>	<p>1</p>	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die folgenden Angaben sind auf der Verpackung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bzw. auf dem Produkt selbst verboten:</p> <p>a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild», «ökologisch», «natürlich» oder «ohne Zusatzstoffe»;</p> <p>b. der Nikotin-, Teer- oder Kohlenmonoxidgehalt der Emissionen des Produkts.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>11</p>	<p>2</p>	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Hinweise auf eine krankheitsheilende, -lindernde oder -verhütende Wirkung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten auf der Verpackung bzw. auf dem Produkt sind verboten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>11a</p>		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Weltweit werden jährlich Milliarden von Zigaretten geschmuggelt. Schon 1999 tauchten gemäss der Weltbank rund 30 Prozent der international exportierten Zigaretten als Schmuggelware auf den Märkten auf. 2012 schätzte die EU, dass die EU und die Mitgliedstaaten durch den Zigaretenschmuggel jährlich über 10 Milliarden Euro an Zolleinnahmen verlieren. Hinzu kommen die Ausfälle bei der Tabak- und Mehrwertsteuer. Weil auf dem Schwarzmarkt Tabakwaren ohne Steuern verkauft werden, sind sie billig zu haben. Besonders für junge Menschen ist das ein Anreiz, Zigaretten zu kaufen. Damit verstärkt der illegale Handel mit Zigaretten die Tabakepidemie. Zugleich ist er äusserst profitabel, mit den Gewinnen werden oft länderübergreifende kriminelle Aktivitäten finanziert.</p> <p>Im vorgeschlagenen Gesetz fehlen Massnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakwaren mittels Einführung eines lückenlosen Rückverfolgungssystems, wie es auch die neue Tabakprodukterichtlinie der EU vorsieht.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Um ein unabhängiges und transparentes Vorgehen zu gewährleisten, muss die Kontrolle über die Produktions- und Vertriebswege durch unabhängige Drittorganisationen erfolgen und nicht durch Tabakindustrie selbst.</p> <p>Es ist wichtig, dass die Schweiz hier ebenfalls die notwendigen gesetzlichen Vorkehrungen zur Bekämpfung des illegalen Handels trifft.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungen</u></p> <p>(neu) Rückverfolgbarkeit, Lizenz</p> <p>¹ Die Hersteller sorgen dafür, dass alle Packungen von Tabakerzeugnissen und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, die in der Schweiz in den Verkehr gebracht werden, ein individuelles Erkennungsmerkmal haben;</p> <p>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten des individuellen Erkennungsmerkmals und die Teilnahme am Lizenzverfahren für die Rückverfolgbarkeit.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>12</p>	<p>2</p>	<p><u>Bemerkungen für Art. 12 – 14:</u></p> <p>Aus präventionspolitischer Sicht ist die Einführung neutraler Tabakwarenverpackungen, wie es auch die neue EU-Tabakprodukterichtlinie für ihre Mitgliedstaaten zulässt, die optimale Lösung. Tabakprodukte stellen den häufigsten Werbeträger dar.</p> <p>Anpassungen an den Warnhinweisen drängen sich auf alle Fälle auf. Dabei lehnen wir die vom Bundesrat vorgeschlagene Unterscheidung für Tabakprodukte zum Rauchen und weiteren Produkten betreffend die Grösse der Warnhinweise aus folgenden Gründen ab:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Produkte nach Art. 3 Abs. b – f sind nicht gesünder als Tabakprodukte zum Rauchen, sondern im besten Fall weniger schädlich (was bei den meisten dieser Produkte bis jetzt nicht abschliessend festgestellt werden konnte); 2. Jedes dieser Produkte hat eine gewisse Attraktivität für Kinder und Jugendliche, über dessen Konsum die Kinder letztlich an die Rauchwaren herangeführt werden können. <p>Bei einem Verzicht auf neutrale Verpackungen sollen zumindest die bebilderten Warnhinweise auf beiden Breitseiten der Päckchen in der oberen Hälfte aufgedruckt werden und mehr Platz einnehmen, mindestens 80 Prozent. Dies entspricht der WHO-Empfehlung (EU-Direktive legt 65 Prozent fest).</p> <p><i>Zusätzlich gilt für neutrale Verpackungen die Grundfarbe Pantone 448 C. Erlaubt sind neben den Warn- und</i></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><i>Inhaltshinweisen nur noch der Markennamen und der Produktnamen in einer Standardschrift.</i></p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat legt fest, welche Texte, Fotografien und Informationen nach Absatz 1 Buchstabe c die Verpackungen tragen müssen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	13		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung muss bei der Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Warnhinweise tragen:</p> <p>a. für die Tabakprodukte zum Erhitzen, zum Schnupfen, zum oralen Gebrauch: «Dieses Tabakprodukt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p> <p>b. für die pflanzlichen Rauchprodukte: «Das Rauchen dieses Produkts schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p> <p>c. für die nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p> <p>d. (neu) für die nikotinfreien elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	14		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.;</p> <p>² Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe b ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>³ (neu) Die Warnhinweise nach Artikel 13 sind je auf dem unteren Teil beider seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>⁴ Der kombinierte Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c muss ohne Rahmen 80 Prozent der äusseren</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Vorder- als auch der äusseren Rückseite der Packung abdecken; vorbehalten bleibt Absatz 5.</p> <p>⁵ Bei Verpackungen, die nicht für Zigaretten bestimmt sind und deren am ehesten ins Auge fallende Oberfläche grösser ist als 75 cm², müssen die Warnhinweise auf jeder Seite mindestens 60 cm² gross sein.</p> <p>⁶ Die Warnhinweise dürfen nicht an einer Stelle angebracht sein, an der sie beim Öffnen der Packung zerstört oder entfernt werden.</p> <p>⁷ Sie müssen zudem auf jeder Aussenverpackung, mit Ausnahme einer durchsichtigen Hülle, enthalten sein.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	15		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten und Kartuschen müssen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. kindersicher sein; b. bruchsicher sein; c. über einen auslauffreien Mechanismus für die Nachfüllung verfügen.
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	16	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontraindikationen;

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>d. Warnungen für Risikogruppen;</p> <p>e. mögliche schädliche Auswirkungen;</p> <p>f. Suchtpotenzial und Toxizität;</p> <p>g. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	17			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Art. 17, Abs. 1 ist zu so ergänzen, dass auch das Brand stretching (Markentransfer) zweifelsfrei verhindert werden.</p> <p>Zudem möchten wir unterstreichen, dass wir an der Forderung nach einem umfassenden Verbot der Werbe- und Promotionsmassnahmen festhalten. Partielle Werbeeinschränkungen führen nicht zu einer Abnahme der Werbung und Promotion von Tabak- und Rauchprodukten, sondern zu einer Verschiebung der entsprechenden Vermarktungsmassnahmen. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Aus unserer Sicht soll jede Art der Werbung für Tabakprodukte verboten werden. Das macht im Prinzip eine Aufzählung der Ausgestaltung, Werbeträger und Orte überflüssig.</p> <p>(Siehe auch die Motionen 17.4187 «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt tragen, ist verboten.</p> <p>² (neu) Tabakprodukte und E-Zigaretten dürfen von</p> <p>a. ausserhalb des Verkaufsortes nicht sichtbar sein,</p> <p>b. am Verkaufsort weder offen aufgelegt noch beworben werden.</p> <p>³ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen verboten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17a</p>		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit begründeter Wahrscheinlichkeit investieren die Marketingabteilungen der Tabakmultis in der Schweiz viel Geld in Discount-Aktionen – Stil 3 für 2 - verbunden mit Aktivitäten am Verkaufsort und in Bars und Discos. In den USA machen Discount Aktionen inzwischen den Hauptanteil an Tabakmarketingaktivitäten aus. (Quelle Federal Trade Commission, Cigarette Report, for 2011, erschienen 2013)</p> <p>Discount-Aktionen unterlaufen die Preispolitik, die darauf abzielt, die Attraktivität des Anschaffens von Tabakwaren zu reduzieren. Die Hürden zum Kauf werden so vor allem für jüngere, oft noch in der Experimentierphase stehende ab und zu Rauchende herabgesetzt, was wiederum den Einstieg in einen regelmässigen Konsum begünstigt.</p> <p>Mit der vorgeschlagenen Änderung sollen weitere Marktbearbeitungsmassnahmen der Tabakindustrie, die sich insbesondere an ein jugendliches Publikum richten, verhindert werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verkaufsförderung</p> <p>Die Förderung des Verkaufs von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektrischen Zigaretten sowie von Gegenständen, die eine funktionelle Einheit mit einem genannten Produkt bilden, ist verboten, wenn sie geschieht:</p> <p>a. durch unentgeltliche Abgabe;</p> <p>b. durch Preisnachlässe, oder;</p> <p>c. durch die Abgabe von Geschenken oder Preisen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Nach wie vor ist der Auftritt der Tabakbranche an Jugendanlässen (z.B. Open air Festivals) sehr stark. Sie markieren aber auch Präsenz an Prestigeanlässen, wie z.B. das Montreux-Jazz-Festival, die ein älteres Publikum ansprechen. Dabei spielt sicher das Einstimmen auf künftige Auseinandersetzungen hinsichtlich Tabakmarketing eine Rolle.</p> <p>Der Sponsor erhofft sich von seinem Engagement einen Imagetransfer. Die Tabakindustrie will sich die Werte, die Kulturanlässe liefern, zu Eigen machen. Das gelingt ihr sowohl als Sponsor von Anlässen, die ein junges Publikum anziehen als auch bei Anlässen für ein älteres Publikum. Gleichzeitig ergibt sich an diesen Anlässen die Möglichkeit, mit der Zielgruppe in einen persönlichen Kontakt zu treten.</p> <p>Um die Anreize zum Einstieg in die Tabakabhängigkeit zu vermindern, ist ein Sponsoringverbot eine bedeutende Massnahme. Tabaksponsoring prägt aber auch das gesellschaftliche Bild von Tabakprodukten. Mittels</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Sponsoringmassnahmen positioniert sich die Tabakindustrie als unersetzlicher Akteur z.B. im Kulturbereich. So werden Abhängigkeiten geschaffen, die für eine aus gesundheitlicher und volkswirtschaftlicher Sicht notwendige Reduktion des Konsums von Tabakprodukten hinderlich ist. Die Vergabetätigkeit verschafft der Tabakindustrie Einfluss auf Institutionen und Organisationen des öffentlichen Lebens und beeinflusst damit indirekt die Politik. Mit der Spendentätigkeit versuchen Tabakkonzerne das Geschäft mit Krankheit und Tod zu verharmlosen und ihr Image aufzupolieren</p> <p>Sponsoring ist deshalb generell zu verbieten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Sponsoring</p> <p>Sponsoring inkl. Spenden und Zuwendungen an Veranstaltungen und Tätigkeiten Dritter sind untersagt.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	19		<p>Art. 19 ist sehr wichtig, um den Kantonen die Möglichkeit zu geben, weitere Regelungen vorzusehen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	20	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Absatz 3 drei wird mit dem neuen Art. 20a hinfällig.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>³ (streichen)</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	20a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Für ein Automatenverbot spricht u.a. die Tatsache, dass auch mit den modernsten Systemen nicht verhindert werden kann, dass Kinder und Jugendliche Tabakwaren über Automaten beziehen können.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot von Automaten</p> <p>Der Verkauf von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, mittels Automaten, ist verboten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	21			Testkäufe sind eine sinnvolle Ergänzung zur Bewilligungspflicht Abgabe (Art. 26a) und zum Automatenverbot (Art. 20a).
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	22	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	23	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	25	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG die Zusammensetzung der Produkte melden, die er oder sie auf dem Markt bereitstellt. Für Zigaretten muss er oder sie zusätzlich die Emissionen der Produkte melden.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>25a</p>		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Vorschlag, dass die Gesamtbeträge für jede Ausgabenkategorie veröffentlicht werden, verschafft Einblick in die von der Tabakindustrie getroffenen Vermarktungsmassnahmen. Mögliche Schlupflöcher in der Gesetzgebung sind so rascher erkennbar und erleichtern das Treffen entsprechender Vorkehrungen. Je weniger die Tabakindustrie direkt mit ihren Produkten in Erscheinung treten kann, desto intensiver wird sie versuchen, ihr Ansehen in der Gesellschaft und dadurch indirekt auch jenes ihrer Produkte mittels Spenden und Zuwendungen zu steigern.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Meldung der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstigen Zuwendungen</p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG jährlich die Höhe der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstige Zuwendungen in der Schweiz im Zusammenhang mit diesen Produkten melden.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>26</p>	<p>1</p>	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer feststellt, dass von ihm auf dem Markt bereitgestellte Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten eine Gefahr für die Gesundheit nach Artikel 5 darstellen, muss sicherstellen, dass die Konsumentinnen und Konsumenten möglichst wenig geschädigt werden, namentlich indem er die Produkte zurücknimmt oder zurückruft.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>26a</p>		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Kontrolle zur Einhaltung des Abgabeverbots an Minderjährige ist mit einer Bewilligungspflicht der Abgabestellen einfacher zu bewerkstelligen. Die Vergabe der Bewilligungen soll zudem an einen Beitrag gebunden sein, mit dessen Ertrag die Kontrollen finanziert werden.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>(neu) Bewilligungspflicht Abgabe</p> <p>¹ Die gewerbsmässige Abgabe von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien Zigaretten ist bewilligungspflichtig;</p> <p>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten der Bewilligungspflicht und der Kontrolle.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	27			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat kann zur Verhinderung der gewerbsmässigen Einfuhr die Menge an Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten festlegen, die eine Konsumentin oder ein Konsument zum Eigengebrauch einführen darf.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	28	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Er überwacht die Tabakprodukte und die nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bei ihrer Einfuhr.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	34	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>34</p>	<p>3</p>	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p>Durch Fehlinformationen der Tabakindustrie werden die Konsequenzen des Tabakkonsums immer wieder verharmlost. Mit der vorgeschlagenen Ergänzung soll es auch Behörden und Behörden nahestehenden Organisationen und Institutionen ausdrücklich erlaubt sein, über solche irreführende Fehlinformation zu informieren oder entsprechende Massnahmen von Dritten zu unterstützen.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes im Zusammenhang mit Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten und über Fehlinformationen, die die gesundheitlichen Folgen des Konsums verharmlosen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>40</p>		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Bundesrat lässt offen aus welchen Quellen der Bund bzw. die Kantone die Kosten finanzieren wollen. Es besteht die Gefahr, dass dies zulasten der Beiträge an die Tabakprävention geht.</p> <p>Die vorgeschlagene Koppelung einer Gebühr an die Bewilligungspflicht hat den Vorteil, dass die Finanzierung klar geregelt ist, die Mittel für die Prävention nicht tangieren werden und keine Belastung für die Nichtraucher und Nichtraucherinnen entstehen.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 40 Gebühr</p> <p>¹ Für die Bewilligung nach Artikel 26a (neu) (Bewilligungspflicht Abgabe) wird eine Gebühr erhoben;</p> <p>² Die Höhe der Gebühr nach Absatz 1 richtet sich nach den gemeinsamen Kosten der Kontrollen und Massnahmen von Bund und Kantonen.</p> <p>³ Der Bundesrat finanziert die Kontrollen und die Massnahmen der Vollzugsorgane des Bundes durch die Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				⁴ Der Bund vergütet den Kantonen ihre Kosten für den Vollzug dieses Gesetzes aus den Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	41			<u>Bemerkungen</u> Siehe Artikel 40 <u>Änderungsantrag</u> Art. 41 (streichen)
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	42	1		<u>Bemerkungen</u> E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2). <u>Änderungsantrag</u> Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, die Zutaten enthalten, die bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden (Art. 5 Abs. 1).
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	43	1		<u>Bemerkungen</u> In Übereinstimmung mit den Änderungsvorschlägen zu den Art. 27a (neu) und 40 ist hier auch noch der Lizenzentzug zu integrieren. E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2). <u>Änderungsanträge</u> Mit Busse bis zu 40 000 Franken und dem Entzug der Lizenz wird bestraft, wer vorsätzlich: <ol style="list-style-type: none"> a. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend den Täuschungsschutz (Art. 4) zuwiderhandelt; b. Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, deren Zusammensetzung oder Emissionen nicht den Anforderungen dieses Gesetzes entsprechen (Art. 5 Abs. 2 und 3 und Art. 6);

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>c. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Verpackung (Art. 7–16) zuwiderhandelt;</p> <p>d. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Werbung (Art. 17 - 18) zuwiderhandelt; Zuwiderhandlungen gegen Artikel 17 Absatz 2 werden gemäss dem Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen geahndet;</p> <p>e. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Abgabe an Minderjährige (Art. 20) zuwiderhandelt, sofern ihr oder sein Arbeitgeber nicht nach Absatz 4 strafbar ist;</p> <p>f. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Pflichten der Unternehmen und die Einfuhrbeschränkungen (Art. 22–27) zuwiderhandelt;</p> <p>g. den zuständigen Behörden die verlangten Auskünfte oder Proben (Art. 35) verweigert.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	48			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Es gibt keinen Grund wieso den Produzenten die Möglichkeit gegeben werden soll, grosse Lagerbestände nach altem Recht zu produzieren, welche anschliessend über Jahre verkauft werden können. Eine Übergangsfrist von einem Jahr genügt, um bestehende Lagerbestände zu verkaufen.</p> <p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Tabakprodukte, die zur Bereitstellung auf dem Markt bestimmt sind und deren Kennzeichnung Artikel 9–14 nicht entspricht, dürfen noch während eines Jahres ab Inkrafttreten dieses Gesetzes nach bisherigem Recht eingeführt hergestellt und an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Anhang 1			<p>streichen Anhang 1 (siehe Artikel 6)</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

konnte nicht gefunden werden.				
--	--	--	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Zürcher Karin, Lic. ès. sc. soc / MPH
Responsable du CIPRET-Vaud / Promotion Santé Vaud KZ

Abréviation de la société / de l'organisation : KZ

Adresse : Avenue de Provence 12, 1007 Lausanne

Personne de référence : KZ

Téléphone : 078 690 30 54

Courriel : karin.zuercher(at)prosv.ch

Date : 17 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune	12
Notre conclusion	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
KZ	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud
KZ	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS. Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.</p> <p>L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive (Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que «</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p><i>l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".</i></p> <p>Compte-tenu de ces constats, j'exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i>6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite
KZ	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
KZ	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
KZ	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
KZ	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane),</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
KZ	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
KZ	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	faillies dans la collaboration internationale douanière et policière.
KZ	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
KZ	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
KZ	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
KZ	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
KZ	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
KZ	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
KZ	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
KZ	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
KZ	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
KZ	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
KZ	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
KZ	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
KZ	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
KZ	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
KZ	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
KZ	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
KZ	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
KZ	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
KZ	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
KZ	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
KZ	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
KZ	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
KZ	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
KZ	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
KZ	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
KZ	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
KZ	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
KZ	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
KZ	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
KZ	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
KZ	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
KZ	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
KZ	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
KZ	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
KZ	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
KZ	17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
KZ	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
KZ	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
KZ	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
KZ	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
KZ	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
KZ	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
KZ	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
KZ	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
KZ	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
KZ	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
KZ	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
KZ	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
KZ	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
KZ	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
KZ	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
KZ	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
KZ	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
KZ	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
KZ	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
KZ	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Dermond Noah BAG

Von: Maneff Christina (DIP) <christina.maneff@etat.ge.ch>
Gesendet: Donnerstag, 15. März 2018 17:17
An: _BAG-GEVER; _BAG-Tabakprodukte
Betreff: avis sur projet de loi fédéral sur les produits du tabac

Avis donné par

Nom / société / organisation : Maneff

Abréviation de la société / de l'organisation : pédiatre

Adresse : 1 cardinal Mermillod

Personne de référence :

Téléphone : 0223430133

Courriel : christina.maneff bluewin.ch

Date : 15.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au format Word d'ici au 23 mars 2018 aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales 3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») 6
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » 9
Projet de loi sur les produits du tabac 12
Notre conclusion 17

Remarques générales

nom/société remarque / suggestion :

... Remarques générales

L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.

Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). A contrario, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Sis Cigarette).

L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.

... La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle

Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).

On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341-2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les

plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.

..... La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité

La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. *Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control* 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. *The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ.* 2000;19(6):1117–37).

A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPtab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. *Nicotine & Tobacco Research*, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPtab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.

Prof. ...

Institut...

Faculté

Université...

SSPH+ Nécessité d'un emballage neutre

L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.

L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. *Tobacco packaging design for reducing tobacco use.*

Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI:

10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.

... Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac

Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.

.... Mesures spécifiques de protection des consommateurs

La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.

Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", *The American Economics Review*, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. *Tob Control* 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).

L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, *Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives*, *Am J Public Health*. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.

.... Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal

Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.

Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération

pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.

Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.

Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.

.... Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficace d'améliorer l'état de santé de la population.

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Notre conclusion

0

Acceptation

0

Propositions de modifications / réserves

0

Remaniement en profondeur

1

Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Matthias Stacchetti, avocat, chargé de cours

Abréviation de la société / de l'organisation : ...

Adresse : Rue du Collège 13a, 2013 Colombier

Personne de référence : ...

Téléphone : +41 32 841 66 73

Courriel : mak.mat@bluewin.ch

Date : 15.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Michela Canevascini

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : ch. Du Moléson 7

Personne de référence : Michela Canevascini

Téléphone : +41 76 679 84 87

Courriel : michela_canevascini@msn.com

Date : 15 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune	12
Notre conclusion	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; (supprimer); aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Art. 19 (supprimer)
20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da Paltenghi Monica

Nome / società / organizzazione :
Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Docente di biologia, Liceo Lugano 1
Indirizzo : Ara Gesa 19, 6994 Aranno
Persona di riferimento :
Telefono : 091 6091249
Email : monica.paltenghi@bluewin.ch
Data : 15.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle breccie nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Dr med. Bernard Burnand, médecin de santé publique, CHUV et Université de Lausanne

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : 21, Chemin de la Grangette - 1010 Lausanne

Personne de référence :

Téléphone : 079 249 25 66

Courriel : Bernard.Burnand@chuv.ch

Date : 16.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Dr.ssa Antonella Richetti

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : Istituto Oncologico della Svizzera Italiana

Indirizzo : Ospedale San Giovanni, Bellinzona

Persona di riferimento :

Telefono :

Email : antonella.richetti@eoc.ch

Data : 16 marzo 2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Dr. med Patrizia Froesch

Abbreviazione della società / dell'organizzazione :

Indirizzo : via G. G. nesi 11

Persona di riferimento :

Telefono : 091 8114840

Email : patrizia.froesch@eoc.ch

Data : 16.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Christine Clavien / Institut Éthique Histoire Humanités / Faculté Médecine / Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : iEH2 / Centre Médical Universitaire / 1, rue Michel Servet / CH - 1211 Genève 4

Personne de référence :

Téléphone : +41 22 379 4609

Courriel : christine.clavien@unige.ch

Date : 16.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Franco Cavalli, Istituto Oncologico di Ricerca

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : IOR

Indirizzo : Via Vincenzo Vela 6, 6500 Bellinzona

Persona di riferimento : Franco Cavalli

Telefono : 091 811 86 66

Email : franco.cavalli@eoc.ch

Data : 16.3.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
3. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	3
La nostra conclusione	8

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla pericolosità del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo di tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera tra 400'000 e 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si vedano i risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ulteriormente l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca alle multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti da pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità “quando si rivolge particolarmente ai minorenni” non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i “luoghi frequentati principalmente da minorenni”? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati “principalmente” da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati “principalmente” da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione intraprese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie nei luoghi di vendita (per una revisione sistematica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e sugli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenziazione di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati rispetto agli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che sia questa la strada maestra. In subordine riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS rappresenterebbe già un miglioramento significativo.</p>
	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in grado di assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovesse essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato o degli ambienti della salute pubblica, a patto che vi sia la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incentivazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori, ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la propria libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nell'intento di evitare le conseguenze della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le necessarie misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo la SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, una cifra comparabile a quella delle esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente superiore alle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo per intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei pochi paesi pronti ad agire consapevolmente senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente prelevata. Allo scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati rivestono attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato dagli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile dotarsi di mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati, comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre in realtà esse non sono conformi al diritto svizzero e non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri di elevata qualità.</p>
	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMr1308383). Dal punto di vista dell'economia sanitaria, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, riducendo il tabagismo non si riducono necessariamente i costi della sanità a lungo termine, ma ridurre il tabagismo attraverso misure basate sulle evidenze scientifiche rappresenta un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input checked="" type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input type="checkbox"/>	Rifiuto

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Valentine Guenin

Abréviation de la société / de l'organisation : VG

Adresse : Rue du Tunnel 9, 1005 Lausanne

Personne de référence : Valentine Guenin

Téléphone : 079 626 02 93

Courriel : valentine.guenin15@gmail.com

Date : 16.02.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune	12
Notre conclusion	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; (supprimer); aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³(nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Art. 19 (supprimer)
20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Krebsregister der Kantone Zürich und Zug

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Vogelsangstrasse 10, 8091 Zürich

Kontaktperson : Prof. Dr. Sabine Rohrmann, MPH (Leiterin)

Telefon : 044 255 5634

E-Mail : sabine.rohrmann@usz.ch

Datum : 16.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Error! Bookmark not defined.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Error! Bookmark not defined.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Error! Bookmark not defined.
Unser Fazit	_____	Error! Bookmark not defined.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Error! Bookmark not defined.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institut für Epidemiologie, Biostatistik and Prävention, Universität Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : EBPI

Adresse : Hirschengraben 84, 8001 Zürich

Kontaktperson : Frau Miriam Wanner

Telefon : 043 253 02 23

E-Mail : miriam.wanner@uzh.ch

Datum : 16.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Marta Lomazzi

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : Institute of Global Health
University of Geneva
Campus Biotech
chemin des Mines 9
1202 Geneva
SWITZERLAND

Personne de référence : Marta Lomazzi, Maitre Assistante

Téléphone : 0223790455

Courriel : marta.lomazzi@unige.ch

Date : 16032018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Aurélien Georges

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Rue des Terreaux 3, 1304 Cossonay-Ville

Personne de référence : Aurélien Georges

Téléphone : 079 631 69 92

Courriel : online@aureliengeorges.ch

Date : 16.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune	12
Notre conclusion	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe mois élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Art. 19 (supprimer)
	20		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
	20a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21		Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Private

Abkürzung der Firma / Organisation : (BFS Neuchâtel)

Adresse : Oberdorfstr. 45 3053 Münchenbuchsee

Kontaktperson : Dr. med. Andreas Zimmermann

Telefon : +41 76 521 25 75

E-Mail : andreas.zimmermann@freesurf.ch

Datum : 17.03.18

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	8
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	13
Entwurf Tabakproduktegesetz	16
Unser Fazit	22
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	23

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
(BFS Neuchâtel)	Der Pseudopropagand, der Verschleierung von gesundheitlicher Schäden, des Lobbying und deren Kräftespiels ist genug: keine weitere Propaganda mehr mit Tabakwerbung für alle Bevölkerungsteile.
(BFS Neuchâtel)	..Die Versuchung von Minderjährigen/ Jugendlichen ist hoch risikoreich, auch für alle IQOS-produkte. Nikotin und dessen Suchtpotential lassen sich für die Gruppe der abhängigen Raucher reduzieren (div. Methoden). Abhängigkeit sinkt dabei von >15 auf 2% in der Bevölkerung (neue FDA studie: https://www.federalregister.gov/documents/2018/03/16/2018-05345/tobacco-product-standard-for-nicotine-level-of-combusted-cigarettes)
(BFS Neuchâtel)	Sämtliche Produkte mit Nikotingehalt >0 sind dem bewilligungspflichtigen Heilmittelgesetz zu unterstellen.
(BFS Neuchâtel)	Die Propaganda gerichtet auf Erwachsene greift auch nachweislich bei Jugendlichen(nicht altersspezifisch) Somit sind beide streng zu handhaben, damit eine Initiierung der Nikotinabhängigkeit möglichst auch bei Personen <18Jahren greift.
(BFS Neuchâtel)	60% iges Unterreporting beruht auf div. Quellen, weit mehr als nur dem Grenzimport. Hier sollen Verordnungen die Hersteller in die Pflicht nehmen.
(BFS Neuchâtel)	Abhängigkeitspotential von Zigaretten , verursachte Krankheitslast ist auch in dieser Version ungenügend berücksichtigt.
(BFS Neuchâtel)	e-Zigaretten sind kein geeignetes Mittel für einen auch schleichenden Ausstieg, sondern ermöglichen diversen den Einstieg ins regelmässige Rauchen. Nur e-zigarette wäre keine akzeptable Alternative.
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	
(BFS Neuchâtel)	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"		
Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)		
(BFS Neuchâtel)		

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz				
Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				
(BFS Neuchâtel)				

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben

The screenshot shows the Microsoft Word interface. The ribbon is set to 'Überprüfen'. The 'Dokument schützen' button is highlighted with a red circle. The document content is a form titled 'Vernehmlassung Tabakproduktegesetz'. It contains two tables. The first table is titled 'Allgemeine Bemerkungen' and has two columns: 'Name/Firma' and 'Bemerkung/Anregung'. The second table is titled 'Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")' and also has two columns: 'Name/Firma' and 'Bemerkung/Anregung'. A 'Schutz aufheben' button is highlighted with a red circle in the bottom right corner of the document area.

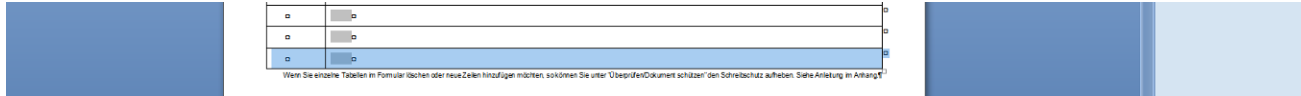
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Markieren Löschen Vorheriges Element Nächstes Element

Änderungen nachverfolgen Sprechblasen Markup anzeigen Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : []

Abkürzung der Firma / Organisation : []

Adresse : []

Kontaktperson : []

Telefon : []

E-Mail : []

Datum : []

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Ja, Schutz jetzt anwenden

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Elisabeth Maurer Schild, Dr. med. vet., Epidemiologin

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : ISPM, Universität Bern, Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson :

Telefon : 031 918 44 75

E-Mail : elisabeth.maurer@ispm.unibe.ch

Datum : 16.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : cabinet médical des Dailles

Abréviation de la société / de l'organisation : ...

Adresse : rte Bugnon 49, 1752 Villars sur Glâne 2

Personne de référence : Dr Spoorenberg Pierre-Emmanuel

Téléphone : 026 401 91 42...

Courriel : drspoorenberg@bluewin.ch ...

Date : 16.03.2018 ...

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Notre conclusion.....	4

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
--	--

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation :
Adresse : Bauherrenstrasse 27. 8049 Zürich
Kontaktperson : Professor Dr. David Schwappach
Telefon : 0762006116
E-Mail : schwappach@patientensicherheit.ch
Datum : 16.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input checked="" type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Section médecine, Faculté science et Médecine, Unifr

Abréviation de la société / de l'organisation : SecMed

Adresse : chemin du Musée, 4

Personne de référence : Jean-Marie Annoni (Président)

Téléphone : +41 26 300 8490

Courriel : jean-marie.Anonni@unifr.ch

Date : 09.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Eggimann Pascal BAG

Von: Pasche Myriam <myriam.pasche@prosv.ch>
Gesendet: Samstag, 17. März 2018 18:51
An: _BAG-GEVER; _BAG-Tabakprodukte
Betreff: consultation LPTab
Anlagen: Réponse-consultation-LPTab.doc

Madame, Monsieur,

Je vous prie de recevoir ici ma réponse à la consultation sur la LPTab.

Avec mes meilleurs messages

Myriam Pasche
Directrice



Promotion Santé Vaud

Av. de Provence 12
1007 Lausanne
Tél. 021 623 37 04
myriam.pasche@prosv.ch

www.promotionsantevaudo.ch

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Pierre-Alain Raeber

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Au Ruz Baron 32, 2046 Fontaines

Personne de référence :

Téléphone : 032 731 85 42

Courriel : pierre-alain.raeber@interlifescience.ch

Date : 17.03.1947

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professeur Jean-William Fitting

Abréviation de la société / de l'organisation : Service de pneumologie - CHUV

Adresse : Rue du Bugnon 46, 1011 Lausanne

Personne de référence :

Téléphone : 076 432 52 70

Courriel : jwfitting@bluewin.ch

Date : 18.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Heller Yvon

Abréviation de la société / de l'organisation : Société Suisse de Pédiatrie

Adresse : Ch. Du Lignolet 38, 1260 Nyon

Personne de référence :

Téléphone : +41792035860

Courriel : yvon.heller@bluewin.ch

Date : 19 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Frank Zimmermann

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Grenzacherweg 148, 4125 Riehen

Kontaktperson :

Telefon : 0612654955

E-Mail : frank.zimmermann@usb.ch

Datum : 18.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>Ich begrüsse jede Initiative, die den Nikotinmissbrauch und das Suchtverhalten der Bevölkerung günstig beeinflusst oder gar abzuwenden hilft.</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene, die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette). So sollte die Werbung wie nach Artikel 17 nicht nur eingeschränkte Werbung sondern statt dessen vollständig verboten werden.</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden	Frank Zimmermann

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

werden.	
----------------	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Division Environmental Health and Health Promotion, University of Geneva

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : Chemin des Mines 9, 1202 Genève

Personne de référence : Dr Jean Simos

Téléphone : 022 3790822

Courriel : jean.simos@unige.ch

Date : 18.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Heller Olivia

Abréviation de la société / de l'organisation : Hôpitaux Universitaire de Genève

Adresse : Rue Gabrielle-Perret-Gentil 4

Personne de référence : 1211 Genève

Téléphone :

Courriel : olivia.heller@hcuge.ch

Date : 19 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :
Abréviation de la société / de l'organisation : Université de Genève
Adresse : 1, rue Michel-Servet, 1211 Genève
Personne de référence : Prof. Carole Bourquin
Téléphone : 0223790701
Courriel : carole.bourquin@unige.ch
Date : 19.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Avenue de Chantegrive 8 – 1004 Lausanne

Personne de référence : Sarita Goutorbe

Téléphone : 076.693.7280

Courriel : sarita.goutorbe@gmail.com

Date : 19.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : DE ROO Mathias / Faculté de Médecine de Genève / Unige

Abréviation de la société / de l'organisation : Unige

Adresse : Rue Michel Servet 1, 1211 Genève 4

Personne de référence : Laszlo Vutskitz

Téléphone : 022 379 54 46

Courriel : Mathias.DeRoo@unige.ch

Date : 19/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Thomann Marianne

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : rue du Signal 1, 1880 Bex

Personne de référence :

Téléphone : 076 203 12 13

Courriel :

Date : 19 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. <u>Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521</u>). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou 	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p style="text-align: center;">(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p style="text-align: center;">(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c) ;</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
<u>Fehler!</u> <u>Verweisquel</u> <u>le konnte</u> <u>nicht</u> <u>gefunden</u> <u>werden.</u>	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
<u>Fehler!</u> <u>Verweisquel</u> <u>le konnte</u> <u>nicht</u> <u>gefunden</u> <u>werden.</u>	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <p>a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4);</p> <p>b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Vanessa Prince, *Master of Arts in Social Sciences*

Abréviation de la société / de l'organisation : VP

Adresse : Ch. de Sainte-Marie 18, 1033 Cheseaux-sur-Lausanne

Personne de référence : Vanessa Prince, chargée de projet Promotion Santé Vaud

Téléphone : 078 736 63 94

Courriel : vanessa.prince@bluewin.ch

Date : 19 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
VP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud
VP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS. Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.</p> <p>L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive (Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que «</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p><i>l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".</i></p> <p>Compte-tenu de ces constats, j'exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i>6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite
VP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
VP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
VP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
VP	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane),</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
VP	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
VP	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	faillies dans la collaboration internationale douanière et policière.
VP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
VP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
VP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
VP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
VP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
VP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
VP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
VP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
VP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
VP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
VP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
VP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
VP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
VP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
VP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
VP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
VP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
VP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
VP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
VP	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
VP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
VP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

VP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
VP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
VP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
VP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
VP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
VP	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
VP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
VP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
VP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
VP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
VP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
VP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
VP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
VP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
VP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

VP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
VP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
VP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
VP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
VP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
VP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
VP	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
VP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
VP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
VP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
VP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
VP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
VP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
VP	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
VP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
VP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
VP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
VP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

VP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
VP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
VP	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
VP	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
VP	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation : Messerli

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : av. De la Sallaz 2

Personne de référence :

Téléphone : 021.314.37.60

Courriel : kristell.messerli@chuv.ch

Date : 19.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. Boris B. Quednow, Psychiatrische Universitätsklinik Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : PUK Zürich

Adresse : Lenggstr. 31

Kontaktperson :

Telefon : 044 384 2777

E-Mail : quednow@bli.uzh.ch

Datum : 19.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Universität Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : USZ

Adresse : Hirschengraben 84

Kontaktperson : Eveline Bielser

Telefon :

E-Mail : eveline.bielser@uzh.ch

Datum : 19.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Avis donné par

Nom / société / organisation : BLANCO, Juan Manuel

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Av. Montagibert 20, 1005 Lausanne

Personne de référence :

Téléphone : 0215257001

Courriel : email@jmblanco.net

Date : 19.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou 	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³(nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Blaise Vionnet
médecin en pratique individuelle

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Grand Rue 7

Personne de référence : Dr Blaise Vionnet

Téléphone : 021 881 44 86

Courriel : ab.vionnet@gmail.com

Date : 19 mars 2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique.</p> <p>Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", <i>The American Economics Review</i>, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. <i>Tob Control</i> 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, <i>Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives</i>, <i>Am J Public Health</i>. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3: Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficace d'améliorer l'état de santé de la population.
	Voir adresse mail ab.vionnet@gmail.com

Notre conclusion

<input checked="" type="checkbox"/>	Refus du projet de loi
-------------------------------------	------------------------

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. Vartan Kurtcuoglu, Universität Zürich, Physiologisches Institut

Abkürzung der Firma / Organisation : UZH

Adresse : Winterthurerstrasse 190, 8057 Zürich

Kontaktperson : Vartan Kurtcuoglu

Telefon : 044 635 50 55

E-Mail : vartan.kurtcuoglu@uzh.ch

Datum : 19.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Nina Brunner, MSc

Abkürzung der Firma / Organisation : -

Adresse : Pfeffingerstrasse 8, 4053 Basel

Kontaktperson : -

Telefon : +41 78 723 42 31

E-Mail : nina.brunner@swisstph.ch

Datum : 20. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse :

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail :

Datum :

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Christian Schindler / Schweizerisches Tropen- und Public Health Institut

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Schweizerisches Tropen- und Public Health Institut, Socinstrasse 57, 4002 Basel

Kontaktperson : Christian Schindler

Telefon : 0041 61 284 87 10

E-Mail : christian.schindler@swisstph.ch

Datum : 20.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institute of Social and Preventive Medicine, University of Bern

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM

Adresse : Finkelhubelweg 11

Kontaktperson : Georgia Salanti

Telefon : 0316313321

E-Mail : georgia.salanti@ispm.unibe.ch

Datum : 19/3/2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____		3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :
Abkürzung der Firma / Organisation : Uni Ne
Adresse : rue Emile-Argand 11, 2000 Neuchâtel
Kontaktperson : Jacob Koella
Telefon :
E-Mail : jkoella@gmail.com
Datum : 20.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. Thomas Fürst

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Reinacherstrasse 78, 4106 Therwil

Kontaktperson :

Telefon : +41 78 897 26 90

E-Mail : thomas.fuerst@swisstph.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr méd Rainer M. Kaelin

Abréviation de la société / de l'organisation : RMK

Adresse : 53 Route de la Plantay ; 1163 Etoy

Personne de référence : Rainer M. Kaelin

Téléphone : 021 807 35 62

Courriel : palmier.kaelin@bluewin.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____	12
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____	18
Projet de loi sur les produits du tabac _____	22
Notre conclusion _____	50
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____	51

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
RMK	<p>Appréciation générale</p> <p>La version proposée de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (ap-LPTab) du Conseil fédéral est inacceptable en l'état. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac et potentiellement de la cigarette électronique, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac.</p>
RMK	<p>L'avant-projet n'est pas capable d'atteindre son but</p> <p>L'ap-LPTab ne sera pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son article 1, « de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques ». Dans son Message explicatif, le Conseil fédéral reconnaît d'ailleurs explicitement cette incapacité de l'ap-LPTab à faire baisser le taux de fumeurs en Suisse lorsqu'il présente les résultats de l'étude d'impact (AIR). Cette étude estime qu'au mieux, ce taux baissera de 0,5 point de pourcentage (de 25% à 24,5%) d'ici à ... 2060 ! En fait, il est fort à craindre que ce taux ne baisse pas du tout, mais augmente, car les mesures préconisées dans l'avant-projet vont dans le sens des stratégies de marketing des industriels du tabac. D'autre part, on peut s'attendre à un important accroissement du taux de personnes nicotine-dépendantes, l'avant-projet permettant la mise sur le marché sans réelles entraves de nouveaux dispositifs d'administration de nicotine.</p> <p>L'avant-projet évite de traiter le problème du tabagisme à sa source</p> <p>L'ap-LPTab omet de traiter le problème du tabagisme à sa source. Il ne contient aucun élément susceptible de réduire l'action du vecteur de l'épidémie de tabagisme, à savoir l'industrie du tabac. Les agissements souterrains et les manipulations de cette industrie ont perpétué l'épidémie tabagique pendant plus de soixante années après qu'il ait été établi scientifiquement et de façon incontestable que leur produit provoquait de graves maladies entraînant la mort prématurée des fumeurs. L'avant-projet n'aura pour effet que de permettre à cette industrie d'entretenir sans contraintes l'épidémie tabagique au moins au même niveau qu'aujourd'hui jusqu'en 2060.</p>
RMK	<p>L'avant-projet protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique</p> <p>L'avant-projet fait pire que d'éviter de traiter le vecteur : il protège l'industrie du tabac en sanctifiant ses pratiques souterraines de manipulation des consommateurs et en lui reconnaissant le droit de se livrer à une large panoplie de méthodes de marketing modernes dont l'influence sur le consommateur est d'autant plus efficace qu'il ne les perçoit pas comme de la publicité. L'avant-projet donne la prépondérance aux intérêts commerciaux des compagnies de tabac sur ceux de la santé publique. Il constitue une véritable reconnaissance de l'ingérence de l'industrie du tabac dans la politique de santé de notre pays, dont il est le produit. Cet avant-projet ne limite en rien ni le commerce, ni la publicité, ni la promotion</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'un produit addictif et toxique, et laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac, lui permettant de continuer d'inciter chaque année quelques 30'000 mineurs à tomber dans l'addiction à ses produits, dans le but de remplacer les fumeurs qui décèdent et ceux qui arrêtent de fumer.</p>
<p>RMK</p>	<p>L'avant-projet va renforcer les stratégies de marketing de l'industrie du tabac envers les mineurs</p> <p>Le parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. La protection des mineurs est invoquée dans « l'adaptation des restrictions publicitaires aux supports qui se sont développés ces dernières années ». La limite d'âge pour l'achat des produits et la possibilité de procéder à des achats test est introduite « dans le but de protéger cette catégorie plus vulnérable ». L'article 17 et suivants prévoient l'interdiction de la publicité « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs ». Elle est également interdite « dans les journaux, revues ou autres publications gratuites accessibles aux mineurs » et « sur Internet (...) à l'exception des sites réservés aux adultes ».</p> <p>Les auteurs de l'avant-projet semblent méconnaître les méthodes de communication commerciale et la stratégie de marketing de l'industrie du tabac, continuellement actualisées et adaptées au contexte. Dans le monde réglementé d'aujourd'hui, qu'un produit soit vendu librement et sans réelle entrave publicitaire fait passer le message suivant : « Certes il y a des risques, mais si le produit est si peu réglementé, c'est qu'il n'est pas si dangereux que ça, car s'il était dangereux, on ne pourrait pas faire de publicité ». De plus, la publicité adressée uniquement aux adultes, renforcée en occurrence par l'interdiction de la vente aux mineurs, émet le signal : « Le tabac et les produits assimilés sont des produits qui donnent du plaisir, dont la consommation comporte un risque, et auxquels seulement les adultes ont droit ». C'est ce signal ambivalent de « banal, risqué, désirable, et réservé aux adultes » qui rend ces produits particulièrement attrayants aux yeux des adolescents.</p> <p>L'adolescence est une phase de la vie où transgression et prise de risque font partie des comportements qui permettent à l'individu de construire sa future identité d'adulte. Avec les marques de cigarettes et de leurs nouveaux produits, les compagnies offrent aux adolescents une solution prête à l'emploi : être fumeur (ou vapoteur) et consommer telle ou telle marque - qu'une publicité intensive et souvent furtive associée à des traits de personnalité particuliers - permet à l'adolescent de se valoriser et de signaler son identité au groupe de ses pairs. Les documents internes de l'industrie révèlent que cette méthode est au cœur de sa stratégie de marketing. (1) Cela s'est notamment traduit de façon caractérisée dans la récente campagne « Don't Be a Maybe - Be Marlboro » de Philip Morris. Ainsi, une note interne (2) de cette compagnie présente la première expérience tabagique d'un adolescent comme un « rite de passage » avec le commentaire suivant : « I AM AN ADOLESCENT. I try. I break into the circle with my peers. There is DANGER. This is not allowed. This is an INITIATION ».</p> <p>L'interdiction de la vente aux mineurs préconisée par l'ap-LPTab sera accompagnée d'une législation extrêmement laxiste concernant la publicité : selon le Rapport explicatif du Conseil fédéral, seront autorisés « l'affichage sur le domaine public, la publicité dans les points de vente, les spots diffusés dans les cinémas et sur Internet, les annonces dans les journaux, le parrainage de manifestations culturelles et sportives, la vente d'articles portant le logo ou le nom d'une marque de cigarettes (produits dits de diversification) ainsi que la promotion directe par le biais de stands, d'hôtes, etc. et l'organisation de concours ». En particulier, un tel laxisme ouvre la voie royale pour permettre aux industriels du tabac d'exploiter les innombrables possibilités du téléphone portable pour atteindre les mineurs (réseaux sociaux, SMS, applications dédiées, etc.). La notion de site Internet dont l'accès est réservé aux adultes est illusoire : c'est un jeu pour les adolescents de contourner ce genre d'interdiction. Dans un tel contexte, il est fort à parier que l'interdiction de la vente aux mineurs aura pour effet de stimuler dans leur esprit l'attrait de type « fruit défendu » de la cigarette. Cette interdiction va agir comme un élément renforçateur du message publicitaire utilisé par les cigaretteurs pour séduire les jeunes : «</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>le tabac est réservé aux adultes ». Des interdictions très ciblées sur les enfants, comme l'interdiction de publicité pour le tabac dans les journaux pour enfants (genre Journal de Mickey) et comme celle des publicités sur le lieu de vente à hauteur d'un enfant de 8 ans ou au milieu des bonbons, seront contre-productives, allant dans le sens du marketing des industriels du tabac. Il est fort à craindre que l'interdiction de la publicité proposée par l'ap-LPTab ne fera qu'aider les cigarettiers à entraîner encore plus de mineurs dans l'addiction à leurs produits.</p> <p>(1) Philip Morris 1991 : Archetype Project Summary Presentation. Bates 2062146759/6786</p> <p>(2) Philip Morris 1991 : American Archetype of Smoking. Bates 2062145444/5466</p>
RMK	<p>Le Conseil fédéral est parfaitement conscient de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse</p> <p>Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par la consommation de tabac en Suisse. Il décrit les produits du tabac comme les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Il admet que plus de la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac mais ne le peuvent pas à cause du caractère fortement addictogène de la nicotine. Le Conseil fédéral indique que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès, un chiffre cinq fois supérieur au total combiné des décès dus aux accidents de la circulation, à la consommation illégale de drogues, aux homicides et aux suicides. Le Conseil fédéral constate que la consommation de tabac est responsable de près de 15 % des décès en Suisse, représentant la première cause évitable de décès. Il observe qu'en Suisse, 400 000 personnes souffrent d'une maladie respiratoire irréversible (très incapacitante et génératrice de grandes souffrances), la bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO), causée à plus de 90% par le tabagisme. Il constate aussi que la consommation de produits du tabac est responsable de plus de 300 000 cas de maladies par année dans les entreprises. Il constate enfin que la prévention stagne dans notre pays et que la prévalence du tabagisme n'a pas diminué depuis 2011. Le constat est accablant et de dimension catastrophique.</p>
RMK	<p>Confronté à cette grave situation, le Conseil fédéral propose de ne rien faire</p> <p>Malgré ce terrible constat, et tout en reconnaissant que les décès prématurés et les maladies causées par la consommation des produits du tabac sont tous évitables, le Conseil fédéral propose de ne rien faire qui soit susceptible de changer la situation. Sa principale préoccupation – avouée qu'à demi-mots mais omniprésente dans son texte – est clairement de protéger avant tout les intérêts commerciaux des compagnies de tabac, sachant pertinemment que ces intérêts sont incompatibles avec la protection de la santé publique. Seul cet objectif de protection des intérêts des cigarettiers peut expliquer cet avant-projet de loi, dont la motivation est autrement difficile à comprendre, qui consacre une place démesurée à des détails sans grande pertinence (qui au mieux pourraient se trouver dans une ordonnance), tout en omettant l'essentiel; un texte qui est en retard de 30 ans par rapport au reste du monde; un texte qui tournera la Suisse en ridicule et projettera d'elle l'image d'un pays arriéré qui a perdu la maîtrise de sa politique de santé publique et qui est entièrement sous la coupe de l'industrie du tabac, une industrie qui est partout ailleurs complètement discréditée.</p>
RMK	<p>Les mesures pour lutter efficacement contre le tabagisme sont connues et leur efficacité est prouvée</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues, elles ont été élaborées à partir de méthodes fondées sur des preuves (evidence-based) et leur efficacité est démontrée. Ces sont les mesures préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac et les directives qui lui sont associées. Elles sont résumées par l'OMS dans le programme MPOWER. La Suisse a approuvé ces mesures en mai 2013 en adoptant avec le reste de la communauté internationale le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020, qui prévoit une « réduction relative de 30% de la prévalence du tabagisme chez les personnes âgées de 15 ans ou plus » (Note : On voit que l'ap-LPTab, avec son objectif d'une réduction relative de 2% de la prévalence du tabagisme à l'horizon 2060 est très loin du compte.). Les mesures recommandées pour arriver à une telle réduction sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre en œuvre la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Les Parties à la Convention-cadre sont tenues d'appliquer toutes les obligations du Traité; tous les États Membres qui ne sont pas Parties devraient considérer la Convention-cadre comme l'instrument fondamental de la lutte antitabac à l'échelle mondiale - Rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant les droits d'accise sur le tabac - Légiférer pour créer des espaces entièrement non-fumeurs dans tous les lieux de travail intérieurs, les lieux publics et les transports publics - Avertir les personnes des dangers du tabac et de la fumée du tabac en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces et à des campagnes dans les médias - Interdire toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage <p>Les pays ayant mis strictement en œuvre ces mesures ont obtenu une réduction importante de la prévalence du tabagisme (par exemple, l'Australie - où le taux de fumeurs chez les mineurs est descendu à 5%, le Brésil, le Canada, la Grande Bretagne, l'Irlande, la Nouvelle Zélande, la Thaïlande).</p>
RMK	<p>Une politique irresponsable, anticonstitutionnelle, voire coupable</p> <p>En ayant parfaitement conscience de la gravité du problème (9 500 décès plus de 300 000 malades, tous évitables), sachant pertinemment qu'il existe des mesures de prévention efficaces, qui ont fait leur preuves et qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, la politique préconisée par le Conseil fédéral, à la demande du parlement, de ne pas intervenir afin de ne pas entraver les intérêts commerciaux des compagnies de tabac, est au mieux irresponsable, voire coupable. Elle est aussi anticonstitutionnelle, dans la mesure où la Constitution fédérale et la jurisprudence du Tribunal fédéral donne au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ne pas agir face à un problème de cette ampleur, alors que les moyens d'intervention sont connus et efficaces, et alors que la mission est de protéger, c'est se rendre complice de la mort prématurée et prévisible de près de 9 500 personnes chaque année en Suisse et de la souffrance de 400 000 malades. Cela peut s'assimiler à de la non-assistance à personne en danger à très grande échelle.</p>
RMK	Publicité, promotion et parrainage

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Selon l'adage *lex brevis esto*, la loi doit énoncer succinctement le principe d'une interdiction générale de la publicité, sous toutes ses formes (incluant, entre autres, la promotion et le parrainage) pour les produits du tabac et la cigarette électronique, tout en laissant à l'exécutif le soin d'élaborer les détails de sa mise en œuvre dans une ordonnance. L'article de la loi se rapportant de cette manière à la publicité se doit d'être cohérente avec la législation en vigueur.

Elle devrait être notamment conforme – dans l'esprit en tout cas - avec la Loi fédérale sur les produits thérapeutiques (LPT_h), en particulier avec son article 32 al. 2. Cet article stipule :

Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments :

a) qui ne peuvent être remis que sur ordonnance;

(...)

d) qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance.

Nous réclamons en fait l'application de cet article aux produits contenant de la nicotine, c-à-d aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques. Certes, ces produits ne sont pas généralement vendus à des fins thérapeutiques. Cependant, force de constater qu'ils satisfont cumulativement les critères de la lettre d ci-dessus : tout usage de produits du tabac peut être considéré comme abusif dans la mesure où il n'y a pas de niveau de consommation qui ne porte pas atteinte à la santé, et la nicotine est unanimement reconnue par les experts et les autorités de santé comme l'une des substances les plus addictogènes qui soient, qui de plus crée de l'accoutumance. Le principe qui motive l'interdiction énoncée sous la lettre d s'applique a fortiori aux produits du tabac et à la cigarette électronique. Leur absence de vertu thérapeutique constitue une raison supplémentaire qui devrait faire appliquer ce principe avec encore plus de rigueur. Pour le Tribunal fédéral (ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007), « L'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché ». (Regeste). Ce principe s'applique mutatis mutandis aux produits du tabac et à la cigarette électronique et à ceux qui les commercialisent.

Nous notons que lorsque le législateur a élaboré la LPT_h, il donné la primauté à la protection de la santé sur les intérêts de l'industrie pharmaceutique, dont les produits ont pour vocation de soigner. Cette primauté devrait s'appliquer à plus forte raison par rapport à une industrie dont les produits tuent un consommateur sur deux et causent de très nombreux malades. Le législateur n'a pas non plus invoqué les lois du libre marché, alors que l'industrie pharmaceutique est beaucoup plus concurrentielle et économiquement beaucoup plus importante pour la Suisse que celle du tabac, qui se comporte comme un cartel.

Notons encore que la LPT_h vise à protéger la santé de la population dans son ensemble, sans se limiter aux mineurs. L'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM) ne fait aucune distinction basée sur l'âge. Son article 2 définit la publicité comme suit :

Au sens de la présente ordonnance, on entend par :

a. publicité pour les médicaments : toute forme d'information, de prospection ou d'incitation qui vise à encourager la prescription, la remise, la vente,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>la consommation ou l'utilisation de médicaments;</p> <p>b. publicité destinée au public : toute publicité pour les médicaments qui s'adresse au public; (...)</p> <p>C'est donc la publicité qui s'adresse au public dans son ensemble qui est visée. Il doit en être de même en ce qui concerne la publicité pour le tabac. Toute restriction en la matière ne ferait que traduire l'absence de volonté d'aboutir à une loi qui protège efficacement le public.</p>
RMK	<p>Autorisation</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques.</p> <p>L'interdiction de la vente des produits du tabac et des cigarettes électroniques aux mineurs doit aussi s'appliquer aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p>
RMK	<p>Emballage</p> <p>L'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques doit être considéré comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforce le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Nous proposons d'inclure une telle disposition dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p>
RMK	<p>Commerce illégal de produits du tabac</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Dans l'avant-projet du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
RMK	<p>Snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac et du marché de la nicotine en Suisse (qui serait d'autant plus prononcée dans le cas où ce marché est régulé de façon laxiste), en offrant un point d'entrée supplémentaire pour la consommation de tabac et pour l'addiction nicotinique. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays. Il est illusoire et sans fondement scientifique de croire que le snus soit une aide à l'arrêt du tabagisme et puisse jouer un rôle dans la réduction des risques.</p>
RMK	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les cigarettes électroniques et les produits à base de tabac chauffé. En effet, en l'état des connaissances, la cigarette électronique et les produits à base de tabac chauffé émettent des substances toxiques et cancérigènes dont les effets à long terme sont inconnus. Les cigarettes électroniques et les produits à base de tabac chauffé ressemblent à s'y méprendre aux cigarettes à base de tabac. Elles donnent l'impression que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits et elles rendent plus difficile l'application de l'interdiction de fumer dans les lieux publics. Il est à noter que l'aviation civile avait été la première à interdire de fumer à l'intérieur des avions pour protéger la santé du personnel et des passagers, et avait en cela joué un rôle pionnier en matière de protection contre le tabagisme passif. L'aviation civile interdit strictement la cigarette électronique et les produits de tabac chauffé à bord des avions, ce qui indique la voie à suivre.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	
RMK	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
RMK	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral indique qu'« actuellement, 25 % de la population de 15 ans et plus fume un ou des produits du tabac – et 18 % sont des consommateurs quotidiens ». Selon deux études récentes (1)(2), ces estimations officielles du taux de fumeurs en Suisse sous-évaluent d'une façon importante (d'environ 45%) la consommation réelle de tabac en Suisse. Les statistiques officielles présentent une situation trompeusement favorable de la prévalence du tabagisme en Suisse, notamment par rapport aux pays européens, alors qu'il n'est pas exclu que la Suisse soit le pays où le tabagisme est le plus élevé de toute la région, avoisinant, voire dépassant les 40% de fumeurs réguliers ou occasionnels parmi la population de 15 ans ou plus. Une enquête publiée par Comparis en novembre 2017 (3) donne une estimation du tabagisme dans le groupe d'âge 18-74 s'élevant à 47%. Ce chiffre est loin d'être extravagant : il se trouve en fait dans la fourchette des possibilités envisagées dans l'étude (2) pour expliquer la consommation effective de cigarettes (manufacturées et roulées) dans notre pays. Il s'ensuit que le nombre de décès dus au tabac estimé par l'Office fédéral de la statistique, calculé sur la base de la prévalence estimée du tabagisme, est lui aussi sous-évalué et se trouve probablement plus près de 13'000 décès attribuables au tabac que des 9'500 avancés.</p> <p>Il est aussi important de mentionner la lourde morbidité provoquée par le tabac, première cause des maladies non-transmissibles, qui est probablement proche de 400'000 malades souffrant de pathologies chroniques. Cette morbidité inflige un énorme fardeau à notre système de santé. Pour la seule BPCO (broncho-pneumopathie chronique obstructive), une maladie très incapacitante et génératrice de grandes souffrances, provoquée à plus de 90% par le tabagisme, la Ligue pulmonaire suisse estime à 400'000 le nombre de personnes souffrant de cette condition en Suisse. (4)</p> <p>(1) C Jeanrenaud, A Schoenenberger et L Labaze. Consommation de cigarettes non taxées en Suisse. Rapport final – Résumé. Institut de recherches économiques Université de Neuchâtel, Décembre 2016</p> <p>(2) J Jakob, J Cornuz et P Diethelm. Prevalence of tobacco smoking in Switzerland: do reported numbers underestimate reality? Swiss Med Wkly. 2017;147:w14437</p> <p>(3) Un Suisse sur deux fume – les jeunes trouvent la cigarette plus nocive que le cannabis. Enquête de comparis.ch sur la consommation de tabac. Communiqué, Zürich, 28 novembre 2017. https://fr.comparis.ch/comparis/press/medienmitteilungen/artikel/2017/krankenkasse/tabak/umfrage-tabakkonsum</p> <p>(4) BPCO. Ligue pulmonaire. https://www.liguepulmonaire.ch/fr/maladies-et-consequences/bpco.html</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette, • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette.
RMK	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens : dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
RMK	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années. La directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les mises en garde sanitaires sur les emballages des produits du tabac en Suisse restent plus petites que dans l'UE, n'ont une

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>image graphique que sur un côté et se situent sur la partie basse des faces recto et verso des paquets;</p> <ul style="list-style-type: none"> • la directive européenne sur les produits du tabac interdit les produits contenant un arôme caractérisant, ce qui n'est pas le cas de la Suisse; • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE; • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf, pour des raisons historiques, en Suède); • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE.
RMK	1.6.2	<p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont pas conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre pour la lutte anti-tabac de l'Organisation mondiale de la santé en date du 27 février 2005. La Suisse a signé cette convention en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 États membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles 2013-2020 recommande aux États Membres qui ne sont pas Parties de la CCALT de considérer la Convention-cadre comme l'instrument fondamental de la lutte antitabac. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la CCLAT.</p>
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK		
RMK		

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
RMK	Chap. 1.	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
RMK	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		
RMK		

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK		
RMK		
RMK		
RMK		

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avant-projet de loi sur les produits du tabac				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
RMK	1			<p>Remarques</p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message). Certes, on ne peut pas protéger la population contre les effets nocifs liés à la consommation de produits du tabac sans réduire cette consommation. Cependant, cela ne dispense pas, pour des raisons évidentes de clarté, de mentionner explicitement l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>La présente loi a pour but :</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
RMK	2.	1		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>Proposition de modification</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire où qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
RMK	2.	2		<p>Remarques</p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>La présente loi ne s'applique pas :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
RMK	3			<p>Remarques</p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>2 (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>3 (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				l'alinéa 1, lettres a à f.
RMK	4.	1		<p>Remarques</p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour prévenir la tromperie.</p> <p>Les noms des marques et les références à l'intérieur de la marque ne doivent pas être trompeurs, par exemple en banalisant sa dangerosité ou en suggérant des vertus qui rendent le produit attrayant, notamment pour les jeunes.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Le nom de marque et de la référence à l'intérieur de la marque, la présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
RMK	5.	1		<p>Remarques</p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits pas des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>1 Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou facilitent leur inhalation. <p>2 (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
RMK	5	2	<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>3 Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
RMK	5.a.		<p>Remarques</p> <p>Le snus et autres tabacs destinés à un usage oral doivent être interdits, comme ils le sont dans tous les pays voisins (en fait dans l'UE, à l'exception – et ce pour des raisons historiques – de la Suède). En raison de leur toxicité et de leur caractère fortement addictogène, il est dangereux d'élargir l'offre de produits du tabac, ce qui augmente</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>inévitavelmente le nombre de consommateurs de ces produits, en particulier chez les jeunes.</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
RMK	6.	1	<p>Remarques</p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>1 (Supprimé)</p>
RMK	6		<p>Remarques</p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
RMK	7	2	<p>Remarques</p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>2 (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
RMK	8	1	<p>Remarques</p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
RMK	8	2	<p>Remarques</p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	9	1	<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>L'ap-LPTab reprend de façon incomplète les indications à porter sur l'emballage indiquées dans l'art. 16, al. 1 de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac. Pour éviter toute ambiguïté, nous proposons de les mentionner explicitement dans l'article 9, en ajoutant deux lettres, d et e, l'ancienne lettre d devenant la lettre f-</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac(1); c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. (nouveau) pour les tabacs manufacturés, le prix de vente au détail, au sens de l'art. 16, al. 1, let. a, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac; e. (nouveau) en outre, pour le tabac coupé, le tabac en rouleaux, le tabac à mâcher, le tabac à priser et les rognures de cigares, le poids du contenu, au sens de l'art. 16, al. 1, let. c, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac; f. les mises en garde au sens des art. 12 et 13. <p>(1) RS 641.31</p>
RMK	10	1	<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>Proposition de modification</p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
RMK	11	1		<p>Remarques</p> <p>Il convient de noter que les interdictions énoncées dans les alinéas 1 et 2 de cet article ne sont que des indications destinées au Conseil fédéral pour lui permettre de définir les caractéristiques du paquet neutre standardisé, qui encadre très strictement le choix des informations apparaissant sur l'emballage des produits du tabac.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes :</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
RMK	11	2		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
RMK				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	11.a		<p>Remarques</p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivés sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p>(Voir aussi la motion 17.4232 « Emoluments de licence pour la vente de tabac »)</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>1 Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>2 Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
RMK	12	2	<p>Remarques concernant les articles 12 - 14</p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée. Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer et les autres produits concernant la taille des avertissements pour les raisons suivantes :</p> <p>1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à e sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer alors que la nocivité à long terme de la cigarette électronique est incertaine mais plausible.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation pourrait finalement les amener à consommer les produits du tabac à fumer qui sont les plus nocifs.</p> <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l’OMS.</p> <p>Les dispositions énoncées dans les articles 12 à 14 sont destinées au Conseil fédéral et ont pour but de le guider dans l’élaboration des emballages neutres et standardisés des produits du tabac.</p> <p>Proposition de modification, alinéa 2</p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l’article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l’efficacité et peut, d’année en année, les réviser afin d’assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l’attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d’aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
RMK	13		<p>Remarques</p> <p>Les autres produits du tabac (cigarette électronique, produit du tabac à chauffer) ont fait leur entrée sur le marché relativement récemment. L’activité commerciale concernant ces produits est très intense et on peut s’attendre à ce que d’autres produits fassent leur apparition, que les dispositifs actuels évoluent ou qu’ils soient utilisés pour consommer d’autres substances que le tabac ou la nicotine. Les conséquences sanitaires de leur consommation, notamment à long terme, ne sont pas aujourd’hui connues car nous n’avons pas le recul nécessaire. Il convient donc de ne pas figer prématurément les mises en garde sanitaires relatives à ces produits mais de laisser le soin au Conseil fédéral de les élaborer, de les évaluer et de les faire évoluer en fonction de l’avancement de l’état de la connaissance.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>1 Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral : « Ces produits du tabac nuisent à votre santé et vous rendent très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l’article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes : «Fumer ce produit nuit à votre santé»; de plus, une mise en garde combinée au sens de l’art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l’emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques contenant de la nicotine : « Ce produit nuit à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l’article 12, alinéa 1, lettre c);</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine : « Ce produit est nocif pour la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c).</p> <p>2 (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de diminuer l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
RMK	14			<p>Remarques : Regardez 12.2</p> <p>Proposition de modification</p> <p>1 Les avertissements visés à l'article 12, alinéa 1, let. a et b doivent être apposés sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>2 Les avertissements combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c, doivent être apposés sur la partie supérieure de la face avant et du dos du paquet et doit couvrir, cadre exclu, 80% de chaque face du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé.</p> <p>3 (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>5 Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>6 (inchangé) Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>7 (inchangé) Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	15		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
RMK	16	1	<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs; c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	17		<p>Remarques</p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. Les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles, sont les suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> a) Rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant les droits d'accise sur le tabac b) Légiférer pour créer des espaces entièrement non-fumeurs dans tous les lieux de travail intérieurs, les lieux publics et les transports publics c) Avertir les personnes des dangers du tabac et de la fumée du tabac en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces et à des campagnes dans les médias d) Interdire toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage <p>En Suisse, la mesure a) est traitée par la Loi fédérale sur l'imposition du tabac (LTab) et la mesure b) par la Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif. Seules les mesures c) et d) sont susceptibles d'être traitées dans l'ap-LPTab. Nous avons vu plus haut que les mises en garde sanitaires préconisées par l'avant-projet sont très en dessous des attentes et en retrait par rapport à ce qui se fait en Europe. Aucune mention n'est faite dans l'avant-projet de campagnes dans les médias. On peut donc considérer que l'ap-LPTab ne traite pas, ou traite de façon très insuffisante, la mesure c). Il reste donc comme mesure phare de l'avant-projet l'article sur la publicité.</p> <p>Malgré sa longueur (3/4 de page), cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du parlement, qu'il semble caricaturer. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal 20Minutes ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être globale et s'appliquer à toute forme de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil</p>
-----	----	--	---

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et ça fonctionne parfaitement.</p> <p>La notion de publicité doit être complétée par la notion de propagande, qui comprends des méthodes de marketing destinées à influencer l'opinion et les choix de consommation du public sans qu'elles soient généralement perçues comme de la publicité. Il s'agit notamment de techniques dites Below the line (BTL), qui sont très bien décrites dans la citation suivante :</p> <p>«Mittels unkonventioneller Kommunikationswege und -massnahmen wird versucht, die Zielgruppen direkt und persönlich anzusprechen. Below the Line-Kommunikation versucht, von den Konsumenten nicht immer direkt als Werbemassnahmen wahrgenommen zu werden. Below the Line-Kommunikation umfasst Promotion-Teams, Event Marketing, Sponsoring, Aktionen am Point of Sale, Product Placement, Direct Marketing, Verkaufsförderung, Public Relations, Messen oder (...) Viral Marketing, Sensation Marketing, Guerilla Marketing, Buzz Marketing, Ambush Marketing, Ambient Medien. » (1)</p> <p>(1) Below the Line-Marketing – Schlagwort, Konzept oder gelebte Strategie? Eine Studie zu Below the Line-Marketing durchgeführt vom Marktforschungsinstitut GfK Switzerland AGi im Auftrag von Compresso AG. http://compresso.ch/wp-content/uploads/2016/09/Below_the_Line_Auswertung_GfKStudie.pdf</p> <p>Proposition de modification</p> <p>1 La publicité ou la propagande, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
RMK	17.a		<p>Remarques</p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Est interdite la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités, sous toutes ses formes, directes et indirectes, y compris sur le point de vente, notamment lorsque celle-ci repose sur :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite; b. des réductions de prix, ou; c. la remise de cadeaux ou de prix.
RMK	17.b		<p>Remarques</p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé. Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage (ou le mécénat) du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par ex. dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage et le mécénat doivent donc être globalement interdits.</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage ou de mécénat est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
RMK	19			<p>Remarque</p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui in fine ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Art. 19 (supprimer)</p>
RMK	20			<p>Remarques</p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>3 (supprimer)</p>
RMK	20.a			<p>Remarques</p> <p>La sophistication des automates, n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a). L'alinéa 2 est une définition qui devrait être incluse dans la liste des définitions donnée à l'article 3. Les alinéas 3 et 4 sont laborieux et seraient mieux à leur place dans une Ordonnance.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>L'alinéa 1 de l'avant-projet devient l'unique alinéa (non numéroté) de l'article.</p> <p>L'alinéa 2 est déplacé pour devenir la lettre h. de l'article 3.</p> <p>Les alinéas 3 et 4 sont supprimés.</p>
RMK	22	1		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
RMK	23	1		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p>Proposition de modification</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>1 Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché. L'OFSP s'assure que les dispositifs utilisés pour l'administration de ces produits satisfont aux exigences de la Loi fédérale sur la sécurité des produits (LSPro).</p>
RMK	25	1		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
RMK	25.a			<p>Remarques</p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement, celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour le marketing, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour le marketing, les dons et autres contributions liés à ces produits en</p>
RMK	26	1		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
RMK	26.a			<p>Remarques</p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>(Voir aussi la motion 17.4232 « Emoluments de licence pour la vente de tabac »)</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>1 La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à autorisation;</p> <p>2 Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
RMK	27			<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
RMK	28			<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
RMK	30		<p>Remarques</p> <p>La mission de l'OFSP étant la protection et la promotion de la santé publique, elle se doit de collecter toutes les données disponibles auprès des différentes administrations et par ses propres moyens afin d'élaborer et de rendre publiques des statistiques fiables sur le marché des produits du tabac et de la cigarette électronique, sur la consommation de ces produits, sur le nombre de consommateurs de ces produits, afin de fournir les éléments de données nécessaires à l'établissement et à l'évaluation des programmes de santé publique relatifs à ces produits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>1 L'OFSP collecte les données disponibles auprès des différentes administrations, notamment l'Administration fédérale des douanes, et par ses propres moyens afin d'élaborer et de rendre publiques des statistiques fiables sur le marché des produits du tabac et de la cigarette électronique, sur la consommation de ces produits, sur le nombre de consommateurs de ces produits, et toute autre information capables de fournir les éléments de données nécessaires à l'établissement et à l'évaluation des programmes de santé publique relatifs à ces produits.</p> <p>2 En collaboration avec l'Administration fédérale des douanes, l'OFSP surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
RMK	31.a		<p>Remarques</p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Deux des trois plus grandes multinationales du tabac ont leur siège mondial dans notre pays : Philip Morris International (PMI) à Lausanne et Japan Tobacco International (JTI) à Genève. Les trois multinationales ont des usines en Suisse : British American Tobacco (BAT) à Boncourt (JU), JTI à Dagmersellen (LU) et PMI à Neuchâtel. Les compagnies cigarettières se présentent comme des acteurs économiques essentiels dans les cantons où elles sont implantées, mettant en avant les emplois qu'elles créent et les revenus</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fiscaux qu'elles engendrent – en exagérant souvent les chiffres. Les décideurs politiques locaux sont fortement impressionnés par un tel discours, qui a prise sur eux, quel que soit le bord politique auquel ils appartiennent.</p> <p>Les compagnies de tabac ont créé un vaste réseau d'alliés dans les milieux économiques et politiques, formant une véritable « coalition pro-tabac ». Cette coalition a été initialement mise en place pendant la campagne contre les initiatives jumelles en 1993, qui a été pilotée en sous-main par les cigarettiers. Elle reste en place à l'heure actuelle et a même pignon sur rue sous la dénomination d'Alliance des milieux économiques pour une politique de prévention modérée (AEPM), hébergée dans les locaux de l'Unions suisse des arts et métiers (USAM). Cette coalition des milieux économiques et ses membres servent de courroie de transmission à la propagande de l'industrie et même peut servir pour son lobbying à l'étranger (par exemple, Économiesuisse est intervenue directement en Australie pour le compte de Philip Morris lors de la consultation sur l'introduction du paquet de cigarette standardisé). Cette coalition, qui comprend des partis politiques (PDC et UDC) exerce une forte influence sur le parlement suisse, dont beaucoup de membres sont en fait les représentants, occupant de facto la position de « lobbyistes élus » de l'industrie du tabac.</p> <p>L'intense parrainage des activités culturelles et des festivals de musique par les compagnies de tabac a permis à ces dernières de se constituer des alliés fidèles au sein des conseils d'administration de ces événements, alliés qui souvent occupent des positions de responsabilité politique. Par exemple, le parrainage du Paléo Festival par Marlboro a transformé le syndic de la ville de Nyon en un soutien inconditionnel de Philip Morris.</p> <p>Cette influence se ressent directement au niveau du parlement, où l'adoption d'une loi antitabac qui serait alignée sur les prescriptions de la CCLAT est devenue quasiment utopique. Rien ne sera possible en Suisse tant que l'industrie du tabac pourra continuer de s'ingérer sans entraves dans la politique de santé publique de notre pays, et obtiendra des parlementaires fédéraux qu'ils placent ses intérêts commerciaux au-dessus de l'intérêt général et de la santé publique en particulier.</p> <p>Il est donc essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p>Proposition d'ajout</p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>1 Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>2 Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p>
--	--	--	---

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>3 L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
RMK	34	1		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
RMK	34	3		<p>Remarques</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
RMK	36	2		<p>Remarques</p> <p>Au vu de l'ampleur de l'épidémie de tabagisme en Suisse et de son caractère catastrophique, même des petits délits peuvent avoir de très graves conséquences. Il convient de ne pas laisser à l'arbitraire des autorités fédérales et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>compétentes de juger de la gravité des infractions à la présente loi. Celles-ci doivent être systématiquement dénoncées à l'autorité de poursuite pénale, qui seule peut juger du niveau de gravité de l'infraction. Nous proposons donc de supprimer l'alinéa 2.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>2 (Supprimé)</p>
RMK	40			<p>Remarques</p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corrélérer une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p>(Voir aussi la motion 17.4232 « Emoluments de licence pour la vente de tabac »)</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>1 Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>2 Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>3 Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1</p>
RMK	41			<p>Remarques</p> <p>Voir l'article 40</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Supprimer</p>
RMK	42	1		<p>Remarques</p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
RMK	43	1	<p>Remarques</p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Proposition de modification</p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6); c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16); d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision (1);</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p> <p>(1) RS 784.40</p>
RMK	48			<p>Remarques</p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p>Proposition de modification</p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
RMK	annexe 1			Supprimer l'annexe 1 (voir article 6)
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

RMK				
RMK				
RMK				
RMK				
RMK				

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes

1. Désactiver la protection du document
2. Insérer des lignes avec « Copier – Coller »
3. Réactiver la protection du document

1 Désactiver la protection du document

The screenshot shows a Microsoft Word window with the title bar 'Vernehmlassungsformular_TabPG_FR [Mode de compatibilité] - Microsoft Word'. The ribbon is set to 'Révision'. The 'Protège un document' button in the 'Révision' group is highlighted with a red box. The document content includes a form titled 'LPTab*:procédure-de-consultation' with the following fields:

- Nom / société / organisation → → → : []
- Abréviation de la société / de l'organisation: []
- Adresse → → → : []
- Personne de référence → → → : []
- Téléphone → → → : []
- Courriel → → → : []
- Date → → → : []

Below the form is a yellow box containing 'Remarques importantes' with five numbered instructions:

1. «Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire et de travailler dans le mode formulaire.»
2. «Pour effacer des tableaux ou ajouter de nouvelles lignes, cliquez sur «Révision/Protéger un document» afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.»
3. «Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.»
4. «Veuillez faire parvenir votre avis au format Word d'ici au 12 septembre 2014 aux adresses suivantes: dm@bag.admin.ch et tabak@bag.admin.ch»
5. «Le champ «nom/société» n'est pas obligatoire.»

At the bottom right of the document area, the 'Désactiver la protection' button is highlighted with a red box. The status bar at the bottom shows 'Page: 1 sur 13 | Mots: 659 | Allemand (Suisse) | 99% | 09:43 | 20.05.2014'.

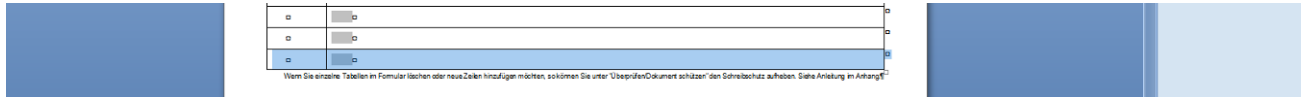
Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

2 Insérer de nouvelles lignes

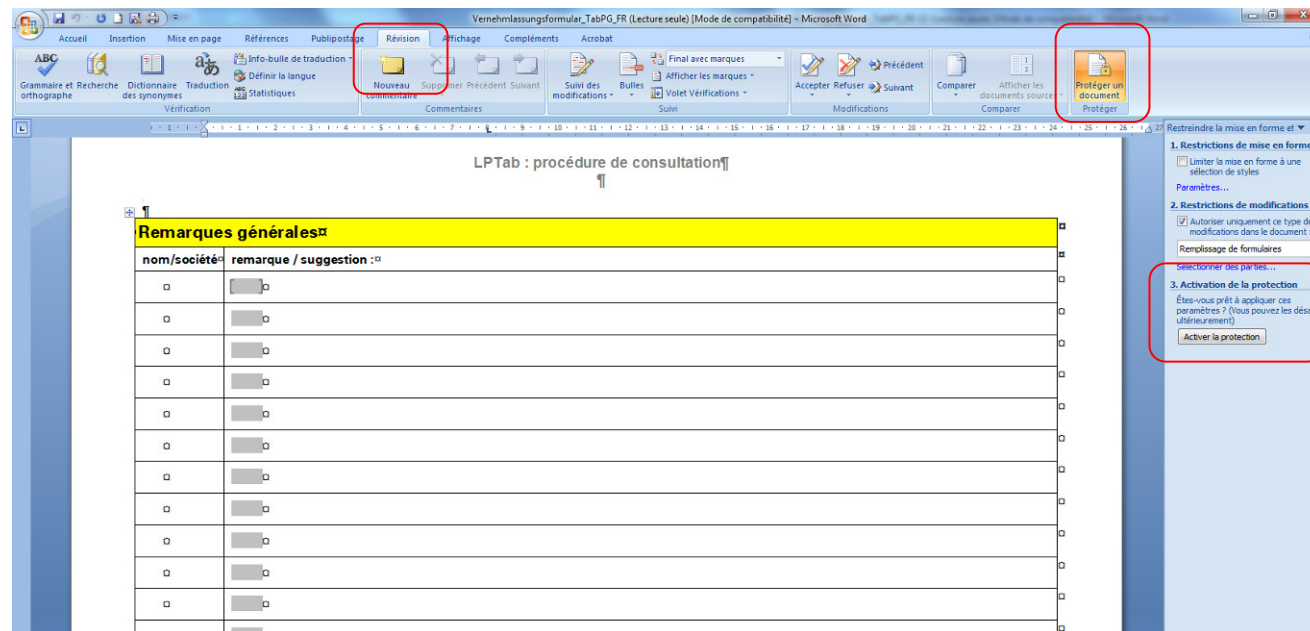
Sélectionner une ligne entière incluant les champs marqués en gris (la ligne sélectionnée devient bleu)

Presser Control-C pour copier

Presser Control-V pour insérer



3 Réactiver la protection du document



Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Università della Svizzera Italiana

Abbreviazione della società / dell'organizzazione : USI

Indirizzo : via Buffi 13, Lugano

Persona di riferimento : Prof. Fabrizio Mazzonna

Telefono : 0586664787

Email : fabrizio.mazzonna@usi.ch

Data : 19.03.2018

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.
3. Utilizzare una linea per articolo, alinea e lettera o per capitolo del rapporto esplicativo.
4. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in **formato Word** entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Indice

Osservazioni generali	_____	3
Relazione esplicativa (eccetto cap. 2 “Commento”)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Relazione esplicativa : cap 2 “Commento”	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Progetto di legge sui prodotti del tabacco	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
La nostra conclusione	_____	9
Allegato: guida per inserire nuove righe	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
....	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla nocività del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
....	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo del tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera 400'000 a 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si veda risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ancora l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
....	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca le multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che comporti un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti di pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità "quando si rivolge particolarmente ai minorenni" non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo – per es. come delimitare i "luoghi frequentati principalmente da minorenni"? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati "principalmente" da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati "principalmente" da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, sennò i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione prese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie sui luoghi di vendita (per una rivista scientifica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e gli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

....	<p>Necessità di un imballaggio neutro</p> <p>L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso certi determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenza di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati e gli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.</p> <p>L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che è la strada maestra. Altrimenti riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS sarebbe già un miglioramento significativo.</p>
....	<p>Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco</p> <p>Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in modo da assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco, Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato né degli ambienti della salute pubblica, con la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.</p>
....	<p>Misure specifiche di protezione dei consumatori</p> <p>La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incitazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LPTab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la loro libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.</p> <p>Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), “Libertarian Paternalism”, The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nello scopo di evitare l'effetto della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
....	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3: Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo il SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, quasi altrettanto che le esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente più delle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo di poter intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei rari paesi pronti ad agire consapevolmente ai loro danni senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente pagata. Nello scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati hanno attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato secondo gli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile di darsi i mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle brecce nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre non sono conformi al diritto svizzero e che non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri elevati di qualità.</p>
....	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Dal punto di vista dell'economia della sanità, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, non si reduce necessariamente i costi della sanità a lungo termine riducendo il tabagismo, ma ridurre il tabagismo attraverso delle misure basate sulle prove è un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

USI	
USI	

Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Nefti-Eboni Bempong, Institute of Global Health, University of Geneva

Abkürzung der Firma / Organisation : IGH, UNIGE

Adresse : Campus Biotech, Chemin des Mines 9, 1202, Geneva

Kontaktperson : Antoine Flahault

Telefon : + 41223790438

E-Mail : nefti-eboni.bempong@unige.ch

Datum : 20/03/2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).

Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des [Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse](#)), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.

Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten

Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.

Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : UNIGE

Abréviation de la société / de l'organisation : Institute santé Global

Adresse : Campus Biotech, Chemin des Mines 9 1202 Geneva

Personne de référence : Lemlem Girmatsion

Téléphone : +41 223790439

Courriel :

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : UNIGE

Adresse : 24, Grl-Dufour

Personne de référence : Franco Serena

Téléphone : 0223797547

Courriel : franco.serena@unige.ch

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation : Institute of Global Health

Abréviation de la société / de l'organisation : ISG

Adresse : Campus Biotech, Chemin des Mines 9

Personne de référence : Salem Argaw

Téléphone : 0223790458

Courriel : salem.argaw@etu.unige.ch

Date : 20.03.18

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. Armin Gemperli

Abkürzung der Firma / Organisation : Departement für Gesundheitswissenschaften und Gesundheitspolitik, Universität Luzern

Adresse : Frohburgstrasse 3, 6002 Luzern

Kontaktperson : Prof. Dr. Armin Gemperli, armin.gemperli@unilu.ch

Telefon : 041 229 59 40

E-Mail : armin.gemperli@unilu.ch

Datum : 20. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Maigetter, Karen /MSc.

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss Tropical and Public Health Institute

Adresse : Socinstrasse 57, P.O. Box, 4002, Basel

Kontaktperson :

Telefon : 061 284 8271

E-Mail : karen.maigetter@swisstph.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Aude Gendre, chargée de projet Promotion Santé Vaud, maîtrise universitaire ès en psychologie

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Avenue de Provence 12, 1007 Lausanne

Personne de référence : Aude Gendre

Téléphone : 021 623 37 16

Courriel : aude.gendre@prosv.ch

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p style="text-align: center;">(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p style="text-align: center;">(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : University of Bern, Institute of Social and Preventive Medicine

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM

Adresse : Finkenhubelweg 11, CH-3012 Bern

Kontaktperson : PR Dr. Julia Bohlius

Telefon : 031 631 3523

E-Mail : julia.bohlius@ispm.unibe.ch

Datum : March 20th 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Lascombes

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : rue Gabriel Perret-Gentil 4
1211 Geneve 14

Personne de référence :

Téléphone : 0223729807

Courriel :

Date : 19.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : ISPM, Institute of Social and Preventative Medicine

Abkürzung der Firma / Organisation : University of Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11
3012 Bern
Switzerland

Kontaktperson : Katayoun Taghavi

Telefon : Tel +41 31 631 35 40

E-Mail : katayoun.taghavi@ispm.unibe.ch

Datum : 20.3.2018, Bern

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	4
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institut für komplementäre und integrative Medizin, UniversitätsSpital Zürich

Abkürzung der Firma / Organisation : IKI-USZ

Adresse : Sonneggstrasse 6

Kontaktperson : Professor Claudia Witt

Telefon : 0442552396

E-Mail : claudia.witt@usz.ch

Datum : 20.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016</i> - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verllorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Ducret-Stich Regina, PhD

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 57, 4051 Basel

Kontaktperson :

Telefon : 061 284 87 54

E-Mail : regina.ducret@swisstph.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr. Med. Anne Girard

Abréviation de la société / de l'organisation : AGLS

Adresse : Gare 85b – 2314 La Sagne

Personne de référence : moi-même

Téléphone :

Courriel : anne.girard@hin.ch

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr. Med Mélanie Mattart

Abréviation de la société / de l'organisation : cabinet médical médecine interne générale

Adresse : Faubourg du Lac 12, 2000 Neuchâtel

Personne de référence : Mélanie Mattart

Téléphone : 032 710 11 12

Courriel : mmattart@hin.ch

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Anne Decollogny, 1110 Morges

Anne Decollogny se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Anne Decollogny se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : Anne Decollogny

Adresse : Chemin du Banc-Vert 10, 1110 Morges

Personne de référence : Anne Decollogny

Téléphone : 079 304 07 55

Courriel : privé : anne.dy@bluewin.ch professionnel : anne.decollogny@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune	12
Notre conclusion	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPTab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPTab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d’entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C’est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L’industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l’accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d’épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L’Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l’exportation en dehors de l’Europe. Le droit suisse actuel n’a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l’exportation dans des pays hors de l’UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l’Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n’est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l’interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L’autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu’il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l’œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n’y a aucune raison de lever l’interdiction d’importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l’Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n’est pas à l’ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alcopops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b			<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19			<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Semira Gonseth Nusslé, médecin, MSc en santé publique

Semira Gonseth Nusslé se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Semira Gonseth Nusslé se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Av. Jolimont 13, 1005 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : 0794600084

Courriel : semira.gonseth@gmail.com

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe mois élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³(nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Sandrione Estoppey Younes, responsable de recherche

Sandrione Estoppey Younes se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Sandrione Estoppey Younes se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Route de la Corniche 10, 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 92 28

Courriel : sandrione.estoppey@chuv.ch

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Aziz Chaouch, collaborateur de recherche

Aziz Chaouch se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Aziz Chaouch se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Le Vuarno 2, 1058 Villars-Tiercelin

Personne de référence : -

Téléphone : 079 237 89 40

Courriel : aziz.chaouch@gmail.com

Date : 21 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Jean-Luc Bulliard, responsable de secteur de recherches, Directeur scientifique des registres vaudois et neuchâtelois-jurassien des tumeurs

Jean-Luc Bulliard se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Jean-Luc Bulliard se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : route de la Corniche 10

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 72 45

Courriel : jean-luc.bulliard@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	10
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	13
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	13
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	14
Notre conclusion _____	38

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le Programme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

[de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPtab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »		
nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »		
nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>que les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de « réglementations différenciées ». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>pour prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6			<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p style="text-align: center;">(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	11	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c); b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage; c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c); d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c); <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs; c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPT^h), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>a. la remise gratuite ;</p> <p>b. des réductions de prix ou ;</p> <p>c. la remise de cadeaux ou de prix.</p>
ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	19			<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 19 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement, celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p> <p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	41			<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>
ProSV - IUMSP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <p>a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4);</p> <p>b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				an après l'entrée en vigueur de la présente loi.
ProSV - IUMSP	Annexe 1			Proposition de modification supprimer l'annexe 1 (voir article 6)
ProSV - IUMSP	Annexe 2			Proposition de modification Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Laurence Seematter-Bagnoud, Institut de Médecine Sociale et Préventive, CHUV, Lausanne

Laurence Seematter-Bagnoud se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Rte de la Corniche, Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : -

Courriel : Laurence.Seematter-Bagnoud@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPTab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41			<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Pascal Bovet, MD, MPH professeur, Institut Universitaire de Médecine Sociale et Préventive, Lausanne

Je me rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, je me rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance près que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Chemin du Devin 47A

Personne de référence : -

Téléphone : 078 878 5400

Courriel : bovet.pascal@gmail.com

Date : 21 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	10
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	12
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	12
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	13
Notre conclusion _____	37

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPTab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
ProSV -	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Myriam Rège Walther, spécialiste en Santé publique (MSc Santé publique, Université de Londres)

Myriam Rège Walther se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Myriam Rège Walther se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Biopôle, Route de la Corniche 10, 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 73 15

Courriel : myriam.rege@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	10
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	12
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	12
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	13
Notre conclusion _____	37

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPTab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
ProSV -	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c) ;</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b			<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19			<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Emmanuelle Lüthi, chargée de recherche, Master en sciences biomédicales

Emmanuelle Lüthi se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Emmanuelle Lüthi se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : ch. praz communaux 32, 1684 Mézières FR

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 20 37

Courriel : emmanuelle.luthi@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Marie Annick Le Pogam, MD, MPH, PhDc / Institut Universitaire de Médecine Sociale et Préventive, Centre Hospitalier Universitaire Vaudois

Marie Annick Le Pogam se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Marie Annick Le Pogam se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Biopôle 2, route de la Corniche 10, CH-1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 89 59

Courriel : marie-annick.le-pogam@chuv.ch

Date : 21 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	10
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	12
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	12
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	13
Notre conclusion _____	37

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Barbara Haas BHS-Training

Abréviation de la société / de l'organisation : BHS-Verkaufstraining

Adresse : Route de Chaulin 41 – CH-1817 Brent-Montreux

Personne de référence : Barbara Haas

Téléphone : +41 79 622 61 46

Courriel : info@bhs-training.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
Prof. ...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>
<p>Fehler! Verweisquell</p>	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Anna Späth, MPH

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 59, 4002 Basel

Kontaktperson : Anna Späth, MPH

Telefon : 061 284 83 70

E-Mail : Anna.Spaeth@swisstph.ch

Datum : 20.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Yves Jaquet, Service ORL et chirurgie cervico-faciale, Hôpital Neuchâtelois.

Abréviation de la société / de l'organisation : HNE

Adresse : Maladière 45, 2000 Neuchâtel

Personne de référence :

Téléphone : +41 32 7133543

Courriel : yves.jaquet@h-ne.ch

Date : 20.3.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :cf ci-dessous sinon tout à fait en accord avec l'ensemble de ce document.
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Remarque: comparaison très mal choisie car la relation de cause à effet est mieux étayée entre tabac et santé que entre réchauffement climatique et ses causes. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Mengisen Dominique

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Maladière 10, 2000 Neuchâtel

Personne de référence :

Téléphone : 032 718 12 80 (professionnel)

Courriel : dominique.mengisen@unine.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
D. Mengisen	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
D. Mengisen	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
D. Mengisen	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

D. Mengisen	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
D. Mengisen	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
D. Mengisen.	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
D. Mengisen	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
D. Mengisen	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Simon Germann, chargé de recherche, MSc en sciences de la Vie & MSc en statistiques

Simon Germann se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Simon Germann se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Biopôle 2, SV-A, route de la Corniche 10, 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : +41(0)21 314 72 43

Courriel : sim.germann@gmail.ch / simon.germann@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe mois élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Hochschule Luzern – Soziale Arbeit, Institut für Sozialmanagement, Sozialpolitik und Prävention

Abkürzung der Firma / Organisation : HSLU-SA

Adresse : Werftestrasse 1

Kontaktperson : Martin Hafen

Telefon : 041 367 48 81

E-Mail : martin.hafen@hslu.ch

Datum : 20. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	12
Entwurf Tabakproduktegesetz	12
Unser Fazit	32
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Würdigung</p> <p>Aus Sicht der Tabakprävention ist es sehr zu begrüssen, dass Tabakprodukte und elektronische Zigaretten neu in einem eigenständigen Gesetz behandelt werden. Der überarbeitete bundesrätliche Vorschlag enthält jedoch inakzeptable Lücken.</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768- 774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>
	<p>Werbung, Promotion und Sponsoring</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Bei der Vermarktung von Tabakwaren und E-Zigaretten sind die Weichen anders zu stellen. Das Gesetz muss verunmöglichen, dass Kinder und Jugendliche weiterhin mit raffinierten Methoden von der Tabakindustrie zum Rauchen animiert werden – wie vom Parlament gefordert. Im neuen Gesetz ist den Tabakkonzernen diese Werbestrategie zu verunmöglichen und für Tabakprodukte und E-Zigaretten ein umfassendes Werbe-, Promotions- und Sponsoringverbot einzuführen. Alle Lebensbereiche sollen frei von Tabakwerbung werden.</p> <p>Das bedingt zusätzlich unter anderem ein Verbot der Werbung am Verkaufsort und der Verkaufsförderung durch Rabatte. Heute macht die Werbung am Verkaufsort rund die Hälfte der Vermarktungsmassnahmen der Tabakindustrie aus. Aufgrund neuer Werbeeinschränkungen werden die Tabakkonzerne ihre Werbemittel in Zukunft noch mehr als bisher an die Verkaufsorte verlagern. Wichtig ist, dass dieses Verbot ebenso für E-Zigaretten ohne Nikotin und die anderen im Gesetz aufgeführten Produkte gilt. Diese könnten sonst dazu benutzt werden, um indirekt weiterhin Werbung für das Rauchen zu machen. Die Verkaufsförderung anhand von Preisermässigungen richtet sich besonders an Jugendliche, die sich oft sehr preisbewusst verhalten und Aktionen im Stil von 3 für 2 attraktiv finden.</p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist differenzierten Regulierungen inhärent. Sie steigt weiter mit jeder zusätzlichen Ausnahmeregelung. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Wir verweisen hier auch auf die Forderungen der Motionen 17.4187 Häsler «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 Amherd «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 Ruiz «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 Gugger «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p>
	<p>Verkauf</p> <p>Um den Jugendschutz wirksam zu gestalten, müssen das vom Bundesrat vorgeschlagene Verkaufsverbot für Minderjährige und die Testkäufe ergänzt werden mit einer Bewilligungspflicht für Tabakverkaufsstellen. Ebenfalls ist der Verkauf von Tabakwaren über Automaten zu untersagen. Beides sind wichtige Massnahmen, um den Zugang für Minderjährige zu beschränken und die Kontrollmöglichkeiten zu optimieren. Der Erwerb einer Bewilligung soll kostenpflichtig sein und die Verpflichtung beinhalten, die Jugendschutzbestimmungen einzuhalten. Bei wiederholtem Verstoss droht die Entziehung der Bewilligung.</p> <p>Wir verweisen in diesem Zusammenhang auch auf die Forderungen der Motion 17.4232 Weibel «Lizenzgebühren für Tabakverkauf».</p> <p>Der Vorentwurf erlaubt neu den Verkauf von E-Zigaretten mit Nikotin. Diese Lockerung gegenüber der heutigen Situation darf nicht dazu führen, dass die einfache Erhältlichkeit nikotinhaltiger E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche zur Eingangspforte in die Nikotinsucht wird. Deshalb ist es wichtig, dass E-Zigaretten sowohl mit Nikotin als auch ohne Nikotin den gleichen Bestimmungen wie die anderen Tabakprodukte unterliegen.</p>
	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die kombinierten Warnhinweise mit Text, Bild und einem Hinweis auf die Rauchstopplinie sollen auf beiden Breitseiten je 80 Prozent belegen. Dabei wechseln sich unterschiedliche Texte und Bilder ab. Zudem sind die Warnhinweise in der oberen Hälfte der Verpackung anzubringen. Zumindest sollten die Vorschriften an die der neuen EU-Richtlinie angeglichen werden und die Vorgaben der EU-Richtlinie zu Grösse und Form der Packungen übernommen werden. So können beispielsweise Werbeaktionen mit extra schmalen Packungen verhindert werden, die unterschwellig suggerieren, Zigaretten seien Schlankmacher.</p> <p>Die optimale Lösung ist aber die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p> <p>In Australien, Frankreich, Grossbritannien und Nordirland, Irland und Norwegen dürfen Tabakwaren nur in werbefreien Einheitspackungen verkauft werden. Beschlossen ist die Einführung in Neuseeland (2018), Ungarn (2018) und Slowenien (2020). Weitere Staaten prüfen die Einführung. Erste Forschungsergebnisse bestätigen, dass Einheitspackungen die Attraktivität des Rauchens verkleinern und den Aufhörwunsch verstärken. In der EU können die Mitgliedstaaten aufgrund der neuen Richtlinie über Tabakerzeugnisse Standardpackungen vorschreiben (Richtlinie 2014/40/EU Artikel 24).</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017- 053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Snus</p> <p>Die gewerbsmässige Zulassung des Tabakprodukt Snus führt in der Schweiz mit Sicherheit zu einer Ausdehnung des Tabakmarktes. Davon werden in erster Linie Jugendliche betroffen sein. Mundtabak macht stark abhängig, schädigt die Mundschleimhaut und die enthaltenen krebserzeugenden Stoffe können zu Bauchspeicheldrüsen-, Mundhöhlen- und Speiseröhrenkrebs führen. Vor dem Hintergrund der unzureichenden Vorschläge des Bundesrates zur Einschränkung von Werbung, Promotion und Sponsoring im vorliegenden Entwurf, gibt es keinen Grund, das Verbot der gewerbsmässigen Einfuhr und Abgabe von Snus aufzuheben. Ein Verbot besteht ebenfalls in der Europäischen Union, ausser in Schweden. Eine</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	Aufhebung dieser Einschränkungen steht dort nicht zur Diskussion.
	<p>Konsum von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak in öffentlich zugänglichen Räumen und Arbeitsplätzen</p> <p>Die vorgeschlagene Anpassung im Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen, wonach u.a. auch E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak unter die Bestimmungen des Gesetzes fallen, begrüssen wir sehr. Eine Gefährdung von Dritten durch Inhaltsstoffe von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak ist nach aktuellem Wissensstand nicht auszuschliessen. E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak sehen den Tabakzigaretten zum Verwechseln ähnlich. Bei Kindern und Jugendlichen wird der Eindruck geprägt, die Nikotinsucht sei eine gesellschaftliche Selbstverständlichkeit, was den Konsum dieser Produkte fördern kann.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
	1.1	<p>Ausgangslage</p> <p>Der Bundesrat zeigt die Probleme zum der Tabakprodukte in der Einleitung in wenigen Worten auf: Es sind die einzigen Konsumgüter, die nicht ohne Gesundheitsrisiko konsumiert werden und rasch zu einer sehr erheblichen Abhängigkeit führen können. Eine dritte Besonderheit bestehe darin, dass die Hälfte der Raucherinnen und Raucher mit dem Konsum von Tabakprodukten gerne aufhören möchten. Weiter erwähnt der Bundesrat, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht weiter zurückgeht und der Tabakkonsum in der Schweiz jährlich 9500 Todesopfer fordert (Verkehrsunfälle: 296 Opfer). Zuletzt beziffert er den volkswirtschaftlichen Schaden (CHF 5,6 Mia.).</p> <p>Die dargelegten Fakten werden in den folgenden Kapiteln aus nicht nachvollziehbaren Gründen wieder ignoriert.</p>
	1.3.3	<p>Anforderung an die Produkte und ihre Verpackungen</p> <p>Auf die Positivliste für Zusatzstoffe und das damit einhergehende Bewilligungssystem soll laut Bundesrat verzichtet werden. Stattdessen soll es eine Liste der verbotenen Zutaten für alle Produkte und Geräte sowie eine Liste mit den zulässigen Höchstmengen für die Emissionen von Zigaretten geben.</p> <p>Die Abkehr vom System mit einer Liste zugelassener Zusatzstoffe wird im erläuternden Bericht damit begründet, dass die Bedeutung der Zusatzstoffe im Vergleich zur Gesamttoxizität der Tabakprodukte gering sei. Diese Verharmlosung ist nicht nachvollziehbar. Wir halten fest, dass Zusatzstoffe im Zusammenhang mit dem Konsum und der Suchtsteigerung bei Menschen eine wichtige Stellung einnehmen. Die Zusatzstoffe werden beispielsweise verwendet um:</p> <ul style="list-style-type: none"> • der Zigarette ein unverwechselbares Aroma zu geben, • das Abbrennen der Zigarette zu steuern, • den Tabak feucht zu halten und sein Austrocknen zu verhindern, • den bitteren und scharfen Geruch des inhalierten Rauchs zu überdecken, • den inhalierten Rauch abzumildern und so dessen atemwegreizende Wirkung zu mildern (wodurch letztlich das Warnsignal des Körpers, dass der Rauch schädlich ist, beseitigt wird), • die Asche und den Rauch weiss zu färben und • das Aussehen der Zigarette zu verbessern.
	1.6.1	<p>Recht der Nachbarstaaten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		Die Gesetzgebung zu Tabakprodukten und E-Zigaretten hat sich in den letzten zwei Jahrzehnten in den europäischen Staaten positiv entwickelt: Die grosse Mehrheit der europäischen Länder kennen weitergehendere Einschränkungen der Werbung, Promotion und des Sponsorings als wie sie der Bundesrat vorschlägt. Der Verband der europäischen Krebsligen sieht die Schweiz sogar als Schlusslicht bei Werbung, Promotion und Sponsoring (Tobacco Control Scale 2016 in Europe). Mindestens zwei der vier Länder um uns herum (F, I) kennen seit längerem viel weiter gehende Bestimmungen.
	1.6.2	<p>Europäisches Recht</p> <p>Auch die Gemeinschaft der EU-Staaten hat in den vergangenen Jahren schärfere Richtlinien erlassen: Die Richtlinie 2014/40/EU für Tabakerzeugnisse, die am 19. Mai 2014 in Kraft getreten ist, hat zur Folge, dass der Rückstand der Schweiz gegenüber den Staaten der europäischen Union weiter zugenommen hat. Unter anderem,</p> <ul style="list-style-type: none"> • bleiben die Warnhinweise in der Schweiz kleiner als in der EU, • bleiben die E-Zigaretten in der Schweiz schwächer reguliert als in der EU, • soll neu der Verkauf von Snus in der Schweiz erlaubt werden, während der Verkauf in der EU verboten ist (ausgenommen Schweden), • ist das Sponsoring von internationalen Anlässen EU-weit verboten.
	1.6.2	<p>Internationales Recht: WHO-Tabakkonvention</p> <p>Die Vorschläge, die der Bundesrat bringt, entsprechen spätestens seit dem Inkrafttreten der internationalen Rahmenkonvention über Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation am 27. Februar 2005 nicht mehr den internationalen Standards. Die Schweiz hat 2004 WHO-Konvention unterzeichnet. Die Ratifizierung ist seitdem Teil der jeweiligen Legislaturperioden. Weltweit haben 180 von 192 Mitgliedstaaten der WHO die Konvention ratifiziert. Neben Andorra, Liechtenstein und Monaco ist die Schweiz das einzige Land in Europa, das die WHO-Konvention noch nicht ratifiziert hat. Die geplanten gesetzlichen Änderungen müssen so angelegt sein, dass einer Ratifizierung der Konvention nichts mehr im Wege steht.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
	1	<p>Zweck</p> <p>Im erläuternden Bericht wird darauf hingewiesen, dass das Tabakproduktegesetz die Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums, von Tabakprodukten und E-Zigaretten soll. Zu diesem Zweck seien eine Reihe von Massnahmen vorgesehen.</p> <p>Wir möchten darauf hinweisen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer höchstens(!) marginal wahrnehmbaren Reduzierung der Vermarktungsmöglichkeiten durch die Tabakindustrie führen werden: Werbung ist den meisten Publikationen, im Kino und am Verkaufsort weiterhin erlaubt. Der Werbe- und Promotionsaufwand am Verkaufsort beträgt bereits heute gegen 50 Prozent der Vermarktungsmassnahmen für Tabakprodukte. Das Sponsoring und die Verkaufsförderung (Rabattaktionen) soll gemäss dem Vorentwurf in der Praxis gar nicht eingeschränkt werden.</p> <p>Mit den vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen kann der Zweck des Gesetzes nicht erfüllt werden.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz (Änderungen sind gelb markiert)

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
	1			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Bezeichnend für die Unzulänglichkeit dieses Gesetzesentwurfs ist, dass das Ziel den Tabakkonsum zu verringern, gestrichen wurde (im Vergleich zur ersten Botschaft).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit diesem Gesetz soll</p> <p>a. der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. der Konsum von Tabakprodukten verringert werden.</p>
	2	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Um den Einstieg von Kindern und Jugendlichen in den Tabak- und Nikotinkonsum zu verhindern, reicht es nicht, wenn lediglich einige wenige Bestimmungen auch auf E-Zigaretten ohne Nikotin angewendet werden. Selbst im Falle, sollten E-Zigaretten für Nichtraucherinnen und Nichtraucher kaum gesundheitlich bedenkliche Stoffe freisetzen (Datenreihen fehlen hierzu noch), besteht die Gefahr, dass deren Gebrauch die Schwelle zum Einstieg in den Tabak- und Nikotinkonsum von Kindern und Jugendlichen fördert (Nachahmung rauchähnliche Handlung).</p> <p>Ohne den Zusatz in Absatz 1 sind Gegenstände und Dienstleistungen, die keine funktionelle Einheit mit Tabakprodukten bilden, aber dieselbe oder eine leicht geänderte Marke wie Tabakprodukte tragen, von den Werbeeinschränkungen nicht betroffen. Damit wird der Tabakindustrie die Gelegenheit gegeben, ihre Tabakprodukte mit Nichttabakprodukten zu fördern (z.B. Kleider).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt für Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, die auf dem Markt bereitgestellt werden; die Bestimmungen in den Artikeln 17–19 gelten auch für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt bzw. die nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigarette tragen.</p>
	2	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Buchstabe b in Absatz 2 ist eine Einladung das Gesetz zu umgehen, indem Substanzen, welche gemischt verboten wären, separat vertrieben werden (so z.B. geschehen bei der Einführung der Alkopop-Sondersteuer, wo Getränk und Alkohol an der Bar anschliessend separat gereicht wurden).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt nicht für:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. Tabakprodukte, deren Tabak die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch selber anbauen oder die sie für den Eigengebrauch selber herstellen oder verarbeiten;</p> <p>b. (streichen)</p> <p>c. Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, welche die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch einführen; vorbehalten bleibt Artikel 27.</p>
	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist sogenannten «differenzierten Regulierungen» inhärent. Es besteht die Gefahr, dass von der Industrie bewusst neue Produkte entwickelt werden, welche nicht direkt einem der definierten Produkte zugeordnet werden können.</p> <p>Die vorgeschlagenen neuen Absätze 2 und 3 sollen verhindern, dass Begriff-Lücken im Gesetz ausgenutzt werden können. Der Absatz 3 gibt dem Bundesrat die Möglichkeit, schnell auf Entwicklungen im Markt zu reagieren.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>...</p> <p>² (neu) Falls nicht anders erwähnt, sind Tabakprodukte zum Erhitzen, Tabakprodukte zum oralen Gebrauch, pflanzliche Rauchprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, Tabakprodukten zum Rauchen gleichgestellt.</p> <p>³ (neu) Der Bundesrat kann neue Produkte einem der Produkte nach Absatz 1 Buchstabe a - f zuordnen.</p>
	4	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Täuschungsschutz hat bei Tabakprodukten, für deren Konsum kein gesundheitsverträglicher Grenzwert gesetzt werden kann, besondere Bedeutung.</p> <p>Damit der Täuschungsschutz nicht umgangen werden kann, braucht es zwingend ein umfassendes Vermarktungsverbot (s. Vorschläge Kapitel 4). Neutrale Tabakverpackungen tragen besonders wirksam zum Täuschungsschutz bei.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			Die Aufmachung, die Kennzeichnung und die Verpackung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten sowie die Werbung für diese Produkte dürfen die Konsumentinnen und Konsumenten nicht täuschen.
	5	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten dürfen keine Zutaten enthalten, die</p> <ol style="list-style-type: none"> a. bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden; b. ihre Toxizität um ein signifikantes Mass erhöhen oder das Inhalieren erleichtern.
	5	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Nachfüllflüssigkeit, die in nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und in Tabakprodukten zum Erhitzen verwendet wird, muss zudem die folgenden Anforderungen erfüllen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Sie muss von hoher Reinheit sein. b. Ausser bei Nikotin darf sie weder in erhitzter noch in nicht erhitzter Form ein Risiko für die Gesundheit darstellen.
	5a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Unser politischer Standpunkt zu «Snus» ergibt sich aus den von Parlament und Bundesrat vorgesehenen gesetzlichen Rahmenbedingungen, welche Werbe-, Sponsoring- und Verkaufsmassnahmen fast uneingeschränkt zulassen wollen.</p> <p>Eine Annahme unserer Änderungsanträge in den Kapitel 3 (Warnhinweise) und 4 (Werbung) ist die zwingende Voraussetzung für eine Neubeurteilung unseres Antrags für ein «Snus-Verbot».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot bestimmter Tabakprodukte zum oralen Gebrauch</p> <p>Tabakprodukte in Form eines Pulvers, eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln, und bestimmt zum oralen Gebrauch, jedoch nicht zum Rauchen, Inhalieren oder Kauen, dürfen nicht auf dem Markt bereitgestellt werden.</p>
6	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Eine abschliessende Liste von gesundheitsgefährdenden Zutaten, wird nicht die vom Gesetzgeber beabsichtigte Wirkung entfalten, da die Liste lückenhaft ist und durch neue chemische Verbindungen leicht umgangen werden kann. In der Liste fehlt ausserdem der Zusatzstoff Menthol.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Zutaten welche die Toxizität oder das Abhängigkeitspotenzial von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten massgeblich erhöhen oder die Inhalation erleichtern sind verboten.</p>
6	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Tabakwaren, die für die Ausfuhr in Nicht-EU-Länder bestimmt sind, weisen z.T. höhere Konzentrationen an Schadstoffen auf als die aktuell gültige Tabakverordnung zulässt. Mit der vorgeschlagenen Bestimmung soll die Verantwortung der Schweiz gegenüber der Gesundheit in Drittländern wahrgenommen werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>³ (neu) Tabakprodukte, die für den Export bestimmt sind, unterliegen ebenfalls den Absätzen 1 und 2.</p>
7	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit der Massnahme, dass Zigaretten nicht im Einzelstück verkauft werden dürfen, kann einfacher verhindert werden, dass Probierkonsumentinnen und -konsumenten nicht zu einem regelmässigen Konsum übergehen.</p> <p>Für die Hersteller von Tabakwaren werden die Packungen immer wichtiger für die Werbung, je mehr andere Formen von Werbung, Promotion und Sponsoring für Tabakwaren ausgeschlossen werden. Schmale Packungen stellen z.B. das</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Rauchen unterschwellig als Schlankmacher dar.</p> <p>Die Masse 44x52 mm entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>² (neu) Zigarettenpackungen haben folgende Abmessungen:</p> <p>a. Höhe: mindestens 44 mm;</p> <p>b. Breite: mindestens 52 mm.</p>
	8	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Höchstvolumina von 10 resp. 2 ml entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten dürfen ein Volumen von höchstens 10 ml haben.</p>
	8	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 8 Absatz 1.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Kartuschen von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Einwegzigaretten und Einwegkartuschen mit Nikotin dürfen ein Volumen von höchstens 2 ml haben.</p>
	9	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Alle Verpackungen von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten müssen bei der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Angaben enthalten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. die Sachbezeichnung nach Artikel 10; b. die Firmenbezeichnung oder die von der Oberzolldirektion zugeteilte Reversnummer des inländischen Herstellers oder des Importeurs nach Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe b des Tabaksteuergesetzes vom 21. März 1969 ; c. das Produktionsland, sofern dieses nicht aus der Angabe nach Buchstabe c ersichtlich ist; d. die Warnhinweise nach Artikel 12 und 13.
	10	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Sachbezeichnung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten hat der Natur, der Art, der Gattung und der Beschaffenheit des Produkts zu entsprechen.</p>
	11	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die folgenden Angaben sind auf der Verpackung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bzw. auf dem Produkt selbst verboten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild», «ökologisch», «natürlich» oder «ohne Zusatzstoffe»; b. der Nikotin-, Teer- oder Kohlenmonoxidgehalt der Emissionen des Produkts.
	11	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Hinweise auf eine krankheitsheilende, -lindernde oder -verhütende Wirkung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten auf der Verpackung bzw. auf dem Produkt sind verboten.</p>
<p style="text-align: center;">11a</p>			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Weltweit werden jährlich Milliarden von Zigaretten geschmuggelt. Schon 1999 tauchten gemäss der Weltbank rund 30 Prozent der international exportierten Zigaretten als Schmuggelware auf den Märkten auf. 2012 schätzte die EU, dass die EU und die Mitgliedstaaten durch den Zigaretenschmuggel jährlich über 10 Milliarden Euro an Zolleinnahmen verlieren. Hinzu kommen die Ausfälle bei der Tabak- und Mehrwertsteuer. Weil auf dem Schwarzmarkt Tabakwaren ohne Steuern verkauft werden, sind sie billig zu haben. Besonders für junge Menschen ist das ein Anreiz, Zigaretten zu kaufen. Damit verstärkt der illegale Handel mit Zigaretten die Tabakepidemie. Zugleich ist er äusserst profitabel, mit den Gewinnen werden oft länderübergreifende kriminelle Aktivitäten finanziert.</p> <p>Im vorgeschlagenen Gesetz fehlen Massnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakwaren mittels Einführung eines lückenlosen Rückverfolgungssystems, wie es auch die neue Tabakprodukterichtlinie der EU vorsieht. Um ein unabhängiges und transparentes Vorgehen zu gewährleisten, muss die Kontrolle über die Produktions- und Vertriebswege durch unabhängige Drittorganisationen erfolgen und nicht durch Tabakindustrie selbst.</p> <p>Es ist wichtig, dass die Schweiz hier ebenfalls die notwendigen gesetzlichen Vorkehrungen zur Bekämpfung des illegalen Handels trifft.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungen</u></p> <p><u>(neu) Rückverfolgbarkeit, Lizenz</u></p> <p><u>¹ Die Hersteller sorgen dafür, dass alle Packungen von Tabakerzeugnissen und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, die in der Schweiz in den Verkehr gebracht werden, ein individuelles Erkennungsmerkmal haben;</u></p> <p><u>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten des individuellen Erkennungsmerkmals und die Teilnahme am Lizenzverfahren für die Rückverfolgbarkeit.</u></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

12	2	<p><u>Bemerkungen für Art. 12 – 14:</u></p> <p>Aus präventionspolitischer Sicht ist die Einführung neutraler Tabakwarenverpackungen, wie es auch die neue EU-Tabakprodukterichtlinie für ihre Mitgliedstaaten zulässt, die optimale Lösung. Tabakprodukte stellen den häufigsten Werbeträger dar.</p> <p>Anpassungen an den Warnhinweisen drängen sich auf alle Fälle auf. Dabei lehnen wir die vom Bundesrat vorgeschlagene Unterscheidung für Tabakprodukte zum Rauchen und weiteren Produkten betreffend die Grösse der Warnhinweise aus folgenden Gründen ab:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Produkte nach Art. 3 Abs. b – f sind nicht gesünder als Tabakprodukte zum Rauchen, sondern im besten Fall weniger schädlich (was bei den meisten dieser Produkte bis jetzt nicht abschliessend festgestellt werden konnte); 2. Jedes dieser Produkte hat eine gewisse Attraktivität für Kinder und Jugendliche, über dessen Konsum die Kinder letztlich an die Rauchwaren herangeführt werden können. <p>Bei einem Verzicht auf neutrale Verpackungen sollen zumindest die bebilderten Warnhinweise auf beiden Breitseiten der Päckchen in der oberen Hälfte aufgedruckt werden und mehr Platz einnehmen, mindestens 80 Prozent. Dies entspricht der WHO-Empfehlung (EU-Direktive legt 65 Prozent fest).</p> <p><i>Zusätzlich gilt für neutrale Verpackungen die Grundfarbe Pantone 448 C. Erlaubt sind neben den Warn- und Inhaltshinweisen nur noch der Markennamen und der Produktnamen in einer Standardschrift.</i></p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat legt fest, welche Texte, Fotografien und Informationen nach Absatz 1 Buchstabe c die Verpackungen tragen müssen.</p>
13		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung muss bei der Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Warnhinweise tragen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. für die Tabakprodukte zum Erhitzen, zum Schnupfen, zum oralen Gebrauch: «Dieses Tabakprodukt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig; b. für die pflanzlichen Rauchprodukte: «Das Rauchen dieses Produkts schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>c. für die nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p> <p>d. (neu) für die nikotinfreien elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p>
	14		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.;</p> <p>² Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe b ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>³ (neu) Die Warnhinweise nach Artikel 13 sind je auf dem unteren Teil beider seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>⁴ Der kombinierte Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c muss ohne Rahmen 80 Prozent der äusseren Vorder- als auch der äusseren Rückseite der Packung abdecken; vorbehalten bleibt Absatz 5.</p> <p>⁵ Bei Verpackungen, die nicht für Zigaretten bestimmt sind und deren am ehesten ins Auge fallende Oberfläche grösser ist als 75 cm², müssen die Warnhinweise auf jeder Seite mindestens 60 cm² gross sein.</p> <p>⁶ Die Warnhinweise dürfen nicht an einer Stelle angebracht sein, an der sie beim Öffnen der Packung zerstört oder entfernt werden.</p> <p>⁷ Sie müssen zudem auf jeder Aussenverpackung, mit Ausnahme einer durchsichtigen Hülle, enthalten sein.</p>
	15		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten und Kartuschen müssen:</p> <p>a. kindersicher sein;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. bruchsicher sein;</p> <p>c. über einen auslauffreien Mechanismus für die Nachfüllung verfügen.</p>
16	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontraindikationen; d. Warnungen für Risikogruppen; e. mögliche schädliche Auswirkungen; f. Suchtpotenzial und Toxizität; g. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
17			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Art. 17, Abs. 1 ist zu so ergänzen, dass auch das Brand stretching (Markentransfer) zweifelsfrei verhindert werden.</p> <p>Zudem möchten wir unterstreichen, dass wir an der Forderung nach einem umfassenden Verbot der Werbe- und Promotionsmassnahmen festhalten. Partielle Werbeeinschränkungen führen nicht zu einer Abnahme der Werbung und Promotion von Tabak- und Rauchprodukten, sondern zu einer Verschiebung der entsprechenden Vermarktungsmassnahmen. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Aus unserer Sicht soll jede Art der Werbung für Tabakprodukte verboten werden. Das macht im Prinzip eine Aufzählung der Ausgestaltung, Werbeträger und Orte überflüssig.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>(Siehe auch die Motionen 17.4187 «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt tragen, ist verboten.</p> <p>² (neu) Tabakprodukte und E-Zigaretten dürfen von</p> <ol style="list-style-type: none"> a. ausserhalb des Verkaufsortes nicht sichtbar sein, b. am Verkaufsort weder offen aufgelegt noch beworben werden. <p>³ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
	17a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit begründeter Wahrscheinlichkeit investieren die Marketingabteilungen der Tabakmultis in der Schweiz viel Geld in Discount-Aktionen – Stil 3 für 2 - verbunden mit Aktivitäten am Verkaufsort und in Bars und Discos. In den USA machen Discount Aktionen inzwischen den Hauptanteil an Tabakmarketingaktivitäten aus. (Quelle Federal Trade Commission, Cigarette Report, for 2011, erschienen 2013)</p> <p>Discount-Aktionen unterlaufen die Preispolitik, die darauf abzielt, die Attraktivität des Anschaffens von Tabakwaren zu reduzieren. Die Hürden zum Kauf werden so vor allem für jüngere, oft noch in der Experimentierphase stehende ab und zu Rauchende herabgesetzt, was wiederum den Einstieg in einen regelmässigen Konsum begünstigt.</p> <p>Mit der vorgeschlagenen Änderung sollen weitere Marktbearbeitungsmassnahmen der Tabakindustrie, die sich insbesondere an ein jungliches Publikum richten, verhindert werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verkaufsförderung</p> <p>Die Förderung des Verkaufs von Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektrischen Zigaretten sowie von Gegenständen, die eine funktionelle Einheit mit einem genannten Produkt bilden, ist verboten, wenn sie geschieht:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. durch unentgeltliche Abgabe;</p> <p>b. durch Preisnachlässe, oder;</p> <p>c. durch die Abgabe von Geschenken oder Preisen.</p>
	17b		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Nach wie vor ist der Auftritt der Tabakbranche an Jugendanlässen (z.B. Open air Festivals) sehr stark. Sie markieren aber auch Präsenz an Prestigeanlässen, wie z.B. das Montreux-Jazz-Festival, die ein älteres Publikum ansprechen. Dabei spielt sicher das Einstimmen auf künftige Auseinandersetzungen hinsichtlich Tabakmarketing eine Rolle.</p> <p>Der Sponsor erhofft sich von seinem Engagement einen Imagetransfer. Die Tabakindustrie will sich die Werte, die Kulturanlässe liefern, zu Eigen machen. Das gelingt ihr sowohl als Sponsor von Anlässen, die ein junges Publikum anziehen als auch bei Anlässen für ein älteres Publikum. Gleichzeitig ergibt sich an diesen Anlässen die Möglichkeit, mit der Zielgruppe in einen persönlichen Kontakt zu treten.</p> <p>Um die Anreize zum Einstieg in die Tabakabhängigkeit zu vermindern, ist ein Sponsoringverbot eine bedeutende Massnahme. Tabaksponsoring prägt aber auch das gesellschaftliche Bild von Tabakprodukten. Mittels Sponsoringmassnahmen positioniert sich die Tabakindustrie als unersetzlicher Akteur z.B. im Kulturbereich. So werden Abhängigkeiten geschaffen, die für eine aus gesundheitlicher und volkswirtschaftlicher Sicht notwendige Reduktion des Konsums von Tabakprodukten hinderlich ist. Die Vergabetätigkeit verschafft der Tabakindustrie Einfluss auf Institutionen und Organisationen des öffentlichen Lebens und beeinflusst damit indirekt die Politik. Mit der Spendentätigkeit versuchen Tabakkonzerne das Geschäft mit Krankheit und Tod zu verharmlosen und ihr Image aufzupolieren</p> <p>Sponsoring ist deshalb generell zu verbieten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Sponsoring</p> <p>Sponsoring inkl. Spenden und Zuwendungen an Veranstaltungen und Tätigkeiten Dritter sind untersagt.</p>
	19		<p>Art. 19 ist sehr wichtig, um den Kantonen die Möglichkeit zu geben, weitere Regelungen vorzusehen.</p>
	20	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Absatz 3 drei wird mit dem neuen Art. 20a hinfällig.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>³ (streichen)</p>
	20a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Für ein Automatenverbot spricht u.a. die Tatsache, dass auch mit den modernsten Systemen nicht verhindert werden kann, dass Kinder und Jugendliche Tabakwaren über Automaten beziehen können.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot von Automaten</p> <p>Der Verkauf von Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, mittels Automaten, ist verboten.</p>
	21		<p>Testkäufe sind eine sinnvolle Ergänzung zur Bewilligungspflicht Abgabe (Art. 26a) und zum Automatenverbot (Art. 20a).</p>
	22	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>
	23	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	25	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG die Zusammensetzung der Produkte melden, die er oder sie auf dem Markt bereitstellt. Für Zigaretten muss er oder sie zusätzlich die Emissionen der Produkte melden.</p>
	25a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Vorschlag, dass die Gesamtbeträge für jede Ausgabenkategorie veröffentlicht werden, verschafft Einblick in die von der Tabakindustrie getroffenen Vermarktungsmassnahmen. Mögliche Schlupflöcher in der Gesetzgebung sind so rascher erkennbar und erleichtern das Treffen entsprechender Vorkehrungen. Je weniger die Tabakindustrie direkt mit ihren Produkten in Erscheinung treten kann, desto intensiver wird sie versuchen, ihr Ansehen in der Gesellschaft und dadurch indirekt auch jenes ihrer Produkte mittels Spenden und Zuwendungen zu steigern.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Meldung der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstigen Zuwendungen</p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG jährlich die Höhe der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstige Zuwendungen in der Schweiz im Zusammenhang mit diesen Produkten melden.</p>
	26	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer feststellt, dass von ihm auf dem Markt bereitgestellte Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten eine Gefahr für die Gesundheit nach Artikel 5 darstellen, muss sicherstellen, dass die Konsumentinnen und Konsumenten möglichst wenig geschädigt werden, namentlich indem er die Produkte zurücknimmt oder zurückruft.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

26a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Kontrolle zur Einhaltung des Abgabeverbots an Minderjährige ist mit einer Bewilligungspflicht der Abgabestellen einfacher zu bewerkstelligen. Die Vergabe der Bewilligungen soll zudem an einen Beitrag gebunden sein, mit dessen Ertrag die Kontrollen finanziert werden.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Bewilligungspflicht Abgabe</p> <p>1 Die gewerbsmässige Abgabe von Tabakprodukten, nikotinhaltenen oder nikotinfreien Zigaretten ist bewilligungspflichtig;</p> <p>2 Der Bundesrat regelt die Einzelheiten der Bewilligungspflicht und der Kontrolle.</p>
27			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat kann zur Verhinderung der gewerbsmässigen Einfuhr die Menge an Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten festlegen, die eine Konsumentin oder ein Konsument zum Eigengebrauch einführen darf.</p>
28	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Er überwacht die Tabakprodukte und die nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bei ihrer Einfuhr.</p>
34	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten.</p>
34	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p>Durch Fehlinformationen der Tabakindustrie werden die Konsequenzen des Tabakkonsums immer wieder verharmlost. Mit der vorgeschlagenen Ergänzung soll es auch Behörden und Behörden nahestehenden Organisationen und Institutionen ausdrücklich erlaubt sein, über solche irreführende Fehlinformation zu informieren oder entsprechende Massnahmen von Dritten zu unterstützen.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes im Zusammenhang mit Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten und über Fehlinformationen, die die gesundheitlichen Folgen des Konsums verharmlosen.</p>	
40		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Bundesrat lässt offen aus welchen Quellen der Bund bzw. die Kantone die Kosten finanzieren wollen. Es besteht die Gefahr, dass dies zulasten der Beiträge an die Tabakprävention geht.</p> <p>Die vorgeschlagene Koppelung einer Gebühr an die Bewilligungspflicht hat den Vorteil, dass die Finanzierung klar geregelt ist, die Mittel für die Prävention nicht tangieren werden und keine Belastung für die Nichtraucher und Nichtraucherinnen entstehen.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 40 Gebühr</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>¹ Für die Bewilligung nach Artikel 26a (neu) (Bewilligungspflicht Abgabe) wird eine Gebühr erhoben;</p> <p>² Die Höhe der Gebühr nach Absatz 1 richtet sich nach den gemeinsamen Kosten der Kontrollen und Massnahmen von Bund und Kantonen.</p> <p>³ Der Bundesrat finanziert die Kontrollen und die Massnahmen der Vollzugsorgane des Bundes durch die Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p> <p>⁴ Der Bund vergütet den Kantonen ihre Kosten für den Vollzug dieses Gesetzes aus den Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p>
	41		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 40</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 41 (streichen)</p>
	42	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, die Zutaten enthalten, die bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden (Art. 5 Abs. 1).</p>
	43	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>In Übereinstimmung mit den Änderungsvorschlägen zu den Art. 27a (neu) und 40 ist hier auch noch der Lizenzentzug zu integrieren.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Mit Busse bis zu 40 000 Franken und dem Entzug der Lizenz wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend den Täuschungsschutz (Art. 4) zuwiderhandelt; b. Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, deren Zusammensetzung oder Emissionen nicht den Anforderungen dieses Gesetzes entsprechen (Art. 5 Abs. 2 und 3 und Art. 6); c. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Verpackung (Art. 7–16) zuwiderhandelt; d. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Werbung (Art. 17 - 18) zuwiderhandelt; Zuwiderhandlungen gegen Artikel 17 Absatz 2 werden gemäss dem Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen geahndet; e. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Abgabe an Minderjährige (Art. 20) zuwiderhandelt, sofern ihr oder sein Arbeitgeber nicht nach Absatz 4 strafbar ist; f. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Pflichten der Unternehmen und die Einfuhrbeschränkungen (Art. 22–27) zuwiderhandelt; g. den zuständigen Behörden die verlangten Auskünfte oder Proben (Art. 35) verweigert.
	48		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Es gibt keinen Grund wieso den Produzenten die Möglichkeit gegeben werden soll, grosse Lagerbestände nach altem Recht zu produzieren, welche anschliessend über Jahre verkauft werden können. Eine Übergangsfrist von einem Jahr genügt, um bestehende Lagerbestände zu verkaufen.</p> <p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Tabakprodukte, die zur Bereitstellung auf dem Markt bestimmt sind und deren Kennzeichnung Artikel 9–14 nicht entspricht, dürfen noch während eines Jahres ab Inkrafttreten dieses Gesetzes nach bisherigem Recht eingeführt hergestellt und an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p>
	Anhang 1		streichen Anhang 1 (siehe Artikel 6)

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

--	--	--	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Chantal Ardit, MSc Health Studies

Chantal Ardit se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Chantal Ardit se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Biopôle 2, Route de la Corniche 10, CH - 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 5145

Courriel : chantal.arditi@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : **Laszlo Evelyne**

Abréviation de la société / de l'organisation : **ISG**

Adresse : **Faculté de Médecine, Université de Genève, Suisse/ Institute of Global Health, University of Geneva, Switzerland**

Personne de référence : **Prof. Antoine Flahault**

Téléphone : 078 775 09 83

Courriel : evelyne.laszlo@unige.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales

Avant propos d'une spécialiste

Chers Représentants du peuple suisse,

Chers Représentants de notre démocratie,

Je vous demande de ne pas faire de notre pays une « **enclave du tabagisme** » et de permettre à la Suisse de s'aligner sur l'échelle Internationale en tenant compte des arguments et des preuves scientifiques qui démontrent les effets du tabagisme et les moyens de lutter contre.

Je vous demande de prendre enfin les responsabilités qui s'imposent, en 2018, face une épidémie à la fois sanitaire et économique majeure qui provoque tant de souffrances et de morts, en Suisse aussi.

Je vous demande de ne pas revenir en arrière, afin que le peuple suisse n'ait pas honte face à la communauté Internationale, et de faire en sorte que la convention cadre de l'OMS puisse être enfin ratifiée, comme la plupart des autres pays du monde l'ont déjà fait.

Je vous demande de nous démontrer que vous savez résister au fléau du lobbying de l'industrie du tabac. Un refus de l'ingérence de l'industrie du tabac dans la vie de nos enfants, un refus de leur dictature économique étatique permettrait de garantir le respect **des valeurs démocratiques** de notre pays.

Je vous demande **de rassurer les parents et de convaincre les adolescents et la jeunesse** en prenant de bonnes et cohérentes décisions :

1. Appliquer un emballage neutre des paquets de cigarettes et y promouvoir les offres d'aide à la désaccoutumance
2. Garantir un sponsoring des manifestations sportives et culturelles, notamment des concerts, **indépendant** de l'industrie du tabac
3. Assurer Une interdiction sans faille de la publicité pour les produits du tabac englobant la presse papier et internet, y compris les réseaux sociaux, l'affichage, les cinémas et les points de vente.
4. Interdire toute promotion des ventes à travers la remise gratuite de produits du tabac, par exemple par des hôtesse dans des clubs ou des offres de réduction du style 3 pour 2.
5. Prendre toutes les mesures spécifiques de protection des consommateurs
6. Lutter contre le commerce illégal. Les dispositifs de sécurité contre la contrefaçon permettent de détecter les produits de contrebande et de contrefaçon.
7. Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable, tenant compte du coût non seulement économique du tabagisme mais également social.

Par ces mots, j'espère du fond du cœur que vous, Représentants du peuple, élus par le peuple, vous saurez écouter les scientifiques et les spécialistes confrontés quotidiennement à la misère du tabagisme. J'espère que vous saurez prendre en considération leur prise de position afin de faire valoir des critères avant tout **éthiques** chers à notre démocratie et non pas uniquement des principes économiques.

Bien cordialement, Evelyne Laszlo, tabacologue, psychologue, co-responsable programme stop-tabac.ch

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Position SSPH et AT	<p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p> <p>Je soutiens également les arguments de la prise de position de l'AT.</p>
----------------------------	---

Notre/ Ma conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Raphaël Bize, médecin associé et MER clinique, MPH

Raphaël Bize se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Raphaël Bize se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Chemin des Ramiers 22, 1009 Pully

Personne de référence : -

Téléphone : 0216527847

Courriel : rbize.med@gmail.com

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Jeannot Emilien /Unige/ Institut de santé globale

Abréviation de la société / de l'organisation : ISG

Adresse : 9 chemin des mines, 1202 Geneve

Personne de référence : Prof Antoine Flahault

Téléphone : 022379464

Courriel : emilien.jeannot@unige.ch

Date : 20/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation : Cabinet médical

Adresse : 24 Avenue du 1er Mars, 2000 Neuchâtel

Personne de référence : Docteur Baya-Laure PEGARD

Téléphone : 032 7213561

Courriel : lpegard@bluewin.ch

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation

Nadia Danon, médecin spécialiste FMH en Prévention et santé publique, PhD

Nadia Danon se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Nadia Danon se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : ch. Cabolétaz 18, 1066 Epalinges

Personne de référence : -

Téléphone : 021 320 70 27

Courriel : nadiadanon@yahoo.fr

Date : 20 mars 2018

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPTab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Claudia Kessler / Dr med, MPH/ Public Health Services GmbH

Abkürzung der Firma / Organisation : (PHS) persönliche Stellungnahme

Adresse : persönliche Adresse: Bündtenweg 6, 4104 Oberwil

Kontaktperson : siehe oben

Telefon : 079 79 418 29

E-Mail : kessler@public-health services.ch

Datum : 20.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Claire Doering

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Rue des Saars 131- 2000 Neuchâtel

Personne de référence : Claire Doering

Téléphone : 032 751 53 53

Courriel : cabinet.drdoering@hin.ch

Date : 20.03.18

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr. Dagmar Domenig

Abréviation de la société / de l'organisation : Stiftung Arkadis

Adresse : Aarauerstrasse 10, 4600 Olten

Personne de référence :

Téléphone : 062 287 00 01

Courriel :

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____	7
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____	10
Projet de loi sur les produits du tabac _____	11
Notre conclusion _____	34
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Appréciation générale</p> <p>Du point de vue de la prévention du tabagisme, on ne peut que saluer le fait que les produits du tabac et les cigarettes électroniques soient désormais traités dans une loi distincte. Cependant, la version révisée du projet de loi du Conseil fédéral contient des lacunes inacceptables. Si l'on veut limiter les dommages causés à la santé et à l'économie, la perte de qualité de vie et les souffrances dues à la consommation de tabac, il est nécessaire d'apporter de profondes modifications à l'avant-projet. La loi doit atteindre des standards permettant la ratification de la convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Publicité, promotion et parrainage</p> <p>Une réorientation est nécessaire dans le domaine de la commercialisation des produits du tabac et des cigarettes électroniques. La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées - comme le demande le Parlement. Il faut que la nouvelle loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures.</p> <p>A l'heure actuelle, environ la moitié des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité poussera l'industrie du tabac à renforcer davantage leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir. Il est essentiel que cette interdiction s'applique également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans la loi, car dans le cas contraire, ces dernières pourraient être utilisées afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour le tabagisme. La promotion au moyen de rabais s'adresse en particulier aux jeunes, dont le comportement est très souvent influencé par le prix et pour qui les actions de type « 3 produits pour le prix de 2 » sont attractives.</p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de réglementations différenciées. Il augmente à chaque exception supplémentaire. Toute exception affaiblit et sape donc le réel objectif des restrictions de la publicité.</p> <p>Nous renvoyons ici aussi aux demandes des motions 17.4187 Häsler « Prévention du tabagisme. Mieux protéger les enfants et les jeunes », 17.4150 Amherd « Consommation de tabac. Protection des enfants et des jeunes », 17.4180 Ruiz « Interdiction de la publicité pour le tabac dans les points de vente », 17.4268 Gugger « Protéger les enfants et des adolescents de la publicité pour le tabac dans les médias classiques et numériques »)</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Autorisation</p> <p>Afin que la protection de la jeunesse soit efficace, l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests doivent être complétés par une obligation de licence des points de vente. De même, il faut interdire la vente de produits du tabac dans des automates. Ces deux mesures sont importantes pour limiter l'accès des mineurs aux produits du tabac et optimiser les moyens de contrôle. L'octroi d'une licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer.</p> <p>A cet égard également, nous renvoyons aux demandes de la motion 17.4232 Weibel « Emoluments de licence pour la vente de tabac ».</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Emballage</p> <p>En Australie, en France, en Grande-Bretagne, en Irlande du Nord, en Irlande et en Norvège, les produits du tabac ne peuvent être vendus que dans des emballages neutres non promotionnels. L'introduction de cette mesure a aussi été décidée en Nouvelle-Zélande (2018), en Hongrie (2018) et en Slovénie (2020). D'autres Etats l'étudient. Les premiers résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforce le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les Etats membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>L'emballage d'une marchandise sert également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Il faut en tout cas que les prescriptions actuelles s'alignent sur celles de la nouvelle directive européenne.</p> <p>Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac et les cigarettes électroniques sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac et les cigarettes électroniques est donc la solution optimale. Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative :</p> <p>Les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, doivent couvrir 80 % de la surface</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage. Les règlements devraient pour le moins être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Commerce illégal de produits du tabac</p> <p>Dans l'avant-projet du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. La loi sur les produits du tabac offre une chance de combler les éventuelles failles dès le départ.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>Fehler!</p>	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans l'e-cigarette et les produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé ressemblent à s'y méprendre aux cigarettes à base de tabac. Elles donnent l'impression aux enfants ainsi qu'aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Les faits présentés sont, pour des raisons incompréhensibles. de nouveau ignorés dans les chapitres suivants.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette, • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>1.6.1</p>	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>1.6.2</p>	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>1.6.2</p>	<p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la convention-cadre internationale pour la lutte anti-tabac de l'Organisation mondiale de la santé en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden</p>		

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

werden.		
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.		
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.		

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	1	<p>Objectif</p> <p>Le rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin.</p> <p>Nous tenons à souligner que les mesures proposées entraîneront tout au plus (!) une réduction des possibilités de commercialisation par l'industrie du tabac qui ne seront perceptibles que de manière marginale: la publicité reste autorisée dans la plupart des publications, au cinéma et sur les lieux de vente. Aujourd'hui déjà, les coûts publicitaires et promotionnels sur les points de vente représentent 50% des mesures de marketing pour les produits du tabac. Le parrainage et la promotion des ventes (campagnes de rabais) ne devraient pas être limités dans la pratique selon l'avant-projet.</p> <p>Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.		
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.		
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.		

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux objets et aux services qui portent la même marque que le produit du</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				tabac ou une marque similaire.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	2	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alcoops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <p>a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation;</p> <p>b. (supprimer);</p> <p>c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	3			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>5</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédient qui:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmente de manière significative leur toxicité inhérente ou facilite leur inhalation.
<p>Fehler! Verweisquel le konnte</p>	<p>5</p>	<p>2</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>nicht gefunden werden.</p>			<p>nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <p>a. il doit être de haute pureté;</p> <p>b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	5a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	6	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les ingrédients qui augmentent considérablement la toxicité ou le potentiel de dépendance des produits du tabac et des cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine ou qui facilitent l'inhalation sont interdits.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La mesure interdisant de vendre des cigarettes à l'unité permet vise à réduire le risque de voir chez les jeunes, une consommation expérimentale devenir régulière.</p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les dimensions des paquets de cigarettes sont les suivantes:</p> <p>a. hauteur: au moins 44 mm;</p> <p>b. largeur: au moins 52 mm.</p>
Fehler! Verweisquel	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les volumes maximum de, respectivement, 10 et 2 ml correspondent aux directives données par l'UE aux</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>le konnte nicht gefunden werden.</p>			<p>producteurs.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir article 8 alinéa 1.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	11	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivés sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p>(Voir aussi la motion 17.4232 « Emoluments de licence pour la vente de tabac »)</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht	12	2		<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>L'introduction d'un conditionnement neutre des produits du tabac tel que l'autorise également la nouvelle directive européenne sur les produits du tabac aux pays membres de l'UE est une solution idéale en matière de politique de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>gefunden werden.</p>			<p>prévention. Les produits du tabac constituent également les supports publicitaires les plus fréquents.</p> <p>Des modifications des avertissements s'imposent en tout cas. Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer et d'autres produits pour ce qui concerne la taille des avertissements pour les raisons suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. b à f, ne sont pas plus sains que les produits du tabac à fumer, mais tout au plus moins nocifs (ce qui n'a pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>En cas d'abandon de l'emballage neutre, il faudrait au moins que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent plus d'espace, au moins 80%. Cela correspond à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><i>Par ailleurs, la couleur de base Pantone 448 C est celle choisie pour les emballages neutres. Outre les avertissements et les informations sur le contenu, seuls le nom de la marque et celui du produit sont autorisés à figurer sur le paquet dans une police standard.</i></p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'alinéa 1, let. c.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>13</p>		<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Chaque paquet doit porter les avertissements suivants lorsqu'il est remis aux consommateurs:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ces produits du tabac nuisent à votre santé et vous rendent très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c); b. pour les produits à fumer à base de plantes: «Fumer ce produit nuit à votre santé»; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage; c. pour les cigarettes électroniques contenant de la nicotine: « Ce produit nuit à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit est nocif pour la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c) ;
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <p>a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants;</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs; c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17, alinéa 1 doit être complété de telle sorte que l'extension de la marque (brand stretching) soit incontestablement empêchée.</p> <p>Nous aimerions également souligner que nous restons fermes concernant l'exigence d'une interdiction complète des mesures de publicité et de promotion. Les restrictions partielles de la publicité n'entraînent pas une diminution de la publicité et de la promotion pour les produits du tabac et à fumer, mais un déplacement des mesures de marketing</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>concernées. Toute exception affaiblit et sape donc le réel objectif des restrictions de la publicité.</p> <p>A notre avis, toute forme de publicité pour les produits du tabac devrait être interdite. Cela rendrait en principe superflu toute liste des supports publicitaires et des emplacements.</p> <p>(Voir aussi les motions 17.4187 « Prévention du tabagisme. Mieux protéger les enfants et les adolescents », 17.4150 « Consommation de tabac. Protection des enfants et des jeunes », 17.4180 « Interdiction de la publicité pour le tabac dans les points de vente » et 17.4268 « Protéger les enfants et les adolescents de la publicité pour le tabac dans les médias classiques et numériques »).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Interdiction de la publicité pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ainsi que pour les articles et services portant la même marque ou une marque similaire à celle du produit du tabac.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques ne doivent pas</p> <p>a. être visibles en dehors du point de vente,</p> <p>b. être exposés ouvertement ni faire l'objet d'une publicité sur le point de vente.</p> <p>³ La publicité à la radio et à la télévision pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ainsi que pour les objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac est interdite, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17a</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <p>a. la remise gratuite ;</p> <p>b. des réductions de prix ou ;</p> <p>c. la remise de cadeaux ou de prix.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé. Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par ex. dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Le parrainage, y compris les dons et les aides, destinés à des événements et activités de tiers est interdit.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	19			L'Article 17 est primordial, pour laisser aux cantons la compétence de réglementer davantage.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates, n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	23	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

nicht gefunden werden.			<p>la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement, celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>(Voir aussi la motion 17.4232 « Emoluments de licence pour la vente de tabac »)</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à autorisation ;</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine .
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	40			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p>(Voir aussi la motion 17.4232 « Emoluments de licence pour la vente de tabac »)</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	41			<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement:</p> <p>a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4);</p> <p>b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Anhang 1			supprimer l'annexe 1 (voir article 6)
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.				

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. Florian Gerber

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Käppelistrasse 26

Kontaktperson : Gerber Florian

Telefon : 078 778 45 72

E-Mail : florian.gerber@math.uzh.ch

Datum : 20.März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente und das Statement der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :Thierry Meli
Abkürzung der Firma / Organisation : ZHAW
Adresse :Pfaffenwiesenstrasse 87, 8404 Winterthur
Telefon : +41793691115
E-Mail : thierry.meli@bluewin.ch
Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Thomas Stulz; lic.phil / MLaw / RA; Gemeinderat in Gerlafingen

Abkürzung der Firma / Organisation : --

Adresse : Tiefmattstrasse 3, 4563 Gerlafingen

Kontaktperson : Thomas Stulz

Telefon : 079 666 02 04

E-Mail : thomas.stulz@gmx.ch

Datum : 20.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____		3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
--	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
--	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
--	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

--	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
--	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
--	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
--	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
--	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
--	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Lion Business Sàrl

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Château 21

Personne de référence : Pecoraro Elie

Téléphone : 032/8424555

Courriel : elie@lionbusiness.ch

Date : 19.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Yves Henchoz, chercheur, PhD en Sciences de la vie

Yves Henchoz se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Yves Henchoz se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : IUMSP – USS (Unité des Services de Santé), Route de la Corniche 10, 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : +41 (0)21 314 8813

Courriel : Yves.Henchoz@chuv.ch

Date : 21 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Yerly Delphine – Assistante-Doctorante – Université de Neuchâtel– Faculté de droit

Abréviation de la société / de l'organisation : Unine - FD
Adresse : Breguet 1

Personne de référence :

Téléphone : 032 718 13 48

Courriel : delphine.yerly@unine.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Institut de Santé Globale, Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : ISG, UNIGE

Adresse : Chemin des Mines 9, 1202 Genève

Personne de référence : Aude Richard

Téléphone : 0223790468

Courriel : aude.richard@unige.ch

Date : 20.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Isabelle Peytremann-Bridevaux, professeur, médecin, MPH, DSc

Isabelle Peytremann-Bridevaux se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Isabelle Peytremann-Bridevaux se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : 10 route de la Corniche

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 72 84

Courriel : Isabelle.Peytremann-Bridevaux@chuv.ch

Date : 21 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	10
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	12
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	12
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	13
Notre conclusion _____	37

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPTab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Gay-Balmaz Chloé, assistante-doctorante

Abréviation de la société / de l'organisation : Université de Neuchâtel

Adresse : A.-L. Breguet 1, 2000 Neuchâtel

Personne de référence : Dominique Sprumont, Prof. de droit

Téléphone : +41 32 718 15 94

Courriel : chloe.gay-balmaz@unine.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
<p>.....</p>	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Jean-Benoît Rossel, statisticien, docteur en mathématiques

Jean-Benoît Rossel se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Jean-Benoît Rossel se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Route de la Corniche 10, Biopôle 2, Etage 02, Bureau 185, 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone :

Courriel : jean-benoit.rossel@chuv.ch

Date : 21 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Swiss Tropical and Public Health Institute

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 57

Kontaktperson : Marloes Eeftens, PhD

Telefon : 061-2848725

E-Mail : marloes.eeftens@swisstph.ch

Datum : 21 März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : MSc. Ron Kappeler

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 57, 4002 Basel

Kontaktperson :

Telefon : 061 284 93 93

E-Mail : ron.kappeler@swisstph.ch

Datum : 21.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen	
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Ron Kappeler</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève / Faculté de Médecine / Registre Genevois des Tumeurs

Abréviation de la société / de l'organisation : RGT

Adresse : 1, rue Michel Servet, 1211 Genève 4

Personne de référence : Hyma Schubert

Téléphone : 022 379 49 67

Courriel : hyma.schubert@unige.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Registre genevois des tumeurs

Abréviation de la société / de l'organisation : Faculté de médecine de Genève

Adresse : 1 Michel Servet 1211 Genève 4

Personne de référence : Neyroud Isabelle

Téléphone : 022 379 49 65

Courriel : Isabelle.Neyroud-Caspar@unige.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Medicus Mundi Schweiz

Abkürzung der Firma / Organisation : MMS

Adresse : Murbacherstrasse 34, 4056 Basel

Kontaktperson : Martin Leschhorn Strebel

Telefon : 061 383 18 14

E-Mail : mleschhorn@medicusmundi.ch

Datum : 08.02.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	4
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	6
Entwurf Tabakproduktegesetz	6
Unser Fazit	9
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	10

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
MMS	Das Netzwerk Medicus Mundi Schweiz (MMS) vertritt 49 Schweizer Organisationen und Institutionen, die in der internationalen Zusammenarbeit im Bereich Gesundheit tätig sind. Es ist bestens vertraut mit der gesundheitlichen Situation in Entwicklungs- und Schwellenländern sowie in den Transitionsländern.
MMS	Die Stärkung der Gesundheit ist eine der prioritären Engagements des Bundesrates in der Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit 2016-2020. Im Weiteren strebt der Bundesrat mittels der Gesundheitsaussenpolitik eine grösstmögliche Kohärenz in seiner Aussen-, Gesundheits- und Wirtschaftspolitik an. MMS hat diesen Ansatz in den vergangenen Jahren unterstützt.
MMS	Der Tabakkonsum ist einer der gewichtigen Treiber, weshalb sich gerade auch in Entwicklungsländern in den vergangenen Jahren nichtübertragbare Krankheiten wie Herz-Kreislaufkrankungen und Krebs massiv verbreitet haben. In diesen Ländern stellen diese Krankheitsgruppen eine besondere Herausforderung dar, da die Betroffenen aufgrund der schwachen Gesundheitssysteme nicht auf adäquate Informations- und Präventionsangebote sowie Therapiemöglichkeiten zählen können.
MMS	Als Sitzstaat mehrerer global agierender Tabakkonzerne steht die Schweiz in einer besonderen Verantwortung, Menschen in Entwicklungs- und Schwellenländern im Rahmen ihrer Handlungsmöglichkeiten vor den Folgen des globalen Handels mit Tabakprodukten zu schützen. Das Tabakproduktegesetz bietet die Möglichkeit, dieser Verantwortung gerecht zu werden. Die vorliegende Version tut dies nicht.
MMS	Als Sitzstaat einer Vielzahl von Zigarettenfirmen hat die Schweiz eine internationale Verantwortung. Es ist deshalb inakzeptabel, dass Zigaretten mit einem viel höheren als in der Schweiz zugelassenen Gehalt von Nikotin und Teer exportiert werden können und in Entwicklungsländern grosse Gesundheitsschäden verursachen. Sollte das TaPG diesen Misstand nicht korrigieren, unterläuft der Gesetzgeber direkt die in der Gesundheitsaussenpolitik wie auch in der Botschaft zur internationalen Zusammenarbeit definierten Ziele. Die Schweizer Politik würde damit nicht nur höchst inkohärent, sondern würde sich für die Zukunft auch ein hohes Reputationsrisiko einhandeln.
MMS	Wie im erläuternden Bericht vermerkt, kann mit der vorliegenden Vorentwurf zum Tabakproduktegesetz das Rahmenübereinkommen der WHO (FCTC) nicht ratifiziert werden. Die Schweiz als Sitzstaat der WHO trägt eine besondere Verantwortung, das von der WHO erstellte Rahmenübereinkommen zu ratifizieren.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
MMS	1.1.1	Wir begrüssen, dass sich der Vorentwurf an den europäischen und internationalen Entwicklungen orientiert. Dem wird allerdings nicht konsequent nachgelebt. Dies wird darin sichtbar, dass der Bundesrat bewusst auf die Vereinbarkeit mit den Mindestvorgaben des Rahmenübereinkommens der WHO zur Eindämmung des Tabakproduktegesetzes (FCTC) bewusst verzichtet.
MMS	1.3.1	Es ist unhaltbar und widerspricht sowohl den eigenen Zielen der Entwicklungs- und Gesundheitsaussenpolitik der Schweiz wie auch den europäischen und internationalen Entwicklungen, dass die Schweiz die Ausfuhr im Tabakproduktegesetz nicht regelt und somit weiterhin Zigaretten mit massiv höherem Teer und Nikotingehalt exportiert werden können, welche in Entwicklungs- und Schwellenländern grosse Gesundheitsschäden hervorrufen.
MMS	1.3.4	Das Verbot von Tabakwerbung für Jugendliche verfehlt, wie im Dokument "Basisinformation zur Tabakwerbung" des BAG (April 2015), das Ziel den Tabakkonsum bei Jugendlichen zu senken, da Jugendliche sich bewiesenermassen eher an Werbung für Erwachsene orientieren. Es sollte ein umfassendes Verbot von Tabakwerbung und Sponsoring im Gesetz verankert sein, um somit das FCTC einhalten zu können.
MMS	1.4.2	Das Rückverfolgungssystem (Tracking and Tracing) muss eingeführt werden, wie es auch den europäischen Entwicklungen entspricht. Das von den Tabakfirmen selbst entwickelte Rückverfolgungssystem ist gemäss Experten sehr anfällig für Betrug. Die Schweiz soll sich aktiv im Kampf gegen Schmuggel von Tabakprodukten beteiligen. Zigaretten Schmuggel hat schwerwiegende finanzielle Folgen für ressourcenarme Länder, welchen Steuergelder verlustig gehen. Die vor Ort aufgrund der mangelnden Ressourcen fehlende Qualitätskontrolle stellt erhebliche Risiken für die menschliche Gesundheit dar. Dies ist durchaus relevant, weil in der Vergangenheit die Schweiz wiederholt finanzielle und organisatorische Drehscheibe des illegalen Zigarettenhandels war. Die Steuererträge aus dem Tabakkonsum sind nicht zuletzt auch notwendig, damit der Staat die Ressourcen erhält, um effektive Informations- und Präventionsarbeit zu leisten und die Gesundheitsversorgung zu stärken.
MMS	1.6.2.	Es ist unhaltbar, dass die Schweiz die Ausfuhr im Tabakproduktegesetz nicht regelt und somit weiterhin Zigaretten mit massiv höherem Teer und Nikotingehalt, welche höchst gesundheitsschädlich sind, in Länder mit höheren Grenzwerten und/oder schwachen Regulierungsorganen exportieren darf.
MMS	1.6.3	Der erläuternde Bericht weist richtigerweise auf die Faktoren im internationalen Kontext hin, welche die explosiven Zunahme des Tabakkonsums und der damit verbundenen Verbreitung der Krankheitslast begünstigt haben: Liberalisierung des Warenverkehrs, länderübergreifende Aktivitäten im Bereich Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring sowie der internationale Verkehr von

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		<p>geschmuggelten oder gefälschten Zigaretten. Die mit der Globalisierung verbundene Verbreitung des Tabakkonsums macht deutlich, wie wichtig gemeinschaftliches, internationales Handeln ist: Dazu zählt, sich an internationale Rahmenabkommen wie dem FCTC zu halten, in Übereinstimmung mit den europäischen Partnern zu handeln und Bemühungen ressourcenschwacher Länder im Kampf gegen den Tabakkonsum nicht zu hintertreiben. Indem der Bundesrat dies trotz der richtigen Analyse nicht tut, kommt er bewusst seiner Verantwortung in der globalen Gesundheit nicht nach und setzt sich in Widerspruch zu eigenen Ansprüchen, wie er sie in der Gesundheitsaussenpolitik definiert hat. Damit übernimmt die Schweiz auch sehenden Auges ein hohes Reputationsrisiko in Kauf, welches sich auf die Schweiz als Sitzstadt unterschiedlicher Gesundheitsinstitutionen und das internationale Genf negativ auswirken würde.</p>
--	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
MMS	2 Abs. 1	Das Gesetz sollte nicht nur für Tabakprodukte, die auf dem Schweizer Markt bereitgestellt werden, gelten, sondern auch die Ausfuhr von Tabakprodukten regeln. So sollten beispielsweise die Höchstwerten von Teer, Nikotin und Kohlenstoffmonoxid (Anhang 2) sowie Verpackungsvorschriften auch für zu exportierende Tabakprodukte gelten. Die Schweiz als Sitz von vielen Tabakfirmen, muss internationale Verantwortung wahrnehmen. So kann die Verantwortung für eine Regulierung nicht ausschliesslich bei den importierenden Ländern liegen, da der Import z.T. auf schwache Regulierungssysteme trifft. Die bereits ressourcenschwachen Länder werden als Folge der schädlicheren Tabakprodukte zusätzlich mit schwerwiegenderen Gesundheitsfolgen belastet. Tabakprodukte, die auf dem Schweizer Markt nicht zugelassen sind, sollten auch in anderen Ländern nicht zulässig sein. Der Artikel 2 Abs. 1 sollte wie die EU Regulierung 2014/40/EU Art. 3 (1) auch die Herstellung regeln.
MMS	17	Wir begrüssen die Werbeeinschränkung von Werbung, die sich speziell an Minderjährige richtet. Die Werbeeinschränkungen sollten jedoch auch wie in Art. 13 FCTC vorgesehen Sponsoring und jegliche Werbung umfassen. Dies ist zentral, damit die Schweiz ein Tabakproduktegesetz hat, welches mit dem Rahmenabkommen der WHO vereinbar ist.
MMS	32	Wir begrüssen, dass der Bundesrat die Kompetenz erhält, den Informationsaustauschs mit internationalen Organisationen und ausländischen Behörden zu pflegen sowie Fachleuten aus der Schweiz an internationalen Netzwerken zu delegieren. . Insbesondere soll die Schweiz ausländische Behörden, in Kontexten mit geringen finanziellen Ressourcen, in ihren Regulierungsbemühungen, in ihrer Informations- und Präventionsarbeit gegen den Tabakkonsum sowie bei der Bewältigung der gesundheitlichen Folgen unterstützen.
MMS	39 Abs. 2 lit b	Das Wort "unmittelbar" muss gestrichen werden. Wenn die Firmen nur bei "unmittelbar drohender Gefahr für die Gesundheit" Daten herausgeben müssen, werden sie in Fällen geschützt, die z.B. langfristige Gesundheitsschäden hervorrufen. Die gesundheitliche Verantwortung der in der Schweiz ansässigen Tabakkonzerne besteht egal ob die Gefahr unmittelbar drohend ist oder nicht.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
------------	------	------	------	--------------------

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

MMS	2	1		Der Artikel sollte wie folgt lauten: "Dieses Gesetz gilt für Tabakprodukte und nikotinhaltige elektronische Zigaretten, die in der Schweiz hergestellt oder auf dem Markt bereitgestellt werden; ..."
MMS	17			<p>Der Artikel zu Sponsoring, wie im 1. Entwurf des TabPG (Art.16) festgehalten, sollte wieder eingefügt werden:</p> <p>„1 Sponsoring ist jede Art von Beitrag zu einer Tätigkeit oder Veranstaltung sowie jede Art von Unterstützung von Personen mit dem Ziel oder der direkten oder indirekten Wirkung, den Konsum von Tabakprodukten sowie den Kauf von Gegenständen, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden zu fördern.</p> <p>2 Sponsoring ist verboten von: a. Tätigkeiten und Veranstaltungen in der Schweiz, die internationalen Charakter haben, indem sie: 1. teilweise im Ausland stattfinden, oder 2. eine sonstige grenzüberschreitende Wirkung haben; b. Personen, die im Rahmen von Tätigkeiten und Veranstaltungen nach Buchstabe a auftreten. c. Sendungen in Radio und Fernsehen gemäss den Bestimmungen des RTVG7. 3 Es ist verboten, aus dem Sponsoring gemäss Absatz 2 Vorteile anzunehmen.“</p>
MMS	17			<p>Zusätzlich zu Art. 17 mit den Werbeeinschränkungen für Werbung, die sich speziell an Minderjährige richtet, sollte folgender Teil der Werbeeinschränkungen vom 1. Entwurf des TabPG (Art. 14), in das Bundesgesetz eingefügt werden:</p> <p>„1 Werbung für Tabakprodukte sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, ist verboten:</p> <p>a. in den folgenden Ausgestaltungen:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. sie deutet einen Nutzen der Tabakprodukte für die Gesundheit an oder bringt Tabakprodukte mit einem positiven Lebensgefühl in Verbindung, 2. sie wird mit preisvergleichenden Angaben oder mit Versprechen von Geschenken oder anderen Vergünstigungen betrieben; <p>b. auf den folgenden Werbeträgern:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. auf Gegenständen, die nicht im Zusammenhang mit Tabakprodukten stehen, 2. in und an öffentlichen Verkehrsmitteln, 3. in Zeitungen, Zeitschriften oder anderen Publikationen, 4. auf Plakaten und allen anderen Formen der Aussenwerbung, die von öffentlichem Grund aus einsehbar sind, 5. in Radio und Fernsehen gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen (RTVG),

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

				<p>6. in Inhalten, die in gedruckter Form verteilt werden oder die elektronisch vermittelt werden, insbesondere im Internet oder in Computerspielen; ausgenommen sind direkt an erwachsene Konsumentinnen und Konsumenten gerichtete Sendungen oder Nachrichten,</p> <p>7. in Werbespots und anderen Anzeigen, die im Kino gezeigt werden;</p> <p>c. an den folgenden Orten:</p> <p>1. in und an Gebäuden oder Gebäudeteilen, die öffentlichen Zwecken dienen, und auf ihren Arealen,</p> <p>2. auf Sportplätzen sowie an Sportveranstaltungen“</p>
MMS	39	2	b	<p>Die Worte "unmittelbar" sowie "unbedingt" müssen gestrichen werden. Wenn die Firmen nur bei "unmittelbar drohender Gefahr für die Gesundheit" Daten herausgeben müssen, werden sie in Fällen geschützt, die z.B. langfristige Gesundheitsschäden hervorrufen. Die gesundheitliche Verantwortung der Schweizer Tabakkonzerne besteht unabhängig davon, ob die Gefahr unmittelbar drohend ist oder nicht.</p> <p>Der Gesetzestext von Art. 39 Abs. 2 lit. b sollte folglich wie folgt lauten:</p> <p>Daten über administrative und strafrechtliche Verfolgungen dürfen an ausländische Behörden und Institutionen sowie an internationale Organisationen nur weitergegeben werden, wenn:</p> <p>a. völkerrechtliche Verträge oder Beschlüsse internationaler Organisationen dies erfordern; oder</p> <p>b. es zur Abwendung drohender Gefahr für die Gesundheit erforderlich ist.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

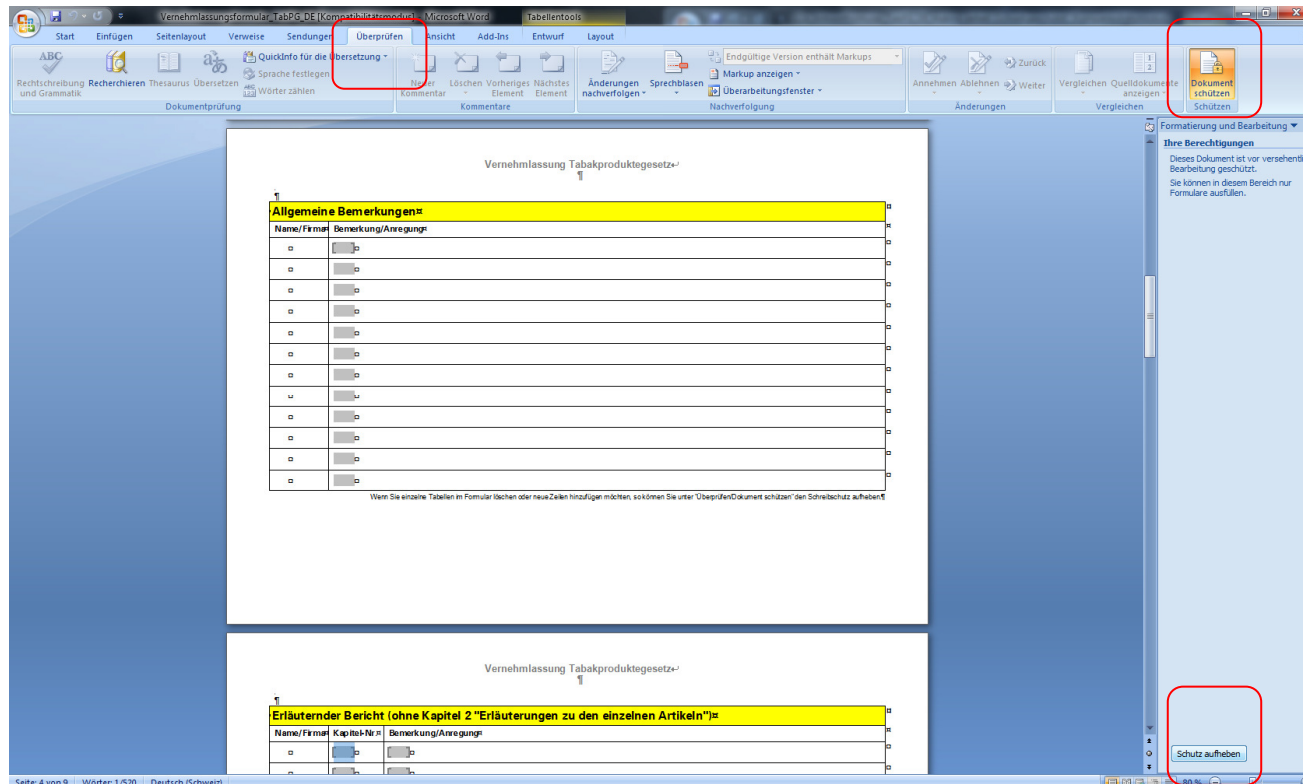
Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:

1. Dokumentschutz aufheben
2. Zeilen einfügen mit Copy-Paste
3. Dokumentschutz wieder aktivieren

1 Dokumentschutz aufheben



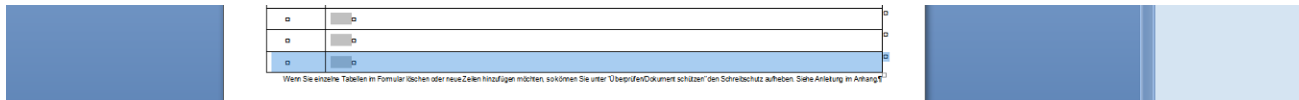
Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

2 Zeilen einfügen

Ganze Zeile mit leeren grauen Feldern markieren (die Zeile wird blau hinterlegt)

Control-C für Kopieren

Control-V für Einfügen



3 Dokumentschutz wieder aktivieren

Vernehmlassungsformular_TabPG_DE [Kompatibilitätsmodus] - Microsoft Word

Start Einfügen Seitenlayout Verweise Sendungen Überprüfen Ansicht Add-Ins

Rechtschreibung Recherchieren Thesaurus Übersetzen Sprache festlegen Wörter zählen

Neuer Kommentar

Änderungen nachverfolgen

Sprechblasen

Markup anzeigen

Überarbeitungsfenster

Annehmen Ablehnen Weiter

Vergleichen Quelldokumente anzeigen

Dokument schützen

Formatierung und Bearbeitung

1. Formatierungseinschränkungen

2. Bearbeitungseinschränkungen

3. Schutz anwenden

Ja, Schutz jetzt anwenden

Vernehmlassung Tabakproduktegesetz

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation

Abkürzung der Firma / Organisation

Adresse

Kontaktperson

Telefon

E-Mail

Datum

Wichtige Hinweise:

- Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen
- Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Extras/Dokumentenschutz aufheben" den Schreibschutz aufheben
- Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden
- Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am 12. September 2014 an folgende E-Mail Adresse: dm@baq.admin.ch und tabak@baq.admin.ch

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Carmen Sant Fruchtman, MSc

Abkürzung der Firma / Organisation : -

Adresse : Socinstrasse 59, 5041 Basel, Switzerland

Kontaktperson : -

Telefon : +41 (0) 61 2848 310

E-Mail : c.santfruchtman@swisstph.ch

Datum : 21. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institut für Hausarztmedizin und Community Care

Abkürzung der Firma / Organisation : IHAM&CC

Adresse : Schwanenplatz 7, 6004 Luzern

Kontaktperson : Dr. med. et phil. Stefan Essig

Telefon : 041 226 61 85

E-Mail : stefan.essig@iham-cc.ch

Datum : 21. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Zoltan Kutalik, assistant professeur, PhD en computer science

Zoltan Kutalik se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Zoltan Kutalik se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Rte de la Corniche 10

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 67 50

Courriel : zoltan.kutalik@gmail.com

Date : 21 mars 2018

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPTab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le <i>branding</i> d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« <i>brand stretching</i> »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p style="padding-left: 40px;">a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p style="padding-left: 40px;">b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p style="padding-left: 40px;">c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p style="padding-left: 40px;">d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c) ;</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Prof. Dr. iur, Thierry Obrist, avocat

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Avenue du 1er mars 26, 2000 Neuchâtel

Personne de référence :

Téléphone : 032 718 19 10

Courriel : Thierry.obrist@unine.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Genevieve Decoster, MSc

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Kahsitrasse 3, 4054 Bâle

Personne de référence

Téléphone : +41 61 271 06 78

Courriel : genevieve.decoster@bluewin.ch

Date : 2018-03-21

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Hochschule Luzern – Soziale Arbeit, Institut für Sozialmanagement, Sozialpolitik und Prävention

Abkürzung der Firma / Organisation : HSLU-SA

Adresse : Werftstrasse 1

Kontaktperson : Martin Neuenschwander

Telefon : 041 367 49 28

E-Mail : martin.neuenschwander@hslu.ch

Datum : 21. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	12
Entwurf Tabakproduktegesetz	12
Unser Fazit	32
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Würdigung</p> <p>Aus Sicht der Tabakprävention ist es sehr zu begrüßen, dass Tabakprodukte und elektronische Zigaretten neu in einem eigenständigen Gesetz behandelt werden. Der überarbeitete bundesrätliche Vorschlag enthält jedoch inakzeptable Lücken.</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768- 774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>
	<p>Werbung, Promotion und Sponsoring</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Bei der Vermarktung von Tabakwaren und E-Zigaretten sind die Weichen anders zu stellen. Das Gesetz muss verunmöglichen, dass Kinder und Jugendliche weiterhin mit raffinierten Methoden von der Tabakindustrie zum Rauchen animiert werden – wie vom Parlament gefordert. Im neuen Gesetz ist den Tabakkonzernen diese Werbestrategie zu verunmöglichen und für Tabakprodukte und E-Zigaretten ein umfassendes Werbe-, Promotions- und Sponsoringverbot einzuführen. Alle Lebensbereiche sollen frei von Tabakwerbung werden.</p> <p>Das bedingt zusätzlich unter anderem ein Verbot der Werbung am Verkaufsort und der Verkaufsförderung durch Rabatte. Heute macht die Werbung am Verkaufsort rund die Hälfte der Vermarktungsmassnahmen der Tabakindustrie aus. Aufgrund neuer Werbeeinschränkungen werden die Tabakkonzerne ihre Werbemittel in Zukunft noch mehr als bisher an die Verkaufsorte verlagern. Wichtig ist, dass dieses Verbot ebenso für E-Zigaretten ohne Nikotin und die anderen im Gesetz aufgeführten Produkte gilt. Diese könnten sonst dazu benutzt werden, um indirekt weiterhin Werbung für das Rauchen zu machen. Die Verkaufsförderung anhand von Preisermässigungen richtet sich besonders an Jugendliche, die sich oft sehr preisbewusst verhalten und Aktionen im Stil von 3 für 2 attraktiv finden.</p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist differenzierten Regulierungen inhärent. Sie steigt weiter mit jeder zusätzlichen Ausnahmeregelung. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Wir verweisen hier auch auf die Forderungen der Motionen 17.4187 Häsler «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 Amherd «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 Ruiz «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 Gugger «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p>
	<p>Verkauf</p> <p>Um den Jugendschutz wirksam zu gestalten, müssen das vom Bundesrat vorgeschlagene Verkaufsverbot für Minderjährige und die Testkäufe ergänzt werden mit einer Bewilligungspflicht für Tabakverkaufsstellen. Ebenfalls ist der Verkauf von Tabakwaren über Automaten zu untersagen. Beides sind wichtige Massnahmen, um den Zugang für Minderjährige zu beschränken und die Kontrollmöglichkeiten zu optimieren. Der Erwerb einer Bewilligung soll kostenpflichtig sein und die Verpflichtung beinhalten, die Jugendschutzbestimmungen einzuhalten. Bei wiederholtem Verstoss droht die Entziehung der Bewilligung.</p> <p>Wir verweisen in diesem Zusammenhang auch auf die Forderungen der Motion 17.4232 Weibel «Lizenzgebühren für Tabakverkauf».</p> <p>Der Vorentwurf erlaubt neu den Verkauf von E-Zigaretten mit Nikotin. Diese Lockerung gegenüber der heutigen Situation darf nicht dazu führen, dass die einfache Erhältlichkeit nikotinhaltiger E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche zur Eingangspforte in die Nikotinsucht wird. Deshalb ist es wichtig, dass E-Zigaretten sowohl mit Nikotin als auch ohne Nikotin den gleichen Bestimmungen wie die anderen Tabakprodukte unterliegen.</p>
	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die kombinierten Warnhinweise mit Text, Bild und einem Hinweis auf die Rauchstopplinie sollen auf beiden Breitseiten je 80 Prozent belegen. Dabei wechseln sich unterschiedliche Texte und Bilder ab. Zudem sind die Warnhinweise in der oberen Hälfte der Verpackung anzubringen. Zumindest sollten die Vorschriften an die der neuen EU-Richtlinie angeglichen werden und die Vorgaben der EU-Richtlinie zu Grösse und Form der Packungen übernommen werden. So können beispielsweise Werbeaktionen mit extra schmalen Packungen verhindert werden, die unterschwellig suggerieren, Zigaretten seien Schlankmacher.</p> <p>Die optimale Lösung ist aber die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p> <p>In Australien, Frankreich, Grossbritannien und Nordirland, Irland und Norwegen dürfen Tabakwaren nur in werbefreien Einheitspackungen verkauft werden. Beschlossen ist die Einführung in Neuseeland (2018), Ungarn (2018) und Slowenien (2020). Weitere Staaten prüfen die Einführung. Erste Forschungsergebnisse bestätigen, dass Einheitspackungen die Attraktivität des Rauchens verkleinern und den Aufhörwunsch verstärken. In der EU können die Mitgliedstaaten aufgrund der neuen Richtlinie über Tabakerzeugnisse Standardpackungen vorschreiben (Richtlinie 2014/40/EU Artikel 24).</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtraucher zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017- 053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Snus</p> <p>Die gewerbsmässige Zulassung des Tabakprodukt Snus führt in der Schweiz mit Sicherheit zu einer Ausdehnung des Tabakmarktes. Davon werden in erster Linie Jugendliche betroffen sein. Mundtabak macht stark abhängig, schädigt die Mundschleimhaut und die enthaltenen krebserzeugenden Stoffe können zu Bauchspeicheldrüsen-, Mundhöhlen- und Speiseröhrenkrebs führen. Vor dem Hintergrund der unzureichenden Vorschläge des Bundesrates zur Einschränkung von Werbung, Promotion und Sponsoring im vorliegenden Entwurf, gibt es keinen Grund, das Verbot der gewerbsmässigen Einfuhr und Abgabe von Snus aufzuheben. Ein Verbot besteht ebenfalls in der Europäischen Union, ausser in Schweden. Eine</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	Aufhebung dieser Einschränkungen steht dort nicht zur Diskussion.
	<p>Konsum von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak in öffentlich zugänglichen Räumen und Arbeitsplätzen</p> <p>Die vorgeschlagene Anpassung im Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen, wonach u.a. auch E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak unter die Bestimmungen des Gesetzes fallen, begrüssen wir sehr. Eine Gefährdung von Dritten durch Inhaltsstoffe von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak ist nach aktuellem Wissensstand nicht auszuschliessen. E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak sehen den Tabakzigaretten zum Verwechseln ähnlich. Bei Kindern und Jugendlichen wird der Eindruck geprägt, die Nikotinsucht sei eine gesellschaftliche Selbstverständlichkeit, was den Konsum dieser Produkte fördern kann.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
	1.1	<p>Ausgangslage</p> <p>Der Bundesrat zeigt die Probleme zum der Tabakprodukte in der Einleitung in wenigen Worten auf: Es sind die einzigen Konsumgüter, die nicht ohne Gesundheitsrisiko konsumiert werden und rasch zu einer sehr erheblichen Abhängigkeit führen können. Eine dritte Besonderheit bestehe darin, dass die Hälfte der Raucherinnen und Raucher mit dem Konsum von Tabakprodukten gerne aufhören möchten. Weiter erwähnt der Bundesrat, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht weiter zurückgeht und der Tabakkonsum in der Schweiz jährlich 9500 Todesopfer fordert (Verkehrsunfälle: 296 Opfer). Zuletzt beziffert er den volkswirtschaftlichen Schaden (CHF 5,6 Mia.).</p> <p>Die dargelegten Fakten werden in den folgenden Kapiteln aus nicht nachvollziehbaren Gründen wieder ignoriert.</p>
	1.3.3	<p>Anforderung an die Produkte und ihre Verpackungen</p> <p>Auf die Positivliste für Zusatzstoffe und das damit einhergehende Bewilligungssystem soll laut Bundesrat verzichtet werden. Stattdessen soll es eine Liste der verbotenen Zutaten für alle Produkte und Geräte sowie eine Liste mit den zulässigen Höchstmengen für die Emissionen von Zigaretten geben.</p> <p>Die Abkehr vom System mit einer Liste zugelassener Zusatzstoffe wird im erläuternden Bericht damit begründet, dass die Bedeutung der Zusatzstoffe im Vergleich zur Gesamttoxizität der Tabakprodukte gering sei. Diese Verharmlosung ist nicht nachvollziehbar. Wir halten fest, dass Zusatzstoffe im Zusammenhang mit dem Konsum und der Suchtsteigerung bei Menschen eine wichtige Stellung einnehmen. Die Zusatzstoffe werden beispielsweise verwendet um:</p> <ul style="list-style-type: none"> • der Zigarette ein unverwechselbares Aroma zu geben, • das Abbrennen der Zigarette zu steuern, • den Tabak feucht zu halten und sein Austrocknen zu verhindern, • den bitteren und scharfen Geruch des inhalierten Rauchs zu überdecken, • den inhalierten Rauch abzumildern und so dessen atemwegreizende Wirkung zu mildern (wodurch letztlich das Warnsignal des Körpers, dass der Rauch schädlich ist, beseitigt wird), • die Asche und den Rauch weiss zu färben und • das Aussehen der Zigarette zu verbessern.
	1.6.1	<p>Recht der Nachbarstaaten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		Die Gesetzgebung zu Tabakprodukten und E-Zigaretten hat sich in den letzten zwei Jahrzehnten in den europäischen Staaten positiv entwickelt: Die grosse Mehrheit der europäischen Länder kennen weitergehendere Einschränkungen der Werbung, Promotion und des Sponsorings als wie sie der Bundesrat vorschlägt. Der Verband der europäischen Krebsligen sieht die Schweiz sogar als Schlusslicht bei Werbung, Promotion und Sponsoring (Tobacco Control Scale 2016 in Europe). Mindestens zwei der vier Länder um uns herum (F, I) kennen seit längerem viel weiter gehende Bestimmungen.
	1.6.2	<p>Europäisches Recht</p> <p>Auch die Gemeinschaft der EU-Staaten hat in den vergangenen Jahren schärfere Richtlinien erlassen: Die Richtlinie 2014/40/EU für Tabakerzeugnisse, die am 19. Mai 2014 in Kraft getreten ist, hat zur Folge, dass der Rückstand der Schweiz gegenüber den Staaten der europäischen Union weiter zugenommen hat. Unter anderem,</p> <ul style="list-style-type: none"> • bleiben die Warnhinweise in der Schweiz kleiner als in der EU, • bleiben die E-Zigaretten in der Schweiz schwächer reguliert als in der EU, • soll neu der Verkauf von Snus in der Schweiz erlaubt werden, während der Verkauf in der EU verboten ist (ausgenommen Schweden), • ist das Sponsoring von internationalen Anlässen EU-weit verboten.
	1.6.2	<p>Internationales Recht: WHO-Tabakkonvention</p> <p>Die Vorschläge, die der Bundesrat bringt, entsprechen spätestens seit dem Inkrafttreten der internationalen Rahmenkonvention über Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation am 27. Februar 2005 nicht mehr den internationalen Standards. Die Schweiz hat 2004 WHO-Konvention unterzeichnet. Die Ratifizierung ist seitdem Teil der jeweiligen Legislaturperioden. Weltweit haben 180 von 192 Mitgliedstaaten der WHO die Konvention ratifiziert. Neben Andorra, Liechtenstein und Monaco ist die Schweiz das einzige Land in Europa, das die WHO-Konvention noch nicht ratifiziert hat. Die geplanten gesetzlichen Änderungen müssen so angelegt sein, dass einer Ratifizierung der Konvention nichts mehr im Wege steht.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
	1	<p>Zweck</p> <p>Im erläuternden Bericht wird darauf hingewiesen, dass das Tabakproduktegesetz die Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums, von Tabakprodukten und E-Zigaretten soll. Zu diesem Zweck seien eine Reihe von Massnahmen vorgesehen.</p> <p>Wir möchten darauf hinweisen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer höchstens(!) marginal wahrnehmbaren Reduzierung der Vermarktungsmöglichkeiten durch die Tabakindustrie führen werden: Werbung ist den meisten Publikationen, im Kino und am Verkaufsort weiterhin erlaubt. Der Werbe- und Promotionsaufwand am Verkaufsort beträgt bereits heute gegen 50 Prozent der Vermarktungsmassnahmen für Tabakprodukte. Das Sponsoring und die Verkaufsförderung (Rabattaktionen) soll gemäss dem Vorentwurf in der Praxis gar nicht eingeschränkt werden.</p> <p>Mit den vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen kann der Zweck des Gesetzes nicht erfüllt werden.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz (Änderungen sind gelb markiert)

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
	1			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Bezeichnend für die Unzulänglichkeit dieses Gesetzesentwurfs ist, dass das Ziel den Tabakkonsum zu verringern, gestrichen wurde (im Vergleich zur ersten Botschaft).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit diesem Gesetz soll</p> <p>a. der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. der Konsum von Tabakprodukten verringert werden.</p>
	2	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Um den Einstieg von Kindern und Jugendlichen in den Tabak- und Nikotinkonsum zu verhindern, reicht es nicht, wenn lediglich einige wenige Bestimmungen auch auf E-Zigaretten ohne Nikotin angewendet werden. Selbst im Falle, sollten E-Zigaretten für Nichtraucherinnen und Nichtraucher kaum gesundheitlich bedenkliche Stoffe freisetzen (Datenreihen fehlen hierzu noch), besteht die Gefahr, dass deren Gebrauch die Schwelle zum Einstieg in den Tabak- und Nikotinkonsum von Kindern und Jugendlichen fördert (Nachahmung rauchähnliche Handlung).</p> <p>Ohne den Zusatz in Absatz 1 sind Gegenstände und Dienstleistungen, die keine funktionelle Einheit mit Tabakprodukten bilden, aber dieselbe oder eine leicht geänderte Marke wie Tabakprodukte tragen, von den Werbeeinschränkungen nicht betroffen. Damit wird der Tabakindustrie die Gelegenheit gegeben, ihre Tabakprodukte mit Nichttabakprodukten zu fördern (z.B. Kleider).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt für Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, die auf dem Markt bereitgestellt werden; die Bestimmungen in den Artikeln 17–19 gelten auch für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt bzw. die nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigarette tragen.</p>
	2	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Buchstabe b in Absatz 2 ist eine Einladung das Gesetz zu umgehen, indem Substanzen, welche gemischt verboten wären, separat vertrieben werden (so z.B. geschehen bei der Einführung der Alkopop-Sondersteuer, wo Getränk und Alkohol an der Bar anschliessend separat gereicht wurden).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt nicht für:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. Tabakprodukte, deren Tabak die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch selber anbauen oder die sie für den Eigengebrauch selber herstellen oder verarbeiten;</p> <p>b. (streichen)</p> <p>c. Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, welche die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch einführen; vorbehalten bleibt Artikel 27.</p>
	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist sogenannten «differenzierten Regulierungen» inhärent. Es besteht die Gefahr, dass von der Industrie bewusst neue Produkte entwickelt werden, welche nicht direkt einem der definierten Produkte zugeordnet werden können.</p> <p>Die vorgeschlagenen neuen Absätze 2 und 3 sollen verhindern, dass Begriff-Lücken im Gesetz ausgenutzt werden können. Der Absatz 3 gibt dem Bundesrat die Möglichkeit, schnell auf Entwicklungen im Markt zu reagieren.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>...</p> <p>² (neu) Falls nicht anders erwähnt, sind Tabakprodukte zum Erhitzen, Tabakprodukte zum oralen Gebrauch, pflanzliche Rauchprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, Tabakprodukten zum Rauchen gleichgestellt.</p> <p>³ (neu) Der Bundesrat kann neue Produkte einem der Produkte nach Absatz 1 Buchstabe a - f zuordnen.</p>
	4	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Täuschungsschutz hat bei Tabakprodukten, für deren Konsum kein gesundheitsverträglicher Grenzwert gesetzt werden kann, besondere Bedeutung.</p> <p>Damit der Täuschungsschutz nicht umgangen werden kann, braucht es zwingend ein umfassendes Vermarktungsverbot (s. Vorschläge Kapitel 4). Neutrale Tabakverpackungen tragen besonders wirksam zum Täuschungsschutz bei.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			Die Aufmachung, die Kennzeichnung und die Verpackung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten sowie die Werbung für diese Produkte dürfen die Konsumentinnen und Konsumenten nicht täuschen.
5	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten dürfen keine Zutaten enthalten, die</p> <ol style="list-style-type: none"> a. bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden; b. ihre Toxizität um ein signifikantes Mass erhöhen oder das Inhalieren erleichtern.
5	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Nachfüllflüssigkeit, die in nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und in Tabakprodukten zum Erhitzen verwendet wird, muss zudem die folgenden Anforderungen erfüllen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Sie muss von hoher Reinheit sein. b. Ausser bei Nikotin darf sie weder in erhitzter noch in nicht erhitzter Form ein Risiko für die Gesundheit darstellen.
5a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Unser politischer Standpunkt zu «Snus» ergibt sich aus den von Parlament und Bundesrat vorgesehenen gesetzlichen Rahmenbedingungen, welche Werbe-, Sponsoring- und Verkaufsmassnahmen fast uneingeschränkt zulassen wollen.</p> <p>Eine Annahme unserer Änderungsanträge in den Kapitel 3 (Warnhinweise) und 4 (Werbung) ist die zwingende Voraussetzung für eine Neubeurteilung unseres Antrags für ein «Snus-Verbot».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot bestimmter Tabakprodukte zum oralen Gebrauch</p> <p>Tabakprodukte in Form eines Pulvers, eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln, und bestimmt zum oralen Gebrauch, jedoch nicht zum Rauchen, Inhalieren oder Kauen, dürfen nicht auf dem Markt bereitgestellt werden.</p>
6	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Eine abschliessende Liste von gesundheitsgefährdenden Zutaten, wird nicht die vom Gesetzgeber beabsichtigte Wirkung entfalten, da die Liste lückenhaft ist und durch neue chemische Verbindungen leicht umgangen werden kann. In der Liste fehlt ausserdem der Zusatzstoff Menthol.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Zutaten welche die Toxizität oder das Abhängigkeitspotenzial von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten massgeblich erhöhen oder die Inhalation erleichtern sind verboten.</p>
6	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Tabakwaren, die für die Ausfuhr in Nicht-EU-Länder bestimmt sind, weisen z.T. höhere Konzentrationen an Schadstoffen auf als die aktuell gültige Tabakverordnung zulässt. Mit der vorgeschlagenen Bestimmung soll die Verantwortung der Schweiz gegenüber der Gesundheit in Drittländern wahrgenommen werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>³ (neu) Tabakprodukte, die für den Export bestimmt sind, unterliegen ebenfalls den Absätzen 1 und 2.</p>
7	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit der Massnahme, dass Zigaretten nicht im Einzelstück verkauft werden dürfen, kann einfacher verhindert werden, dass Probierkonsumentinnen und -konsumenten nicht zu einem regelmässigen Konsum übergehen.</p> <p>Für die Hersteller von Tabakwaren werden die Packungen immer wichtiger für die Werbung, je mehr andere Formen von Werbung, Promotion und Sponsoring für Tabakwaren ausgeschlossen werden. Schmale Packungen stellen z.B. das</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Rauchen unterschwellig als Schlankmacher dar.</p> <p>Die Masse 44x52 mm entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>² (neu) Zigarettenpackungen haben folgende Abmessungen:</p> <p>a. Höhe: mindestens 44 mm;</p> <p>b. Breite: mindestens 52 mm.</p>
	8	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Höchstvolumina von 10 resp. 2 ml entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten dürfen ein Volumen von höchstens 10 ml haben.</p>
	8	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 8 Absatz 1.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Kartuschen von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Einwegzigaretten und Einwegkartuschen mit Nikotin dürfen ein Volumen von höchstens 2 ml haben.</p>
	9	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Alle Verpackungen von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten müssen bei der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Angaben enthalten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. die Sachbezeichnung nach Artikel 10; b. die Firmenbezeichnung oder die von der Oberzolldirektion zugeteilte Reversnummer des inländischen Herstellers oder des Importeurs nach Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe b des Tabaksteuergesetzes vom 21. März 1969 ; c. das Produktionsland, sofern dieses nicht aus der Angabe nach Buchstabe c ersichtlich ist; d. die Warnhinweise nach Artikel 12 und 13.
	10	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Sachbezeichnung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten hat der Natur, der Art, der Gattung und der Beschaffenheit des Produkts zu entsprechen.</p>
	11	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die folgenden Angaben sind auf der Verpackung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bzw. auf dem Produkt selbst verboten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild», «ökologisch», «natürlich» oder «ohne Zusatzstoffe»; b. der Nikotin-, Teer- oder Kohlenmonoxidgehalt der Emissionen des Produkts.
	11	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Hinweise auf eine krankheitsheilende, -lindernde oder -verhütende Wirkung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten auf der Verpackung bzw. auf dem Produkt sind verboten.</p>
	11a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Weltweit werden jährlich Milliarden von Zigaretten geschmuggelt. Schon 1999 tauchten gemäss der Weltbank rund 30 Prozent der international exportierten Zigaretten als Schmuggelware auf den Märkten auf. 2012 schätzte die EU, dass die EU und die Mitgliedstaaten durch den Zigaretenschmuggel jährlich über 10 Milliarden Euro an Zolleinnahmen verlieren. Hinzu kommen die Ausfälle bei der Tabak- und Mehrwertsteuer. Weil auf dem Schwarzmarkt Tabakwaren ohne Steuern verkauft werden, sind sie billig zu haben. Besonders für junge Menschen ist das ein Anreiz, Zigaretten zu kaufen. Damit verstärkt der illegale Handel mit Zigaretten die Tabakepidemie. Zugleich ist er äusserst profitabel, mit den Gewinnen werden oft länderübergreifende kriminelle Aktivitäten finanziert.</p> <p>Im vorgeschlagenen Gesetz fehlen Massnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakwaren mittels Einführung eines lückenlosen Rückverfolgungssystems, wie es auch die neue Tabakprodukterichtlinie der EU vorsieht. Um ein unabhängiges und transparentes Vorgehen zu gewährleisten, muss die Kontrolle über die Produktions- und Vertriebswege durch unabhängige Drittorganisationen erfolgen und nicht durch Tabakindustrie selbst.</p> <p>Es ist wichtig, dass die Schweiz hier ebenfalls die notwendigen gesetzlichen Vorkehrungen zur Bekämpfung des illegalen Handels trifft.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungen</u></p> <p><u>(neu) Rückverfolgbarkeit, Lizenz</u></p> <p><u>¹ Die Hersteller sorgen dafür, dass alle Packungen von Tabakerzeugnissen und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, die in der Schweiz in den Verkehr gebracht werden, ein individuelles Erkennungsmerkmal haben;</u></p> <p><u>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten des individuellen Erkennungsmerkmals und die Teilnahme am Lizenzverfahren für die Rückverfolgbarkeit.</u></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

12	2	<p><u>Bemerkungen für Art. 12 – 14:</u></p> <p>Aus präventionspolitischer Sicht ist die Einführung neutraler Tabakwarenverpackungen, wie es auch die neue EU-Tabakprodukterichtlinie für ihre Mitgliedstaaten zulässt, die optimale Lösung. Tabakprodukte stellen den häufigsten Werbeträger dar.</p> <p>Anpassungen an den Warnhinweisen drängen sich auf alle Fälle auf. Dabei lehnen wir die vom Bundesrat vorgeschlagene Unterscheidung für Tabakprodukte zum Rauchen und weiteren Produkten betreffend die Grösse der Warnhinweise aus folgenden Gründen ab:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Produkte nach Art. 3 Abs. b – f sind nicht gesünder als Tabakprodukte zum Rauchen, sondern im besten Fall weniger schädlich (was bei den meisten dieser Produkte bis jetzt nicht abschliessend festgestellt werden konnte); 2. Jedes dieser Produkte hat eine gewisse Attraktivität für Kinder und Jugendliche, über dessen Konsum die Kinder letztlich an die Rauchwaren herangeführt werden können. <p>Bei einem Verzicht auf neutrale Verpackungen sollen zumindest die bebilderten Warnhinweise auf beiden Breitseiten der Päckchen in der oberen Hälfte aufgedruckt werden und mehr Platz einnehmen, mindestens 80 Prozent. Dies entspricht der WHO-Empfehlung (EU-Direktive legt 65 Prozent fest).</p> <p><i>Zusätzlich gilt für neutrale Verpackungen die Grundfarbe Pantone 448 C. Erlaubt sind neben den Warn- und Inhaltshinweisen nur noch der Markennamen und der Produktnamen in einer Standardschrift.</i></p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat legt fest, welche Texte, Fotografien und Informationen nach Absatz 1 Buchstabe c die Verpackungen tragen müssen.</p>
13		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung muss bei der Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Warnhinweise tragen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. für die Tabakprodukte zum Erhitzen, zum Schnupfen, zum oralen Gebrauch: «Dieses Tabakprodukt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig; b. für die pflanzlichen Rauchprodukte: «Das Rauchen dieses Produkts schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>c. für die nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p> <p>d. (neu) für die nikotinfreien elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p>
	14		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.;</p> <p>² Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe b ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>³ (neu) Die Warnhinweise nach Artikel 13 sind je auf dem unteren Teil beider seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>⁴ Der kombinierte Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c muss ohne Rahmen 80 Prozent der äusseren Vorder- als auch der äusseren Rückseite der Packung abdecken; vorbehalten bleibt Absatz 5.</p> <p>⁵ Bei Verpackungen, die nicht für Zigaretten bestimmt sind und deren am ehesten ins Auge fallende Oberfläche grösser ist als 75 cm², müssen die Warnhinweise auf jeder Seite mindestens 60 cm² gross sein.</p> <p>⁶ Die Warnhinweise dürfen nicht an einer Stelle angebracht sein, an der sie beim Öffnen der Packung zerstört oder entfernt werden.</p> <p>⁷ Sie müssen zudem auf jeder Aussenverpackung, mit Ausnahme einer durchsichtigen Hülle, enthalten sein.</p>
	15		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten und Kartuschen müssen:</p> <p>a. kindersicher sein;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<ul style="list-style-type: none"> b. bruchsicher sein; c. über einen auslauffreien Mechanismus für die Nachfüllung verfügen.
16	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt; b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird; c. Kontraindikationen; d. Warnungen für Risikogruppen; e. mögliche schädliche Auswirkungen; f. Suchtpotenzial und Toxizität; g. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.
17			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Art. 17, Abs. 1 ist zu so ergänzen, dass auch das Brand stretching (Markentransfer) zweifelsfrei verhindert werden.</p> <p>Zudem möchten wir unterstreichen, dass wir an der Forderung nach einem umfassenden Verbot der Werbe- und Promotionsmassnahmen festhalten. Partielle Werbeeinschränkungen führen nicht zu einer Abnahme der Werbung und Promotion von Tabak- und Rauchprodukten, sondern zu einer Verschiebung der entsprechenden Vermarktungsmassnahmen. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Aus unserer Sicht soll jede Art der Werbung für Tabakprodukte verboten werden. Das macht im Prinzip eine Aufzählung der Ausgestaltung, Werbeträger und Orte überflüssig.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>(Siehe auch die Motionen 17.4187 «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt tragen, ist verboten.</p> <p>² (neu) Tabakprodukte und E-Zigaretten dürfen von</p> <ol style="list-style-type: none"> a. ausserhalb des Verkaufsortes nicht sichtbar sein, b. am Verkaufsort weder offen aufgelegt noch beworben werden. <p>³ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
	17a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit begründeter Wahrscheinlichkeit investieren die Marketingabteilungen der Tabakmultis in der Schweiz viel Geld in Discount-Aktionen – Stil 3 für 2 - verbunden mit Aktivitäten am Verkaufsort und in Bars und Discos. In den USA machen Discount Aktionen inzwischen den Hauptanteil an Tabakmarketingaktivitäten aus. (Quelle Federal Trade Commission, Cigarette Report, for 2011, erschienen 2013)</p> <p>Discount-Aktionen unterlaufen die Preispolitik, die darauf abzielt, die Attraktivität des Anschaffens von Tabakwaren zu reduzieren. Die Hürden zum Kauf werden so vor allem für jüngere, oft noch in der Experimentierphase stehende ab und zu Rauchende herabgesetzt, was wiederum den Einstieg in einen regelmässigen Konsum begünstigt.</p> <p>Mit der vorgeschlagenen Änderung sollen weitere Marktbearbeitungsmassnahmen der Tabakindustrie, die sich insbesondere an ein jungliches Publikum richten, verhindert werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verkaufsförderung</p> <p>Die Förderung des Verkaufs von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektrischen Zigaretten sowie von Gegenständen, die eine funktionelle Einheit mit einem genannten Produkt bilden, ist verboten, wenn sie geschieht:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. durch unentgeltliche Abgabe;</p> <p>b. durch Preisnachlässe, oder;</p> <p>c. durch die Abgabe von Geschenken oder Preisen.</p>
	17b		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Nach wie vor ist der Auftritt der Tabakbranche an Jugendanlässen (z.B. Open air Festivals) sehr stark. Sie markieren aber auch Präsenz an Prestigeanlässen, wie z.B. das Montreux-Jazz-Festival, die ein älteres Publikum ansprechen. Dabei spielt sicher das Einstimmen auf künftige Auseinandersetzungen hinsichtlich Tabakmarketing eine Rolle.</p> <p>Der Sponsor erhofft sich von seinem Engagement einen Imagetransfer. Die Tabakindustrie will sich die Werte, die Kulturanlässe liefern, zu Eigen machen. Das gelingt ihr sowohl als Sponsor von Anlässen, die ein junges Publikum anziehen als auch bei Anlässen für ein älteres Publikum. Gleichzeitig ergibt sich an diesen Anlässen die Möglichkeit, mit der Zielgruppe in einen persönlichen Kontakt zu treten.</p> <p>Um die Anreize zum Einstieg in die Tabakabhängigkeit zu vermindern, ist ein Sponsoringverbot eine bedeutende Massnahme. Tabaksponsoring prägt aber auch das gesellschaftliche Bild von Tabakprodukten. Mittels Sponsoringmassnahmen positioniert sich die Tabakindustrie als unersetzlicher Akteur z.B. im Kulturbereich. So werden Abhängigkeiten geschaffen, die für eine aus gesundheitlicher und volkswirtschaftlicher Sicht notwendige Reduktion des Konsums von Tabakprodukten hinderlich ist. Die Vergabetätigkeit verschafft der Tabakindustrie Einfluss auf Institutionen und Organisationen des öffentlichen Lebens und beeinflusst damit indirekt die Politik. Mit der Spendentätigkeit versuchen Tabakkonzerne das Geschäft mit Krankheit und Tod zu verharmlosen und ihr Image aufzupolieren</p> <p>Sponsoring ist deshalb generell zu verbieten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Sponsoring</p> <p>Sponsoring inkl. Spenden und Zuwendungen an Veranstaltungen und Tätigkeiten Dritter sind untersagt.</p>
	19		<p>Art. 19 ist sehr wichtig, um den Kantonen die Möglichkeit zu geben, weitere Regelungen vorzusehen.</p>
	20	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Absatz 3 drei wird mit dem neuen Art. 20a hinfällig.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>³ (streichen)</p>
	20a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Für ein Automatenverbot spricht u.a. die Tatsache, dass auch mit den modernsten Systemen nicht verhindert werden kann, dass Kinder und Jugendliche Tabakwaren über Automaten beziehen können.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot von Automaten</p> <p>Der Verkauf von Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, mittels Automaten, ist verboten.</p>
	21		<p>Testkäufe sind eine sinnvolle Ergänzung zur Bewilligungspflicht Abgabe (Art. 26a) und zum Automatenverbot (Art. 20a).</p>
	22	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>
	23	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	25	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG die Zusammensetzung der Produkte melden, die er oder sie auf dem Markt bereitstellt. Für Zigaretten muss er oder sie zusätzlich die Emissionen der Produkte melden.</p>
	25a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Vorschlag, dass die Gesamtbeträge für jede Ausgabenkategorie veröffentlicht werden, verschafft Einblick in die von der Tabakindustrie getroffenen Vermarktungsmassnahmen. Mögliche Schlupflöcher in der Gesetzgebung sind so rascher erkennbar und erleichtern das Treffen entsprechender Vorkehrungen. Je weniger die Tabakindustrie direkt mit ihren Produkten in Erscheinung treten kann, desto intensiver wird sie versuchen, ihr Ansehen in der Gesellschaft und dadurch indirekt auch jenes ihrer Produkte mittels Spenden und Zuwendungen zu steigern.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Meldung der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstigen Zuwendungen</p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG jährlich die Höhe der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstige Zuwendungen in der Schweiz im Zusammenhang mit diesen Produkten melden.</p>
	26	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer feststellt, dass von ihm auf dem Markt bereitgestellte Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten eine Gefahr für die Gesundheit nach Artikel 5 darstellen, muss sicherstellen, dass die Konsumentinnen und Konsumenten möglichst wenig geschädigt werden, namentlich indem er die Produkte zurücknimmt oder zurückruft.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	26a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Kontrolle zur Einhaltung des Abgabeverbots an Minderjährige ist mit einer Bewilligungspflicht der Abgabestellen einfacher zu bewerkstelligen. Die Vergabe der Bewilligungen soll zudem an einen Beitrag gebunden sein, mit dessen Ertrag die Kontrollen finanziert werden.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Bewilligungspflicht Abgabe</p> <p>¹ Die gewerbsmässige Abgabe von Tabakprodukten, nikotinhaltenen oder nikotinfreien Zigaretten ist bewilligungspflichtig;</p> <p>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten der Bewilligungspflicht und der Kontrolle.</p>
	27		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat kann zur Verhinderung der gewerbsmässigen Einfuhr die Menge an Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten festlegen, die eine Konsumentin oder ein Konsument zum Eigengebrauch einführen darf.</p>
	28	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Er überwacht die Tabakprodukte und die nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bei ihrer Einfuhr.</p>
	34	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten.</p>
34	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p>Durch Fehlinformationen der Tabakindustrie werden die Konsequenzen des Tabakkonsums immer wieder verharmlost. Mit der vorgeschlagenen Ergänzung soll es auch Behörden und Behörden nahestehenden Organisationen und Institutionen ausdrücklich erlaubt sein, über solche irreführende Fehlinformation zu informieren oder entsprechende Massnahmen von Dritten zu unterstützen.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes im Zusammenhang mit Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten und über Fehlinformationen, die die gesundheitlichen Folgen des Konsums verharmlosen.</p>	
40		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Bundesrat lässt offen aus welchen Quellen der Bund bzw. die Kantone die Kosten finanzieren wollen. Es besteht die Gefahr, dass dies zulasten der Beiträge an die Tabakprävention geht.</p> <p>Die vorgeschlagene Koppelung einer Gebühr an die Bewilligungspflicht hat den Vorteil, dass die Finanzierung klar geregelt ist, die Mittel für die Prävention nicht tangieren werden und keine Belastung für die Nichtraucher und Nichtraucherinnen entstehen.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 40 Gebühr</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>¹ Für die Bewilligung nach Artikel 26a (neu) (Bewilligungspflicht Abgabe) wird eine Gebühr erhoben;</p> <p>² Die Höhe der Gebühr nach Absatz 1 richtet sich nach den gemeinsamen Kosten der Kontrollen und Massnahmen von Bund und Kantonen.</p> <p>³ Der Bundesrat finanziert die Kontrollen und die Massnahmen der Vollzugsorgane des Bundes durch die Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p> <p>⁴ Der Bund vergütet den Kantonen ihre Kosten für den Vollzug dieses Gesetzes aus den Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p>
	41		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 40</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 41 (streichen)</p>
	42	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, die Zutaten enthalten, die bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden (Art. 5 Abs. 1).</p>
	43	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>In Übereinstimmung mit den Änderungsvorschlägen zu den Art. 27a (neu) und 40 ist hier auch noch der Lizenzentzug zu integrieren.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Mit Busse bis zu 40 000 Franken und dem Entzug der Lizenz wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend den Täuschungsschutz (Art. 4) zuwiderhandelt; b. Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, deren Zusammensetzung oder Emissionen nicht den Anforderungen dieses Gesetzes entsprechen (Art. 5 Abs. 2 und 3 und Art. 6); c. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Verpackung (Art. 7–16) zuwiderhandelt; d. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Werbung (Art. 17 - 18) zuwiderhandelt; Zuwiderhandlungen gegen Artikel 17 Absatz 2 werden gemäss dem Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen geahndet; e. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Abgabe an Minderjährige (Art. 20) zuwiderhandelt, sofern ihr oder sein Arbeitgeber nicht nach Absatz 4 strafbar ist; f. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Pflichten der Unternehmen und die Einfuhrbeschränkungen (Art. 22–27) zuwiderhandelt; g. den zuständigen Behörden die verlangten Auskünfte oder Proben (Art. 35) verweigert.
	48		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Es gibt keinen Grund wieso den Produzenten die Möglichkeit gegeben werden soll, grosse Lagerbestände nach altem Recht zu produzieren, welche anschliessend über Jahre verkauft werden können. Eine Übergangsfrist von einem Jahr genügt, um bestehende Lagerbestände zu verkaufen.</p> <p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Tabakprodukte, die zur Bereitstellung auf dem Markt bestimmt sind und deren Kennzeichnung Artikel 9–14 nicht entspricht, dürfen noch während eines Jahres ab Inkrafttreten dieses Gesetzes nach bisherigem Recht eingeführt hergestellt und an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p>
	Anhang 1		streichen Anhang 1 (siehe Artikel 6)

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

--	--	--	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : François Hudon / Institut Éthique Histoire Humanités, Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : iEH2

Adresse : CMU/1 rue Michel Servet, CP 1211 Genève 4

Personne de référence : François Hudon

Téléphone : +1 819 592 8183

Courriel : francois.hudon@unige.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Mon avis rejoint celui de la Société suisse de santé publique (SSPH+). Cet avant-projet de loi devrait être rejeté car il sert essentiellement les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la liberté et de la santé des citoyens suisses, ainsi que des citoyens des pays vers lesquels la Suisse exportera des produits du tabac. J'appuis donc sans réserve le détail de l'avis de la SSPH+ qui suit :</p> <p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur rencontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	population.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation : Institut de santé globale, Faculté de Médecine, Université de Genève

Adresse : Campus Biotech, 9 chemin des Mines, 1202 Genève 20

Personne de référence : Cyril Pervilhac

Téléphone : 079 400 3465

Courriel : Cyril.Pervilhac@unige.ch

Date : 21 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Anouck Luini Macchi
Responsable du secteur santé en entreprise/ Promotion Santé Vaud

Abréviation de la société / de l'organisation :ALM

Adresse : Av de Provence 12 1007 Lausanne

Personne de référence : ALM

Téléphone : 079 293 74 62

Courriel : anouck.luini (at)prosv.ch

Date : 22 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, j'exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p style="text-align: center;">(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p style="text-align: center;">(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Art. 19 (supprimer)
20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Andrea Leuenberger

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Rappoltshof 12, 4057 Basel

Kontaktperson :

Telefon : +41 61 284 86 00

E-Mail : andrea.leuenberger@swisstph.ch

Datum : 22.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Technikumstr. 81

Kontaktperson : Prof. Dr. Frank Wieber

Telefon : 0041 58 934 4347

E-Mail : frank.wieber@zhaw.ch

Datum : 22.03.2018

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Unser Fazit	9

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
--	---

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Schweizerisches Tropen und Public Health Institut

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 57

Kontaktperson : Louise Tangermann

Telefon : 0787384066

E-Mail : louise.tangermann@swisstph.ch

Datum : 22.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____		3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Songül Yavavli

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Passage Pierre qui roule 9, 2000 Neuchâtel

Personne de référence :

Téléphone : 076 463 14 59

Courriel : songul.yavavli@unine.ch

Date : 22.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Facoltà di scienze biomediche dell'Università della Svizzera italiana

Abréviation de la société / de l'organisation : BiomedUSI

Adresse : Via Buffi 13, 6900 Lugano

Personne de référence : Prof. Dr. Mario Bianchetti (decano)

Téléphone : +41 58 666 45 24

Courriel : decanato.med@usi.ch

Date : 21.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
<p>Facoltà di scienze biomediche dell'USI</p>	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht</p>	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Muriel Cuendet

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Chemin des Jardins 2, 1184 Luins

Personne de référence : Muriel Cuendet

Téléphone : 079 558 50 21

Courriel : muriel.cuendet@unige.ch

Date : 22 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Berner Fachhochschule, Departement Gesundheit

Abkürzung der Firma / Organisation : BFH

Adresse : Murtenstr. 10, 3008 Bern

Kontaktperson : Urs Brügger, Departementsleiter

Telefon : 031 848 45 01

E-Mail : urs.bruegger@bfh.ch

Datum : 22.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Allgemeine Bemerkungen

In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „*der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll*“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „*täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können*“.

Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.

Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).

Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. **Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.**

Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.

Urs Brügger

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr. Diana Walther M.D.

Diana Walther se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Diana Walther se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : IUMSP, Route de la Corniche 10, 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : +41 (0)21 314 84 67

Courriel : diana.walther@chuv.ch

Date : 22 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Dr. med. Julia Dratva

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Jurastrasse 45 4053 Basel

Kontaktperson :

Telefon : 061 331 0928

E-Mail :

Datum : 21.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Mein/unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : THIERRY BORNICK

Abréviation de la société / de l'organisation : UNINE

Adresse : RUE DES FAHYS 25

Personne de référence : PROF. SPRUMONT DOMINIQUE

Téléphone : 0786239154

Courriel : THIERRY@BORNICK.CH

Date : 22.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Rüttimann Gottfried

Abkürzung der Firma / Organisation : Lungenpraxis Wohlen

Adresse : Zentralstrasse 23

Kontaktperson : Rüttimann

Telefon : 056 610 05 25

E-Mail : gottfried.ruettimann@hin.ch

Datum : 11.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Institut Universitaire de Médecine Sociale et Préventive (IUMSP), Lausanne

L'IUMSP se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'IUMSP.

En outre, l'IUMSP se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Route de la Corniche 10, 1010 Lausanne

Personne de référence : Prof Murielle Bochud, directrice de l'IUMSP

Téléphone : 021 314 72 72

Courriel : murielle.bochud@chuv.ch

Date : 20 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPtab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPtab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe mois élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas ou des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Eggimann Pascal BAG

Von: Isabelle Rossi <isabelle.rossi@bluewin.ch>
Gesendet: Freitag, 23. März 2018 08:25
An: _BAG-Tabakprodukte; _BAG-GEVER
Betreff: Prise de position Loi sur les produits du tabac et cigarettes électroniques
Anlagen: FRANC__Tobacco Products Act Consultation_2018_IR.doc

Madame, Monsieur,

je vous prie de trouver en annexe le document cité en titre.

Je vous remercie par avance de l'attention que vous accorderez à la prise de position de la SSPH+ et vous adresse mes meilleures salutations,

Isabelle Rossi
Méd. spéc. prévention et santé publique et médecine interne générale
Rte de la Saugé 14
2019 Chambrélien

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Alexia Fournier Fall, PhD, Responsable Programme cantonal ça marche, Promotion Santé Vaud

Abréviation de la société / de l'organisation : Pro SV

Adresse : Av. de Provence 12, 1007 Lausanne

Personne de référence : Alexia Fournier Fall

Téléphone : 021 623 37 90

Courriel : alexia.fournier@fvls.vd.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou 	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³(nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Villa Oriana,
Cheffe de projet Ça marche ! / Promotion Santé Vaud

Abréviation de la société / de l'organisation : OV

Adresse : Av de Provence 12 1007 Lausanne

Personne de référence : OV

Téléphone : 021 623 37 53

Courriel : oriana.villa(at)prosv.ch

Date : 23 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Schweizerisches Tropen- und Public Health-Institut

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 57

Kontaktperson : Meltem Kutlar Joss

Telefon : 0612848820

E-Mail : meltem.kutlar@swisstph.ch

Datum : 23.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

	Allgemeine Bemerkungen
	<p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“.</p> <p>Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über Massnahmen zum Schutz von Menschen, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H et al 2016). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p> <p>Ich unterstütze zudem die Argumente der Swiss School of Public Health, die sich gegen den Gesetzentwurf zu Tabakprodukten ausgesprochen hat.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Marie Zollinger, Spécialiste en activité physique, Promotion Santé Vaud

Abréviation de la société / de l'organisation : MZ

Adresse : Av. de Provence 12, 1007 Lausanne

Personne de référence : MZ

Téléphone : 079 930 28 01

Courriel : marie.zollinger@prosv.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p style="text-align: center;">(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p style="text-align: center;">(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³(nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Carine Lehmann, cheffe de projet CIPRET Jura

Abréviation de la société / de l'organisation : CL

Adresse : Avenir 23, 2800 Delémont

Personne de référence : CL

Téléphone : 032.544.16.10

Courriel : carine.lehmann@fondationo2.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____	5
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____	9
Projet de loi sur les produits du tabac _____	10
Notre conclusion _____	26
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
<p>CLFehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Appréciation générale</p> <p>Du point de vue de la prévention du tabagisme, on ne peut que saluer le fait que les produits du tabac et les cigarettes électroniques soient désormais traités dans une loi distincte. Cependant, la version révisée du projet de loi du Conseil fédéral contient des lacunes inacceptables. Si l'on veut limiter les dommages causés à la santé et à l'économie, la perte de qualité de vie et les souffrances dues à la consommation de tabac, il est nécessaire d'apporter de profondes modifications à l'avant-projet. La loi doit atteindre des standards permettant la ratification de la convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac.</p> <p>Les produits du tabac ne sont pas des biens de consommation ordinaires, ni anodins. La consommation de tabac provoque aujourd'hui près de 9'500 décès annuels en Suisse et les affections qui y sont liées représentent la cause de décès le plus souvent évitable. À cela s'ajoutent encore les décès causés par une exposition à la fumée passive, plus difficiles à estimer. Les conséquences économiques sont également importantes, tant en coûts directs (traitements médicaux), qu'indirects. Face à l'effet sur la santé de ces produits et pour préserver la population et tout particulièrement les jeunes des effets nocifs du tabagisme, entre autres facteurs de risque de maladies non transmissibles, le Conseil fédéral a approuvé les Stratégies nationales de prévention de maladies non transmissibles et des addictions. La prévention du tabagisme est l'un des objectifs prioritaires de la politique de prévention et de promotion de la santé du canton du Jura, établie par le Programme pluriannuel de prévention et promotion de la santé, fournissant le cadre du Plan addiction cantonal et concrétisé par le programme cantonal de prévention du tabagisme 2018-2021, mis en œuvre par le CIPRET Jura.</p>
<p>CL</p>	<p>Publicité, promotion et parrainage</p> <p>Une réorientation est nécessaire dans le domaine de la commercialisation des produits du tabac et des cigarettes électroniques. La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées - comme le demande le Parlement. Il faut que la nouvelle loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures.</p> <p>A l'heure actuelle, environ la moitié des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité poussera l'industrie du tabac à renforcer davantage leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir. Il est essentiel que cette interdiction s'applique également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans la loi, car dans le cas contraire, ces dernières pourraient être utilisées afin de continuer indirectement à faire de la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>publicité pour le tabagisme. La promotion au moyen de rabais s'adresse en particulier aux jeunes, dont le comportement est très souvent influencé par le prix et pour qui les actions de type « 3 produits pour le prix de 2 » sont attractives.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>Autorisation</p> <p>Afin que la protection de la jeunesse soit efficace, la vente de produits du tabac dans des automates doit être interdite. Cette mesure est importante pour limiter l'accès des mineurs aux produits du tabac et optimiser les moyens de contrôle.</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans l'e-cigarette et les produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé ressemblent à s'y méprendre aux cigarettes à base de tabac. Elles donnent l'impression aux enfants ainsi qu'aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Les faits présentés sont, pour des raisons incompréhensibles, de nouveau ignorés dans les chapitres suivants.</p>
CL	1.3.2	<p>Catégories de produits</p> <p>Le CIPRET Jura se félicite que les produits du tabac et les nouveaux produits du tabac à chauffer, à fumer à base de plantes et la cigarette électronique soient désormais traités dans une même loi. Cependant, il regrette les distinctions apportées aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine. Le projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Il importe que cet assouplissement de la situation actuelle ne simplifie pas l'accès des enfants et des adolescents à la cigarette électronique, en tant que première étape vers la dépendance à la nicotine. De surcroît, l'utilisation des cigarettes électroniques contribuent une re-normalisation de la consommation des cigarettes traditionnelles. C'est pourquoi les cigarettes électroniques – avec et sans nicotine– doivent être soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac, et notamment à l'interdiction globale de publicité et de promotion, à la protection contre le tabagisme passif et à l'âge minimal de vente. Il doit en aller de même pour les nouveaux produits à fumer et à chauffer, le principe de précaution devant être retenu, car les recherches scientifiques indépendantes manquent concernant la sécurité de ces produits et leurs impacts sur la santé.</p> <p>Concernant le snus, le CIPRET Jura désapprouve sa légalisation car la nocivité de ce produit a été prouvée, en particulier sur la santé bucco-dentaire (Bornstein, Jeyakumar, Ramseier, Sieber 2016). Il a été prouvé que la consommation de snus provoque des effets pathologiques dans la cavité buccale (lésions orales, etc.) et contient des nitrosamines, substances classées probablement cancérigènes par l'OMS. Au niveau de la réglementation, le snus est considéré comme un produit toxique dans toute l'Union européenne et y est interdit excepté en Suède où, rappelons-le les spécialistes en prévention recommandent de ne pas légaliser ce produit pour préserver les intérêts de santé publique.</p> <p>?</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

CL	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Par ailleurs, cette nouvelle posture signifie que tout ce qui n'est pas dans cette liste n'est pas interdit et peut théoriquement être ajouté aux produits s'il n'y a pas un risque immédiat ou inattendu pour la santé. Or, ce dernier point n'est pas facilement vérifiable et visiblement il devra être intégré dans l'autocontrôle des producteurs / importateurs. Il est donc important de savoir ce que l'on devrait trouver au minimum dans l'autocontrôle pour valider l'utilisation d'ingrédients qui ne sont pas mentionnés dans l'annexe 1.</p> <p>L'emballage d'une marchandise sert également à faire de la publicité pour cette même marchandise pour la rendre plus attrayante auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Il faut en tout cas que les prescriptions actuelles s'alignent sur celles de la directive européenne (<i>directive 2014/40/UE</i>). Les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, doivent recouvrir au moins 65 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images.</p> <p><i>Le CIPRET Jura souhaite ainsi le maintien de la liste positive des additifs autorisés et ainsi que le maintien du système d'approbation qui l'accompagne et est d'avis que la loi doit laisser la possibilité d'introduire des paquets neutres et que les mises en garde combinées reprennent les proportions de la nouvelle directive européenne.</i></p>
CL	1.3.4	<p>Publicité</p> <p>L'OMS recommande une interdiction totale de la publicité pour le tabac. Selon cette organisation, la publicité pour les produits du tabac peut « apporter une justification sociale au tabagisme, entraver les efforts de sensibilisation aux dangers du tabac et renforcer l'influence de l'industrie du tabac sur les médias et le monde du sport et du divertissement »¹. De plus, le Tribunal fédéral qui soutient que les interdictions publicitaires pour les produits du tabac respectent les principes constitutionnels, en particulier la liberté économique, d'information et de presse (Tribunal fédéral, 2002). Le Tribunal fédéral a aussi retenu que la santé de la population représente un « objectif d'intérêt public qui justifie la limitation de droits fondamentaux tels que la liberté économique » (ATE 128 I 295 cons. 5b, bb). Les conséquences extrêmement dommageables du tabac sur la santé justifient la décision d'interdire globalement</p>

¹ OMS, *Rapport de l'OMS sur l'épidémie mondiale de tabagisme, 2009. Mise en place d'espaces non-fumeurs*. Genève, 2011, p. 48

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<p>la publicité y compris le parrainage et les promotions. Cette opinion est partagée par plus de la moitié de la population suisse (58.1% de la population suisse âgée de 15 ans) qui est favorable à une interdiction générale de la publicité pour le tabac (Monitoring des addictions 2016). Nous saluons la volonté du Parlement de protéger la jeunesse. Mais nous estimons que les restrictions en matière de publicité visant exclusivement les mineurs sont insuffisantes et peu efficaces pour la protection des jeunes face au tabagisme. De plus, nous déplorons la suppression des restrictions en matière de parrainage et de promotion pour la même raison.</p> <p>Malgré les restrictions de la publicité dans certains lieux et sous certaines formes, ces mesures sont insuffisantes car les effets attendus ne se réaliseront pas dans la réalité actuelle: les mineurs ont accès à la presse en général, en particulier aux magazines People, se déplacent seul-e-s, en groupe ou en compagnie d'adulte dans des lieux où des publicités sont visibles (parkings, centres commerciaux, etc.), participent à des festivals, vont au cinéma après 20h et vont s'approvisionner dans des kiosques. De ce fait, les jeunes continueront d'être massivement exposés à la publicité de l'industrie du tabac si la publicité, la promotion et le parrainage des produits du tabac sous toutes les formes continuent à y être autorisés. Ainsi, il est indispensable d'intégrer des mesures de santé publique comme l'interdiction totale de publicité pour permettre une protection efficace des mineurs. Tous les espaces de vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. Toute exception affaiblit le réel objectif des restrictions de la publicité.</p> <p>Cela suppose, entre autres et outre les mesures proposées dans la loi, d'interdire la publicité étendue dans les espaces publics, dans les médias et sur le lieu de vente ainsi que la promotion au moyen de rabais. A l'heure actuelle, environ la moitié des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste à faire de la publicité sur le lieu de vente. Il est essentiel que cette interdiction s'applique également aux cigarettes électroniques avec et sans nicotine, aux produits du tabac à chauffé, et à usage oral, car dans le cas contraire, ces produits pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour le tabagisme respectivement à promouvoir la dépendance à la nicotine. La promotion au moyen de rabais s'adresse en particulier aux jeunes, dont le comportement est très souvent influencé par le prix et pour qui les actions de type « 3 produits pour le prix de 2 » sont attractives.</p> <p>En outre, l'interdiction du parrainage doit s'appliquer à toutes les manifestations. L'Observatoire des stratégies marketing de l'industrie du tabac a mis en évidence que le parrainage est surtout utilisé lors de festivals de musique ou les jeunes sont majoritairement présents (Canevascini 2014). Les données de l'Office fédéral de la statistique de 2008 montrent une participation importante des jeunes et des mineurs lors de ces événements: 57% des jeunes entre 15-21 ans disent avoir fréquenté au moins un festival durant les 12 derniers mois. Lors de ces événements, l'Observatoire a révélé que l'industrie du tabac cible principalement les jeunes en organisant des concours et en proposant des animations et des activités ludiques (ex: jouer au baby-foot, créer son propre t-shirt, etc.).</p>
CL	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.
CL	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
CL	1.6.3	<p>Droit international: Convention-cadre de l'OMS</p> <p>Les modifications demandées par le Parlement ne remplissent pas les exigences minimales de la CCLAT (Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac) et entravent la possibilité de la Suisse de ratifier cette convention alors que 181 pays l'ont déjà entérinée. La volonté du Conseil fédéral d'atteindre cet objectif avait pourtant été clairement exprimée par la signature de la convention en 2004. En vue de la ratification de la CCLAT, la Suisse devra respecter les trois mesures minimales suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) une interdiction globale ou des restrictions à la publicité, à la promotion et au parrainage dans la presse écrite et, le cas échéant, dans d'autres médias tel que l'Internet 2) obligation de l'industrie du tabac de communiquer les dépenses consacrées à la publicité, à la promotion et au parrainage 3) restrictions du parrainage de manifestations à caractère international. <p>Le CIPRET Jura adhère à ces principes validés par des données probantes et soutient une (ré)introduction de ces dispositions dans la loi.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	1	<p>Objectif</p> <p>Le rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin.</p> <p>Nous tenons à souligner que les mesures proposées entraîneront tout au plus (!) une réduction des possibilités de commercialisation par l'industrie du tabac qui ne seront perceptibles que de manière marginale: la publicité reste autorisée dans la plupart des publications, au cinéma et sur les lieux de vente. Aujourd'hui déjà, les coûts publicitaires et promotionnels sur les points de vente représentent 50% des mesures de marketing pour les produits du tabac. Le parrainage et la promotion des ventes (campagnes de rabais) ne devraient pas être limités dans la pratique selon l'avant-projet.</p> <p>Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi.</p>
CL	40	<p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avant-projet de loi sur les produits du tabac (modifications en jaune)				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

CL	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <p>a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation;</p> <p>b. (supprimer);</p> <p>c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec et sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.</p>
CL	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden	4	1	<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

werden. CL				<p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	5	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédient qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmente de manière significative leur toxicité inhérente ou facilite leur inhalation.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
CL	5		a	<p><u>Remarques</u></p> <p>Comme nous l'avons déjà relevé au point 1.3.2, nous estimons que le snus ne doit pas être autorisé en Suisse.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	6	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Une liste positive des additifs autorisés doit être réintroduite.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les ingrédients qui augmentent considérablement la toxicité ou le potentiel de dépendance des produits du tabac et des cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine ou qui facilitent l'inhalation sont interdits.</p> <p>Seuls sont admis les ingrédients qui figurent à l'annexe 1.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les volumes maximum de, respectivement, 10 et 2 ml correspondent aux directives données par l'UE aux producteurs.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
Fehler! Verweisquel	8	2	<p><u>Remarques</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

le konnte nicht gefunden werden. CL			<p>Voir article 8 alinéa 1.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. CL	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac²; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden. CL	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>

² RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>11</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>11</p>	<p>2</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>12</p>	<p>2</p>	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>L'introduction d'un conditionnement neutre des produits du tabac tel que l'autorise également la nouvelle directive européenne sur les produits du tabac aux pays membres de l'UE est une solution idéale en matière de politique de prévention. Les produits du tabac constituent également les supports publicitaires les plus fréquents.</p> <p>Des modifications des avertissements s'imposent en tout cas. Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer et d'autres produits pour ce qui concerne la taille des avertissements pour les raisons suivantes:</p> <p>1. Les produits visés à l'art. 3, let. b à f, ne sont pas plus sains que les produits du tabac à fumer, mais tout au plus moins nocifs (ce qui n'a pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux);</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac.</p> <p>En cas d'abandon de l'emballage neutre, il faudrait au moins que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent plus d'espace, au moins 80%. Cela correspond à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'alinéa 1, let. c.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	13		<p><u>Remarques:</u></p> <p>Nous ne comprenons pas le sens d'exempter certains produits du tabac de l'obligation de mise en garde puisque le tabac est dangereux pour la santé</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Chaque paquet doit porter les avertissements suivants lorsqu'il est remis aux consommateurs:</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ces produits du tabac nuisent à votre santé et vous rendent très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: «Fumer ce produit nuit à votre santé»; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques contenant de la nicotine: « Ce produit nuit à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit est nocif pour la santé »;</p>
CL	14		<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	15			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	16			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs; c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17, alinéa 1 doit être complété de telle sorte que l'extension de la marque (brand stretching) soit incontestablement empêchée.</p> <p>Nous aimerions également souligner que nous restons fermes concernant l'exigence d'une interdiction complète des mesures de publicité et de promotion. Les restrictions partielles de la publicité n'entraînent pas une diminution de la publicité et de la promotion pour les produits du tabac et à fumer, mais un déplacement des mesures de marketing concernées. Toute exception affaiblit et sape donc le réel objectif des restrictions de la publicité.</p> <p>A notre avis, toute forme de publicité pour les produits du tabac devrait être interdite. Cela rendrait en principe superflu toute liste des supports publicitaires et des emplacements.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Interdiction de la publicité pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ainsi que pour les articles et services portant la même marque ou une marque similaire à celle du produit du tabac.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques ne doivent pas</p> <ul style="list-style-type: none"> a. être visibles en dehors du point de vente, b. être exposés ouvertement ni faire l'objet d'une publicité sur le point de vente. <p>³ La publicité à la radio et à la télévision pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ainsi que pour les objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac est interdite, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>17a</p>			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>17b</p>			<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé. Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par ex. dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Le parrainage, y compris les dons et les aides, destinés à des événements et activités de tiers est interdit.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	20		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	20a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates, n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	22	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
CL	25		a	<p><u>Remarques</u></p> <p>Afin de correspondre aux standards de la CCLAT, nous proposons que l'industrie du tabac déclare les montants dépensés à l'OFSP.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Cet office publie ces informations sur internet.
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel	34	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>le konnte nicht gefunden werden. CL</p>			<p>nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	42	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>43</p>	<p>1</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus quiconque, intentionnellement:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6); c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16); d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision³; e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4; f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27); g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden. CL</p>	<p>Annexe 1</p>			<p>modifier l'annexe 1 (voir article 6)</p>
<p>Fehler! Verweisquel</p>				

³ RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

le konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.				

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Centre Médicale de la Côte

Abréviation de la société / de l'organisation : CMC

Adresse : Petit-Berne 14, 2035 Corcelles

Personne de référence : Dr Reza Kehtari

Téléphone : 032 727 11 82

Courriel : reza.kehtari@cmcsa.ch

Date : 22.3.18

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	8

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
<p>Dr Reza Kehtari CMC Corcelles/NE</p>	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
<p>...</p>	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Dr. Corina Wirth

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Dufourstrasse 30

Kontaktperson : Corina Wirth

Telefon : 031 350 16 00

E-Mail : corina.wirth@public-health.ch

Datum : 23. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	12
Entwurf Tabakproduktegesetz	12
Unser Fazit	32
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Würdigung</p> <p>Aus Sicht der Tabakprävention ist es sehr zu begrüßen, dass Tabakprodukte und elektronische Zigaretten neu in einem eigenständigen Gesetz behandelt werden. Der überarbeitete bundesrätliche Vorschlag enthält jedoch inakzeptable Lücken.</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>
	<p>Werbung, Promotion und Sponsoring</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Bei der Vermarktung von Tabakwaren und E-Zigaretten sind die Weichen anders zu stellen. Das Gesetz muss verunmöglichen, dass Kinder und Jugendliche weiterhin mit raffinierten Methoden von der Tabakindustrie zum Rauchen animiert werden – wie vom Parlament gefordert. Im neuen Gesetz ist den Tabakkonzernen diese Werbestrategie zu verunmöglichen und für Tabakprodukte und E-Zigaretten ein umfassendes Werbe-, Promotions- und Sponsoringverbot einzuführen. Alle Lebensbereiche sollen frei von Tabakwerbung werden.</p> <p>Das bedingt zusätzlich unter anderem ein Verbot der Werbung am Verkaufsort und der Verkaufsförderung durch Rabatte. Heute macht die Werbung am Verkaufsort rund die Hälfte der Vermarktungsmassnahmen der Tabakindustrie aus. Aufgrund neuer Werbeeinschränkungen werden die Tabakkonzerne ihre Werbemittel in Zukunft noch mehr als bisher an die Verkaufsorte verlagern. Wichtig ist, dass dieses Verbot ebenso für E-Zigaretten ohne Nikotin und die anderen im Gesetz aufgeführten Produkte gilt. Diese könnten sonst dazu benutzt werden, um indirekt weiterhin Werbung für das Rauchen zu machen. Die Verkaufsförderung anhand von Preisermässigungen richtet sich besonders an Jugendliche, die sich oft sehr preisbewusst verhalten und Aktionen im Stil von 3 für 2 attraktiv finden.</p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist differenzierten Regulierungen inhärent. Sie steigt weiter mit jeder zusätzlichen Ausnahmeregelung. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Wir verweisen hier auch auf die Forderungen der Motionen 17.4187 Häsler «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 Amherd «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 Ruiz «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 Gugger «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p>
	<p>Verkauf</p> <p>Um den Jugendschutz wirksam zu gestalten, müssen das vom Bundesrat vorgeschlagene Verkaufsverbot für Minderjährige und die Testkäufe ergänzt werden mit einer Bewilligungspflicht für Tabakverkaufsstellen. Ebenfalls ist der Verkauf von Tabakwaren über Automaten zu untersagen. Beides sind wichtige Massnahmen, um den Zugang für Minderjährige zu beschränken und die Kontrollmöglichkeiten zu optimieren. Der Erwerb einer Bewilligung soll kostenpflichtig sein und die Verpflichtung beinhalten, die Jugendschutzbestimmungen einzuhalten. Bei wiederholtem Verstoss droht die Entziehung der Bewilligung.</p> <p>Wir verweisen in diesem Zusammenhang auch auf die Forderungen der Motion 17.4232 Weibel «Lizenzgebühren für Tabakverkauf».</p> <p>Der Vorentwurf erlaubt neu den Verkauf von E-Zigaretten mit Nikotin. Diese Lockerung gegenüber der heutigen Situation darf nicht dazu führen, dass die einfache Erhältlichkeit nikotinhaltiger E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche zur Eingangspforte in die Nikotinsucht wird. Deshalb ist es wichtig, dass E-Zigaretten sowohl mit Nikotin als auch ohne Nikotin den gleichen Bestimmungen wie die anderen Tabakprodukte unterliegen.</p>
	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die kombinierten Warnhinweise mit Text, Bild und einem Hinweis auf die Rauchstopplinie sollen auf beiden Breitseiten je 80 Prozent belegen. Dabei wechseln sich unterschiedliche Texte und Bilder ab. Zudem sind die Warnhinweise in der oberen Hälfte der Verpackung anzubringen. Zumindest sollten die Vorschriften an die der neuen EU-Richtlinie angeglichen werden und die Vorgaben der EU-Richtlinie zu Grösse und Form der Packungen übernommen werden. So können beispielsweise Werbeaktionen mit extra schmalen Packungen verhindert werden, die unterschwellig suggerieren, Zigaretten seien Schlankmacher.</p> <p>Die optimale Lösung ist aber die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p> <p>In Australien, Frankreich, Grossbritannien und Nordirland, Irland und Norwegen dürfen Tabakwaren nur in werbefreien Einheitspackungen verkauft werden. Beschlossen ist die Einführung in Neuseeland (2018), Ungarn (2018) und Slowenien (2020). Weitere Staaten prüfen die Einführung. Erste Forschungsergebnisse bestätigen, dass Einheitspackungen die Attraktivität des Rauchens verkleinern und den Aufhörwunsch verstärken. In der EU können die Mitgliedstaaten aufgrund der neuen Richtlinie über Tabakerzeugnisse Standardpackungen vorschreiben (Richtlinie 2014/40/EU Artikel 24).</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtraucher zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut niemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Snus</p> <p>Die gewerbsmässige Zulassung des Tabakprodukt Snus führt in der Schweiz mit Sicherheit zu einer Ausdehnung des Tabakmarktes. Davon werden in erster Linie Jugendliche betroffen sein. Mundtabak macht stark abhängig, schädigt die Mundschleimhaut und die enthaltenen krebserzeugenden Stoffe können zu Bauchspeicheldrüsen-, Mundhöhlen- und Speiseröhrenkrebs führen. Vor dem Hintergrund der unzureichenden Vorschläge des Bundesrates zur Einschränkung von Werbung, Promotion und Sponsoring im vorliegenden Entwurf, gibt es keinen Grund, das Verbot der gewerbsmässigen Einfuhr und Abgabe von Snus aufzuheben. Ein Verbot besteht ebenfalls in der Europäischen Union, ausser in Schweden. Eine</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	Aufhebung dieser Einschränkungen steht dort nicht zur Diskussion.
	<p>Konsum von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak in öffentlich zugänglichen Räumen und Arbeitsplätzen</p> <p>Die vorgeschlagene Anpassung im Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen, wonach u.a. auch E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak unter die Bestimmungen des Gesetzes fallen, begrüssen wir sehr. Eine Gefährdung von Dritten durch Inhaltsstoffe von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak ist nach aktuellem Wissensstand nicht auszuschliessen. E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak sehen den Tabakzigaretten zum Verwechseln ähnlich. Bei Kindern und Jugendlichen wird der Eindruck geprägt, die Nikotinsucht sei eine gesellschaftliche Selbstverständlichkeit, was den Konsum dieser Produkte fördern kann.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
	1.1	<p>Ausgangslage</p> <p>Der Bundesrat zeigt die Probleme zum der Tabakprodukte in der Einleitung in wenigen Worten auf: Es sind die einzigen Konsumgüter, die nicht ohne Gesundheitsrisiko konsumiert werden und rasch zu einer sehr erheblichen Abhängigkeit führen können. Eine dritte Besonderheit bestehe darin, dass die Hälfte der Raucherinnen und Raucher mit dem Konsum von Tabakprodukten gerne aufhören möchten. Weiter erwähnt der Bundesrat, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht weiter zurückgeht und der Tabakkonsum in der Schweiz jährlich 9500 Todesopfer fordert (Verkehrsunfälle: 296 Opfer). Zuletzt beziffert er den volkswirtschaftlichen Schaden (CHF 5,6 Mia.).</p> <p>Die dargelegten Fakten werden in den folgenden Kapiteln aus nicht nachvollziehbaren Gründen wieder ignoriert.</p>
	1.3.3	<p>Anforderung an die Produkte und ihre Verpackungen</p> <p>Auf die Positivliste für Zusatzstoffe und das damit einhergehende Bewilligungssystem soll laut Bundesrat verzichtet werden. Stattdessen soll es eine Liste der verbotenen Zutaten für alle Produkte und Geräte sowie eine Liste mit den zulässigen Höchstmengen für die Emissionen von Zigaretten geben.</p> <p>Die Abkehr vom System mit einer Liste zugelassener Zusatzstoffe wird im erläuternden Bericht damit begründet, dass die Bedeutung der Zusatzstoffe im Vergleich zur Gesamttoxizität der Tabakprodukte gering sei. Diese Verharmlosung ist nicht nachvollziehbar. Wir halten fest, dass Zusatzstoffe im Zusammenhang mit dem Konsum und der Suchtsteigerung bei Menschen eine wichtige Stellung einnehmen. Die Zusatzstoffe werden beispielsweise verwendet um:</p> <ul style="list-style-type: none"> • der Zigarette ein unverwechselbares Aroma zu geben, • das Abbrennen der Zigarette zu steuern, • den Tabak feucht zu halten und sein Austrocknen zu verhindern, • den bitteren und scharfen Geruch des inhalierten Rauchs zu überdecken, • den inhalierten Rauch abzumildern und so dessen atemwegreizende Wirkung zu mildern (wodurch letztlich das Warnsignal des Körpers, dass der Rauch schädlich ist, beseitigt wird), • die Asche und den Rauch weiss zu färben und • das Aussehen der Zigarette zu verbessern.
	1.6.1	<p>Recht der Nachbarstaaten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		Die Gesetzgebung zu Tabakprodukten und E-Zigaretten hat sich in den letzten zwei Jahrzehnten in den europäischen Staaten positiv entwickelt: Die grosse Mehrheit der europäischen Länder kennen weitergehendere Einschränkungen der Werbung, Promotion und des Sponsorings als wie sie der Bundesrat vorschlägt. Der Verband der europäischen Krebsligen sieht die Schweiz sogar als Schlusslicht bei Werbung, Promotion und Sponsoring (Tobacco Control Scale 2016 in Europe). Mindestens zwei der vier Länder um uns herum (F, I) kennen seit längerem viel weiter gehende Bestimmungen.
	1.6.2	<p>Europäisches Recht</p> <p>Auch die Gemeinschaft der EU-Staaten hat in den vergangenen Jahren schärfere Richtlinien erlassen: Die Richtlinie 2014/40/EU für Tabakerzeugnisse, die am 19. Mai 2014 in Kraft getreten ist, hat zur Folge, dass der Rückstand der Schweiz gegenüber den Staaten der europäischen Union weiter zugenommen hat. Unter anderem,</p> <ul style="list-style-type: none"> • bleiben die Warnhinweise in der Schweiz kleiner als in der EU, • bleiben die E-Zigaretten in der Schweiz schwächer reguliert als in der EU, • soll neu der Verkauf von Snus in der Schweiz erlaubt werden, während der Verkauf in der EU verboten ist (ausgenommen Schweden), • ist das Sponsoring von internationalen Anlässen EU-weit verboten.
	1.6.2	<p>Internationales Recht: WHO-Tabakkonvention</p> <p>Die Vorschläge, die der Bundesrat bringt, entsprechen spätestens seit dem Inkrafttreten der internationalen Rahmenkonvention über Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation am 27. Februar 2005 nicht mehr den internationalen Standards. Die Schweiz hat 2004 WHO-Konvention unterzeichnet. Die Ratifizierung ist seitdem Teil der jeweiligen Legislaturperioden. Weltweit haben 180 von 192 Mitgliedstaaten der WHO die Konvention ratifiziert. Neben Andorra, Liechtenstein und Monaco ist die Schweiz das einzige Land in Europa, das die WHO-Konvention noch nicht ratifiziert hat. Die geplanten gesetzlichen Änderungen müssen so angelegt sein, dass einer Ratifizierung der Konvention nichts mehr im Wege steht.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
	1	<p>Zweck</p> <p>Im erläuternden Bericht wird darauf hingewiesen, dass das Tabakproduktegesetz die Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums, von Tabakprodukten und E-Zigaretten soll. Zu diesem Zweck seien eine Reihe von Massnahmen vorgesehen.</p> <p>Wir möchten darauf hinweisen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer höchstens(!) marginal wahrnehmbaren Reduzierung der Vermarktungsmöglichkeiten durch die Tabakindustrie führen werden: Werbung ist den meisten Publikationen, im Kino und am Verkaufsort weiterhin erlaubt. Der Werbe- und Promotionsaufwand am Verkaufsort beträgt bereits heute gegen 50 Prozent der Vermarktungsmassnahmen für Tabakprodukte. Das Sponsoring und die Verkaufsförderung (Rabattaktionen) soll gemäss dem Vorentwurf in der Praxis gar nicht eingeschränkt werden.</p> <p>Mit den vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen kann der Zweck des Gesetzes nicht erfüllt werden.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz (Änderungen sind gelb markiert)

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
	1			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Bezeichnend für die Unzulänglichkeit dieses Gesetzesentwurfs ist, dass das Ziel den Tabakkonsum zu verringern, gestrichen wurde (im Vergleich zur ersten Botschaft).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit diesem Gesetz soll</p> <p>a. der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. der Konsum von Tabakprodukten verringert werden.</p>
	2	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Um den Einstieg von Kindern und Jugendlichen in den Tabak- und Nikotinkonsum zu verhindern, reicht es nicht, wenn lediglich einige wenige Bestimmungen auch auf E-Zigaretten ohne Nikotin angewendet werden. Selbst im Falle, sollten E-Zigaretten für Nichtraucherinnen und Nichtraucher kaum gesundheitlich bedenkliche Stoffe freisetzen (Datenreihen fehlen hierzu noch), besteht die Gefahr, dass deren Gebrauch die Schwelle zum Einstieg in den Tabak- und Nikotinkonsum von Kindern und Jugendlichen fördert (Nachahmung rauchähnliche Handlung).</p> <p>Ohne den Zusatz in Absatz 1 sind Gegenstände und Dienstleistungen, die keine funktionelle Einheit mit Tabakprodukten bilden, aber dieselbe oder eine leicht geänderte Marke wie Tabakprodukte tragen, von den Werbeeinschränkungen nicht betroffen. Damit wird der Tabakindustrie die Gelegenheit gegeben, ihre Tabakprodukte mit Nichttabakprodukten zu fördern (z.B. Kleider).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt für Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, die auf dem Markt bereitgestellt werden; die Bestimmungen in den Artikeln 17–19 gelten auch für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt bzw. die nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigarette tragen.</p>
	2	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Buchstabe b in Absatz 2 ist eine Einladung das Gesetz zu umgehen, indem Substanzen, welche gemischt verboten wären, separat vertrieben werden (so z.B. geschehen bei der Einführung der Alkopop-Sondersteuer, wo Getränk und Alkohol an der Bar anschliessend separat gereicht wurden).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt nicht für:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. Tabakprodukte, deren Tabak die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch selber anbauen oder die sie für den Eigengebrauch selber herstellen oder verarbeiten;</p> <p>b. (streichen)</p> <p>c. Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, welche die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch einführen; vorbehalten bleibt Artikel 27.</p>
	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist sogenannten «differenzierten Regulierungen» inhärent. Es besteht die Gefahr, dass von der Industrie bewusst neue Produkte entwickelt werden, welche nicht direkt einem der definierten Produkte zugeordnet werden können.</p> <p>Die vorgeschlagenen neuen Absätze 2 und 3 sollen verhindern, dass Begriff-Lücken im Gesetz ausgenutzt werden können. Der Absatz 3 gibt dem Bundesrat die Möglichkeit, schnell auf Entwicklungen im Markt zu reagieren.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>...</p> <p>² (neu) Falls nicht anders erwähnt, sind Tabakprodukte zum Erhitzen, Tabakprodukte zum oralen Gebrauch, pflanzliche Rauchprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, Tabakprodukten zum Rauchen gleichgestellt.</p> <p>³ (neu) Der Bundesrat kann neue Produkte einem der Produkte nach Absatz 1 Buchstabe a - f zuordnen.</p>
	4	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Täuschungsschutz hat bei Tabakprodukten, für deren Konsum kein gesundheitsverträglicher Grenzwert gesetzt werden kann, besondere Bedeutung.</p> <p>Damit der Täuschungsschutz nicht umgangen werden kann, braucht es zwingend ein umfassendes Vermarktungsverbot (s. Vorschläge Kapitel 4). Neutrale Tabakverpackungen tragen besonders wirksam zum Täuschungsschutz bei.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			Die Aufmachung, die Kennzeichnung und die Verpackung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten sowie die Werbung für diese Produkte dürfen die Konsumentinnen und Konsumenten nicht täuschen.
5	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten dürfen keine Zutaten enthalten, die</p> <ol style="list-style-type: none"> a. bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden; b. ihre Toxizität um ein signifikantes Mass erhöhen oder das Inhalieren erleichtern.
5	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Nachfüllflüssigkeit, die in nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und in Tabakprodukten zum Erhitzen verwendet wird, muss zudem die folgenden Anforderungen erfüllen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Sie muss von hoher Reinheit sein. b. Ausser bei Nikotin darf sie weder in erhitzter noch in nicht erhitzter Form ein Risiko für die Gesundheit darstellen.
5a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Unser politischer Standpunkt zu «Snus» ergibt sich aus den von Parlament und Bundesrat vorgesehenen gesetzlichen Rahmenbedingungen, welche Werbe-, Sponsoring- und Verkaufsmassnahmen fast uneingeschränkt zulassen wollen.</p> <p>Eine Annahme unserer Änderungsanträge in den Kapitel 3 (Warnhinweise) und 4 (Werbung) ist die zwingende Voraussetzung für eine Neubeurteilung unseres Antrags für ein «Snus-Verbot».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot bestimmter Tabakprodukte zum oralen Gebrauch</p> <p>Tabakprodukte in Form eines Pulvers, eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln, und bestimmt zum oralen Gebrauch, jedoch nicht zum Rauchen, Inhalieren oder Kauen, dürfen nicht auf dem Markt bereitgestellt werden.</p>
6	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Eine abschliessende Liste von gesundheitsgefährdenden Zutaten, wird nicht die vom Gesetzgeber beabsichtigte Wirkung entfalten, da die Liste lückenhaft ist und durch neue chemische Verbindungen leicht umgangen werden kann. In der Liste fehlt ausserdem der Zusatzstoff Menthol.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Zutaten welche die Toxizität oder das Abhängigkeitspotenzial von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten massgeblich erhöhen oder die Inhalation erleichtern sind verboten.</p>
6	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Tabakwaren, die für die Ausfuhr in Nicht-EU-Länder bestimmt sind, weisen z.T. höhere Konzentrationen an Schadstoffen auf als die aktuell gültige Tabakverordnung zulässt. Mit der vorgeschlagenen Bestimmung soll die Verantwortung der Schweiz gegenüber der Gesundheit in Drittländern wahrgenommen werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>³ (neu) Tabakprodukte, die für den Export bestimmt sind, unterliegen ebenfalls den Absätzen 1 und 2.</p>
7	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit der Massnahme, dass Zigaretten nicht im Einzelstück verkauft werden dürfen, kann einfacher verhindert werden, dass Probierkonsumentinnen und -konsumenten nicht zu einem regelmässigen Konsum übergehen.</p> <p>Für die Hersteller von Tabakwaren werden die Packungen immer wichtiger für die Werbung, je mehr andere Formen von Werbung, Promotion und Sponsoring für Tabakwaren ausgeschlossen werden. Schmale Packungen stellen z.B. das</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Rauchen unterschwellig als Schlankmacher dar.</p> <p>Die Masse 44x52 mm entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>² (neu) Zigarettenpackungen haben folgende Abmessungen:</p> <p>a. Höhe: mindestens 44 mm;</p> <p>b. Breite: mindestens 52 mm.</p>
	8	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Höchstvolumina von 10 resp. 2 ml entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten dürfen ein Volumen von höchstens 10 ml haben.</p>
	8	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 8 Absatz 1.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Kartuschen von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Einwegzigaretten und Einwegkartuschen mit Nikotin dürfen ein Volumen von höchstens 2 ml haben.</p>
	9	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Alle Verpackungen von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten müssen bei der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Angaben enthalten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. die Sachbezeichnung nach Artikel 10; b. die Firmenbezeichnung oder die von der Oberzolldirektion zugeteilte Reversnummer des inländischen Herstellers oder des Importeurs nach Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe b des Tabaksteuergesetzes vom 21. März 1969 ; c. das Produktionsland, sofern dieses nicht aus der Angabe nach Buchstabe c ersichtlich ist; d. die Warnhinweise nach Artikel 12 und 13.
10	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Sachbezeichnung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten hat der Natur, der Art, der Gattung und der Beschaffenheit des Produkts zu entsprechen.</p>	
11	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die folgenden Angaben sind auf der Verpackung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bzw. auf dem Produkt selbst verboten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild», «ökologisch», «natürlich» oder «ohne Zusatzstoffe»; b. der Nikotin-, Teer- oder Kohlenmonoxidgehalt der Emissionen des Produkts. 	
11	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Hinweise auf eine krankheitsheilende, -lindernde oder -verhütende Wirkung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten auf der Verpackung bzw. auf dem Produkt sind verboten.</p>
	11a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Weltweit werden jährlich Milliarden von Zigaretten geschmuggelt. Schon 1999 tauchten gemäss der Weltbank rund 30 Prozent der international exportierten Zigaretten als Schmuggelware auf den Märkten auf. 2012 schätzte die EU, dass die EU und die Mitgliedstaaten durch den Zigaretten Schmuggel jährlich über 10 Milliarden Euro an Zolleinnahmen verlieren. Hinzu kommen die Ausfälle bei der Tabak- und Mehrwertsteuer. Weil auf dem Schwarzmarkt Tabakwaren ohne Steuern verkauft werden, sind sie billig zu haben. Besonders für junge Menschen ist das ein Anreiz, Zigaretten zu kaufen. Damit verstärkt der illegale Handel mit Zigaretten die Tabakepidemie. Zugleich ist er äusserst profitabel, mit den Gewinnen werden oft länderübergreifende kriminelle Aktivitäten finanziert.</p> <p>Im vorgeschlagenen Gesetz fehlen Massnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakwaren mittels Einführung eines lückenlosen Rückverfolgungssystems, wie es auch die neue Tabakprodukterichtlinie der EU vorsieht. Um ein unabhängiges und transparentes Vorgehen zu gewährleisten, muss die Kontrolle über die Produktions- und Vertriebswege durch unabhängige Drittorganisationen erfolgen und nicht durch Tabakindustrie selbst.</p> <p>Es ist wichtig, dass die Schweiz hier ebenfalls die notwendigen gesetzlichen Vorkehrungen zur Bekämpfung des illegalen Handels trifft.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungen</u></p> <p>(neu) Rückverfolgbarkeit, Lizenz</p> <p>¹ Die Hersteller sorgen dafür, dass alle Packungen von Tabakerzeugnissen und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, die in der Schweiz in den Verkehr gebracht werden, ein individuelles Erkennungsmerkmal haben;</p> <p>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten des individuellen Erkennungsmerkmals und die Teilnahme am Lizenzverfahren für die Rückverfolgbarkeit.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

12	2	<p><u>Bemerkungen für Art. 12 – 14:</u></p> <p>Aus präventionspolitischer Sicht ist die Einführung neutraler Tabakwarenverpackungen, wie es auch die neue EU-Tabakprodukterichtlinie für ihre Mitgliedstaaten zulässt, die optimale Lösung. Tabakprodukte stellen den häufigsten Werbeträger dar.</p> <p>Anpassungen an den Warnhinweisen drängen sich auf alle Fälle auf. Dabei lehnen wir die vom Bundesrat vorgeschlagene Unterscheidung für Tabakprodukte zum Rauchen und weiteren Produkten betreffend die Grösse der Warnhinweise aus folgenden Gründen ab:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Produkte nach Art. 3 Abs. b – f sind nicht gesünder als Tabakprodukte zum Rauchen, sondern im besten Fall weniger schädlich (was bei den meisten dieser Produkte bis jetzt nicht abschliessend festgestellt werden konnte); 2. Jedes dieser Produkte hat eine gewisse Attraktivität für Kinder und Jugendliche, über dessen Konsum die Kinder letztlich an die Rauchwaren herangeführt werden können. <p>Bei einem Verzicht auf neutrale Verpackungen sollen zumindest die bebilderten Warnhinweise auf beiden Breitseiten der Päckchen in der oberen Hälfte aufgedruckt werden und mehr Platz einnehmen, mindestens 80 Prozent. Dies entspricht der WHO-Empfehlung (EU-Direktive legt 65 Prozent fest).</p> <p><i>Zusätzlich gilt für neutrale Verpackungen die Grundfarbe Pantone 448 C. Erlaubt sind neben den Warn- und Inhaltshinweisen nur noch der Markennamen und der Produktnamen in einer Standardschrift.</i></p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat legt fest, welche Texte, Fotografien und Informationen nach Absatz 1 Buchstabe c die Verpackungen tragen müssen.</p>
13		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung muss bei der Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Warnhinweise tragen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. für die Tabakprodukte zum Erhitzen, zum Schnupfen, zum oralen Gebrauch: «Dieses Tabakprodukt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig; b. für die pflanzlichen Rauchprodukte: «Das Rauchen dieses Produkts schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>c. für die nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p> <p>d. (neu) für die nikotinfreien elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p>
14			<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.;</p> <p>² Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe b ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>³ (neu) Die Warnhinweise nach Artikel 13 sind je auf dem unteren Teil beider seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>⁴ Der kombinierte Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c muss ohne Rahmen 80 Prozent der äusseren Vorder- als auch der äusseren Rückseite der Packung abdecken; vorbehalten bleibt Absatz 5.</p> <p>⁵ Bei Verpackungen, die nicht für Zigaretten bestimmt sind und deren am ehesten ins Auge fallende Oberfläche grösser ist als 75 cm², müssen die Warnhinweise auf jeder Seite mindestens 60 cm² gross sein.</p> <p>⁶ Die Warnhinweise dürfen nicht an einer Stelle angebracht sein, an der sie beim Öffnen der Packung zerstört oder entfernt werden.</p> <p>⁷ Sie müssen zudem auf jeder Aussenverpackung, mit Ausnahme einer durchsichtigen Hülle, enthalten sein.</p>
15			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten und Kartuschen müssen:</p> <p>a. kindersicher sein;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. bruchsicher sein;</p> <p>c. über einen auslauffreien Mechanismus für die Nachfüllung verfügen.</p>
16	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt;</p> <p>b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird;</p> <p>c. Kontraindikationen;</p> <p>d. Warnungen für Risikogruppen;</p> <p>e. mögliche schädliche Auswirkungen;</p> <p>f. Suchtpotenzial und Toxizität;</p> <p>g. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>	
17		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Art. 17, Abs. 1 ist zu so ergänzen, dass auch das Brand stretching (Markentransfer) zweifelsfrei verhindert werden.</p> <p>Zudem möchten wir unterstreichen, dass wir an der Forderung nach einem umfassenden Verbot der Werbe- und Promotionsmassnahmen festhalten. Partielle Werbeeinschränkungen führen nicht zu einer Abnahme der Werbung und Promotion von Tabak- und Rauchprodukten, sondern zu einer Verschiebung der entsprechenden Vermarktungsmassnahmen. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Aus unserer Sicht soll jede Art der Werbung für Tabakprodukte verboten werden. Das macht im Prinzip eine Aufzählung der Ausgestaltung, Werbeträger und Orte überflüssig.</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>(Siehe auch die Motionen 17.4187 «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt tragen, ist verboten.</p> <p>² (neu) Tabakprodukte und E-Zigaretten dürfen von</p> <ol style="list-style-type: none"> a. ausserhalb des Verkaufsortes nicht sichtbar sein, b. am Verkaufsort weder offen aufgelegt noch beworben werden. <p>³ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
	17a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit begründeter Wahrscheinlichkeit investieren die Marketingabteilungen der Tabakmultis in der Schweiz viel Geld in Discount-Aktionen – Stil 3 für 2 - verbunden mit Aktivitäten am Verkaufsort und in Bars und Discos. In den USA machen Discount Aktionen inzwischen den Hauptanteil an Tabakmarketingaktivitäten aus. (Quelle Federal Trade Commission, Cigarette Report, for 2011, erschienen 2013)</p> <p>Discount-Aktionen unterlaufen die Preispolitik, die darauf abzielt, die Attraktivität des Anschaffens von Tabakwaren zu reduzieren. Die Hürden zum Kauf werden so vor allem für jüngere, oft noch in der Experimentierphase stehende ab und zu Rauchende herabgesetzt, was wiederum den Einstieg in einen regelmässigen Konsum begünstigt.</p> <p>Mit der vorgeschlagenen Änderung sollen weitere Marktbearbeitungsmassnahmen der Tabakindustrie, die sich insbesondere an ein jungliches Publikum richten, verhindert werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verkaufsförderung</p> <p>Die Förderung des Verkaufs von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektrischen Zigaretten sowie von Gegenständen, die eine funktionelle Einheit mit einem genannten Produkt bilden, ist verboten, wenn sie geschieht:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. durch unentgeltliche Abgabe;</p> <p>b. durch Preisnachlässe, oder;</p> <p>c. durch die Abgabe von Geschenken oder Preisen.</p>
	17b		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Nach wie vor ist der Auftritt der Tabakbranche an Jugendanlässen (z.B. Open air Festivals) sehr stark. Sie markieren aber auch Präsenz an Prestigeanlässen, wie z.B. das Montreux-Jazz-Festival, die ein älteres Publikum ansprechen. Dabei spielt sicher das Einstimmen auf künftige Auseinandersetzungen hinsichtlich Tabakmarketing eine Rolle.</p> <p>Der Sponsor erhofft sich von seinem Engagement einen Imagetransfer. Die Tabakindustrie will sich die Werte, die Kulturanlässe liefern, zu Eigen machen. Das gelingt ihr sowohl als Sponsor von Anlässen, die ein junges Publikum anziehen als auch bei Anlässen für ein älteres Publikum. Gleichzeitig ergibt sich an diesen Anlässen die Möglichkeit, mit der Zielgruppe in einen persönlichen Kontakt zu treten.</p> <p>Um die Anreize zum Einstieg in die Tabakabhängigkeit zu vermindern, ist ein Sponsoringverbot eine bedeutende Massnahme. Tabak sponsoring prägt aber auch das gesellschaftliche Bild von Tabakprodukten. Mittels Sponsoringmassnahmen positioniert sich die Tabakindustrie als unersetzlicher Akteur z.B. im Kulturbereich. So werden Abhängigkeiten geschaffen, die für eine aus gesundheitlicher und volkswirtschaftlicher Sicht notwendige Reduktion des Konsums von Tabakprodukten hinderlich ist. Die Vergabetätigkeit verschafft der Tabakindustrie Einfluss auf Institutionen und Organisationen des öffentlichen Lebens und beeinflusst damit indirekt die Politik. Mit der Spendentätigkeit versuchen Tabakkonzerne das Geschäft mit Krankheit und Tod zu verharmlosen und ihr Image aufzupolieren</p> <p>Sponsoring ist deshalb generell zu verbieten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Sponsoring</p> <p>Sponsoring inkl. Spenden und Zuwendungen an Veranstaltungen und Tätigkeiten Dritter sind untersagt.</p>
	19		<p>Art. 19 ist sehr wichtig, um den Kantonen die Möglichkeit zu geben, weitere Regelungen vorzusehen.</p>
	20	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Absatz 3 drei wird mit dem neuen Art. 20a hinfällig.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>³ (streichen)</p>
	20a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Für ein Automatenverbot spricht u.a. die Tatsache, dass auch mit den modernsten Systemen nicht verhindert werden kann, dass Kinder und Jugendliche Tabakwaren über Automaten beziehen können.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot von Automaten</p> <p>Der Verkauf von Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, mittels Automaten, ist verboten.</p>
	21		<p>Testkäufe sind eine sinnvolle Ergänzung zur Bewilligungspflicht Abgabe (Art. 26a) und zum Automatenverbot (Art. 20a).</p>
	22	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>
	23	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

25	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG die Zusammensetzung der Produkte melden, die er oder sie auf dem Markt bereitstellt. Für Zigaretten muss er oder sie zusätzlich die Emissionen der Produkte melden.</p>
25a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Vorschlag, dass die Gesamtbeträge für jede Ausgabenkategorie veröffentlicht werden, verschafft Einblick in die von der Tabakindustrie getroffenen Vermarktungsmassnahmen. Mögliche Schlupflöcher in der Gesetzgebung sind so rascher erkennbar und erleichtern das Treffen entsprechender Vorkehrungen. Je weniger die Tabakindustrie direkt mit ihren Produkten in Erscheinung treten kann, desto intensiver wird sie versuchen, ihr Ansehen in der Gesellschaft und dadurch indirekt auch jenes ihrer Produkte mittels Spenden und Zuwendungen zu steigern.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Meldung der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstigen Zuwendungen</p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG jährlich die Höhe der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstige Zuwendungen in der Schweiz im Zusammenhang mit diesen Produkten melden.</p>
26	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer feststellt, dass von ihm auf dem Markt bereitgestellte Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten eine Gefahr für die Gesundheit nach Artikel 5 darstellen, muss sicherstellen, dass die Konsumentinnen und Konsumenten möglichst wenig geschädigt werden, namentlich indem er die Produkte zurücknimmt oder zurückruft.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

26a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Kontrolle zur Einhaltung des Abgabeverbots an Minderjährige ist mit einer Bewilligungspflicht der Abgabestellen einfacher zu bewerkstelligen. Die Vergabe der Bewilligungen soll zudem an einen Beitrag gebunden sein, mit dessen Ertrag die Kontrollen finanziert werden.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Bewilligungspflicht Abgabe</p> <p>¹ Die gewerbsmässige Abgabe von Tabakprodukten, nikotinhaltenen oder nikotinfreien Zigaretten ist bewilligungspflichtig;</p> <p>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten der Bewilligungspflicht und der Kontrolle.</p>
27			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat kann zur Verhinderung der gewerbsmässigen Einfuhr die Menge an Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten festlegen, die eine Konsumentin oder ein Konsument zum Eigengebrauch einführen darf.</p>
28	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Er überwacht die Tabakprodukte und die nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bei ihrer Einfuhr.</p>
34	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten.</p>
34	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p>Durch Fehlinformationen der Tabakindustrie werden die Konsequenzen des Tabakkonsums immer wieder verharmlost. Mit der vorgeschlagenen Ergänzung soll es auch Behörden und Behörden nahestehenden Organisationen und Institutionen ausdrücklich erlaubt sein, über solche irreführende Fehlinformation zu informieren oder entsprechende Massnahmen von Dritten zu unterstützen.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes im Zusammenhang mit Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten und über Fehlinformationen, die die gesundheitlichen Folgen des Konsums verharmlosen.</p>	
40		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Bundesrat lässt offen aus welchen Quellen der Bund bzw. die Kantone die Kosten finanzieren wollen. Es besteht die Gefahr, dass dies zulasten der Beiträge an die Tabakprävention geht.</p> <p>Die vorgeschlagene Koppelung einer Gebühr an die Bewilligungspflicht hat den Vorteil, dass die Finanzierung klar geregelt ist, die Mittel für die Prävention nicht tangieren werden und keine Belastung für die Nichtraucher und Nichtraucherinnen entstehen.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 40 Gebühr</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>¹ Für die Bewilligung nach Artikel 26a (neu) (Bewilligungspflicht Abgabe) wird eine Gebühr erhoben;</p> <p>² Die Höhe der Gebühr nach Absatz 1 richtet sich nach den gemeinsamen Kosten der Kontrollen und Massnahmen von Bund und Kantonen.</p> <p>³ Der Bundesrat finanziert die Kontrollen und die Massnahmen der Vollzugsorgane des Bundes durch die Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p> <p>⁴ Der Bund vergütet den Kantonen ihre Kosten für den Vollzug dieses Gesetzes aus den Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p>
	41		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 40</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 41 (streichen)</p>
	42	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, die Zutaten enthalten, die bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden (Art. 5 Abs. 1).</p>
	43	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>In Übereinstimmung mit den Änderungsvorschlägen zu den Art. 27a (neu) und 40 ist hier auch noch der Lizenzentzug zu integrieren.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Mit Busse bis zu 40 000 Franken und dem Entzug der Lizenz wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend den Täuschungsschutz (Art. 4) zuwiderhandelt; b. Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, deren Zusammensetzung oder Emissionen nicht den Anforderungen dieses Gesetzes entsprechen (Art. 5 Abs. 2 und 3 und Art. 6); c. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Verpackung (Art. 7–16) zuwiderhandelt; d. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Werbung (Art. 17 - 18) zuwiderhandelt; Zuwiderhandlungen gegen Artikel 17 Absatz 2 werden gemäss dem Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen geahndet; e. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Abgabe an Minderjährige (Art. 20) zuwiderhandelt, sofern ihr oder sein Arbeitgeber nicht nach Absatz 4 strafbar ist; f. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Pflichten der Unternehmen und die Einfuhrbeschränkungen (Art. 22–27) zuwiderhandelt; g. den zuständigen Behörden die verlangten Auskünfte oder Proben (Art. 35) verweigert.
	48		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Es gibt keinen Grund wieso den Produzenten die Möglichkeit gegeben werden soll, grosse Lagerbestände nach altem Recht zu produzieren, welche anschliessend über Jahre verkauft werden können. Eine Übergangsfrist von einem Jahr genügt, um bestehende Lagerbestände zu verkaufen.</p> <p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Tabakprodukte, die zur Bereitstellung auf dem Markt bestimmt sind und deren Kennzeichnung Artikel 9–14 nicht entspricht, dürfen noch während eines Jahres ab Inkrafttreten dieses Gesetzes nach bisherigem Recht eingeführt hergestellt und an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p>
	Anhang 1		streichen Anhang 1 (siehe Artikel 6)

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

--	--	--	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Tiziana Janner

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Stumpfenweg 1, 6260 Reiden

Kontaktperson :

Telefon : 031 350 16 04

E-Mail : tiziana.janner@public-health.ch

Datum : 15. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	10
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	12
Entwurf Tabakproduktegesetz	12
Unser Fazit	32
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Würdigung</p> <p>Aus Sicht der Tabakprävention ist es sehr zu begrüßen, dass Tabakprodukte und elektronische Zigaretten neu in einem eigenständigen Gesetz behandelt werden. Der überarbeitete bundesrätliche Vorschlag enthält jedoch inakzeptable Lücken.</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>
	<p>Werbung, Promotion und Sponsoring</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Bei der Vermarktung von Tabakwaren und E-Zigaretten sind die Weichen anders zu stellen. Das Gesetz muss verunmöglichen, dass Kinder und Jugendliche weiterhin mit raffinierten Methoden von der Tabakindustrie zum Rauchen animiert werden – wie vom Parlament gefordert. Im neuen Gesetz ist den Tabakkonzernen diese Werbestrategie zu verunmöglichen und für Tabakprodukte und E-Zigaretten ein umfassendes Werbe-, Promotions- und Sponsoringverbot einzuführen. Alle Lebensbereiche sollen frei von Tabakwerbung werden.</p> <p>Das bedingt zusätzlich unter anderem ein Verbot der Werbung am Verkaufsort und der Verkaufsförderung durch Rabatte. Heute macht die Werbung am Verkaufsort rund die Hälfte der Vermarktungsmassnahmen der Tabakindustrie aus. Aufgrund neuer Werbeeinschränkungen werden die Tabakkonzerne ihre Werbemittel in Zukunft noch mehr als bisher an die Verkaufsorte verlagern. Wichtig ist, dass dieses Verbot ebenso für E-Zigaretten ohne Nikotin und die anderen im Gesetz aufgeführten Produkte gilt. Diese könnten sonst dazu benutzt werden, um indirekt weiterhin Werbung für das Rauchen zu machen. Die Verkaufsförderung anhand von Preisermässigungen richtet sich besonders an Jugendliche, die sich oft sehr preisbewusst verhalten und Aktionen im Stil von 3 für 2 attraktiv finden.</p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist differenzierten Regulierungen inhärent. Sie steigt weiter mit jeder zusätzlichen Ausnahmeregelung. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Wir verweisen hier auch auf die Forderungen der Motionen 17.4187 Häsler «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 Amherd «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 Ruiz «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 Gugger «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p>
	<p>Verkauf</p> <p>Um den Jugendschutz wirksam zu gestalten, müssen das vom Bundesrat vorgeschlagene Verkaufsverbot für Minderjährige und die Testkäufe ergänzt werden mit einer Bewilligungspflicht für Tabakverkaufsstellen. Ebenfalls ist der Verkauf von Tabakwaren über Automaten zu untersagen. Beides sind wichtige Massnahmen, um den Zugang für Minderjährige zu beschränken und die Kontrollmöglichkeiten zu optimieren. Der Erwerb einer Bewilligung soll kostenpflichtig sein und die Verpflichtung beinhalten, die Jugendschutzbestimmungen einzuhalten. Bei wiederholtem Verstoss droht die Entziehung der Bewilligung.</p> <p>Wir verweisen in diesem Zusammenhang auch auf die Forderungen der Motion 17.4232 Weibel «Lizenzgebühren für Tabakverkauf».</p> <p>Der Vorentwurf erlaubt neu den Verkauf von E-Zigaretten mit Nikotin. Diese Lockerung gegenüber der heutigen Situation darf nicht dazu führen, dass die einfache Erhältlichkeit nikotinhaltiger E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche zur Eingangspforte in die Nikotinsucht wird. Deshalb ist es wichtig, dass E-Zigaretten sowohl mit Nikotin als auch ohne Nikotin den gleichen Bestimmungen wie die anderen Tabakprodukte unterliegen.</p>
	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die kombinierten Warnhinweise mit Text, Bild und einem Hinweis auf die Rauchstopplinie sollen auf beiden Breitseiten je 80 Prozent belegen. Dabei wechseln sich unterschiedliche Texte und Bilder ab. Zudem sind die Warnhinweise in der oberen Hälfte der Verpackung anzubringen. Zumindest sollten die Vorschriften an die der neuen EU-Richtlinie angeglichen werden und die Vorgaben der EU-Richtlinie zu Grösse und Form der Packungen übernommen werden. So können beispielsweise Werbeaktionen mit extra schmalen Packungen verhindert werden, die unterschwellig suggerieren, Zigaretten seien Schlankmacher.</p> <p>Die optimale Lösung ist aber die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p> <p>In Australien, Frankreich, Grossbritannien und Nordirland, Irland und Norwegen dürfen Tabakwaren nur in werbefreien Einheitspackungen verkauft werden. Beschlossen ist die Einführung in Neuseeland (2018), Ungarn (2018) und Slowenien (2020). Weitere Staaten prüfen die Einführung. Erste Forschungsergebnisse bestätigen, dass Einheitspackungen die Attraktivität des Rauchens verkleinern und den Aufhörwunsch verstärken. In der EU können die Mitgliedstaaten aufgrund der neuen Richtlinie über Tabakerzeugnisse Standardpackungen vorschreiben (Richtlinie 2014/40/EU Artikel 24).</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtraucher zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Snus</p> <p>Die gewerbsmässige Zulassung des Tabakprodukt Snus führt in der Schweiz mit Sicherheit zu einer Ausdehnung des Tabakmarktes. Davon werden in erster Linie Jugendliche betroffen sein. Mundtabak macht stark abhängig, schädigt die Mundschleimhaut und die enthaltenen krebserzeugenden Stoffe können zu Bauchspeicheldrüsen-, Mundhöhlen- und Speiseröhrenkrebs führen. Vor dem Hintergrund der unzureichenden Vorschläge des Bundesrates zur Einschränkung von Werbung, Promotion und Sponsoring im vorliegenden Entwurf, gibt es keinen Grund, das Verbot der gewerbsmässigen Einfuhr und Abgabe von Snus aufzuheben. Ein Verbot besteht ebenfalls in der Europäischen Union, ausser in Schweden. Eine</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	Aufhebung dieser Einschränkungen steht dort nicht zur Diskussion.
	<p>Konsum von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak in öffentlich zugänglichen Räumen und Arbeitsplätzen</p> <p>Die vorgeschlagene Anpassung im Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen, wonach u.a. auch E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak unter die Bestimmungen des Gesetzes fallen, begrüssen wir sehr. Eine Gefährdung von Dritten durch Inhaltsstoffe von E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak ist nach aktuellem Wissensstand nicht auszuschliessen. E-Zigaretten und Produkte mit erhitztem Tabak sehen den Tabakzigaretten zum Verwechseln ähnlich. Bei Kindern und Jugendlichen wird der Eindruck geprägt, die Nikotinsucht sei eine gesellschaftliche Selbstverständlichkeit, was den Konsum dieser Produkte fördern kann.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")

Name/Firma	Kapitel-Nr.	Bemerkung/Anregung
	1.1	<p>Ausgangslage</p> <p>Der Bundesrat zeigt die Probleme zum der Tabakprodukte in der Einleitung in wenigen Worten auf: Es sind die einzigen Konsumgüter, die nicht ohne Gesundheitsrisiko konsumiert werden und rasch zu einer sehr erheblichen Abhängigkeit führen können. Eine dritte Besonderheit bestehe darin, dass die Hälfte der Raucherinnen und Raucher mit dem Konsum von Tabakprodukten gerne aufhören möchten. Weiter erwähnt der Bundesrat, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht weiter zurückgeht und der Tabakkonsum in der Schweiz jährlich 9500 Todesopfer fordert (Verkehrsunfälle: 296 Opfer). Zuletzt beziffert er den volkswirtschaftlichen Schaden (CHF 5,6 Mia.).</p> <p>Die dargelegten Fakten werden in den folgenden Kapiteln aus nicht nachvollziehbaren Gründen wieder ignoriert.</p>
	1.3.3	<p>Anforderung an die Produkte und ihre Verpackungen</p> <p>Auf die Positivliste für Zusatzstoffe und das damit einhergehende Bewilligungssystem soll laut Bundesrat verzichtet werden. Stattdessen soll es eine Liste der verbotenen Zutaten für alle Produkte und Geräte sowie eine Liste mit den zulässigen Höchstmengen für die Emissionen von Zigaretten geben.</p> <p>Die Abkehr vom System mit einer Liste zugelassener Zusatzstoffe wird im erläuternden Bericht damit begründet, dass die Bedeutung der Zusatzstoffe im Vergleich zur Gesamttoxizität der Tabakprodukte gering sei. Diese Verharmlosung ist nicht nachvollziehbar. Wir halten fest, dass Zusatzstoffe im Zusammenhang mit dem Konsum und der Suchtsteigerung bei Menschen eine wichtige Stellung einnehmen. Die Zusatzstoffe werden beispielsweise verwendet um:</p> <ul style="list-style-type: none"> • der Zigarette ein unverwechselbares Aroma zu geben, • das Abbrennen der Zigarette zu steuern, • den Tabak feucht zu halten und sein Austrocknen zu verhindern, • den bitteren und scharfen Geruch des inhalierten Rauchs zu überdecken, • den inhalierten Rauch abzumildern und so dessen atemwegreizende Wirkung zu mildern (wodurch letztlich das Warnsignal des Körpers, dass der Rauch schädlich ist, beseitigt wird), • die Asche und den Rauch weiss zu färben und • das Aussehen der Zigarette zu verbessern.
	1.6.1	<p>Recht der Nachbarstaaten</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

		Die Gesetzgebung zu Tabakprodukten und E-Zigaretten hat sich in den letzten zwei Jahrzehnten in den europäischen Staaten positiv entwickelt: Die grosse Mehrheit der europäischen Länder kennen weitergehendere Einschränkungen der Werbung, Promotion und des Sponsorings als wie sie der Bundesrat vorschlägt. Der Verband der europäischen Krebsligen sieht die Schweiz sogar als Schlusslicht bei Werbung, Promotion und Sponsoring (Tobacco Control Scale 2016 in Europe). Mindestens zwei der vier Länder um uns herum (F, I) kennen seit längerem viel weiter gehende Bestimmungen.
	1.6.2	<p>Europäisches Recht</p> <p>Auch die Gemeinschaft der EU-Staaten hat in den vergangenen Jahren schärfere Richtlinien erlassen: Die Richtlinie 2014/40/EU für Tabakerzeugnisse, die am 19. Mai 2014 in Kraft getreten ist, hat zur Folge, dass der Rückstand der Schweiz gegenüber den Staaten der europäischen Union weiter zugenommen hat. Unter anderem,</p> <ul style="list-style-type: none"> • bleiben die Warnhinweise in der Schweiz kleiner als in der EU, • bleiben die E-Zigaretten in der Schweiz schwächer reguliert als in der EU, • soll neu der Verkauf von Snus in der Schweiz erlaubt werden, während der Verkauf in der EU verboten ist (ausgenommen Schweden), • ist das Sponsoring von internationalen Anlässen EU-weit verboten.
	1.6.2	<p>Internationales Recht: WHO-Tabakkonvention</p> <p>Die Vorschläge, die der Bundesrat bringt, entsprechen spätestens seit dem Inkrafttreten der internationalen Rahmenkonvention über Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation am 27. Februar 2005 nicht mehr den internationalen Standards. Die Schweiz hat 2004 WHO-Konvention unterzeichnet. Die Ratifizierung ist seitdem Teil der jeweiligen Legislaturperioden. Weltweit haben 180 von 192 Mitgliedstaaten der WHO die Konvention ratifiziert. Neben Andorra, Liechtenstein und Monaco ist die Schweiz das einzige Land in Europa, das die WHO-Konvention noch nicht ratifiziert hat. Die geplanten gesetzlichen Änderungen müssen so angelegt sein, dass einer Ratifizierung der Konvention nichts mehr im Wege steht.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"

Name/Firma	Art.	Bemerkung/Anregung
	1	<p>Zweck</p> <p>Im erläuternden Bericht wird darauf hingewiesen, dass das Tabakproduktegesetz die Menschen vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums, von Tabakprodukten und E-Zigaretten soll. Zu diesem Zweck seien eine Reihe von Massnahmen vorgesehen.</p> <p>Wir möchten darauf hinweisen, dass die vorgeschlagenen Massnahmen zu einer höchstens(!) marginal wahrnehmbaren Reduzierung der Vermarktungsmöglichkeiten durch die Tabakindustrie führen werden: Werbung ist den meisten Publikationen, im Kino und am Verkaufsort weiterhin erlaubt. Der Werbe- und Promotionsaufwand am Verkaufsort beträgt bereits heute gegen 50 Prozent der Vermarktungsmassnahmen für Tabakprodukte. Das Sponsoring und die Verkaufsförderung (Rabattaktionen) soll gemäss dem Vorentwurf in der Praxis gar nicht eingeschränkt werden.</p> <p>Mit den vom Bundesrat vorgeschlagenen Massnahmen kann der Zweck des Gesetzes nicht erfüllt werden.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Entwurf Tabakproduktegesetz (Änderungen sind gelb markiert)

Name/Firma	Art.	Abs.	Bst.	Bemerkung/Anregung
	1			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Bezeichnend für die Unzulänglichkeit dieses Gesetzesentwurfs ist, dass das Ziel den Tabakkonsum zu verringern, gestrichen wurde (im Vergleich zur ersten Botschaft).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit diesem Gesetz soll</p> <p>a. der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. der Konsum von Tabakprodukten verringert werden.</p>
	2	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Um den Einstieg von Kindern und Jugendlichen in den Tabak- und Nikotinkonsum zu verhindern, reicht es nicht, wenn lediglich einige wenige Bestimmungen auch auf E-Zigaretten ohne Nikotin angewendet werden. Selbst im Falle, sollten E-Zigaretten für Nichtraucherinnen und Nichtraucher kaum gesundheitlich bedenkliche Stoffe freisetzen (Datenreihen fehlen hierzu noch), besteht die Gefahr, dass deren Gebrauch die Schwelle zum Einstieg in den Tabak- und Nikotinkonsum von Kindern und Jugendlichen fördert (Nachahmung rauchähnliche Handlung).</p> <p>Ohne den Zusatz in Absatz 1 sind Gegenstände und Dienstleistungen, die keine funktionelle Einheit mit Tabakprodukten bilden, aber dieselbe oder eine leicht geänderte Marke wie Tabakprodukte tragen, von den Werbeeinschränkungen nicht betroffen. Damit wird der Tabakindustrie die Gelegenheit gegeben, ihre Tabakprodukte mit Nichttabakprodukten zu fördern (z.B. Kleider).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt für Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, die auf dem Markt bereitgestellt werden; die Bestimmungen in den Artikeln 17–19 gelten auch für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt bzw. die nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigarette tragen.</p>
	2	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Buchstabe b in Absatz 2 ist eine Einladung das Gesetz zu umgehen, indem Substanzen, welche gemischt verboten wären, separat vertrieben werden (so z.B. geschehen bei der Einführung der Alkopop-Sondersteuer, wo Getränk und Alkohol an der Bar anschliessend separat gereicht wurden).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Dieses Gesetz gilt nicht für:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. Tabakprodukte, deren Tabak die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch selber anbauen oder die sie für den Eigengebrauch selber herstellen oder verarbeiten;</p> <p>b. (streichen)</p> <p>c. Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, welche die Konsumentinnen und Konsumenten für den Eigengebrauch einführen; vorbehalten bleibt Artikel 27.</p>
	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Gefahr von regulatorischen Schwächen und Gesetzeslücken ist sogenannten «differenzierten Regulierungen» inhärent. Es besteht die Gefahr, dass von der Industrie bewusst neue Produkte entwickelt werden, welche nicht direkt einem der definierten Produkte zugeordnet werden können.</p> <p>Die vorgeschlagenen neuen Absätze 2 und 3 sollen verhindern, dass Begriff-Lücken im Gesetz ausgenutzt werden können. Der Absatz 3 gibt dem Bundesrat die Möglichkeit, schnell auf Entwicklungen im Markt zu reagieren.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>...</p> <p>² (neu) Falls nicht anders erwähnt, sind Tabakprodukte zum Erhitzen, Tabakprodukte zum oralen Gebrauch, pflanzliche Rauchprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten, Tabakprodukten zum Rauchen gleichgestellt.</p> <p>³ (neu) Der Bundesrat kann neue Produkte einem der Produkte nach Absatz 1 Buchstabe a - f zuordnen.</p>
	4	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Täuschungsschutz hat bei Tabakprodukten, für deren Konsum kein gesundheitsverträglicher Grenzwert gesetzt werden kann, besondere Bedeutung.</p> <p>Damit der Täuschungsschutz nicht umgangen werden kann, braucht es zwingend ein umfassendes Vermarktungsverbot (s. Vorschläge Kapitel 4). Neutrale Tabakverpackungen tragen besonders wirksam zum Täuschungsschutz bei.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			Die Aufmachung, die Kennzeichnung und die Verpackung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten sowie die Werbung für diese Produkte dürfen die Konsumentinnen und Konsumenten nicht täuschen.
5	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten dürfen keine Zutaten enthalten, die</p> <ol style="list-style-type: none"> a. bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden; b. ihre Toxizität um ein signifikantes Mass erhöhen oder das Inhalieren erleichtern.
5	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Nachfüllflüssigkeit, die in nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und in Tabakprodukten zum Erhitzen verwendet wird, muss zudem die folgenden Anforderungen erfüllen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Sie muss von hoher Reinheit sein. b. Ausser bei Nikotin darf sie weder in erhitzter noch in nicht erhitzter Form ein Risiko für die Gesundheit darstellen.
5a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Unser politischer Standpunkt zu «Snus» ergibt sich aus den von Parlament und Bundesrat vorgesehenen gesetzlichen Rahmenbedingungen, welche Werbe-, Sponsoring- und Verkaufsmassnahmen fast uneingeschränkt zulassen wollen.</p> <p>Eine Annahme unserer Änderungsanträge in den Kapitel 3 (Warnhinweise) und 4 (Werbung) ist die zwingende Voraussetzung für eine Neubeurteilung unseres Antrags für ein «Snus-Verbot».</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot bestimmter Tabakprodukte zum oralen Gebrauch</p> <p>Tabakprodukte in Form eines Pulvers, eines feinkörnigen Granulats oder einer Kombination dieser Formen, insbesondere in Portionenbeuteln oder porösen Beuteln, und bestimmt zum oralen Gebrauch, jedoch nicht zum Rauchen, Inhalieren oder Kauen, dürfen nicht auf dem Markt bereitgestellt werden.</p>
6	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Eine abschliessende Liste von gesundheitsgefährdenden Zutaten, wird nicht die vom Gesetzgeber beabsichtigte Wirkung entfalten, da die Liste lückenhaft ist und durch neue chemische Verbindungen leicht umgangen werden kann. In der Liste fehlt ausserdem der Zusatzstoff Menthol.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Zutaten welche die Toxizität oder das Abhängigkeitspotenzial von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten massgeblich erhöhen oder die Inhalation erleichtern sind verboten.</p>
6	3		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Tabakwaren, die für die Ausfuhr in Nicht-EU-Länder bestimmt sind, weisen z.T. höhere Konzentrationen an Schadstoffen auf als die aktuell gültige Tabakverordnung zulässt. Mit der vorgeschlagenen Bestimmung soll die Verantwortung der Schweiz gegenüber der Gesundheit in Drittländern wahrgenommen werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>³ (neu) Tabakprodukte, die für den Export bestimmt sind, unterliegen ebenfalls den Absätzen 1 und 2.</p>
7	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit der Massnahme, dass Zigaretten nicht im Einzelstück verkauft werden dürfen, kann einfacher verhindert werden, dass Probierkonsumentinnen und -konsumenten nicht zu einem regelmässigen Konsum übergehen.</p> <p>Für die Hersteller von Tabakwaren werden die Packungen immer wichtiger für die Werbung, je mehr andere Formen von Werbung, Promotion und Sponsoring für Tabakwaren ausgeschlossen werden. Schmale Packungen stellen z.B. das</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Rauchen unterschwellig als Schlankmacher dar.</p> <p>Die Masse 44x52 mm entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>² (neu) Zigarettenpackungen haben folgende Abmessungen:</p> <p>a. Höhe: mindestens 44 mm;</p> <p>b. Breite: mindestens 52 mm.</p>
	8	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Höchstvolumina von 10 resp. 2 ml entsprechen den Vorgaben der EU an die Produzenten.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten dürfen ein Volumen von höchstens 10 ml haben.</p>
	8	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 8 Absatz 1.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Kartuschen von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Einwegzigaretten und Einwegkartuschen mit Nikotin dürfen ein Volumen von höchstens 2 ml haben.</p>
	9	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Alle Verpackungen von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten müssen bei der</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Angaben enthalten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. die Sachbezeichnung nach Artikel 10; b. die Firmenbezeichnung oder die von der Oberzolldirektion zugeteilte Reversnummer des inländischen Herstellers oder des Importeurs nach Artikel 16 Absatz 1 Buchstabe b des Tabaksteuergesetzes vom 21. März 1969 ; c. das Produktionsland, sofern dieses nicht aus der Angabe nach Buchstabe c ersichtlich ist; d. die Warnhinweise nach Artikel 12 und 13.
10	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die Sachbezeichnung der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten hat der Natur, der Art, der Gattung und der Beschaffenheit des Produkts zu entsprechen.</p>	
11	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die folgenden Angaben sind auf der Verpackung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bzw. auf dem Produkt selbst verboten:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. Angaben, Marken und figurative Zeichen, die den Eindruck erwecken, dass ein bestimmtes Produkt weniger schädlich sei als andere, wie «leicht», «mild», «ökologisch», «natürlich» oder «ohne Zusatzstoffe»; b. der Nikotin-, Teer- oder Kohlenmonoxidgehalt der Emissionen des Produkts. 	
11	2	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Hinweise auf eine krankheitsheilende, -lindernde oder -verhütende Wirkung von Tabakprodukten, nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten auf der Verpackung bzw. auf dem Produkt sind verboten.</p>
	11a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Weltweit werden jährlich Milliarden von Zigaretten geschmuggelt. Schon 1999 tauchten gemäss der Weltbank rund 30 Prozent der international exportierten Zigaretten als Schmuggelware auf den Märkten auf. 2012 schätzte die EU, dass die EU und die Mitgliedstaaten durch den Zigaretten Schmuggel jährlich über 10 Milliarden Euro an Zolleinnahmen verlieren. Hinzu kommen die Ausfälle bei der Tabak- und Mehrwertsteuer. Weil auf dem Schwarzmarkt Tabakwaren ohne Steuern verkauft werden, sind sie billig zu haben. Besonders für junge Menschen ist das ein Anreiz, Zigaretten zu kaufen. Damit verstärkt der illegale Handel mit Zigaretten die Tabakepidemie. Zugleich ist er äusserst profitabel, mit den Gewinnen werden oft länderübergreifende kriminelle Aktivitäten finanziert.</p> <p>Im vorgeschlagenen Gesetz fehlen Massnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakwaren mittels Einführung eines lückenlosen Rückverfolgungssystems, wie es auch die neue Tabakprodukterichtlinie der EU vorsieht. Um ein unabhängiges und transparentes Vorgehen zu gewährleisten, muss die Kontrolle über die Produktions- und Vertriebswege durch unabhängige Drittorganisationen erfolgen und nicht durch Tabakindustrie selbst.</p> <p>Es ist wichtig, dass die Schweiz hier ebenfalls die notwendigen gesetzlichen Vorkehrungen zur Bekämpfung des illegalen Handels trifft.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungen</u></p> <p>(neu) Rückverfolgbarkeit, Lizenz</p> <p>¹ Die Hersteller sorgen dafür, dass alle Packungen von Tabakerzeugnissen und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, die in der Schweiz in den Verkehr gebracht werden, ein individuelles Erkennungsmerkmal haben;</p> <p>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten des individuellen Erkennungsmerkmals und die Teilnahme am Lizenzverfahren für die Rückverfolgbarkeit.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

12	2	<p><u>Bemerkungen für Art. 12 – 14:</u></p> <p>Aus präventionspolitischer Sicht ist die Einführung neutraler Tabakwarenverpackungen, wie es auch die neue EU-Tabakprodukterichtlinie für ihre Mitgliedstaaten zulässt, die optimale Lösung. Tabakprodukte stellen den häufigsten Werbeträger dar.</p> <p>Anpassungen an den Warnhinweisen drängen sich auf alle Fälle auf. Dabei lehnen wir die vom Bundesrat vorgeschlagene Unterscheidung für Tabakprodukte zum Rauchen und weiteren Produkten betreffend die Grösse der Warnhinweise aus folgenden Gründen ab:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Die Produkte nach Art. 3 Abs. b – f sind nicht gesünder als Tabakprodukte zum Rauchen, sondern im besten Fall weniger schädlich (was bei den meisten dieser Produkte bis jetzt nicht abschliessend festgestellt werden konnte); 2. Jedes dieser Produkte hat eine gewisse Attraktivität für Kinder und Jugendliche, über dessen Konsum die Kinder letztlich an die Rauchwaren herangeführt werden können. <p>Bei einem Verzicht auf neutrale Verpackungen sollen zumindest die bebilderten Warnhinweise auf beiden Breitseiten der Päckchen in der oberen Hälfte aufgedruckt werden und mehr Platz einnehmen, mindestens 80 Prozent. Dies entspricht der WHO-Empfehlung (EU-Direktive legt 65 Prozent fest).</p> <p><i>Zusätzlich gilt für neutrale Verpackungen die Grundfarbe Pantone 448 C. Erlaubt sind neben den Warn- und Inhaltshinweisen nur noch der Markennamen und der Produktnamen in einer Standardschrift.</i></p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat legt fest, welche Texte, Fotografien und Informationen nach Absatz 1 Buchstabe c die Verpackungen tragen müssen.</p>
13		<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung muss bei der Abgabe an die Konsumentinnen und Konsumenten die folgenden Warnhinweise tragen:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. für die Tabakprodukte zum Erhitzen, zum Schnupfen, zum oralen Gebrauch: «Dieses Tabakprodukt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig; b. für die pflanzlichen Rauchprodukte: «Das Rauchen dieses Produkts schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>c. für die nikotinhaltigen elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit und macht stark abhängig»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p> <p>d. (neu) für die nikotinfreien elektronischen Zigaretten: «Dieses Produkt schädigt Ihre Gesundheit»; zusätzlich ist ein kombinierter Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c notwendig;</p>
14			<p><u>Bemerkungen</u> siehe Artikel 12 Absatz 2</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe a ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.;</p> <p>² Der Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe b ist auf dem unteren Teil einer der seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>³ (neu) Die Warnhinweise nach Artikel 13 sind je auf dem unteren Teil beider seitlichen Oberflächen der Verpackung anzubringen.</p> <p>⁴ Der kombinierte Warnhinweis nach Artikel 12 Absatz 1 Buchstabe c muss ohne Rahmen 80 Prozent der äusseren Vorder- als auch der äusseren Rückseite der Packung abdecken; vorbehalten bleibt Absatz 5.</p> <p>⁵ Bei Verpackungen, die nicht für Zigaretten bestimmt sind und deren am ehesten ins Auge fallende Oberfläche grösser ist als 75 cm², müssen die Warnhinweise auf jeder Seite mindestens 60 cm² gross sein.</p> <p>⁶ Die Warnhinweise dürfen nicht an einer Stelle angebracht sein, an der sie beim Öffnen der Packung zerstört oder entfernt werden.</p> <p>⁷ Sie müssen zudem auf jeder Aussenverpackung, mit Ausnahme einer durchsichtigen Hülle, enthalten sein.</p>
15			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Behälter mit nikotinhaltigen oder nikotinfreien Nachfüllflüssigkeiten und Kartuschen müssen:</p> <p>a. kindersicher sein;</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>b. bruchsicher sein;</p> <p>c. über einen auslauffreien Mechanismus für die Nachfüllung verfügen.</p>
16	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Jede Verpackung von nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und von Tabakprodukten zum Erhitzen muss eine Produktinformation mit den folgenden Angaben enthalten:</p> <p>a. Gebrauchs- und Aufbewahrungsanweisungen für das Produkt;</p> <p>b. den Hinweis, dass das Produkt nicht für den Gebrauch durch Minderjährige und Nichtraucher empfohlen wird;</p> <p>c. Kontraindikationen;</p> <p>d. Warnungen für Risikogruppen;</p> <p>e. mögliche schädliche Auswirkungen;</p> <p>f. Suchtpotenzial und Toxizität;</p> <p>g. Kontaktangaben des Herstellers oder Importeurs.</p>	
17		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Art. 17, Abs. 1 ist zu so ergänzen, dass auch das Brand stretching (Markentransfer) zweifelsfrei verhindert werden.</p> <p>Zudem möchten wir unterstreichen, dass wir an der Forderung nach einem umfassenden Verbot der Werbe- und Promotionsmassnahmen festhalten. Partielle Werbeeinschränkungen führen nicht zu einer Abnahme der Werbung und Promotion von Tabak- und Rauchprodukten, sondern zu einer Verschiebung der entsprechenden Vermarktungsmassnahmen. Entsprechend schwächt und unterminiert jede Ausnahme das eigentliche Ziel der Werbeeinschränkungen.</p> <p>Aus unserer Sicht soll jede Art der Werbung für Tabakprodukte verboten werden. Das macht im Prinzip eine Aufzählung der Ausgestaltung, Werbeträger und Orte überflüssig.</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>(Siehe auch die Motionen 17.4187 «Tabakprävention. Kinder und Jugendliche besser schützen», 17.4150 «Tabakkonsum. Kinder- und Jugendschutz», 17.4180 «Verbot von Tabakwerbung in Verkaufsstellen», 17.4268 «Kinder und Jugendliche vor der Tabakwerbung in den klassischen und digitalen Medien schützen»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>¹ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden und für Gegenstände und Dienstleistungen, die dieselbe oder eine ähnliche Marke wie das Tabakprodukt tragen, ist verboten.</p> <p>² (neu) Tabakprodukte und E-Zigaretten dürfen von</p> <ol style="list-style-type: none"> a. ausserhalb des Verkaufsortes nicht sichtbar sein, b. am Verkaufsort weder offen aufgelegt noch beworben werden. <p>³ Werbung für Tabakprodukte und für nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten sowie für Gegenstände, die eine funktionale Einheit mit einem Tabakprodukt bilden, in Radio und Fernsehen ist gemäss den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen verboten.</p>
	17a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Mit begründeter Wahrscheinlichkeit investieren die Marketingabteilungen der Tabakmultis in der Schweiz viel Geld in Discount-Aktionen – Stil 3 für 2 - verbunden mit Aktivitäten am Verkaufsort und in Bars und Discos. In den USA machen Discount Aktionen inzwischen den Hauptanteil an Tabakmarketingaktivitäten aus. (Quelle Federal Trade Commission, Cigarette Report, for 2011, erschienen 2013)</p> <p>Discount-Aktionen unterlaufen die Preispolitik, die darauf abzielt, die Attraktivität des Anschaffens von Tabakwaren zu reduzieren. Die Hürden zum Kauf werden so vor allem für jüngere, oft noch in der Experimentierphase stehende ab und zu Rauchende herabgesetzt, was wiederum den Einstieg in einen regelmässigen Konsum begünstigt.</p> <p>Mit der vorgeschlagenen Änderung sollen weitere Marktbearbeitungsmassnahmen der Tabakindustrie, die sich insbesondere an ein jungliches Publikum richten, verhindert werden.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Verkaufsförderung</p> <p>Die Förderung des Verkaufs von Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektrischen Zigaretten sowie von Gegenständen, die eine funktionelle Einheit mit einem genannten Produkt bilden, ist verboten, wenn sie geschieht:</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>a. durch unentgeltliche Abgabe;</p> <p>b. durch Preisnachlässe, oder;</p> <p>c. durch die Abgabe von Geschenken oder Preisen.</p>
	17b		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Nach wie vor ist der Auftritt der Tabakbranche an Jugendanlässen (z.B. Open air Festivals) sehr stark. Sie markieren aber auch Präsenz an Prestigeanlässen, wie z.B. das Montreux-Jazz-Festival, die ein älteres Publikum ansprechen. Dabei spielt sicher das Einstimmen auf künftige Auseinandersetzungen hinsichtlich Tabakmarketing eine Rolle.</p> <p>Der Sponsor erhofft sich von seinem Engagement einen Imagetransfer. Die Tabakindustrie will sich die Werte, die Kulturanlässe liefern, zu Eigen machen. Das gelingt ihr sowohl als Sponsor von Anlässen, die ein junges Publikum anziehen als auch bei Anlässen für ein älteres Publikum. Gleichzeitig ergibt sich an diesen Anlässen die Möglichkeit, mit der Zielgruppe in einen persönlichen Kontakt zu treten.</p> <p>Um die Anreize zum Einstieg in die Tabakabhängigkeit zu vermindern, ist ein Sponsoringverbot eine bedeutende Massnahme. Tabak sponsoring prägt aber auch das gesellschaftliche Bild von Tabakprodukten. Mittels Sponsoringmassnahmen positioniert sich die Tabakindustrie als unersetzlicher Akteur z.B. im Kulturbereich. So werden Abhängigkeiten geschaffen, die für eine aus gesundheitlicher und volkswirtschaftlicher Sicht notwendige Reduktion des Konsums von Tabakprodukten hinderlich ist. Die Vergabetätigkeit verschafft der Tabakindustrie Einfluss auf Institutionen und Organisationen des öffentlichen Lebens und beeinflusst damit indirekt die Politik. Mit der Spendentätigkeit versuchen Tabakkonzerne das Geschäft mit Krankheit und Tod zu verharmlosen und ihr Image aufzupolieren</p> <p>Sponsoring ist deshalb generell zu verbieten.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Sponsoring</p> <p>Sponsoring inkl. Spenden und Zuwendungen an Veranstaltungen und Tätigkeiten Dritter sind untersagt.</p>
	19		<p>Art. 19 ist sehr wichtig, um den Kantonen die Möglichkeit zu geben, weitere Regelungen vorzusehen.</p>
	20	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Absatz 3 drei wird mit dem neuen Art. 20a hinfällig.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>³ (streichen)</p>
	20a		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Für ein Automatenverbot spricht u.a. die Tatsache, dass auch mit den modernsten Systemen nicht verhindert werden kann, dass Kinder und Jugendliche Tabakwaren über Automaten beziehen können.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>(neu) Verbot von Automaten</p> <p>Der Verkauf von Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten, mittels Automaten, ist verboten.</p>
	21		<p>Testkäufe sind eine sinnvolle Ergänzung zur Bewilligungspflicht Abgabe (Art. 26a) und zum Automatenverbot (Art. 20a).</p>
	22	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>
	23	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, ist hinsichtlich der Einhaltung der Anforderungen dieses Gesetzes zur Selbstkontrolle verpflichtet.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

25	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG die Zusammensetzung der Produkte melden, die er oder sie auf dem Markt bereitstellt. Für Zigaretten muss er oder sie zusätzlich die Emissionen der Produkte melden.</p>
25a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Vorschlag, dass die Gesamtbeträge für jede Ausgabenkategorie veröffentlicht werden, verschafft Einblick in die von der Tabakindustrie getroffenen Vermarktungsmassnahmen. Mögliche Schlupflöcher in der Gesetzgebung sind so rascher erkennbar und erleichtern das Treffen entsprechender Vorkehrungen. Je weniger die Tabakindustrie direkt mit ihren Produkten in Erscheinung treten kann, desto intensiver wird sie versuchen, ihr Ansehen in der Gesellschaft und dadurch indirekt auch jenes ihrer Produkte mittels Spenden und Zuwendungen zu steigern.</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Meldung der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstigen Zuwendungen</p> <p>Wer Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten herstellt oder einführt, muss dem BAG jährlich die Höhe der Ausgaben für Werbung, Spenden und sonstige Zuwendungen in der Schweiz im Zusammenhang mit diesen Produkten melden.</p>
26	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Wer feststellt, dass von ihm auf dem Markt bereitgestellte Tabakprodukte und nikotinhaltige oder nikotinfreie elektronische Zigaretten eine Gefahr für die Gesundheit nach Artikel 5 darstellen, muss sicherstellen, dass die Konsumentinnen und Konsumenten möglichst wenig geschädigt werden, namentlich indem er die Produkte zurücknimmt oder zurückruft.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

26a			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Die Kontrolle zur Einhaltung des Abgabeverbots an Minderjährige ist mit einer Bewilligungspflicht der Abgabestellen einfacher zu bewerkstelligen. Die Vergabe der Bewilligungen soll zudem an einen Beitrag gebunden sein, mit dessen Ertrag die Kontrollen finanziert werden.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Ergänzungsantrag</u></p> <p>(neu) Bewilligungspflicht Abgabe</p> <p>¹ Die gewerbsmässige Abgabe von Tabakprodukten, nikotinhaltenen oder nikotinfreien Zigaretten ist bewilligungspflichtig;</p> <p>² Der Bundesrat regelt die Einzelheiten der Bewilligungspflicht und der Kontrolle.</p>
27			<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Der Bundesrat kann zur Verhinderung der gewerbsmässigen Einfuhr die Menge an Tabakprodukten und nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten festlegen, die eine Konsumentin oder ein Konsument zum Eigengebrauch einführen darf.</p>
28	2		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Er überwacht die Tabakprodukte und die nikotinhaltenen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten bei ihrer Einfuhr.</p>
34	1		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Die zuständigen Behörden von Bund und Kantonen informieren die Öffentlichkeit über bekannte oder vermutete Gesundheitsrisiken der Tabakprodukte und der nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten.</p>
34	3	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p>Durch Fehlinformationen der Tabakindustrie werden die Konsequenzen des Tabakkonsums immer wieder verharmlost. Mit der vorgeschlagenen Ergänzung soll es auch Behörden und Behörden nahestehenden Organisationen und Institutionen ausdrücklich erlaubt sein, über solche irreführende Fehlinformation zu informieren oder entsprechende Massnahmen von Dritten zu unterstützen.</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Sie informieren die Öffentlichkeit insbesondere über wissenschaftliche Erkenntnisse von allgemeinem Interesse im Bereich des Gesundheitsschutzes im Zusammenhang mit Tabakprodukten und nikotinhaltigen oder nikotinfreien elektronischen Zigaretten und der Prävention der durch den Konsum dieser Produkte verursachten Krankheiten und über Fehlinformationen, die die gesundheitlichen Folgen des Konsums verharmlosen.</p>	
40		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Der Bundesrat lässt offen aus welchen Quellen der Bund bzw. die Kantone die Kosten finanzieren wollen. Es besteht die Gefahr, dass dies zulasten der Beiträge an die Tabakprävention geht.</p> <p>Die vorgeschlagene Koppelung einer Gebühr an die Bewilligungspflicht hat den Vorteil, dass die Finanzierung klar geregelt ist, die Mittel für die Prävention nicht tangieren werden und keine Belastung für die Nichtraucher und Nichtraucherinnen entstehen.</p> <p>(Siehe auch Motion 17.4232 «Lizenzgebühren für Tabakverkauf»)</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 40 Gebühr</p>	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p>¹ Für die Bewilligung nach Artikel 26a (neu) (Bewilligungspflicht Abgabe) wird eine Gebühr erhoben;</p> <p>² Die Höhe der Gebühr nach Absatz 1 richtet sich nach den gemeinsamen Kosten der Kontrollen und Massnahmen von Bund und Kantonen.</p> <p>³ Der Bundesrat finanziert die Kontrollen und die Massnahmen der Vollzugsorgane des Bundes durch die Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p> <p>⁴ Der Bund vergütet den Kantonen ihre Kosten für den Vollzug dieses Gesetzes aus den Einnahmen der Gebühr nach Absatz 1.</p>
	41		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Siehe Artikel 40</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Art. 41 (streichen)</p>
	42	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p> <p><u>Änderungsantrag</u></p> <p>Mit Freiheitsstrafe bis zu drei Jahren oder mit Geldstrafe wird bestraft, wer vorsätzlich Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, die Zutaten enthalten, die bei ihrem üblichen Gebrauch die Gesundheit unmittelbar oder in unerwarteter Weise gefährden (Art. 5 Abs. 1).</p>
	43	1	<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>In Übereinstimmung mit den Änderungsvorschlägen zu den Art. 27a (neu) und 40 ist hier auch noch der Lizenzentzug zu integrieren.</p> <p>E-Zigaretten ohne Nikotin sollen gleich behandelt werden wie solche mit Nikotin. Diese Gleichbehandlung ist wichtig im Hinblick auf die Attraktivität, die E-Zigaretten für Kinder und Jugendliche darstellen können. Deshalb schlagen wir die entsprechende Präzisierung vor (siehe auch Art. 2).</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

			<p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Mit Busse bis zu 40 000 Franken und dem Entzug der Lizenz wird bestraft, wer vorsätzlich:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend den Täuschungsschutz (Art. 4) zuwiderhandelt; b. Tabakprodukte oder elektronische Zigaretten auf dem Markt bereitstellt, deren Zusammensetzung oder Emissionen nicht den Anforderungen dieses Gesetzes entsprechen (Art. 5 Abs. 2 und 3 und Art. 6); c. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Verpackung (Art. 7–16) zuwiderhandelt; d. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend Werbung (Art. 17 - 18) zuwiderhandelt; Zuwiderhandlungen gegen Artikel 17 Absatz 2 werden gemäss dem Bundesgesetzes vom 24. März 2006 über Radio und Fernsehen geahndet; e. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Abgabe an Minderjährige (Art. 20) zuwiderhandelt, sofern ihr oder sein Arbeitgeber nicht nach Absatz 4 strafbar ist; f. den Vorschriften dieses Gesetzes betreffend die Pflichten der Unternehmen und die Einfuhrbeschränkungen (Art. 22–27) zuwiderhandelt; g. den zuständigen Behörden die verlangten Auskünfte oder Proben (Art. 35) verweigert.
	48		<p><u>Bemerkungen</u></p> <p>Es gibt keinen Grund wieso den Produzenten die Möglichkeit gegeben werden soll, grosse Lagerbestände nach altem Recht zu produzieren, welche anschliessend über Jahre verkauft werden können. Eine Übergangsfrist von einem Jahr genügt, um bestehende Lagerbestände zu verkaufen.</p> <p><u>Änderungsanträge</u></p> <p>Tabakprodukte, die zur Bereitstellung auf dem Markt bestimmt sind und deren Kennzeichnung Artikel 9–14 nicht entspricht, dürfen noch während eines Jahres ab Inkrafttreten dieses Gesetzes nach bisherigem Recht eingeführt hergestellt und an Konsumentinnen und Konsumenten abgegeben werden.</p>
	Anhang 1		streichen Anhang 1 (siehe Artikel 6)

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

--	--	--	--	--

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Zustimmung
<input type="checkbox"/>	Änderungswünsche / Vorbehalte
<input checked="" type="checkbox"/>	Grundsätzliche Überarbeitung
<input type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse :

Personne de référence : Ineke Keizer (collaboratrice de l'Université de Genève, Faculté de Médecine, Département de Psychiatrie, pour les Hôpitaux Universitaires de Genève)

Téléphone : +4122 305 47 62

Courriel : ineke.keizer@hcuge.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Le projet de loi a pour but de "protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques". Les cigarettes étant un produit hautement addictif entraînant rapidement une dépendance chez la plupart des fumeurs, et la consommation débutant la plupart du temps au cours de l'adolescence, il serait recommandé d'introduire une interdiction de fumer avant l'âge de 25 ans.</p>
	<p>Le projet de loi vise à protéger le consommateur sur la tromperie par rapport aux informations sur les risques et les effets sur la santé. Ainsi ce projet propose de réglementer un certain nombre de caractéristiques de présentation du produit. Cependant le fait même d'autoriser la vente de cigarettes à tout un chacun peut être considéré en soi comme une tromperie, car cette légalité repose sur l'accord de l'état dans cette vente, alors qu'en même temps l'état a le devoir de protéger la santé des citoyens et qu'il a été reconnu que le tabagisme est hautement nocif pour la santé. Cette contradiction résulte d'un vestige historique datant de l'époque du début de cette consommation où les méfaits sur la santé n'étaient pas aussi bien documentés qu'actuellement. Il conviendrait de se mettre à jour !</p>
	<p>Les particules fines issues de la combustion des cigarettes provoquent des dégâts sur le corps humain. Ces particules sont analogues à celles issues de l'amiante et dont l'inhalation provoque des effets néfastes bien documentés. Pour cette raison des dispositions légales ont été prises pour entourer la manipulation de ces produits. Il conviendrait d'introduire les mêmes dispositions dans l'usage et l'exposition aux cigarettes que pour l'amiante.</p>
	<p>Pour être véritablement en accord avec le but de cette loi, qui est de protéger l'être humain, il est absolument nécessaire de modifier l'article 5a (... "ne doit pas présenter un risque immédiat, <u>à moyen ou à long terme</u>, et inattendu pour la santé" ..). En effet, il est prouvé que le risque majeur du tabagisme réside dans ses effets sur le moyen ou long terme, et ne pas tenir compte de cette réalité en ne mentionnant comme proposé que les risques immédiats dans la législation c'est se rendre coupable d'une grave omission.</p>
	<p>La section "mises en garde" repose sur un a-priori très discuté en ce qui concerne les fumeurs. En effet, pour qu'une mise en garde atteigne son but qui est celui d'informer le consommateur, il faut encore que celui-ci puisse se déterminer à acheter/ utiliser le produit en fonction des informations transmises. Dans la mesure où un fumeur présente une véritable dépendance au tabac, il ne peut dès lors plus se déterminer librement par rapport à sa consommation de cigarettes et choisir de fumer ou pas en fonction des informations sur la nocivité du produit. En effet, fumer ou pas ne repose pas seulement sur une décision rationnelle et réfléchie, mais fait aussi intervenir des composantes motivationnelles et comportementales (Michie S. & West R.: <i>Behaviour change theory and evidence: a presentation to Government</i>, Health Psychology Review, 2013,7:1, 1-22, http://dx.doi.org/10.1080/17437199.2011.649445). Ces processus sont largement automatisés et échappent ainsi en grande partie aux processus de réflexion. Les "mises en garde" figurant sur les paquets n'agissent pas sur les habitudes (comportements) et processus de récompense (motivations) qui sont au cœur même de la consommation de tabac. Elles n'atteignent pas leur cible en ce qui concerne les fumeurs et il est donc indispensable de renforcer en parallèle d'autres mesures (restrictions, soutien à l'arrêt, augmentation prix, etc) sur lesquelles il conviendrait de légiférer.</p>
	<p>La diminution de la capacité du fumeur dépendant à se déterminer sur les informations inscrites sur un paquet est d'autant plus importante pour des populations vulnérables (migrants qui ne comprennent pas la langue, patients psychiatriques dont l'état psychique interfère avec une prise de décision, personnes sous tutelle, etc). Le tabagisme est responsable dans ces groupes d'une diminution de l'espérance de vie de 10 à 20 ans selon les études et d'une augmentation de la morbidité entraînant des coûts énormes pour la collectivité. Pour protéger leur santé contre les effets nocifs du tabac et cigarettes électroniques il conviendrait dès lors de renforcer les mesures dans les lieux fréquentés par ces groupes en exigeant de ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	lieux la mise en place de plans d'actions spécifiques adaptées.
--	---

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Brehier Virginie
Responsable Promotion de la santé, prévention et communication / Ligue pulmonaire vaudoise

Abréviation de la société / de l'organisation : VBR

Adresse : Av de Provence 4 1007 Lausanne

Personne de référence : VBR

Téléphone : 076 346 02 66

Courriel : virginie.brehier@lpvd.ch

Date : 15 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
KZ	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
KZ	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, j'exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
KZ	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
KZ	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
KZ	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
KZ	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
KZ	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
KZ	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
KZ	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
KZ	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
KZ	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
KZ	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
KZ	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
KZ	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
KZ	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
KZ	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
KZ	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
KZ	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
KZ	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
KZ	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alcopops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
KZ	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.KZ</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
KZ	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
KZ	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
KZ	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
KZ	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
KZ	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
KZ	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
KZ	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
KZ	9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
KZ	10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
KZ	11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
KZ	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
KZ	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
KZ	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
KZ	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
KZFehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
KZ	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
KZ	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
KZ	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
KZ	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
<p>KZ</p>	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
KZ	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
KZ	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
KZ	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
KZ	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
KZ	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
KZ	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
KZ	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
KZ	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
KZ	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
KZ	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
KZFehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ	40			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
KZ	41			<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
KZ	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
KZ	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
KZ	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
KZ	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Loris Vallotton, Ligue pulmonaire vaudoise, Assistant en communication

Abréviation de la société / de l'organisation : LPVD

Adresse : Av de Provence 4, 1007 Lausanne

Personne de référence : VBR

Téléphone : 021 623 38 27

Courriel : loris.vallotton@lpvd.ch

Date : 23 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
KZ	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
KZ	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, j'exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
KZ	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
KZ	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
KZ	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
KZ	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
KZ	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
KZ	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
KZ	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
KZ	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
KZ	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
KZ	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
KZ	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
KZ	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
KZ	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
KZ	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
KZ	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
KZ	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
KZ	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
KZ	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alcopops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
KZ	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.KZ</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
KZ	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
KZ	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
KZ	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
KZ	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
KZ	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
KZ	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
KZ	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
KZ	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
KZ	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
KZ	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
KZ	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
KZ	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
KZ	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
KZ	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
KZFehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
KZ	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
KZ	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
KZ	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
KZ	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
<p>KZ</p>	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
KZ	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
KZ	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
KZ	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
KZ	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
KZ	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
KZ	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
KZ	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
KZ	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
KZ	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
KZ	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
KZFehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.KZ</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
KZ	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

KZ	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
KZ	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
KZ	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
KZ	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
KZ	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr. Mengistu Asnake Kibret

Abréviation de la société / de l'organisation : Senior Country Director, Pathfinder International in Ethiopia
COP, USAID Transform: Primary Health Care Project

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone : : +251-113-20-35-01

Courriel : Mengistu Asnake MAsnake@pathfinder.org

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Deborah Klein Walker, Ed.D

Abréviation de la société / de l'organisation : Vice President and Senior Fellow - Abt Associates
Membre Governing Council - World Federation of Public Health Associations

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone : +1 617-240-3810

Courriel : Deborah Walker <debbie.walker@earthlink.net>

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professor Laetitia Rispel

Abréviation de la société / de l'organisation :
South African Department of Science and Technology/ National Research Foundation Research Chair,
Professor of Public Health at the University of the Witwatersrand in Johannesburg, South Africa.
Vice President at the World Federation of Public Health Associations

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone : +41223790484

Courriel : Laetitia Rispel <Laetitia.Rispel@wits.ac.za>

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professor Michael Moore AM

Abréviation de la société / de l'organisation : AM (Member of the Order of Australia), CEO of Public Health Association of Australia
President of the World Federation of Public Health Associations

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone : +61 417 249 731

Courriel : Michael Moore <mmoore@phaa.net.au>

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Professor Ildfonso Hernández-Aguado

Abréviation de la société / de l'organisation : Professor and Head of the Departement, Universidad Miguel Hernández de Elche
Chairman of the Policy Committee and member of the Governing Council
World Federation of Public Health Associations

Adresse :

Personne de référence :

Téléphone : +34 96 591 9512

Courriel : Hernandez Aguado, Ildfonso <ihernandez@umh.es>

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Eggimann Pascal BAG

Von: agatha.wisse@ispm.unibe.ch
Gesendet: Freitag, 23. März 2018 13:55
An: _BAG-GEVER; _BAG-Tabakprodukte
Cc: vernehmlassungtabak@ssphplus.ch
Betreff: Rejection of the proposed Federal Act on Tobacco Products

University of Bern
Institute of Social and Preventive Medicine (ISPM)

Agatha Wisse, MMS in Public Health
PhD student

Finkenhubelweg 11
3012 Bern
Switzerland
Tel +41 31 631 5973

agatha.wisse@ispm.unibe.ch
www.ispm.unibe.ch
www.facebook.com/ISPMBern
www.twitter.com/ISPMBern

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Matthias Egger

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM, Universität Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11

Kontaktperson : Matthias Egger

Telefon : 031 631 35 01

Mail : matthias.egger@ispm.unibe.ch

Datum : 23. März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____		3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Maria Otth

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse :

Kontaktperson :

Telefon :

E-Mail : maria.otth@ispm.unibe.ch

Datum : 23.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.

Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.

Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretenschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.

Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis

Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Nicola LOW, Institut für Sozial- und Präventivmedizin, Universität Bern

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson : Nicola LOW, Forschungsdirektorin

Telefon : 031 631 30 92

E-Mail : nicola.low@ispm.unibe.ch

Datum : 23.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen _____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln") _____	Error! Bookmark not defined.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln" _____	Error! Bookmark not defined.
Entwurf Tabakproduktegesetz _____	Error! Bookmark not defined.
Unser Fazit _____	Error! Bookmark not defined.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen: _____	Error! Bookmark not defined.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Error! Reference source not found.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Clinical Trials Unit, Universität Bern

Abkürzung der Firma / Organisation : CTU Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11

Kontaktperson : Dik Heg, Head of Cardiovascular Health

Telefon : 031 631 3556

E-Mail : dierik.heg@ctu.unibe.ch

Datum : 23.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Sheila Appadoo

Abréviation de la société / de l'organisation : CTU

Adresse : Finkenhubelweg 11, 3011 Bern

Personne de référence :

Téléphone : 031 631 5939

Courriel : sheila.appadoo@ctu.unibe.ch

Date : 23 March 2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Universität Bern, Institut für Sozial- und Präventivmedizin

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM

Adresse : Finkenhubelweg 11, 3012 Bern

Kontaktperson : Orestis Efthimiou, Orestis (ISPM)

Telefon : 0775070539

E-Mail : oremiou@gmail.com

Datum : 20/03/2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Folly Christophe

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Engelsmattstrasse 31

Kontaktperson :

Telefon : 079 329 42 21

E-Mail : christophe.folly@unifr.ch / christophe.folly@ispm.unibe.ch

Datum : 23.März 2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).

Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des [Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse](#)), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.

Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten

Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.

Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.

Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.

Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.

Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis

Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Sophie DURIEUX PAILLARD

Abréviation de la société / de l'organisation : Hôpitaux Universitaires de Genève

Adresse : Programme santé migrants, service de medecien d epremier recours, 1211 GE 14

Personne de référence : Sophie DURIEUX PAILLARD

Téléphone : 022.372.33.42

Courriel : sophie.durieux@hcuge.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input checked="" type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Institut für Sozial- und Präventivmedizin

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11

Kontaktperson : Christian Kreis

Telefon :

E-Mail : christian.kreis@ispm.unibe.ch

Datum : 23.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Error! Bookmark not defined.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Error! Bookmark not defined.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Error! Bookmark not defined.
Unser Fazit	_____	Error! Bookmark not defined.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Error! Bookmark not defined.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Error! Reference source not found.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Error! Reference source not found.	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Error! Reference source not found.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Institute of Social and Preventive Medicine

Abréviation de la société / de l'organisation : ISPM

Adresse : University of Bern, Institute of Social and Preventive Medicine,
Finkenhubelweg 11,
CH-3012 Bern

Personne de référence : Dr. Phi Hung Nguyen

Téléphone : +41 31 631 56 76

Courriel : phihung.nguyen@ispm.unibe.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
.....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquell e konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Prof. Stephan Reichenbach

Abkürzung der Firma / Organisation : ISPM Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11

Kontaktperson :

Telefon : 031 6315698

E-Mail : stephan.reichenbach@ispm.unibe.ch

Datum : 23.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen

Name/Firma	Bemerkung/Anregung
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Parere dato da

Nome / società / organizzazione : Servizio di Pneumologia/Bellinzona

Abbreviazione della società / dell'organizzazione :

Indirizzo : Ospedale San Giovanni, 6500 Bellinzona

Persona di riferimento : Bernasconi

Telefono : Tel +41 (0)91 811 92 34

Email : maurizio.bernasconi@eoc.ch

Data : 8.3.2018



Ospedale Regionale
di Bellinzona e Valli
Dr. med. M. Bernasconi
Medico caposervizio
Spec. in medicina interna e pneumologia

Ospedale Regionale
di Bellinzona e Valli
Servizio di medicina interna e pneumologia
Dr. med. F. Quadri
Medico aggiunto
FMH in medicina e pneumologia

Osservazioni importanti:

1. Vi preghiamo di non cambiare la formattazione di questo formulario!
2. Per cancellare delle tabelle o inserire nuove righe, cliccare su "Revisione/Proteggere un documento/Disattivare la protezione", in modo da poter lavorare nel documento. Veda guida allegata.
3. Utilizzare una linea per articolo, alinea e lettera o per capitolo del rapporto esplicativo.
4. Vi ringraziamo di far arrivare il vostro parere in formato Word entro il **23 marzo 2018** agli indirizzi seguenti : dm@bag.admin.ch e tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Il campo "nome/società" non è obbligatorio.

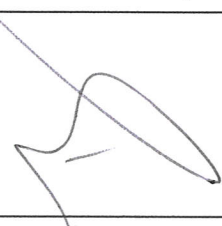

Vi ringraziamo per la vostra collaborazione!

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione



Indice

Osservazioni generali _____	3
Relazione esplicativa (eccetto cap. 2 “Commento”) _____	Errore. Il segnalibro non è definito.
Relazione esplicativa : cap 2 “Commento” _____	Errore. Il segnalibro non è definito.
Progetto di legge sui prodotti del tabacco _____	Errore. Il segnalibro non è definito.
La nostra conclusione _____	8
Allegato: guida per inserire nuove righe _____	Errore. Il segnalibro non è definito.

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Osservazioni generali	
Nome/società	Osservazione / suggerimento :
.... 	<p>Osservazioni generali</p> <p>L'articolo primo dell'avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco (AP-LPTab) messo in consultazione afferma che questa legge ha "lo scopo di proteggere l'essere umano contro gli effetti nocivi del consumo di prodotti del tabacco e sigarette elettroniche". L'articolo 4 AP-LPTab menziona anche il suo obiettivo di proteggere il consumatore dagli inganni, con la precisazione all'al. 2 che i prodotti "sono considerati ingannevoli se possono suscitare nei consumatori un'idea sbagliata circa gli effetti sulla salute, i pericoli o le emissioni di tali prodotti." Conformemente alle ultime conoscenze sulla nocività del tabacco e sulle misure da prendere al fine di limitarne gli effetti proteggendo i diritti dei fumatori e dei non fumatori, in particolare i bambini e i giovani, l'AP-LPTab come viene messo in consultazione non permette di raggiungere l'obiettivo fissato nel suo primo articolo.</p> <p>Questo progetto di legge in realtà mira a proteggere l'industria del tabacco e i settori economici che ne dipendono, a dispetto della salute della popolazione, della sua volontà di avere una legislazione più restrittiva in materia di controllo del tabacco e degli impegni presi dalla Svizzera a livello internazionale per la realizzazione degli obiettivi di sviluppo sostenibile (agenda 2030). Le cifre recenti mettono in luce che la maggioranza degli Svizzeri desidera un divieto di pubblicità per il tabacco ed è favorevole ad una politica restrittiva in materia di controllo del tabacco (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Pubblicità, prezzo e messe in guardia: opinioni e vissuti relativi a delle legislazioni sui prodotti del tabacco nel 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions. Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblea federale si è pronunciata per una più grande liberalizzazione del mercato contro ogni nuova limitazione della pubblicità riprendendo quasi parola per parola la posizione dell'industria del tabacco (Vedere per esempio il discorso di apertura dei dibattiti al Consiglio degli Stati fatto da Josef Dittli e la posizione ufficiale di Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab si dimostra in contraddizione con una politica di salute basata sulle prove scientifiche sotto l'aspetto medico nonché della salute pubblica. Una tale politica si trova in contraddizione con lo stato della scienza. Giustificarla è altrettanto inaccettabile quanto negare il riscaldamento climatico. Tenuto conto dell'impossibilità materiale di poter raggiungere l'obiettivo annunciato e dell'inganno del pubblico che ciò genera, non c'è altra opzione che di respingere questo avamprogetto di legge sui prodotti del tabacco.</p>
.... 	<p>La nocività del tabacco e la vulnerabilità dei giovani e delle classi sociali svantaggiate di fronte ad essa</p> <p>Nel suo rapporto relativo all'AP-LPTab, il Consiglio federale presenta in poche parole i problemi legati ai prodotti del tabacco: sono i soli beni di consumo che non possono essere consumati senza rischi per la salute, con un tasso di mortalità precoce di più del 50% e che possono provocare rapidamente una forte dipendenza. Una terza particolarità tiene al fatto che la metà dei fumatori e delle fumatrici vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. Il Consiglio federale menziona ugualmente che la proporzione di consumatori nella popolazione non è calata dal 2011 e che il consumo del tabacco in Svizzera causa ogni anno 9'500 decessi su un totale di 65'000, cioè circa 1 su 6 (in confronto, nel 2016 gli incidenti stradali hanno causato 216 vittime nel nostro paese). Infine evoca i danni economici del tabagismo (costi diretti medici di 1,5 miliardi CHF e perdite di</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>produttività di 4 miliardi CHF all'anno). Il tabagismo è la principale causa evitabile di malattie e di decessi nel nostro paese. Si valuta che in Svizzera 400'000 a 450'000 persone vivono con una broncopneumopatia cronica ostruttiva (BCO) e 9'000 con un tumore del polmone, malattie per le quali il tabagismo è il principale fattore di rischio. In più, circa 4'000 decessi all'anno dovuti al tumore sono attribuiti al tabagismo, come anche 3'700 per le malattie cardiovascolari. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774.; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Aggiungiamo che più della metà dei fumatori in Svizzera ha cominciato a fumare prima dei 18 anni e che in Svizzera la pubblicità per il tabacco mira soprattutto ad arruolare nuovi giovani consumatori (si veda risultati 2014 dell'Osservatorio delle strategie marketing per i prodotti del tabacco - in francese, Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettendo in luce la loro vulnerabilità e il bisogno di creare vere e proprie misure di protezione a loro riguardo. In più, il tabagismo, concentrato nelle classi socioeconomiche più basse, genera importanti disuguaglianze di salute (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341-2). I costi diretti legati al tabacco colpiscono così le popolazioni più vulnerabili, il che accentua ancora l'onere sul sistema di sicurezza sociale e quindi le disuguaglianze sociali.</p>
.... 	<p>La protezione dei bambini e dei giovani: necessità di vietare la pubblicità</p> <p>La legge deve fare in modo che l'industria del tabacco non possa più continuare ad incitare bambini e adolescenti a fumare utilizzando dei metodi sofisticati. Bisogna che la futura legge impedisca le multinazionali del tabacco di utilizzare questa strategia pubblicitaria e che compori un divieto generale della pubblicità, della promozione e della sponsorizzazione per i prodotti del tabacco. Tutti gli ambiti della vita devono essere esenti di pubblicità per il tabacco. Il solo divieto della pubblicità "quando si rivolge particolarmente ai minorenni" non basta perché difficilmente realizzabile e soggettivo - per es. come delimitare i "luoghi frequentati principalmente da minorenni"? In altre parole, limitare la pubblicità ai luoghi frequentati "principalmente" da adulti non protegge abbastanza i minorenni (idem per riviste, ecc.). Questo vale anche per i festival, i quali, anche se non frequentati "principalmente" da minorenni, ne accolgono un numero a volte considerevole. Inoltre, esige tra l'altro il divieto della pubblicità in luoghi di vendita e il divieto di promozione di vendita attraverso degli sconti. In effetti, solo il divieto totale della pubblicità è efficace, se non i budget pubblicitari saranno semplicemente spostati sui supporti autorizzati e la misura rimarrà senza effetto, o il suo effetto sarà notevolmente ridotto (Si veda Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117-37).</p> <p>Attualmente, una parte importante delle misure di commercializzazione prese dall'industria del tabacco consiste in pubblicità sul luogo di vendita. L'applicazione di nuove restrizioni in materia di pubblicità previste dall'AP-LPTab spingerà in futuro l'industria del tabacco a rinforzare le misure pubblicitarie sui luoghi di vendita (per una rivista scientifica dell'impatto della pubblicità sul luogo di vendita: Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2-17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Questo divieto dovrebbe essere applicato anche sulle sigarette elettroniche senza nicotina e gli altri prodotti menzionati nell'AP-LPTab, perché nel caso contrario, questi ultimi potrebbero essere utilizzati per continuare indirettamente a fare pubblicità per le sigarette e banalizzare così il loro consumo.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

Necessità di un imballaggio neutro

L'imballaggio di una merce mira ugualmente a fare pubblicità per questa stessa merce. L'industria del tabacco si serve dell'imballaggio per rendere i suoi prodotti più attraenti presso certi determinati gruppi target. Occorre quindi formulare la futura legge sui prodotti del tabacco in modo che sia in linea di massima possibile introdurre nella futura ordinanza sul tabacco una prescrizione relativa agli imballaggi neutri. Adeguamenti degli avvertimenti sono quindi inevitabili. La differenza di estensione degli avvertimenti proposta per i prodotti del tabacco destinati ad essere fumati e gli altri prodotti deve essere respinta, perché tutti i prodotti del tabacco sono nocivi per la salute.

L'introduzione del pacchetto neutro per tutti i prodotti del tabacco è la soluzione ottimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. *Cochrane Database of Systematic Reviews* 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Consideriamo che è la strada maestra. Altrimenti riteniamo che un adeguamento agli standard internazionali come definiti nelle raccomandazioni dell'OMS sarebbe già un miglioramento significativo.

Per una sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendente dall'industria del tabacco

Parallelamente al divieto della pubblicità e alle restrizioni sull'imballaggio, conviene introdurre dei meccanismi in modo da assicurare una continuità nel finanziamento degli eventi sportivi e culturali che sono ancora notevolmente dipendenti dall'industria del tabacco. Si noterà che certi eventi di portata nazionale, come il Festival del Gurten, hanno già indicato il loro disimpegno dall'industria del tabacco. Una tale iniziativa volontaria è da lodare. Se una parte importante dell'aumento necessario delle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe essere consacrata prioritariamente a delle misure che favoriscano la cessazione del tabagismo, è anche importante sostenere le attività sportive e culturali. Un fondo alimentato dalle tasse sui prodotti del tabacco dovrebbe quindi essere messo a disposizione degli organizzatori di manifestazioni sportive e culturali. Tale fondo potrebbe essere gestito direttamente dagli ambienti interessati senza intervento dello Stato né degli ambienti della salute pubblica, con la garanzia che l'industria del tabacco ne sia chiaramente esclusa. Il disimpegno dell'industria del tabacco potrebbe creare peraltro delle opportunità di finanziamento da parte di altri attori che attualmente non sono coinvolti perché non vogliono essere associati al tabacco.

Misure specifiche di protezione dei consumatori

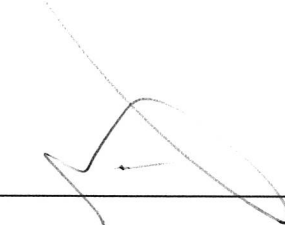
La protezione del consumatore non passa solo attraverso l'informazione e i divieti. Ci sono delle misure concrete di ordine strutturale da adottare per esempio in termini di tassazione, di incitazione e di aiuto alla disassuefazione, di educazione, di campagne mediatiche, di vendita ai minori, di composizione dei prodotti, di tracciabilità dei prodotti per evitare il commercio illecito, di pubblicità, di promozione e sponsorizzazione delle manifestazioni sportive e culturali indipendenti dall'industria del tabacco (attraverso le tasse), ecc. L'obiettivo della legge dovrebbe essere di garantire i diritti dei non fumatori come dei fumatori. I fumatori non devono essere stigmatizzati. Devono poter vivere la loro scelta in modo da non interferire con i diritti dei non fumatori ma devono anche beneficiare dei mezzi adeguati per poter lottare contro la loro dipendenza. Invece di difendere la libertà dei consumatori, come sostengono i promotori dell'AP-LP Tab, questo testo limita notevolmente la loro facoltà di esercitare la loro libera scelta e protegge i soli interessi dell'industria del tabacco.

Il testo messo in consultazione secondo le direttive del Parlamento risulta non solo contrario alla volontà popolare ma va contro la libera scelta dei cittadini, che siano fumatori o non fumatori. La metà delle fumatrici e dei fumatori vorrebbe smettere di consumare prodotti del tabacco. L'ipotesi

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>del consumatore razionale e ben informato chiaramente non regge in questo caso. (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economic Review, 93(2), p. 175-179). I fumatori continuano a consumare tabacco, più nello scopo di evitare l'effetto della disassuefazione che per scelta razionale. Un recente studio negli Stati Uniti dimostra che la grande maggioranza dei fumatori esprime un desiderio di smettere, deplora di aver cominciato e si considera come dipendente (si veda Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1-9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industria del tabacco peraltro fa leva direttamente sulla dipendenza dei fumatori accentuandola maggiormente, sia utilizzando degli additivi chimici nelle sigarette (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapporto disponibile in francese); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981-1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commissione europea, 12 November 2010) o la loro progettazione (si veda a questo proposito la denuncia sporta recentemente in Francia contro 4 fabbricanti per aver manipolato i filtri delle sigarette ingannando consapevolmente i consumatori sulle quantità di nicotina e di catrame a cui sono esposti). L'AP-LPTab non tiene conto di questa realtà e instaura un ambiente che non è favorevole alla libertà e alla salute della popolazione.</p>
.... 	<p>Controllo dei prodotti del tabacco e lotta contro il commercio illegale</p> <p>Nell'avamprogetto del Parlamento federale, si è rinunciato a prendere le misure di lotta contro il commercio illecito di prodotti del tabacco. Il protocollo per eliminare il commercio illecito di prodotti del tabacco del 2012 prescrive come norma un sistema che permetta di sorvegliare e di seguire senza discontinuità i prodotti del tabacco. Questo protocollo è il primo accordo complementare relativo alla Convenzione quadro internazionale dell'Organizzazione mondiale della Salute per la lotta contro il tabacco. L'AP-LPTab non solo non è conforme a questa convenzione, ma crea le condizioni perché la Svizzera diventi il centro nevralgico di un traffico di prodotti del tabacco potenzialmente non conformi al diritto dei paesi di destinazione. Un controllo minimo dei prodotti del tabacco destinati all'esportazione deve quindi essere mantenuto, nell'obiettivo che a termine la Svizzera si conformi agli standard internazionali.</p> <p>Il diritto alla salute è consacrato come un obiettivo importante di sviluppo sostenibile (OSS 3): Garantire una vita sana e promuovere il benessere di tutti a tutte le età). È internazionalmente riconosciuto che una politica rigorosa in materia di controllo del tabacco è uno degli ambiti in cui i benefici per la salute della popolazione sono i più alti. L'Europa fa uno sforzo particolare in questo senso. Vieta la fabbricazione sul suo territorio di prodotti del tabacco che non rispondano agli standard minimi, anche per l'esportazione fuori dall'Europa. Il diritto svizzero non ha una tale restrizione. Si limita ad esigere il rispetto del diritto applicato nel paese di destinazione. Questo spiega il forte aumento, in questi ultimi anni, delle esportazioni di sigarette di cui circa l'80% è destinato al Medio Oriente e all'Asia. Secondo il SECO, nel 2016 questo rappresentava 561 milioni di CHF, quasi altrettanto che le esportazioni di formaggio (578 milioni di CHF) e nettamente più delle esportazioni di armi (412 milioni di CHF). Lasciando cadere la scarsa protezione data dall'esigenza del rispetto del diritto applicabile nel paese di destinazione, l'AP-LPTab toglie alle autorità svizzere ogni mezzo di poter intervenire in modo preventivo per proteggere i consumatori nei paesi in cui le sigarette svizzere sono esportate. Una tale politica va direttamente in controcorrente rispetto ai controlli sempre più severi messi in atto correttamente nel settore dei prodotti terapeutici e dei generi alimentari. Questa situazione è tanto più scandalosa perché indebolisce la capacità dei paesi che vogliono controllare i prodotti del tabacco</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

	<p>secondo gli standard internazionali. L'AP-LPTab metterebbe la Svizzera nella posizione dei rari paesi pronti ad agire consapevolmente ai loro danni senza tener conto degli impegni internazionali presi in materia dei diritti umani. Questo compromette la credibilità della Svizzera rispetto alle sue responsabilità nel quadro dell'agenda 2030.</p> <p>Dei contrassegni di sicurezza non falsificabili permettono alle autorità come la dogana o la polizia di distinguere, nel corso di tutta la catena di commercializzazione, i prodotti autentici dai prodotti di contrabbando o falsificati e anche di controllare che l'imposta sul tabacco sia stata effettivamente pagata. Nello scopo di garantire una procedura indipendente e trasparente, il controllo dei modi di produzione e di distribuzione deve essere effettuato da organizzazioni indipendenti e non dall'industria del tabacco stessa.</p> <p>Un sistema di tracciabilità di questo tipo è ugualmente necessario in Svizzera. Certo, il contrabbando di sigarette e il commercio di prodotti del tabacco falsificati hanno attualmente solo un'importanza secondaria nel nostro paese. Un forte aumento delle tasse, come raccomandato secondo gli standard internazionali, presenta tuttavia il rischio di aumentare questa problematica come lo dimostra l'esperienza canadese. È quindi tanto più indispensabile di darsi i mezzi per limitarne l'impatto. Il sistema di tracciabilità permetterebbe di controllare efficacemente e di reagire tempestivamente ad ogni eventuale sviluppo di commercio illecito. Una non partecipazione della Svizzera comporterebbe delle breccie nella collaborazione internazionale doganale e delle forze di polizia. Nella forma attuale, l'AP-LPTab è in conflitto con gli impegni internazionali e in contraddizione con la sua vocazione umanitaria e dei diritti umani, particolarmente nel contesto dell'agenda 2030. In più esiste un rischio reale che i consumatori siano ingannati comprando sigarette svizzere nella convinzione che siano meno nocive mentre non sono conformi al diritto svizzero e che non esiste nessuna garanzia che siano conformi al diritto del paese di destinazione. Questo contraddice il principio stesso dello Swiss made basato su criteri elevati di qualità.</p>
.... 	<p>Per una politica di controllo dei prodotti del tabacco con un rapporto costi-efficacia favorevole</p> <p>Mentre gli ambienti economici si preoccupano del peso che avrà sulla nostra prosperità l'aumento dei costi nel sistema sanitario e dei premi dell'assicurazione malattia, non possono ignorare che il tabagismo costituisce la principale causa evitabile di malattie e di decessi in Svizzera, con un importante numero di anni di vita persi e costi elevati per il sistema sanitario. Il numero potenziale di anni di vita guadagnati attraverso la cessazione del tabacco è quindi altrettanto importante, perfino per fumatori più anziani (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Dal punto di vista dell'economia della sanità, le misure di prevenzione del tabagismo e quelle che incoraggiano a smettere di fumare portano dei benefici consistenti in termini di salute della popolazione in considerazione dei loro costi (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19.). Il rapporto costo-efficacia di una politica rigorosa di controllo dei prodotti del tabacco è quindi particolarmente positivo. In altre parole, non si reduce necessariamente i costi della sanità a lungo termine riducendo il tabagismo, ma ridurre il tabagismo attraverso delle misure basate sulle prove è un modo efficiente di migliorare lo stato di salute della popolazione.</p>

Legge sui prodotti del tabacco e le sigarette elettroniche: procedura di consultazione

La nostra conclusione	
<input type="checkbox"/>	Accettazione
<input type="checkbox"/>	Proposte di modifiche / riserve
<input type="checkbox"/>	Revisione in profondità
<input checked="" type="checkbox"/>	Rifiuto

Il servizio di pneumologia, Ospedale San Giovanni, Belluno


M. N. Scardelli

Belluno

Carolina Pagnan-Rotter

Stavaggi

Stavaggi

SGR



Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Roland NIEDERMANN

Abréviation de la société / de l'organisation : Cabinet médical

Adresse : 5, rue de Montbrillant - 1201 GENEVE

Personne de référence :

Téléphone : 022 733 04 10

Courriel : roland.niedermann@hin.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Projet de loi sur les produits du tabac	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Notre conclusion	8
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales

nom/société	remarque / suggestion :
Cabinet médical	<p>REPONSE ET PRISE DE POSITION : LE CONSEIL FEDERAL ET SA SANTE PUBLIQUE COUPABLES.</p> <p>« The 2011 UN high-level meeting on non-communicable diseases (NCDs) called for multisectoral action including with the private sector and industry. However, through the sale and promotion of tobacco, alcohol, and ultra-processed food and drink (unhealthy commodities), transnational corporations are major drivers of global epidemics of NCDs....Public regulation and market intervention are the only evidence-based mechanism to prevent harm caused by the unhealthy commodity industries.» (1)</p> <p>« L'épidémie de tabagisme tue plus de 7 millions de personnes chaque année....La consommation de tabac est l'une des plus graves menaces ayant jamais pesée sur la santé publique mondiale.» (2)</p> <p>« Assurer des systèmes de santé sans crise et payables à long terme dépend de la réduction de l'épidémie globale des maladies non transmissibles.» (3)</p> <p>REFUS</p> <p>Se référant au savoir actuel concernant l'épidémie du tabac, les médecins (4-5-6) refusent « L'avant-projet de Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques (LPTab), du 8 décembre 2017 ». La science, la médecine, la situation sanitaire et leur déontologie leur imposent cette position. Tout choix est exclu.</p> <p>Annexes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Lancet : "Profits and pandemics : prevention of harmful effects of tobacco, alcohol, and ultra-processed food and drink industries" Prof Rob Moddie MBBS a, David Stuckler PhD b, Carlos Monteiro Phd c, Nick Sheron d, Bruce Neal PhDe, Thaksaphon Thamarangsi PhD f, Paul Lincoln BSc g, Sally Casswell PhD h, on behalf of The Lancet NCD Action Group, Publication. 12 Février 2013. 2. Aide-mémoire mai 2017 OMS 3. Bulletin des médecins suisses : Martin McKee de la London School of Hygiene and Tropical Medicine, BMS 2013 ;94 : 46, page 1760. 4. Prise de position médicale au sujet de l'avant-projet électroniques (LPTab), du 8 décembre 2017 par Dr Rainer M. Kaelin, Dr Roland Niedermann et Pascal Diethelm, OxyRomandie/OxySuisse. 5. La prise de position du Réseau de Soins DELTA concernant la LPTab, 9 mars 2018 personne de référence Dr Mar-André Raetzo. 6. "OxySuisse recommande le rejet de l'avant projet de la loi sur les produits du tabac (LPTab)". 5 mars 2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Cabinet médical</p>	<p>EVITABLE</p> <p>De toutes les maladies, invalidités et morts prématurées actuelles, le tabagisme est la plus importante pathologie mono-causale évitable. Il est le problème majeur de la santé publique avec des conséquences sanitaires, économiques et financières jusqu'aux primes-maladie, désastreuses pour les victimes, mais simultanément une source de gains, de profit et de prospérité pour son industrie (7), pour l'industrie de la santé et ses marchés et pour l'Etat.</p> <p>INCOMPATIBLE AVEC LA BIOLOGIE</p> <p>La science de la vie et la médecine déclarent : «Stop tabac», «Fumer tue» et «Addiction tabagique = Brain disease». Leur verdict, après un siècle de recherches et de réalité sanitaire, est sans appel : les produits de tabac sont incompatibles avec la santé et la vie humaines.</p> <p>PRINCIPALE MNT EVITABLE</p> <p>Le tabagisme n'est pas seulement, comme le disent à juste titre le Conseil fédéral et l'OFSP, « la première cause évitable de décès en Suisse », mais encore la principale maladie non transmissible MNT évitable. La Suisse, en signant en 2004 la « Convention Cadre de la Lutte Anti-tabac » CCLAT, a adhéré à l'analyse faite par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à son but anti-tabac (cf. citation OMS ci-haut).</p> <p>LA SUISSE S'EXCLUE DE LA LUTTE ANTI-TABAC</p> <p>Le Conseil fédéral et l'OFSP écrivent dans leur mise en consultation de la LPTab que les dispositions de cette nouvelle loi empêcheront la Suisse de ratifier la Convention CCLAT. Quatorze ans après la signature, les responsables de la santé publique sont incapables de dire à la population dans combien d'années, voire de décennies, et par quels efforts de leur part une ratification deviendra possible. Pendant ce temps, des centaines de milliers de femmes et d'hommes continueront à devenir victimes de maladies, infirmités et décès évitables. (cf. annexe 5 en début de texte)</p> <p>7. Le terme "Industrie" utilisé dans ce texte englobe la publicité, ouverte et cachée, dans les médias de toutes sortes et son influence dans les organisations comme l'USAM jusqu'aux partis politiques.</p>
<p>Cabinet médical</p>	<p>EVIDENCE BASED</p> <p>Les pays appliquant la Convention Cadre de la Lutte Anti-Tabac connaissent des succès significatifs dans la réduction de ce fléau. Les mesures de cette Convention ont fait leurs preuves, elles sont evidence based. La Suisse elle-même a fait l'expérience que l'intervention publique ferme change la situation en faveur de la santé de la population. La Loi sur les épidémies en fait tout autant partie que l'interdiction de l'utilisation industrielle de l'amiante et l'ordonnance sur la pollution de l'air LRV contre les MNTs y relatives. Qui oserait, au nom de la santé, revendiquer leur abolition ? Mais quel effort pour les instaurer !</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>LE TITRE TROMPEUR</p> <p>Le titre « Loi sur les produits du tabac... » feint une neutralité inexistante. Car toute épidémie nous impose la question de la vie et de la mort qui ne tolère pas de neutralité. En choisissant ce titre, le Conseil fédéral se démarque fondamentalement de la Convention CCLAT dont les lettres LAT définissent le but : « Lutte anti-tabac ». Les auteurs de la LPTab ne se réfèrent ni explicitement ni implicitement aux connaissances scientifiques et au verdict de la médecine « Stop (consommation) tabac », les responsables si discréditent eux-mêmes en maintenant leur signature d'une Convention anti-tabac LAT et en présentant une loi non anti-tabac.</p> <p>Mais le gouvernement et l'OFSP vont plus loin: en 2016, le parlement a renvoyé au gouvernement son premier projet le chargeant de réduire les restrictions publicitaires générales et de légaliser de nouveaux produits tabagiques. Autoriser de nouveaux produits nuisibles, car contenant de la nicotine, c'est favoriser le fléau moyennant une nouvelle gamme de publicités tabagiques. Car tout le monde connaît le conflit d'intérêt entre les uns qui rêvent que la consommation de ces produits vantés comme « moins nocifs » sera une porte de sortie, et les autres qui, utilisant depuis cent ans les lois du marché et son impératif « croissance », visent une nouvelle porte d'entrée au tabagisme. Personne n'a le droit de douter de l'intention commerciale de cette industrie : elle est pro-tabac.</p> <p>RAISON D'ÊTRE DE L'INDUSTRIE DU TABAC</p> <p>Face à une maladie des adultes, quelques limitations publicitaires pour les mineurs, aujourd'hui probablement favorables au marketing du tabac (cf annexe 6 au début du texte), ne changent rien au fait majeur que l'industrie du tabac poursuivra et élargira, par ex. dans les medias sociaux, sa publicité pro-tabac, publicité que la loi, en contradiction complète avec la Convention CCLAT, ne déclare nulle part « illicite ». La raison d'être des multinationales du tabac est économique et leur but la plus grande consommation possible de produits tabagiques, une consommation idéalement addictive, et non leur évitement. Leur outil indispensable s'appelle publicité qui est d'autant plus vitale pour leur survie que fumer n'est pas vital, ce n'est ni un vivre ni un besoin physiologique de l'être humain, ni un droit humain, mais un phénomène culturel passager. Quant à la responsabilité, le fossé est incommensurable entre un adolescent allumant sa première cigarette et une industrie multinationale presque centenaire dont la survie dépend de la pérennité de son épidémie tabagique qui, avec ses 100 millions de morts depuis le début du siècle, est plus meurtrière que la guerre, et plus dévastatrice que la peste d'antan.</p>
Cabinet médical	<p>LA LPTab INCARNE LA NEGATION DU SAVOIR MEDICAL</p> <p>Les produits du tabac sont incompatibles avec la santé et la vie humaines. Par conséquent, les intérêts de l'industrie tabagique sont inconciliables avec ceux de la santé publique. Ne pas interdire toute publicité et offrir de nouveaux champs d'activités publicitaires à cette industrie rend coupable le Conseil fédéral et l'OFSP de tromper d'une part les citoyennes et les citoyens suisses et d'autre part l'OMS et les 180 pays ayant ratifié la Convention anti-tabac. La seule manière de restaurer leur crédibilité est soit de retirer la signature de la CCLAT et de poursuivre la voie pro-tabac de leur Loi et d'assumer le rôle d'une Suisse pays hôte du plus grand nombre de multinationales du tabac au monde. Soit de légiférer selon la CCLAT, de la ratifier prochainement et de se séparer des multinationales.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>LA LPTab INCARNE UNE SANTE PUBLIQUE HORS DE LA MEDECINE</p> <p>Nulle part, le gouvernement et son office se réfèrent à l'impératif biologique résumé dans le verdict de la médecine : "Stop tabac" et au diagnostic "épidémie" posé par la science internationale. Art. 1 stipule vouloir « protéger l'être humain », mais s'agissant d'une épidémie il s'agit de protéger la population. Le libellé continue : « des effets nocifs » ce qui représente au mieux un pléonasme superflu car toute consommation tabagique est nocive, au pire une mise en question du verdict médical « stop tabac ». La phrase continue : « liés à la consommation (de tabac) » qui ne tient pas compte du fait que pour environ la moitié des fumeurs, il s'agit d'une addiction, la consommation est devenue une partie intégrale de leur maladie, ils n'en sont plus maîtres. (Cf annexe 5 en début du texte; idem dans : "Tabakproduktegesetz. Ein Umdenken ist erforderlich" Theodor Abelin SAeZ 2018; 99(10): 320-323))</p>
<p>Cabinet médical</p>	<p>LA LPTab INCARNE LA FAUTE PROFESSIONNELLE DE LA SANTE PUBLIQUE</p> <p>L'épidémie industrielle du tabac est la plus importante maladie non transmissible MNT évitable. De ce fait, elle est prioritairement du ressort de la santé publique et seulement en cas de son échec du ressort des soins. Nulle part le responsable de la santé publique et de la LPTab, le Conseil fédéral, ne s'y réfère ce qui le rend coupable de la faute professionnelle de la santé publique suisse de soigner au lieu d'éviter une épidémie. C'est abuser de la médecine dont seulement la troisième mission est de soigner les maladies inévitables liées à la condition humaine. (8) De plus il ne respecte pas les principes EAE de la LAMal, car soigner au lieu d'éviter une épidémie n'est ni adéquat, ni efficace, ni économique. Au cas où il contesterait cette évidence, qu'il ait le courage d'exiger l'annulation de l'interdiction de l'amiante.</p> <p>LA LPTab INCARNE LE PRINCIPE DU MALADE LUCRATIF</p> <p>Brain disease caractérise le fait que les fumeurs souffrent d'une consommation addictive. Taxer celle-ci équivaut à taxer un malade parce qu'il est malade ce qui rappelle la punition du vicieux au Moyen Âge. Dès que cette taxe quitte le rayon sanitaire, per ex. pour nourrir l'AVS, une maladie enrichit l'Etat, devient intéressante, lucrative. Du point de vue purement économique, l'épidémie devient alors lucrative pour l'Etat comme pour l'industrie tabagique, potentiellement même pour les citoyens non-fumeurs, une violation de la dignité humaine du malade.</p> <p>LA LPTab ET LE CONFLIT D'INTERÊT</p> <p>L'épidémie tabagique nourrit non seulement l'industrie du tabac et l'industrie des soins de la santé, mais aussi l'Etat. L'éviter diminuerait par conséquent ses entrées fiscales. A l'opposé se trouvent la vie et la santé de la population économiquement non chiffrables, non du ressort de l'économie, mais des Droits humains et à protéger par la Constitution fédérale. Le projet de Loi ne se réfère pas, tout en évoquant « l'être humain » dans l'article 1.</p> <p>Mais derrière ce conflit repose le conflit plus fondamental entre le Droit de l'homme et l'Art. 10, al. 2 de la Constitution fédérale d'une part et l'industrie du tabac d'autre part, comme expliqué par le Professeur Theodor Abelin: "Das Recht auf körperliche Unversehrtheit ist in verschiedenen Verfassungen und internationalen Vertragswerken als M E N S C H E N R E C H T garantiert und auch in Art. 10 Abs. 2 der schweizerischen Bundesverfassung ist dieses Prinzip verankert...(so) dass es auch staats- und strafrechtlich fragwürdig ist, auf ein Tabakproduktegesetz hinzuarbeiten, das im Widerspruch zu dem in der Verfassung garantierten M E N S C H E N R E C H T auf körperliche Unversehrtheit steht."</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>"Tabakproduktegesetz: Ein Umdenken ist erforderlich" Theodor Abelin, SAeZ 2018; 99(10): 320-323</p> <p>Les Droits humains, la Constitution et le principe EAE règnent au-dessus des responsables de la LPTab et de la santé publique, mais aussi au-dessus de l'industrie tabagique et de l'économie comme au-dessus des citoyens. Les trois principes sont dominés par la biologie et ses lois, domaine de la médecine libérale. Toute LPTab doit tenir compte du savoir-devoir médical actuel et respecter les trois fondements d'un Etat de droit. La LPTab ne remplit aucune de ces conditions. Elle doit être refusée au nom de ces principes et de la science de la vie.</p>
Cabinet médical	<p>Les réponses à la consultation illustrent la profondeur du fossé existant d'une part entre la médecine et le corps médical et d'autre part le Ministre de la santé et sa santé publique. En même temps, elles révèlent publiquement la crise du système de santé et son origine médicale.</p> <p>Dr R. Niedermann, médecine interne générale FMH</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion

<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Maria Gigliotti
Programme cantonal « Ça marche » / Promotion Santé Vaud

Abréviation de la société / de l'organisation : MG

Adresse : Av de Provence 12 1007 Lausanne

Personne de référence : MG

Téléphone : 079 485 17 89

Courriel : maria.gigliotti(at)prosv.ch

Date : 23 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, j'exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)

nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou 	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
	17a		<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des évènements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les évènements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
26	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
26a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Brigitte Santos-Eggimann, professeure, MD, DrPH, MPH

Brigitte Santos-Eggimann se rallie à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Brigitte Santos-Eggimann se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : Biopôle 2, SV-A – Route de la corniche 10 – 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : 079-705.68.72

Courriel : brigitte.santos-eggimann@chuv.ch

Date : 23 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPTab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
<p>ProSV - IUMSP</p>	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
<p>ProSV -</p>	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			<p>Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).</p>
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Hospital Quit Support

Abkürzung der Firma / Organisation : HQS

Adresse : Universitätsspital Zürich, Pneumologie, C-HOER 23, Rämistrasse 100, 8091 Zürich

Kontaktperson : PD Dr. med. Macé M. Schuurmans

Telefon : 044 255 41 26

E-Mail : mace.schuurmans@usz.ch;

Datum : 23.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigarettschmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Regulierung der elektronischen Zigaretten und von erhitztem Tabak</p> <p>Was die "alternativen Produkte, die E-zigarette, die "heat not burn" devices und die Tabakprodukte für den oralen Gebrauch (Snus)" betrifft , deklariert der Vorentwurf, dass sie "vermarktet werden können, unter den Bedingungen einer geeigneten Reglementierung" . Dadurch, diese Produkte mit dem Begriff "alternativ" zu bezeichnen, unterstellt der Vorentwurf zum Vornherein , dass sie konventionelle Tabakprodukte ersetzen würden. Das BAG macht sich damit ohne kritische Distanz zum Träger der kommerziellen Propaganda, die behauptet, diese Produkte seien "weniger schädlich als die Zigarette" und seien Teil einer Strategie der "Schadensminderung" in der Tabakprävention. Diese Schadensminderung ist von sehr zahlreichen Experten und der Weltgesundheitsorganisation selbst äusserst umstritten. Diese Produkte müssen in einer Sicht der öffentlichen Gesundheit beurteilt werden, in die das gesamte Umfeld und alle ihre Implikationen für die Prävention berücksichtigt . Die Experten der FDA haben kürzlich das Gesuch von Philipp Morris abgewiesen, ihr Produkt IQOS als mit vermindertem Risiko verbunden, verglichen zur Tabakzigarette, anzuerkennen (Kaplan S: FDA Panel Rejects Philip Morris' Claim That Tobacco Stick is Safer Than Cigarettes. NewYork Times 25. Januar 2018.). Der Vorentwurf scheint dagegen nicht zu realisieren, dass eine solche Sicht der Schadensminderung Teil der gefährlichen Strategie darstellt , Tabak und Nikotin in der Bevölkerung zu banalisieren. Denn der freie Verkauf dieser Produkte mit lediglich "geeigneten Warnhinweisen" passt perfekt in die Vorstösse der Industrie, die sie als Marketing- und Initiationsinstrumente gebraucht, besonders die E-zigarette ohne Nikotin die bei den Jungen mit dem Argument der "Unschädlichkeit" beworben wird.</p>
	<p>Pflicht zur Selbstkontrolle</p> <p>Im erläuternden Bericht erklärt der Bundesrat mit der Versicherung dass "das TabPG darauf zielt die Menschen vor den schädlichen Auswirkungen der Konsums der Tabakprodukte und der E-zigaretten zu schützen", dass der Vorentwurf weitgehend "die Grundsätze des Lebensmittelgesetzes übernimmt, welche auf den Tabak anwendbar sind, wie die Pflicht zur Selbstkontrolle." Diese Formulierung beweist eine verfehlte Einschätzung der Tabakindustrie. Eine Reglementierung von Lebensmitteln, die sicherstellt, dass diese für den Konsum zugelassen werden können, dass die Zusätze gewisse Höchstkonzentrationen nicht überschreiten etc. kann die Selbstkontrolle rechtfertigen. Denn in diesem Fall haben die Behörde, die Produzenten, die Anbieter und die Konsumenten keine grundsätzlichen Interessenkonflikte. Jedoch die Selbstkontrolle für Fabrikanten und Vertreiber von Tabakprodukten einzusetzen, bedeutet den Schutz der Hühner den Füchsen anzuvertrauen. Um ihr Geschäftsmodell zu verwirklichen, muss die Industrie ihre Kunden nikotinabhängig machen, besonders die Jugend. Dass sie im Interesse der Gesundheit sich selbst kontrolliert, ist grotesk, angesichts der Lügen ihrer Geschäftsverantwortlichen, ihrer Manipulation der Wissenschaft, der Instrumentalisierung anderer Wirtschaftszweige etc. Und angesichts ihres Einflusses auf die Politik, einschliesslich auf das schweizerische Parlament.</p>

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Michel Starobinski ; spécialiste Oncologie et Hématologie FMH

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Cité-Génération
Route de Chancy 98
1213 Onex

Personne de référence :

Téléphone : 079 314 07 49

Courriel : dr.starobinski@bluewin.ch

Date : 23 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	4
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	10
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. Cette vulnérabilité tient non seulement à l'immaturité des adolescents devant les stratégies de marketing mais aussi et surtout à la relation directe entre l'âge de début de l'exposition à la nicotine et la profondeur de la dépendance. Plus précoce l'âge de la première cigarette plus les stratégies de sevrage sont vouées à l'échec (Chen and Millar, Health Reports, Spring 1998, Vol. 9, No. 4). De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentue encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>
<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	population.

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation : Neurologie

Abréviation de la société / de l'organisation : Université et hopital de Fribourg

Adresse : 4, rue du Musée

Personne de référence : JM Annoni

Téléphone : 026 306 3825

Courriel : jean-marie.annoni@h-fr.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Glinz Dominik

Abkürzung der Firma / Organisation : University Hospital Basel

Adresse : Spitalstrasse 12

Kontaktperson : Dominik Glinz

Telefon : +41 (0)61 328 54 02

E-Mail : dominik.glinz@usb.ch

Datum : 23.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. “Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies.” Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten,</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Institut für Sozial- und Präventivmedizin , Universität Bern

Abréviation de la société / de l'organisation : ISPM Bern

Adresse : Finkenhubelweg 11

Personne de référence : Dr Marie Ballif

Téléphone :

Courriel : marie.ballif@ispm.unibe.ch

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation :

Abkürzung der Firma / Organisation :

Adresse : Brunnenstrasse 42, Spital Uster, Medizinische Klinik

Kontaktperson : Dr.med. Alice Zürcher, Stv. Leitende Ärztin Pneumologie

Telefon :

+
E-Mail : Alice.Zuercher@spitaluster.ch

Datum : 25.03.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9.500 von insgesamt 65.000 Todesfällen (1 von 6 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216 Todesfälle</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400.000 bis 450.000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9.000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4.000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3.700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbebeschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu verharmlosen.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverboten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Maßnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
	<p>Spezifische Verbraucherschutzmaßnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktzusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtraucher gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten.</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design, siehe auch die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schließlich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Anne-Laure Aeby

Abréviation de la société / de l'organisation :

Adresse : Champ-sur-Roc 44

Personne de référence :

Téléphone : 079 7272206

Courriel : annelaure.aeby@gmail.com

Date : 23.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaite une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme (coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

...	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravely S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
...	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
....	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français) ; Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est d'autant plus</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompé en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Bernard Burnand, professeur, MD, MPH, Médecin spécialiste en prévention et santé publique

Bernard Burnand se rallie aussi à la réponse préparée par Promotion Santé Vaud (ProSV) - CIPRET-VD en collaboration avec des experts des différentes institutions mentionnées en page 3, y compris l'Institut de médecine sociale et préventive de Lausanne (IUMSP).

En outre, Bernard Burnand se rallie également à la réponse de SSPH+, à laquelle des collaborateurs de l'IUMSP ont aussi collaboré, à la nuance que l'IUMSP conclut au besoin d'un « remaniement en profondeur »

Abréviation de la société / de l'organisation : IUMSP

Adresse : 10, Route de la Corniche, 1010 Lausanne

Personne de référence : -

Téléphone : 021 314 72 55

Courriel : bburnand77@gmail.com

Date : 23 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions»)	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune	12
Notre conclusion	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Policlinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
ProSV - IUMSP	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l’OMS, dans le [Programme de politiques et d’interventions MPOWER de l’OMS](#). Il s’agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d’avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L’AP-LPTab protège les intérêts de l’industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu’il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu’il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d’un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l’industrie du tabac. L’AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d’avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l’encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l’ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l’interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l’intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l’industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d’entreprises privées. Ce projet va aussi à l’encontre de la Convention-cadre de l’OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les “Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique”.

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d’activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l’interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l’interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p> <p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPTab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du <i>snus</i></p> <p>L'autorisation commerciale du <i>snus</i>, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du <i>snus</i> à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>
ProSV -	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP	<p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
ProSV - IUMSP	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
ProSV - IUMSP	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
ProSV - IUMSP	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
ProSV - IUMSP	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
ProSV - IUMSP	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
ProSV - IUMSP	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le <i>branding</i> d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« <i>brand stretching</i> »).</p>
ProSV - IUMSP	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
ProSV - IUMSP	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
ProSV - IUMSP	4	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
ProSV - IUMSP	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
ProSV - IUMSP	5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
ProSV - IUMSP	5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
ProSV -	6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
ProSV - IUMSP	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
ProSV - IUMSP	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
ProSV - IUMSP	8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
ProSV - IUMSP	8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
ProSV - IUMSP	9	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
ProSV - IUMSP	10	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
ProSV -	11	1	<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

IUMSP			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
ProSV - IUMSP	11	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
ProSV - IUMSP	11a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
ProSV - IUMSP	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p style="padding-left: 40px;">a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p style="padding-left: 40px;">b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p style="padding-left: 40px;">c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p style="padding-left: 40px;">d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c) ;</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
ProSV - IUMSP	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
ProSV - IUMSP	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
ProSV - IUMSP	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
ProSV - IUMSP	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
ProSV - IUMSP	17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	17b			<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'événements qui attirent un jeune public et d'événements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
ProSV - IUMSP	19			<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				Art. 19 (supprimer)
ProSV - IUMSP	20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³ (supprimer)</p>
ProSV - IUMSP	20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
ProSV - IUMSP	21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
ProSV - IUMSP	22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP V	23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
ProSV - IUMSP	25	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
ProSV - IUMSP	25a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
ProSV - IUMSP	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
ProSV - IUMSP	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
ProSV - IUMSP	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
ProSV - IUMSP	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
ProSV - IUMSP	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
ProSV - IUMSP	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
ProSV - IUMSP	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de régler clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
ProSV - IUMSP	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

ProSV - IUMSP	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
ProSV - IUMSP	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
ProSV - IUMSP	48			<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 1			<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
ProSV - IUMSP	Annexe 2			<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Stellungnahme von

Name / Firma / Organisation : Schweizerisches Tropen- und Public Health-Institut

Abkürzung der Firma / Organisation : Swiss TPH

Adresse : Socinstrasse 57

Kontaktperson : Prof. Dr. Jürg Utzinger, Direktor

Telefon : (061) 284-8129

E-Mail : juerg.utzinger@swisstph.ch

Datum : 23.3.2018

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen und nur die grauen Formularfelder auszufüllen.
2. Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.
3. Bitte pro Artikel, Absatz und Buchstabe oder pro Kapitel des erläuternden Berichtes eine Zeile verwenden.
4. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte **als Word-Dokument** bis am **23. März 2018** an folgende E-Mail Adresse: dm@bag.admin.ch und tabakprodukte@bag.admin.ch.
5. Spalte "Name/Firma" muss nicht ausgefüllt werden.

Herzlichen Dank für Ihre Mitwirkung!

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Bemerkungen	_____	3
Erläuternder Bericht (ohne Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln")	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Erläuternder Bericht Kapitel 2 "Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln"	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Entwurf Tabakproduktegesetz	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Unser Fazit	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.
Anhang: Anleitung zum Einfügen zusätzlicher Zeilen:	_____	Fehler! Textmarke nicht definiert.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Allgemeine Bemerkungen	
Name/Firma	Bemerkung/Anregung
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Allgemeine Bemerkungen</p> <p>In Artikel 1 des Vorentwurfes des Tabakproduktegesetzes (VE-TabPG) heisst es, dass mit diesem Gesetz „<i>der Mensch vor den schädlichen Auswirkungen des Konsums von Tabakprodukten und elektronischen Zigaretten geschützt werden soll</i>“. Artikel 4 VE-TabPG erwähnt auch als Zielsetzung, den Verbraucher gegen Täuschung zu schützen, und wie in Abs. 2 dargelegt, dass Produkte „<i>täuschend [sind], wenn sie bei den Konsumentinnen und Konsumenten falsche Vorstellungen über die gesundheitlichen Auswirkungen, die Gefahren oder die Emissionen des Produkts wecken können</i>“. Gemäss aktuellem Stand des Wissens über die Schädlichkeit von Tabak und über die zu ergreifenden Massnahmen, um seine Wirkungen durch den Schutz der Rechte von Rauchern und Nichtrauchern, insbesondere von Kindern und Jugendlichen, zu begrenzen, erlaubt es der vorliegende Entwurf des VE-TabPG nicht, die in Artikel 1 festgelegten Ziele zu erreichen.</p> <p>Dieses Gesetz zielt darauf ab, die Tabakindustrie und die davon abhängigen Wirtschaftszweige vor restriktiveren Tabakkontrollvorschriften zu schützen. Das Gesetz missachtet die Gesundheit der Bevölkerung und hintergeht die Verpflichtungen der Schweiz auf internationaler Ebene die nachhaltigen Entwicklungsziele (Agenda 2030) zu erreichen. Jüngste Zahlen weisen darauf hin, dass die Mehrheit der Schweizer Bevölkerung ein Tabakwerbeverbot fordert und eine restriktive Anti-Tabak-Politik befürwortet (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). <i>Publicité, prix et mises en garde: opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions</i>, Addiction Suisse, Lausanne). Auf der anderen Seite hat sich das Parlament für eine stärkere Liberalisierung des Marktes und gegen jede weitere Einschränkung der Werbung ausgesprochen und teils fast wortwörtlich die Position der Tabakindustrie wiederholt (s. zum Beispiel die Eröffnungsrede der Debatten im Ständerat durch Josef Dittli und die offizielle Position von Swiss Cigarette).</p> <p>Das VE-TabPG steht im Widerspruch zu einer Gesundheitspolitik, die auf wissenschaftlichen Erkenntnissen aus Medizin und öffentlicher Gesundheit basiert. Diese Politik zu rechtfertigen ist genauso inakzeptabel wie es ist, die globale Erwärmung zu leugnen. Angesichts der materiellen Unmöglichkeit, das erklärte Ziel zu erreichen, und der damit verbundenen öffentlichen Täuschung besteht keine andere Möglichkeit, als diesen Gesetzentwurf zu Tabakprodukten abzulehnen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Die Schädlichkeit von Tabak und die Verletzlichkeit von Jugendlichen und benachteiligten Personen</p> <p>In seinem Bericht zum VE-TabPG stellt der Bundesrat kurz die tabakbedingten Probleme dar: Tabak ist das einzige Konsumgut, das nicht ohne Risiko für die Gesundheit konsumiert werden kann, mit einer Mortalitätsrate von mehr als 50% verbunden ist und das schnell abhängig machen kann. Eine weitere Besonderheit ist, dass die Hälfte aller Raucher gerne mit dem Konsum aufhören möchte. Der Bundesrat erwähnt auch, dass der Anteil der Konsumierenden in der Bevölkerung seit 2011 nicht zurückgegangen ist und dass der Tabakkonsum in der Schweiz jedes Jahr 9'500 von insgesamt 65'000 Todesfällen (1 von 7 Todesfällen) verursacht (im Vergleich verursachten Verkehrsunfälle im Jahr 2016 insgesamt 216</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Todesfälle in unserem Land). Abschließend diskutiert er die wirtschaftlichen Schäden des Rauchens (direkte medizinische Kosten von 1,5 Milliarden Franken und Produktivitätsverluste von 4 Milliarden pro Jahr). Rauchen ist die führende vermeidbare Ursache für Krankheit und Tod in unserem Land. Es wird geschätzt, dass in der Schweiz 400'000 bis 450'000 Menschen mit chronisch obstruktiver Lungenerkrankung (COPD) und 9'000 mit Lungenkrebs leben, bei denen das Rauchen der Hauptrisikofaktor ist. Darüber hinaus sind im Bereich Krebs jährlich fast 4'000 Todesfälle auf das Rauchen zurückzuführen sowie 3'700 Todesfälle auf Herz-Kreislauf-Erkrankungen. (Bridevaux PO Gerbase MW Probst-Hensch SL, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008 ; 63 : 768-774; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015: Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>Mehr als die Hälfte aller Raucher in der Schweiz hat vor dem 18. Lebensjahr mit dem Rauchen angefangen. Tabakwerbung hat denn auch hauptsächlich die Rekrutierung neuer junger Konsumenten im Visier (siehe die Ergebnisse aus 2014 des Observatoriums der Marketingstrategien für Tabakerzeugnisse), weshalb wirksame Schutzmaßnahmen für diese Altersgruppe besonders wichtig sind. Rauchende finden sich zudem überproportional in den niedrigsten sozioökonomischen Schichten. Rauchen ist damit eine Ursache von erheblichen gesundheitlichen Ungleichheiten (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006; 368: 341–2). Die direkten Kosten des Tabakkonsums belasten somit die ohnehin schon vulnerabelsten Bevölkerungsgruppen am stärksten.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Der Schutz von Kindern und Jugendlichen: die Notwendigkeit, Werbung zu verbieten</p> <p>Das Gesetz muss sicherstellen, dass die Tabakindustrie Kinder und Jugendliche nicht mehr zum Rauchen verführen kann. Das künftige Gesetz muss multinationale Tabakunternehmen davon abhalten, solche Werbestrategien zu nutzen. Ein generelles Verbot von Werbung, Verkaufsförderung und Sponsoring für Tabakerzeugnisse ist angezeigt. Alle Lebensbereiche müssen frei von Tabakwerbung sein. Ein Werbeverbot, das „speziell auf Minderjährige ausgerichtet ist“ reicht nicht aus. Es ist schwer umzusetzen und subjektiv. Wie sind zum Beispiel „hauptsächlich von Minderjährigen frequentierte Orte“ zu definieren? Mit anderen Worten, die Beschränkung der Werbung auf Orte, die „hauptsächlich“ von Erwachsenen besucht werden, schützt Minderjährige nicht ausreichend (z.B. Zeitschriften usw.). Dies gilt auch für Festivals. Auch wenn diese nicht „hauptsächlich“ von Minderjährigen besucht werden, so stellen Minderjährige doch eine beträchtliche Besucherzahl an Festivals dar.</p> <p>Zu fordern ist auch ein Verbot von Point-of-Sale-Werbung und Verkaufsförderung durch Rabatte. (siehe Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012; 21: 147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416; Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000; 19(6): 1117-37). Gegenwärtig besteht ein erheblicher Teil der Marketingaktivitäten der Tabakindustrie aus Werbung am Point-of-Sale. Die Einführung neuer Werbeeinschränkungen im Rahmen des VE-TabPG wird dazu führen, dass Werbemaßnahmen in Zukunft am Point-of-Sale noch verstärkt werden (für eine wissenschaftliche Überprüfung der Auswirkungen von Werbung am Verkaufsort siehe Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Das Werbeverbot sollte auch für nikotinfreie E-Zigaretten und für die anderen im VE-TabPG genannten Produkte gelten. Sie wird sonst indirekt als Werbung für Zigaretten verwendet werden und dazu beitragen den Konsum von Tabakprodukten zu</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	verharmlosen.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Notwendigkeit einer neutralen Verpackung</p> <p>Die Verpackung eines Produktes wird auch für dessen Bewerbung verwendet. Die Tabakindustrie verwendet Verpackungen, um ihre Produkte für bestimmte Zielgruppen attraktiver zu machen. Das künftige Tabakgesetz sollte daher so formuliert sein, dass es grundsätzlich möglich ist, in der künftigen Tabakverordnung eine neutrale Verpackungspflicht einzuführen. Schliesslich müssen die Bestimmungen im Gesetzesentwurf in Bezug auf die Warnhinweise angepasst werden. Zum Beispiel sollte der Größenunterschied zwischen den vorgeschlagenen Warnhinweisen für Tabakprodukte für Rauch- und andere Erzeugnisse zurückgewiesen werden, da alle Tabakerzeugnisse gesundheitsschädlich sind.</p> <p>Die Einführung von neutralen Verpackungen für alle Tabakprodukte ist die optimale Lösung (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Baud L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Cochrane Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Wir betrachten sie als den Königsweg. Ansonsten glauben wir, dass die Einhaltung internationaler Standards, wie sie in den Empfehlungen der WHO definiert sind, bereits eine wesentliche Verbesserung gegenüber dem Status quo darstellen würde.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Zur Förderung von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie</p> <p>In Ergänzung zu den Werbeverböten und Einschränkungen auf den Verpackungen sollten Instrumente eingeführt werden, die eine Kontinuität bei der Finanzierung von Sport- und Kulturveranstaltungen sicherstellen, welche nach wie vor stark von Geldern der Tabakindustrie abhängig sind. Es soll jedoch erwähnt werden, dass es schon heute Veranstaltungen von nationaler Bedeutung wie das Gurten-Festival gibt, die ohne Tabakfinanzierung auskommen. Ein solcher freiwilliger Ansatz ist zu begrüßen. Ein wesentlicher Teil der Tabaksteuer sollte zukünftig zur Finanzierung von Massnahmen zum Ausstieg aus dem Tabakkonsum verwendet werden. Daneben ist es aber auch wichtig, sportliche und kulturelle Aktivitäten zu unterstützen. Ein aus Tabaksteuer gespeister Fonds sollte geschaffen werden, der den Veranstaltern von Sport- und Kulturveranstaltungen zur Verfügung gestellt wird. Ein solcher Fonds müsste unabhängig von der Tabakindustrie sein und könnte von den Veranstaltern selbst verwaltet werden. Die strikte Trennung von der Tabakindustrie könnte auch neue Finanzierungsmöglichkeiten für Akteure schaffen, die nicht mit Tabak und Rauchen in Verbindung gebracht werden wollen.</p>
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	<p>Spezifische Verbraucherschutzmassnahmen</p> <p>Der Verbraucherschutz umfasst nicht nur Informationen und Verbote. Es gibt viele wirkungsvolle strukturelle Massnahmen, beispielsweise durch Steuern, der Förderung der Entwöhnung, Integration im Schulunterricht, durch Medienkampagnen, Regelung des Verkaufs an Minderjährige, Deklaration der Produktezusammensetzung oder Anreize zur Verhinderung von illegalem Handel oder zur Förderung von Werbung, Promotion und Sponsoring von Sport- und Kulturveranstaltungen unabhängig von der Tabakindustrie (über Steuern) usw. Der Zweck des Gesetzes sollte es sein, die Rechte von Nichtrauchern gegenüber Rauchern zu garantieren. Raucher sollten nicht stigmatisiert werden. Sie müssen in der Lage versetzt, Tabak zu konsumieren ohne die Rechte von Nichtrauchern zu verletzen. Sie müssen aber auch Zugang zu Massnahmen haben um gegen ihre</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Sucht zu kämpfen.</p> <p>Der in Abstimmung mit den Vorgaben des Parlaments erarbeitete Text widerspricht nicht nur dem Willen der Bevölkerung, sondern schränkt auch die Entscheidungsfreiheit der Bürger ein, seien sie nun Raucher oder Nichtraucher. Die Hälfte der Raucher möchte auf Tabakprodukte verzichten. Die Hypothese, dass Rauchende rationale und gut informierte Verbraucher sind, die für sich entscheiden können, trifft deshalb nicht zu (Sunstein C. und Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93 (2), S. 175-179). Raucher konsumieren Tabakprodukte häufig primär um den Effekt des Nikotinentzugs zu vermeiden und nicht aufgrund einer freien und rationalen Wahl. Eine neuere Studie in den Vereinigten Staaten zeigt, dass die überwiegende Mehrheit der Raucher den Wunsch äußert, mit dem Rauchen aufzuhören, es bereut jemals damit begonnen zu haben und sich selber als abhängig bezeichnet (siehe Pechacek TF, et al., Tob Control 2017, 0: 1-9 : 10.1136 / tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>Die Tabakindustrie nützt die Abhängigkeit der Raucher aus durch Beifügen von abhängigkeiterzeugenden chemischen Zusatzstoffen in Zigaretten und durch den Design der Produkte (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (Bericht auf Französisch) Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014 ; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Europäische Kommission, 12. November 2010) in Bezug auf den Design s. die vor kurzem s. die vor kurzem in Frankreich eingereichte Beschwerde gegen 4 Hersteller zur Manipulation von Zigarettenfiltern durch wissentliche Irreführung der Verbraucher über die Mengen an Nikotin und Teer, denen sie ausgesetzt sind). Das VE-TabPG ignoriert diese Realität und schafft ein Umfeld, das den Freiheiten und der Gesundheit der Bevölkerung nicht förderlich ist.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Kontrolle von Tabakerzeugnissen und Bekämpfung des illegalen Handels</p> <p>Im Vorentwurf wurde auf die Einführung von Maßnahmen zur Bekämpfung des illegalen Handels mit Tabakerzeugnissen verzichtet. Das Zusatzprotokoll von 2012 zur Rahmenkonvention zur Tabakkontrolle der Weltgesundheitsorganisation (WHO) sieht ein umfassendes System zur Überwachung und Nachverfolgung von Tabakerzeugnissen vor. Dieses Protokoll ist die erste ergänzende Vereinbarung zum Internationalen Rahmenübereinkommen der Weltgesundheitsorganisation. Der VE-TabPG ist nicht nur nicht konform mit diesem Übereinkommen, sondern schafft auch die Voraussetzungen dafür, dass die Schweiz zur Drehscheibe für den Handel mit Tabakerzeugnissen wird, welche nicht mit den Vorschriften in den Importländern konform sind. Eine Mindestkontrolle von Tabakerzeugnissen für den Export muss daher beibehalten werden, mit dem Ziel, dass die Schweiz längerfristig konform mit internationalen Standards wird.</p> <p>Das Recht auf Gesundheit wird als wichtiges Ziel der nachhaltigen Entwicklung anerkannt (SDG/ODD 3: Allen ein gesundes Leben ermöglichen und das Wohlergehen aller Menschen in allen Altersgruppen fördern). Es ist international anerkannt, dass eine strikte Anti-Tabak-Politik einer der Bereiche ist, mit welcher die Gesundheit der Bevölkerung am stärksten unterstützt werden kann. Europa unternimmt besondere Anstrengungen in dieser Richtung. Es verbietet die Herstellung von Tabakerzeugnissen auf seinem Hoheitsgebiet, die die Mindeststandards nicht erfüllen, auch für den Export außerhalb Europas. Das Schweizer Recht kennt keine solche Beschränkung. Es beschränkt sich auf die Einhaltung der im</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	<p>Bestimmungsland geltenden Rechtsvorschriften. Dies erklärt den starken Anstieg der Zigarettenexporte in den letzten Jahren, von denen fast 80% für den Nahen Osten und Asien bestimmt sind. Gemäss SECO entsprach dies 2016 561 Mio. CHF, fast genauso viel wie Käseexporte (578 Mio. CHF). Durch Fallenlassen des Erfordernisses der Achtung des Rechtes des Bestimmungslandes behindert VE-TabPG die Schweizer Behörden darin, präventiv zum Schutz der Verbraucher in diesen Ländern einzugreifen. Eine solche Politik läuft dem Trend zu immer strengeren Kontrollen zum Beispiel im Bereich der therapeutischen Produkte und Lebensmittel direkt zuwider. Dies ist umso schockierender, als es die Kapazitäten von Ländern schwächt, die Tabakprodukte nach internationalen Standards kontrollieren zu wollen. Der VE-TabPG würde die Schweiz in die Position der wenigen Länder rücken, die damit willentlich diese Importländer schwächen. Das steht im Widerspruch zum internationalen Engagement der Schweiz zugunsten der Menschenrechte und untergräbt die Glaubwürdigkeit der Schweiz in Bezug auf ihre Verantwortlichkeiten im Rahmen der Agenda 2030.</p> <p>Nicht-falsifizierbare Sicherheitskennzeichen ermöglichen es den Zoll- oder Polizei- Behörden echte Produkte von Schmuggelware oder gefälschten Waren zu unterscheiden und zu überprüfen, ob die Tabaksteuer tatsächlich erhoben und bezahlt wurde. Um ein unabhängiges und transparentes Verfahren zu gewährleisten, muss die Kontrolle von Produktion und Vertrieb von unabhängigen Drittorganisationen und nicht von der Tabakindustrie selbst durchgeführt werden.</p> <p>Ein solches Rückverfolgbarkeitssystem ist auch für die Schweiz unverzichtbar. Natürlich sind der Zigaretten Schmuggel und der Handel mit gefälschten Tabakprodukten in unserem Land zur Zeit nur von geringer Bedeutung. Wie die kanadischen Erfahrungen zeigen, bringt eine deutliche Erhöhung der Steuern (wie sie aufgrund internationaler Standards empfohlen wird), jedoch die Gefahr mit sich, dass dieses Problem auch in der Schweiz zunehmen könnte. Umso wichtiger ist es, die Instrumente zur Bekämpfung des Schmuggels zur Verfügung zu haben. Das System der Rückverfolgbarkeit würde die potentielle illegale Handelsentwicklung rechtzeitig kontrollieren und erlauben, rechtzeitig darauf zu reagieren. Die Nichtbeteiligung der Schweiz würde zu Lücken in der internationalen Zoll- und Polizeikooperation führen. So wie der Gesetzesentwurf jetzt ausgestaltet ist, verstößt der VE-TabPG gegen die internationalen Verpflichtungen der Schweiz und steht im Widerspruch zu ihrer humanitären und menschenrechtlichen Tradition, insbesondere auch im Kontext der Agenda 2030. Schliesslich besteht das Risiko, dass sich Verbraucher weltweit getäuscht fühlen: indem sie in der Schweiz hergestellte Zigaretten kaufen, gehen sie davon aus, dass diese der schweizerischen Gesetzgebung entsprechen. Sie sind sich schliesslich auch nicht bewusst, dass das Schweizer Produkt möglicherweise zudem nicht den gesetzlichen Anforderungen des Ziellandes entspricht. Dies widerspricht dem Prinzip Swiss Made basierend auf hohen Qualitätsstandards.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>Für eine Tabakwarenkontrollpolitik mit einem günstigen Kosten-Nutzen-Verhältnis</p> <p>Während sich Wirtschaftskreise Sorgen machen über die Belastung der Gesundheitskosten und Krankenkassenprämien auf unseren Wohlstand, dürfen sie die Tatsache nicht ignorieren, dass das Rauchen eine vermeidbare Ursache von Krankheit in der Schweiz ist mit einer hohen Anzahl verlorener Lebensjahre und hohen Kosten für das Gesundheitssystem. Die mögliche Anzahl der gewonnenen gesunden Lebensjahre durch Raucherentwöhnung ist daher ebenso wichtig, auch für ältere Raucher (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014; 370: 60-8.DOI: 10,1056 / NEJMra1308383). Aus gesundheitsökonomischer Sicht bieten Maßnahmen zur Rauchprävention und Raucherentwöhnung erhebliche Kosten-Nutzen-Vorteile für die Gesundheit der Bevölkerung (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global</p>

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

	and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Die Kosteneffizienz einer strengen Kontrollpolitik für Tabakerzeugnisse ist daher besonders positiv. Mit anderen Worten, langfristig werden die Gesundheitskosten nicht zwingend kleiner durch eine Reduktion der Raucherquoten, aber die Reduzierung des Rauchens mittels wirksamer Maßnahmen ist ein effizienter Weg den Gesundheitszustand der Bevölkerung zu verbessern.
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Wenn Sie einzelne Tabellen im Formular löschen oder neue Zeilen hinzufügen möchten, so können Sie unter "Überprüfen/Dokument schützen/ Schutz aufheben" den Schreibschutz aufheben. Siehe Anleitung im Anhang.

Bundesgesetz über Tabakprodukte und elektronische Zigaretten: Vernehmlassungsverfahren

Unser Fazit	
<input type="checkbox"/>	Akzeptanz
<input type="checkbox"/>	Vorschläge für Änderungen / Vorbehalte
<input type="checkbox"/>	Tiefgreifende Umarbeitung
<input checked="" type="checkbox"/>	Ablehnung

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève / Registre genevois des tumeurs

Abréviation de la société / de l'organisation : RGT

Adresse : Rue Michel-Servet 1, 1211 Genève 4

Personne de référence : Christine Bouchardy Magnin

Téléphone : 022 379 49 50

Courriel : christine.bouchardymagnin@unige.ch

Date : 22.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
<p>....</p>	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26–37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Université de Genève / Registre genevois des tumeurs

Abréviation de la société / de l'organisation : RGT

Adresse : Rue Michel-Servet 1, 1211 Genève 4

Personne de référence : Elisabetta Rapiti

Téléphone : 022 379 49 50

Courriel : Elisabetta.Rapiti@unige.ch

Date : 26.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	9
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Claude Jeanrenaud

Abréviation de la société / de l'organisation : Institut de recherches économiques, Université de Neuchâtel

Adresse : Breguet 2, 2000 Neuchâtel

Personne de référence : Claude Jeanrenaud, professeur honoraire

Téléphone : + 41 32 718 1405

Courriel : claude.jeanrenaud@unine.ch

Date : le 26 mars 2018

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	_____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Projet de loi sur les produits du tabac	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	
Notre conclusion	_____	4
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	_____ Fehler! Textmarke nicht definiert.	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p> <p>Pour le surplus, je soutiens les arguments de la prise de position de la SSPH+.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

gefunden werden.	
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Avis donné par

Nom / société / organisation :

Abréviation de la société / de l'organisation : Policlinique Médicale Universitaire

Adresse : Rue du Bugnon 44, 1011 Lausanne

Personne de référence : CLAIR Carole

Téléphone : +41795568146

Courriel : carole.clair@hospvd.ch

Date : 26.03.2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions») _____	9
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions » _____	11
Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions » _____	11
Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune _____	12
Notre conclusion _____	36

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	Remarque / suggestion :
	<p>NB</p> <p>La présente réponse se base sur</p> <ul style="list-style-type: none"> • La position rédigée par Promotion Santé Vaud • La position rédigée par L'Alliance pour une loi efficace sur les produits du tabac • La position rédigée par la Swiss School of Public Health (SSPH+) • La position rédigée par OxySuisse • Un <i>hearing</i> d'experts organisé le 2 mars 2018 à Lausanne par Promotion Santé Vaud / CIPRET-Vaud et la Polyclinique médicale universitaire de Lausanne (PMU). Etaient présents : Prof P. Bovet, IUMSP, P. Diethelm, OxySuisse, V. El Fehri, AT, Y. Hochuli, Ligue vaudoise contre le cancer, J.-P. Humair, CIPRET-Genève, Prof J. Marti, IUMSP, M. Pasche, ProSV et CFPT, K. Zürcher, ProSV / CIPRET-Vaud, I. Jacot-Sadowski, PMU, V. Guenin, ProSV / CIPRET-Vaud. • L'expérience et l'expertise de ProSV / du CIPRET-Vaud (notamment suite à deux de ses études, à savoir l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande 2014 et l'étude Eye tracking dans les points de vente 2017) • La position rédigée par l'Institut universitaire romand de santé au travail (IST), en particulier son analyse critique des définitions proposées pour les produits du tabac à fumer et pour les produits du tabac à chauffer.
	<p>Appréciation générale</p> <p>Quand bien même une loi réglementant de manière spécifique les produits du tabac et les cigarettes électroniques est nécessaire, l'avant-projet de loi (AP-LPTab) proposé ce jour par le Conseil fédéral est inacceptable. Si l'on veut réellement et efficacement protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac, il est nécessaire de remanier en profondeur cet avant-projet. La loi doit au minimum remplir les exigences permettant la ratification de la Convention-cadre de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac (CCLAT). Une Convention ratifiée par 180 pays à ce jour et que la Suisse a signée en 2004, démontrant ainsi sa volonté de la ratifier à terme.</p> <p>L'AP-LPTab n'est pas capable d'atteindre son but, qui est, selon son premier article, « <i>de protéger l'être humain contre le effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». Conformément aux connaissances scientifiques sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant la population, en particulier les enfants et les jeunes, l'actuel AP-LPTab ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. Les mesures pour lutter contre le</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

tabagisme sont connues et leur efficacité prouvée. Elles sont notamment énoncées dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac. Ces dispositions sont aussi énoncées, et leur mise en œuvre régulièrement évaluée dans tous les pays membres de l'OMS, dans le [Programme de politiques et d'interventions MPOWER de l'OMS](#). Il s'agit notamment de : rendre les produits du tabac moins accessibles en augmentant leurs prix, les rendre moins attractifs en interdisant toutes formes de publicité, de promotion et de parrainage et d'avertir la population des dangers du tabagisme en recourant à des mises en garde sanitaires efficaces.

L'AP-LPTab protège les intérêts de l'industrie du tabac au détriment de la santé publique. Dans son Rapport explicatif, le Conseil fédéral montre qu'il a parfaitement conscience de la gravité du problème constitué par le tabagisme en Suisse. Malgré cela, tout en sachant pertinemment qu'il existe des mesures efficaces qui sont appliquées avec succès dans des pays démocratiques tout aussi soucieux de préserver les libertés individuelles que la Suisse, il propose un texte incapable de réellement limiter le commerce, la publicité et la promotion d'un produit addictif et toxique et laisse le champ libre à l'industrie du tabac. L'AP-LPTab protège ainsi cette industrie et les secteurs économiques qui en dépendent, au détriment de la santé de la population et de sa volonté d'avoir une loi plus restrictive ([Kuendig H., Notari L., Gmel G. 2016](#)). Ce projet va à l'encontre de la Constitution fédérale et de la jurisprudence du Tribunal fédéral (voir pour exemple l'ATF 133 IV 222 du 9 juillet 2007 qui stipule que « *l'interdiction de la publicité destinée au public pour les médicaments soumis à ordonnance est fondée sur la primauté de l'intérêt public à la protection de la santé face au besoin de l'industrie pharmaceutique de pouvoir les mettre sur le marché* ») qui donnent au Conseil fédéral la mission de protéger la santé et la sécurité des personnes, en accordant systématiquement la prépondérance à la santé publique lorsque celle-ci est opposée aux intérêts commerciaux d'entreprises privées. Ce projet va aussi à l'encontre de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée, et qui stipule dans le premier alinéa du préambule que les "Parties [sont] résolues à donner la priorité à leur droit de protéger la santé publique".

Compte-tenu de ces constats, Promotion Santé Vaud exige des remaniements en profondeur de cet AP-LPtab et formule en particulier les demandes suivantes :

- 1. Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations ou de toutes autres formes d'activités publiques**
- 2. Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac**
- 3. Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates**
- 4. La protection des consommateurs par un contrôle des produits**
- 5. Le maintien de l'interdiction de commercialiser du *snus***
- 6. Des mesures de lutte contre le commerce illicite**

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Une interdiction de la publicité, de la promotion des ventes et du parrainage de manifestations</p> <p>Le Parlement a chargé le gouvernement de « renforcer la protection de l'enfance » dans un projet retravaillé. Les dispositions proposées aujourd'hui ne sont cependant pas suffisantes pour y parvenir. L'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac en Suisse romande a montré que la publicité est omniprésente, que les techniques sont créatives et élaborées et que l'industrie cible les jeunes (lieux, langage, visuels, référentiels...). Dès lors la loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées.</p> <p>Il faut que la future loi comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective. Limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux et les incitent à la consommation tabagique dans une ambiance décontractée et festive.</p> <p>En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué. Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et aux autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes.</p> <p>Sans ces modifications, la loi est contraire à la Constitution fédérale qui garantit la protection des enfants et des jeunes. En effet, malgré le fait que plus de la moitié des fumeurs a commencé avant l'âge de 18 ans et que le marketing cible prioritairement les jeunes, le projet de loi tel que rédigé ce jour laisse le champ entièrement libre à l'industrie du tabac.</p>
	<p>Des emballages neutres non promotionnels ainsi que des mises en garde conformes aux standards internationaux et indifférenciés selon les produits du tabac</p> <p>L'emballage des produits du tabac est à considérer comme un support publicitaire. En vertu de ce principe, l'Australie, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande et la Norvège ont légiféré pour que les produits du tabac soient vendus dans des emballages neutres non promotionnels. D'autres pays vont suivre. Les résultats de recherche confirment que les paquets neutres réduisent l'attrait du tabagisme et renforcent le désir d'arrêter de fumer. Dans l'UE, les États membres peuvent imposer un emballage standard en raison de la nouvelle directive sur les produits du tabac (directive 2014/40/UE, article 24).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Ainsi, il y a lieu de formuler la future LPtab de telle façon qu'il soit possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale. A minima, une mise en conformité des avertissements sanitaires avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables.</p> <p>Nous proposons dès lors d'inclure la proposition suivante dans la loi en préparation : un paquet neutre, sur lequel les mises en garde combinées, contenant à la fois du texte, des images et une référence à la ligne stop-tabac, recouvrent 80 % de la surface des deux faces de l'emballage en variant les textes et les images. En outre, il convient de placer les mises en garde sur la moitié supérieure de l'emballage.</p> <p>Les règlements devraient pour le moins, en matière d'avertissements, être alignés sur la nouvelle directive de l'UE, et les exigences de cette dernière en matière de taille et de forme des paquets devraient être reprises. De cette manière, on pourrait, par exemple, éviter les opérations publicitaires avec des paquets très étroits, suggérant de manière subliminale que les cigarettes sont un produit amincissant.</p> <p>Les mises en garde différenciées proposées pour les produits du tabac fumé et les autres produits doivent être rejetées, car tous les produits du tabac comportent des risques pour la santé.</p>
	<p>Une interdiction de vente de tabac aux mineurs complétée par l'interdiction de la vente de tabac via des automates</p> <p>Nous approuvons l'interdiction de vente aux mineurs proposée par le Conseil fédéral ainsi que le contrôle du respect de cette interdiction par des achats-tests. Cependant, une telle interdiction seule n'a qu'une efficacité très limitée. Comme nous l'avons vu plus haut, en absence d'une réelle interdiction de la publicité, elle risque même d'être incitative, en agissant comme renforçateur du slogan de l'industrie du tabac « fumer est pour les adultes », sur lequel l'industrie du tabac fonde sa stratégie de marketing auprès des adolescents depuis les années 1990, en présentant le tabac comme le marqueur de l'entrée dans le monde des adultes.</p> <p>Une telle interdiction de vente aux mineurs doit être obligatoirement accompagnée de l'interdiction de la vente de produits du tabac dans des distributeurs automatiques. La sophistication des automates n'empêche en effet pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression est nécessaire.</p> <p>Aussi, l'interdiction de vente aux mineurs doit être complétée par une obligation de licence des points de vente. L'octroi d'une telle licence doit être payante et impliquer que son titulaire s'engage à respecter les dispositions relatives à la protection de la jeunesse. Dans le cas contraire, le titulaire de la licence risque de se la voir retirer. Tel est déjà le cas dans certains cantons. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>L'avant-projet autorise désormais la vente de cigarettes électroniques contenant de la nicotine. Cet assouplissement par rapport à la situation actuelle ne doit pas avoir pour conséquence d'entraîner les enfants et les jeunes – qui auront dès lors facilement accès aux cigarettes électroniques contenant de la nicotine – dans la dépendance à la nicotine. C'est la raison pour laquelle il est important que les cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine, soient soumises aux mêmes dispositions que les autres produits du tabac.</p>
	<p>La protection des consommateurs par un contrôle des produits</p> <p>Tel que le Rapport explicatif le mentionne, la moitié des consommateurs de tabac souhaiteraient cesser de fumer. L'industrie du tabac joue sur la dépendance des fumeurs en l'accentuant davantage, notamment en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes. Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent être interdits.</p> <p>Les arômes caractérisants sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>L'Europe interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards internationaux en matière de concentrations de substances nocives (nicotine, goudrons), même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse actuel n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ainsi, certains produits du tabac fabriqués en Suisse et destinés à l'exportation dans des pays hors de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'Ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Cela n'est pas acceptable. La future loi doit inclure une disposition capable de protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées.</p>
	<p>Le maintien de l'interdiction de commercialiser du snus</p> <p>L'autorisation commerciale du snus, un produit du tabac, conduira certainement à une expansion du marché du tabac en Suisse. Cela affectera principalement les adolescents. Le tabac oral est très addictif, endommage la muqueuse buccale et les substances carcinogènes qu'il contient peuvent provoquer des cancers du pancréas, de la bouche et de l'œsophage. Compte tenu des propositions insuffisantes du Conseil fédéral pour restreindre la publicité, la promotion et le parrainage dans le présent projet, il n'y a aucune raison de lever l'interdiction d'importer et de vendre du snus à des fins commerciales. Une interdiction existe également dans l'Union européenne, sauf en Suède. Une levée de ces restrictions n'est pas à l'ordre du jour dans ces pays.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>Des mesures de lutte contre le commerce illicite</p> <p>Dans l'AP du Conseil fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. Dans sa directive sur les produits du tabac, l'UE a repris les exigences principales du protocole.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont actuellement qu'une importance secondaire dans notre pays. Néanmoins, le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière.</p>
	<p>Consommation de cigarettes électroniques et de produits contenant du tabac chauffé dans les lieux publics et sur les lieux de travail</p> <p>Pour rappel, la protection contre l'exposition à la fumée du tabac est un pilier essentiel pour la lutte contre le tabagisme et la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac stipule que les pays doivent prendre des mesures efficaces pour la protection contre l'exposition à la fumée dans les lieux de travail intérieurs, les transports publics, les lieux publics et, le cas échéant, d'autres lieux publics. Ces dispositions font l'objet en Suisse d'une loi <i>ad hoc</i> (Loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif).</p> <p>Nous saluons la proposition d'adaptation de la loi fédérale sur la protection contre le tabagisme passif, qui fait entrer dans le champ d'application de ladite loi, entre autres, les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé. En effet, l'état des connaissances ne permet pas d'exclure que les ingrédients contenus dans les émissions de l'e-cigarette et des produits à base de tabac chauffé représentent un danger pour les tiers. Les e-cigarettes et les produits à base de tabac chauffé peuvent par ailleurs donner l'impression aux enfants et aux jeunes que la dépendance à la nicotine va de soi dans notre société, ce qui est susceptible d'encourager la consommation de ces produits.</p>

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire des dispositions »)		
nom/société	chap. n°	remarque / suggestion :
	1.1	<p>Situation initiale</p> <p>Le Conseil fédéral présente en quelques mots dans l'introduction les problèmes liés aux produits du tabac: ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé et peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9 500 décès (accidents de la route: 296 victimes). Enfin, il évoque les dégâts économiques (5,6 milliards de francs).</p> <p>Pourtant, ces faits sont ignorés ensuite dans le texte et les dispositions prévues incapables de véritablement et efficacement lutter contre ce problème majeur de santé publique.</p>
	1.3.2	<p>Produits du tabac à chauffer</p> <p>Le rapport explicatif stipule que « le produit contenant du tabac est chauffé d'une manière ou d'une autre, en l'absence d'une combustion notable ». Cependant, pour l'heure, seules des données dépendantes de l'industrie du tabac le prétendent. Au contraire, l'étude du Prof Auer (Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521) confirme la présence de composés typiques de la pyrolyse (combustion incomplète) lors de l'utilisation de l'iQOS. De ce fait les auteurs concluent malgré des températures de chauffe plus basses, l'iQOS émet bel et bien de la fumée.</p>
	1.3.3	<p>Exigences vis-à-vis des produits et de leur emballage</p> <p>Selon la proposition du Conseil fédéral il est prévu de renoncer à une liste positive des additifs autorisés et le système d'approbation qui l'accompagne. Il est prévu à la place une liste des ingrédients interdits pour tous les produits et appareils, ainsi qu'une liste des émissions maximales autorisées pour les cigarettes.</p> <p>L'abandon du système comportant une liste des additifs autorisés est justifié dans le rapport explicatif par le fait que l'importance des additifs est faible par rapport à la toxicité globale des produits du tabac. Cette banalisation est incompréhensible. Nous maintenons que les additifs jouent un rôle important dans la consommation et l'augmentation de la dépendance chez les êtres humains. Les additifs sont utilisés, par exemple, pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner à la cigarette un arôme au caractère unique, • contrôler la combustion de la cigarette,

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

		<ul style="list-style-type: none"> • garder le tabac humide et éviter son dessèchement, • couvrir l'odeur amère et piquante de la fumée inhalée, • adoucir la fumée inhalée et réduire ainsi son effet irritant dans les voies respiratoires (en éliminant au bout du compte l'avertissement donné par le corps que la fumée est nocive), • colorer en blanc les cendres et la fumée et améliorer l'apparence de la cigarette. <p>Second point, la liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p>
	1.6.1	<p>Le droit dans les pays voisins</p> <p>Ces deux dernières décennies, la législation sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques a connu un développement positif dans les pays européens: dans la grande majorité d'entre eux, il existe des restrictions plus strictes de la publicité, de la promotion et du parrainage que celles proposées par le Conseil fédéral. L'Association des ligues européennes contre le cancer considère même la Suisse comme la lanterne rouge dans ces domaines (Tobacco Control Scale 2016 en Europe). Au moins deux de nos quatre pays limitrophes (F, I) sont dotés depuis longtemps de dispositions beaucoup plus ambitieuses.</p>
	1.6.2	<p>Le droit européen</p> <p>Les Etats membres de Communauté européenne ont également adopté des lignes directrices plus sévères ces dernières années: la directive 2014/40/UE pour les produits du tabac, entrée en vigueur le 19 mai 2014, fait que le retard de la Suisse sur ces Etats s'est encore aggravé. Il convient de noter en particulier les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les avertissements en Suisse restent plus petits que dans l'UE, • les cigarettes électroniques sont toujours moins réglementées en Suisse que dans l'UE, • la vente de snus doit désormais être autorisée en Suisse alors qu'elle est interdite dans l'UE (sauf en Suède), • le parrainage d'événements internationaux est interdit dans toute l'UE
	1.6.2	<p>Normes internationales</p> <p>Les propositions faites par le Conseil fédéral ne sont plus conformes aux normes internationales, au moins depuis l'entrée en vigueur de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac en date du 27 février 2005. La Suisse a signé la convention de l'OMS en 2004. A l'échelle mondiale, 180 des 192 Etats membres de l'OMS ont ratifié cette convention. A côté de l'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, la Suisse est le seul pays en Europe à ne pas avoir encore ratifié la convention de l'OMS. Les modifications législatives prévues doivent être aménagées de façon à faire tomber tout obstacle à la ratification de la convention.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire des dispositions »

nom/société	art.	remarque / suggestion :
	1	<p>Objectif</p> <p>Le Rapport explicatif indique que la loi sur les produits du tabac vise à protéger les personnes contre les effets nocifs de la consommation de ces produits et l'utilisation de cigarettes électroniques. Un certain nombre de mesures sont envisagées à cette fin. Les mesures proposées par le Conseil fédéral ne permettent pas de remplir l'objectif de la loi, comme d'ailleurs l'atteste explicitement le Rapport explicatif lorsqu'il indique que les mesures préconisées maintiendront le tabagisme virtuellement au même niveau que le niveau actuel pendant les 40 prochaines années (prévalence passant de 25% en 2018 à 24,5% en 2060).</p>
	3	<p>Définitions</p> <p>Le Rapport explicatif stipule que les risques pour la santé des produits du tabac à chauffer sont « moindres que ceux des produits à fumer ». Or, pour l'heure, aucune étude indépendante solide n'a pu confirmer cette affirmation provenant des seuls fabricants.</p> <p>Le Rapport explicatif précise que les produits ont été redéfinis dans de nouvelles catégories afin de leur assurer une réglementation adaptée. Les produits ont ainsi été regroupés en fonction de leur spécificité et de leurs risques pour la santé jugés « moindres ».</p> <p>Cependant, à l'heure actuelle, faute d'étude indépendante sur les risques pour la santé, la distinction opérée entre les produits de la lettre b et ceux de la lettre c ne semble pas se justifier dans une optique de santé publique. Des données précises sur les risques réels de ces produits sont nécessaires en amont pour justifier des réglementations différenciées.</p>
	11	<p>Indications interdites</p> <p>En l'absence de donnée solide indépendante de l'industrie, une communication indiquant qu'une sorte de produit du tabac est moins nocive qu'une autre ne doit pas être autorisée.</p>

Rapport explicatif : partie 3 « Commentaire des dispositions »

nom/société	chap. n°.	remarque / suggestion :
	3.2	<p>Conséquences pour la Confédération</p> <p>Le Rapport explicatif omet de calculer le coût pour la Confédération du manque à gagner fiscal résultant d'une taxation plus faible des nouveaux produits (cigarette électronique et produits de tabac chauffé) au cas où une partie de la consommation de cigarettes se reporte sur ces produits.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Avant-projet de loi sur les produits du tabac modifications en jaune				
nom/société	art.	al.	let.	remarque / suggestion :
	1			<p><u>Remarques</u></p> <p>La suppression de l'objectif de réduction de la consommation de produits du tabac est révélatrice de l'insuffisance de ce projet de loi (par rapport au premier message).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi a pour but:</p> <p>a. de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques.</p> <p>b. de réduire la consommation de produits du tabac.</p>
	2	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine.</p> <p>Même dans l'éventualité où les cigarettes électroniques sans nicotine ne libèrent pratiquement aucune substance dangereuse pour la santé (des séries de données font encore défaut), leur utilisation risque d'encourager les enfants et les adolescents à commencer à consommer du tabac et de la nicotine (imitation de l'action de fumer).</p> <p>Sans l'ajout dans l'alinéa 1, les articles et services qui ne forment pas une unité fonctionnelle avec des produits du tabac mais portent la même marque ou une marque légèrement modifiée que les produits du tabac ne sont pas concernés par les restrictions de la publicité. Cela donne à l'industrie du tabac la possibilité de promouvoir ses produits au moyen d'autres produits que le tabac (par exemple, des vêtements).</p> <p>L'avant-projet propose d'appliquer les articles 17 à 19 (restriction de publicité) aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac. Dans une perspective de protection de la jeunesse, il n'y a aucune raison que</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>les dispositifs permettant de consommer du tabac chauffé ne soient pas également soumis aux articles 20 et 21 (remise aux mineurs et achats-tests).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi s'applique aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine mis à disposition sur le marché; les dispositions des art. 17 à 21 s'appliquent également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac ; les dispositions relatives à la publicité s'appliquent en outre également aux objets qui forment une unité fonctionnelle avec les produits du tabac lors de leur consommation ainsi qu'aux produits, objets et aux services qui portent la même marque que le produit du tabac ou une marque similaire, ou qui utilisent le branding d'une marque de produits du tabac ou de cigarettes électroniques, avec ou sans nicotine (« brand stretching »).</p>
	2	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>La lettre b de l'alinéa 2 est une invitation à contourner la loi en vendant séparément des substances qui seraient interdites si elles étaient mélangées (comme cela s'est passé avec l'introduction de la taxe spéciale sur les alco pops: la boisson et l'alcool ont ensuite été servis séparément au bar).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La présente loi ne s'applique pas:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. aux produits du tabac dont le tabac est cultivé par un consommateur pour sa propre consommation ni à ceux que le consommateur élabore ou prépare pour sa propre consommation; b. (supprimer); c. aux produits du tabac et aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine que le consommateur importe pour sa propre consommation; l'art. 27 est réservé.
	3		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le risque de faiblesses réglementaires et de vides juridiques est inhérent à l'existence de «réglementations différenciées». Il existe un risque que l'industrie développe délibérément de nouveaux produits ne pouvant pas être directement considérés comme un des produits définis.</p> <p>Les nouveaux alinéas 2 et 3 proposés visent à empêcher l'utilisation de vides terminologiques dans la loi. L'alinéa 3 donne au Conseil fédéral la possibilité de réagir rapidement aux évolutions du marché.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les définitions proposées sous les lettres b et c reprennent les attributs évoqués par l'industrie du tabac pour différencier ses nouveaux produits des produits traditionnels combustibles. L'industrie avance en effet une absence de combustion (température de chauffe moins élevée) avec pour corollaire une absence de fumée (création de vapeur). Ces arguments clés sont présentés comme justifiant une réduction des risques pour la santé. Or, selon des données préliminaires, un processus de combustion (incomplet) n'est en effet pas à exclure dans les « produits du tabac à chauffer », tout comme l'absence de création de fumée lors de la consommation de ces derniers (cf. Auer R. and al. 2017. Heat-Not-Burn Tobacco Cigarettes: Smoke by Any Other Name. JAMA Intern Med. 2017 Jul 1;177(7):1050-10521). Les produits ne devraient donc pas être définis en fonction de leur émissions (fumée/vapeur) ni en fonction de la présence ou de l'absence d'un processus de combustion puisque ces éléments ne font pas consensus et proviennent des dires de l'industrie, mais bien en fonction de leur mode de chauffe (chauffe auto-entretenu/chauffe externe). Cet élément est en effet le seul permettant de différencier efficacement, de manière indépendante et objectivable les deux types de produits. A noter, une fois encore, que cette distinction ne permet pas pour autant, faute d'étude indépendante, d'inférer d'une quelconque réduction des risques pour la santé.</p> <p><u>Propositions d'ajout</u></p> <p>¹ lettre b produit du tabac à fumer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe auto-entretenu, notamment les cigarettes, les cigares ou le tabac à rouler.</p> <p>¹ lettre c produit du tabac à chauffer : un produit ou dispositif contenant du tabac et permettant la consommation par inhalation des vapeurs, gaz ou fumées produits par un processus de chauffe externe, ainsi que les recharges pour ce dispositif.</p> <p>² (nouveau) Sauf indication contraire, les produits du tabac à chauffer, les produits du tabac oral, les produits à fumer à base de plantes et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine sont assimilés aux produits du tabac à fumer.</p> <p>³ (nouveau) Le Conseil fédéral peut ranger de nouveaux produits dans la catégorie de l'un des produits visés à l'alinéa 1, lettres a à f.</p>
<p>Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>4</p>	<p>1</p>	<p><u>Remarques</u></p> <p>La protection contre la tromperie a une signification particulière pour les produits du tabac pour lesquels aucun seuil de non-affectation de la santé ne peut être fixé.</p> <p>Pour que la protection contre la tromperie ne puisse pas être contournée, une interdiction complète du marketing est absolument nécessaire (voir les propositions au chapitre 4). Les paquets neutres sont particulièrement efficaces pour</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>prévenir la tromperie.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La présentation, l'étiquetage et l'emballage des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ainsi que la publicité pour ces produits, ne doivent pas tromper le consommateur.</p>
	5	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il convient de mettre « ingrédients » au pluriel pour tenir compte du cas où des ingrédients produiraient l'effet néfaste indiqué en agissant en combinaison alors qu'ils ne le produiraient pas pris isolément.</p> <p>Les ingrédients utilisés pour augmenter le caractère addictogène des produits contenant de la nicotine doivent également être interdits.</p> <p>Les <i>arômes caractérisants</i> sont produits par des ingrédients (isolés ou en combinaison) qui confèrent au produit un goût ou une odeur clairement identifiable et différente de celui ou celle du tabac. Ces arômes caractérisants peuvent être à base de menthol, de vanille, de fruits (par ex. banane), d'épices, de plantes aromatiques, etc. Ils rendent les produits du tabac particulièrement attrayants pour les mineurs et contribuent à masquer et à banaliser leur toxicité. Ils doivent être interdits.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ne doivent pas contenir d'ingrédients qui :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. lors de leur emploi usuel, présentent un risque immédiat ou inattendu pour la santé; b. augmentent de manière significative ou mesurable leur toxicité inhérente, leur potentiel de dépendance, ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>facilitent leur inhalation.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac contenant un arôme caractérisant sont interdits.</p>
5	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>² Le liquide des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et des produits du tabac à chauffer doit satisfaire aux exigences suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. il doit être de haute pureté; b. à l'exception de la nicotine, il ne doit pas présenter de risques pour la santé, qu'ils soient chauffés ou non.
5a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Notre position politique sur le « snus » découle du cadre juridique prévu par le Parlement et le Conseil fédéral, qui veulent autoriser les mesures de publicité, de parrainage et de vente presque sans restrictions.</p> <p>L'acceptation de nos modifications dans les chapitres 3 (Avertissements) et 4 (Publicité) est un préalable indispensable à un réexamen de notre demande d'« interdiction du snus ».</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Interdiction de certains produits du tabac destinés à un usage oral</p> <p>La mise sur le marché de produits du tabac présentés sous forme de poudre, de granulat fin ou d'une combinaison de ces formes, notamment de produits présentés en sachets portions, en sachets poreux ou sous toute autre forme, et destinés à un usage oral est interdite, sauf pour les produits destinés à être fumés, inhalés ou mâchés.</p>
6	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Une liste exhaustive des ingrédients dangereux pour la santé ne déploiera pas les effets prévus par le législateur, car</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>elle comporte des lacunes et peut être facilement contournée par de nouveaux composés chimiques. L'additif menthol fait en outre défaut dans la liste. Il est préférable d'énoncer les critères qui guident l'exclusion d'ingrédients et laisser au Conseil fédéral le soin d'en établir une liste, qu'il pourra actualiser à intervalles réguliers.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ (Supprimé)</p>
	6		<p><u>Remarque</u></p> <p>(a) La méthode de fumage utilisée par les compagnies de tabac pour mesurer les émissions se base sur les standards ISO, qui ont été fortement déterminés par l'industrie elle-même. Il s'avère que la mesure effectuée par une machine à fumer suivant le standard ISO 3308 donne une indication trompeuse, qui ne quantifie pas les quantités maximales d'émissions, mais au contraire en donne la valeur minimum, sous-estimant généralement très fortement la quantité de substances toxiques inhalée par un fumeur humain. Dans la plupart des marques de cigarettes, la fumée absorbée par la machine est diluée par des trous de ventilation perforés dans le papier du filtre. La disposition et la densité de ces trous peuvent varier grandement d'une marque de cigarette à l'autre. Lorsqu'il fume une cigarette, le fumeur a la possibilité d'obstruer ces trous avec les doigts ou les lèvres (ce qu'il fait généralement inconsciemment) et ainsi d'augmenter considérablement la dose de nicotine (et de goudron) qu'il aspire à chaque bouffée. Dans une telle situation, les quantités limites des émissions indiquées dans l'Annexe 2 perdent leur signification et elles sont trompeusement rassurantes pour le consommateur. En intensifiant la ventilation, une marque de cigarette peut très bien se conformer aux valeurs limites prescrites tout en émettant en usage réel des quantités trois, voire cinq fois supérieures à ces limites. Pour supprimer cette possibilité de tromperie, il faut recourir à un modèle de fumage intensif, tel que défini par l'OMS (1) (et utilisé par le Canada (2)). Les niveaux d'émission doivent rester ceux spécifiés à l'Annexe 2, mais la méthode de calcul de ces émissions doit utiliser une machine de fumage ISO 3308 avec la modification OMS TLN SOP 01.</p> <p>(1) Standard Operating Procedure for Intense Smoking of Cigarettes. WHO TobLabNet Official Method SOP 01. Organisation mondiale de la santé, 2012</p> <p>(2) Réglementation et conformité JUS-601413 Gouvernement du Canada, juin 2000 https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/preoccupations-liees-sante/rapports-</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p style="text-align: center;">publications/tabagisme/reglementation-conformite.html</p> <p>(b) Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p>(c) L'ap-LPTab ne fixe pas de valeur maximale limite sur la teneur en nicotine du liquide utilisé pour les cigarettes électroniques, avec pour conséquence que l'utilisation d'un liquide contenant 50% de nicotine, ou même de la nicotine pure, serait autorisée, ce qui est extrêmement dangereux. Il faut limiter la quantité de nicotine dans le liquide pour cigarette électronique en reprenant la teneur maximale prévue dans la directive européenne sur les produits du tabac, à savoir 20 milligrammes par millilitre.</p> <p>(d) La liste fixant les teneurs maximales admises dans les émissions doit concerner non seulement les cigarettes (tel que le stipule l'annexe 2 de l'avant-projet ainsi que le rapport explicatif) mais également les produits du tabac chauffé.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>1 Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac ainsi que les quantités maximales d'émissions de ces produits figurent à l'annexe 1. La mesure des quantités d'émissions s'effectue à l'aide d'une méthode de fumage intensif.</p> <p>2 (nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis à l'art. 5 et à l'alinéa 1 ci-dessus.</p> <p>3 (nouveau) Le liquide pour cigarette électronique ne doit pas contenir plus de 20 milligrammes de nicotine par millilitre.</p>
	6	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Certains produits du tabac destinés à l'exportation dans des pays ne faisant pas partie de l'UE contiennent des concentrations de substances nocives plus fortes que celles autorisées par l'ordonnance sur le tabac actuellement en vigueur. Par la disposition proposée, la Suisse cherche à prendre ses responsabilités en matière de santé dans les pays tiers.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>³(nouveau) Les produits du tabac destinés à l'exportation sont également soumis aux alinéas 1 et 2.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

7	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>L'emballage est un support publicitaire qui prend de l'importance pour les fabricants de tabac manufacturé à mesure que les autres formes de publicité, de vente promotionnelle et de parrainage sont interdites. Par exemple, les emballages extra plats suggèrent de façon subliminale que les cigarettes font maigrir, alors que les emballages s'inspirant de ceux utilisés pour le bâtons de rouge à lèvres a pour but de banaliser la cigarette auprès des femmes. Le paquet neutre est la meilleure pratique actuelle, recommandée par l'OMS et par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, pour parer à l'utilisation publicitaire et trompeuse de l'emballage des produits du tabac.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>² (nouveau) Les unités de conditionnement et les emballages extérieurs des produits du tabac sont neutres et standardisés. Le Conseil fédéral règle les modalités de cette disposition.</p>
8	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le volume maximum de 100 ml pour les flacons de recharge avec nicotine est probablement une erreur de frappe – cela correspond à un verre d'un décilitre ! Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter ce volume à 10 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le volume des flacons de recharge avec ou sans nicotine ne doit pas dépasser 10 millilitres.</p>
8	2	<p><u>Remarques</u></p> <p>Il est proposé de se baser sur la directive européenne sur les produits du tabac actuellement en vigueur et de limiter le volume du réservoir des cigarettes électroniques jetables à 2 millilitres.</p> <p>Les cigarettes électroniques jetables sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Cette égalité de traitement est importante pour ce qui concerne l'attractivité des cigarettes électroniques aux yeux des enfants et des adolescents. C'est pourquoi nous proposons la précision correspondante (voir aussi l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Les réservoirs des cigarettes électroniques jetables avec ou sans nicotine et les cartouches à usage unique avec nicotine ne doivent pas dépasser 2 millilitres.
9	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Lors de la remise au consommateur, tout emballage de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit porter les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. la dénomination spécifique au sens de l'art. 10; b. la raison sociale du fabricant en Suisse ou de l'importateur ou le numéro de revers attribué par la Direction générale des douanes, au sens de l'art. 16, al. 1, let. b, de la loi fédérale du 21 mars 1969 sur l'imposition du tabac¹; c. le pays producteur, pour autant qu'il ne ressorte pas de l'indication selon la let. c; d. les mises en garde au sens des art. 12 et 13.
10	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>La dénomination spécifique des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit correspondre à la nature, au genre, à la sorte ou aux propriétés du produit.</p>
11	1		<u>Remarques</u>

¹ RS 641.31

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Sont interdites sur l'emballage de produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine ou sur le produit lui-même les mentions suivantes:</p> <p>a. les indications, marques et signes figuratifs laissant croire qu'un produit particulier est moins nocif que les autres, tels que «légères», «mild», «bio», «naturel» ou «sans additifs»;</p> <p>b. la teneur en nicotine, en goudron ou en monoxyde de carbone des émissions du produit.</p>
11	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est interdite sur l'emballage ou sur le produit toute mention attribuant aux produits du tabac ou aux cigarettes électroniques avec ou sans nicotine des propriétés curatives, lénitives ou préventives.</p>
11a			<p><u>Remarques</u></p> <p>Chaque année, des milliards de cigarettes sont passées en contrebande dans le monde entier. Dès 1999, selon la Banque mondiale, environ 30% des cigarettes exportées à l'étranger sont arrivées sur les marchés en tant qu'articles de contrebande. En 2012, l'UE a estimé que la contrebande de cigarettes faisait perdre à l'UE et aux Etats membres plus de 10 milliards d'euros par an en recettes douanières. A cela s'ajoutent les pertes d'impôts et de TVA sur le tabac. Etant donné que les produits du tabac sont vendus sans taxes sur le marché noir, ils sont bon marché. C'est une incitation pour les jeunes à acheter des cigarettes. Le commerce illégal de cigarettes renforce ainsi l'épidémie de tabagisme. C'est en même temps une affaire extrêmement rentable, dont les profits financent souvent des activités criminelles transfrontalières.</p> <p>La proposition de loi omet les mesures de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac grâce à l'introduction</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>d'un système de traçabilité sans faille, comme la nouvelle directive européenne le prévoit. Le contrôle des modes de production et de distribution doit être effectué par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même afin de garantir une procédure indépendante et transparente.</p> <p>Il est important que la Suisse prenne également à ce niveau les mesures juridiques qui s'imposent pour lutter contre le commerce illégal.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Traçabilité, licence</p> <p>¹ Les producteurs veillent à ce que tous les paquets de produits du tabac ainsi que de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine commercialisés en Suisse soit dotés d'un signe distinctif individuel;</p> <p>² Les détails concernant ce signe distinctif individuel et la participation à la procédure d'octroi d'une licence pour la traçabilité sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
12	2	<p><u>Commentaires concernant les articles 12 - 14</u></p> <p>La disposition sur les mises en garde doit impérativement être modifiée.</p> <p>Nous rejetons la distinction proposée par le Conseil fédéral entre les produits du tabac à fumer (art. 12) et d'autres produits (art. 13) pour ce qui concerne les mises en garde (aspect combiné des mises en garde (image + information + aide au sevrage), emplacement et taille) pour les raisons suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les produits visés à l'art. 3, let. c à f, sont au mieux moins nocifs que les produits du tabac à fumer (ce qui n'a toutefois pas encore été définitivement confirmé pour la plupart d'entre eux); 2. Tous ces produits exercent une certaine attractivité sur les enfants et les adolescents, si bien que leur consommation peut finalement conduire les enfants aux produits du tabac. <p>Il faut que les avertissements illustrés soient imprimés dans la moitié supérieure des deux côtés larges des paquets et occupent 80% de la surface, conformément à la recommandation de l'OMS (la directive de l'UE fixe 65%).</p> <p><u>Proposition de modification, alinéa 2</u></p> <p>Le Conseil fédéral décide des textes, photographies et informations que doivent porter les emballages selon l'article 12, alinéa 1, let. c. Il en évalue l'efficacité et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les</p>	

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				consommateurs à se libérer de leur consommation.
	13			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ Lors de la remise au consommateur, les mises en garde suivantes doivent figurer sur chaque emballage :</p> <p>a. pour les produits du tabac à chauffer, à sniffer et oral: « Ce produit du tabac nuit à votre santé et crée une forte dépendance»; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>b. pour les produits à fumer à base de plantes: « Fumer ce produit nuit à votre santé »; de plus, une mise en garde combinée au sens de l'art. 12, al. 1, let. c doit figurer sur l'emballage;</p> <p>c. pour les cigarettes électroniques avec nicotine: « Ce produit peut nuire à votre santé et vous rend très dépendant »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>d. (nouveau) pour les cigarettes électroniques sans nicotine: « Ce produit peut nuire à votre la santé »; un avertissement combiné est en outre requis en vertu de l'article 12, alinéa 1, lettre c);</p> <p>² (nouveau) Le Conseil fédéral évalue l'efficacité de ces mises en garde et peut, d'année en année, les réviser afin d'assurer la meilleure information du public et des consommateurs, de réduire l'attrait de ces produits, notamment auprès des jeunes, et d'aider les consommateurs à se libérer de leur consommation.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	14			<p><u>Remarques:</u> Regardez 12.2</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre a, doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>² L'avertissement visé à l'article 12, alinéa 1, lettre b doit être apposé sur la partie inférieure de l'une des faces latérales de l'emballage.</p> <p>³ (nouveau) Les avertissements visés à l'article 13 doivent chacun être apposés sur la partie inférieure des deux faces latérales de l'emballage.</p> <p>⁴ L'avertissement combiné visé à l'article 12, alinéa 1, lettre c doit couvrir, cadre exclu, 80% de la face avant et du dos du paquet; l'alinéa 5 demeure réservé</p> <p>⁵ Pour les emballages destinés aux produits autres que les cigarettes dont la surface la plus visible dépasse 75 cm², la</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>superficie des mises en garde doit être d'au moins 60 cm² pour chaque face.</p> <p>⁶ Les mises en garde ne doivent être ni dissimulées ni détruites par l'ouverture du paquet.</p> <p>⁷ Elles doivent également figurer sur tout emballage extérieur, à l'exception des emballages transparents.</p>
	15		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les flacons de recharge et les cartouches contenant un liquide avec ou sans nicotine doivent être:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. munis d'un dispositif de sécurité pour enfants; b. protégés contre le bris; c. munis d'un dispositif garantissant l'absence de fuite au remplissage.
	16	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Tout emballage de cigarette électronique avec ou sans nicotine et de produit du tabac à chauffer doit contenir une notice d'information portant les indications suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> a. les consignes d'utilisation et de stockage du produit; b. la mention que l'utilisation du produit n'est pas recommandée aux mineurs ni aux non-fumeurs;

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<ul style="list-style-type: none"> c. les contre-indications; d. les avertissements pour les groupes à risque; e. les effets indésirables possibles; f. l'effet de dépendance et la toxicité; g. les coordonnées du fabricant ou de l'importateur.
	17			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'article 17 est l'élément central de la LPTab sur le plan de la lutte contre le tabagisme. En effet, l'interdiction de toutes les formes de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage figure parmi les mesures phares préconisées par la Convention-cadre pour la lutte antitabac, par l'OMS dans son programme MPOWER et dans le Plan d'action mondial pour la lutte contre les maladies non transmissibles.</p> <p>Cependant, malgré sa longueur, cet article est pratiquement vide de toute substance. Il correspond cependant à la demande du Parlement. Les « restrictions » proposées seront au mieux sans effet, dans la mesure où soit elles sont déjà en vigueur, soit elles ne changeront rien par rapport à la situation actuelle. La plus significative d'entre elles, l'interdiction de la publicité dans les journaux gratuits, ne fera qu'entériner une situation de fait : depuis janvier 2017, le journal <i>20Minutes</i> ne contient plus de publicités pour la cigarette. L'interdiction de la publicité qui se situe en dessous de 1,20m dans les points de vente est comique : si la publicité est à la hauteur d'un enfant de 8 ans (1,20m) elle est interdite, mais devient autorisée si elle est à la hauteur d'un enfant de 10 ans (1m30) !</p> <p>Il est acquis que la publicité en faveur du tabac, la promotion et le parrainage accroissent l'usage du tabac et que des interdictions globales de la publicité, de la promotion et du parrainage le diminuent (cf. directives sur l'application de l'art. 13 de la CCLAT). Il est aussi clairement établi que pour être efficace, une interdiction de la publicité en faveur du tabac, de la promotion et du parrainage doit être <i>globale</i> et s'appliquer à <i>toute forme</i> de publicité en faveur du tabac, de promotion et de parrainage du tabac. (Ibid.)</p> <p>L'article 17 doit être complètement remanié, en suivant le principe <i>lex brevis esto</i>. La loi ne doit pas se noyer dans les particularités de son application : elle doit énoncer clairement le principe qui la motive et laisser le soin au Conseil fédéral de rédiger une Ordonnance pour fixer les détails de sa mise en œuvre, si cela est nécessaire. Le législateur pourra s'inspirer de la Loi sur les médicaments et les dispositifs médicaux (LPTh), qui dit dans son article 32, al. 2 : « Est illicite la publicité destinée au public pour les médicaments : a. qui ne peuvent être remis que sur ordonnance; (...) d. qui font fréquemment l'objet d'un usage abusif ou qui peuvent engendrer une accoutumance ou une dépendance. » C'est tout, le reste étant réglé par l'Ordonnance sur la publicité pour les médicaments (OPuM). Et cela</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>fonctionne parfaitement.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>¹ La publicité, directe ou indirecte, pour les produits du tabac, pour les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un produit du tabac, est interdite sous toutes ses formes, y compris sur le point de vente.</p> <p>² (nouveau) Les produits du tabac et les cigarettes électroniques mis en vente ne doivent pas être visibles en dehors du point de vente ni être exposés ouvertement sur le point de vente.</p>
17a			<p><u>Remarques</u></p> <p>On peut raisonnablement estimer que, en Suisse, les services de marketing des multinationales du tabac investissent beaucoup d'argent dans les opérations de discount du style 3 pour 2, associées à des activités sur les points de vente ainsi que dans les bars et les discothèques. Aux Etats-Unis, ces opérations représentent désormais l'essentiel des activités de marketing pour le tabac. (Source Federal Trade Commission, Cigarette Report pour 2011, publié en 2013)</p> <p>Ces actions sapent la politique des prix, qui vise à réduire l'attrait de l'achat de produits du tabac. Les obstacles à l'achat sont ainsi réduits, surtout pour les jeunes qui se trouvent souvent encore en phase expérimentale et fument seulement de temps en temps, ce qui favorise le passage à une consommation régulière.</p> <p>La modification proposée permet d'empêcher d'autres mesures de marketing de l'industrie du tabac s'adressant en particulier à un public jeune.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>(nouveau) Promotion des ventes</p> <p>Interdiction de la promotion des ventes pour les produits du tabac et les cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine, ainsi que pour les articles qui forment une unité fonctionnelle avec un des produits cités lorsque celle-ci repose sur:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la remise gratuite ; b. des réductions de prix ou ; c. la remise de cadeaux ou de prix.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	<p>17b</p>		<p><u>Remarques</u></p> <p>La présence de l'industrie du tabac à des événements s'adressant aux jeunes (par ex. les festivals en plein air) reste encore très forte. Cela vaut aussi pour des événements de prestige comme que le Montreux Jazz Festival, qui s'adresse à un public plus âgé, mais aussi aux jeunes, particulièrement par l'intermédiaire des événements « off ». Il s'agit certainement aussi d'influencer l'ambiance en vue des futurs débats sur le marketing pour le tabac.</p> <p>Le sponsor espère obtenir ainsi un transfert d'image. L'industrie du tabac cherche à s'approprier les valeurs véhiculées par les événements culturels. Elle y parvient à la fois en tant que sponsor d'évènements qui attirent un jeune public et d'évènements destinés à un public plus âgé. C'est aussi l'occasion pour elle de nouer un contact personnel avec ces groupes cibles.</p> <p>L'interdiction du parrainage est une mesure importante pour réduire les incitations à entrer dans la dépendance au tabac. Mais le parrainage du tabac façonne également l'image sociale des produits du tabac. Grâce à ce type de mesure, l'industrie du tabac se positionne comme un acteur irremplaçable, par exemple, dans le domaine culturel. Cela crée des dépendances financières de ces événements qui entravent la réduction de la consommation de produits du tabac pourtant nécessaire du point de vue sanitaire et économique. Son activité de donatrice confère à l'industrie du tabac une influence sur les institutions et les organisations de la vie publique et influe donc indirectement sur la politique. Les multinationales du tabac essaient par ce biais de minimiser les questions liées à la maladie et à la mort et de redorer leur image</p> <p>Le parrainage doit donc être globalement interdit.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Parrainage</p> <p>Toute opération de parrainage est interdite lorsqu'elle est effectuée par les fabricants ou les importateurs de produits du tabac ou lorsqu'elle a pour objet ou pour effet la propagande ou la publicité directe ou indirecte en faveur des produits du tabac ou de la cigarette électronique.</p>
	<p>19</p>		<p><u>Remarque</u></p> <p>Par cet article le législateur avoue l'inefficacité de l'ap-LPTab. En plus, il ouvre la possibilité à l'industrie du tabac de jouer sur les différences entre droit fédéral et cantonal, ainsi qu'entre les différentes lois cantonales. Ceci risque de créer une insécurité du droit, qui <i>in fine</i> ne sert qu'à l'industrie et complique l'application de la loi. Au vu des modifications proposées ci-dessus pour l'article 17, cet article devient superflu.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			Art. 19 (supprimer)
20			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'alinéa 3 devient obsolète avec le nouvel article 20a.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>3 (supprimer)</p>
20a			<p><u>Remarques</u></p> <p>La sophistication des automates n'empêche pas les mineurs d'avoir accès à la vente des produits du tabac. C'est pourquoi leur suppression totale est nécessaire.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les produits du tabac ne peuvent être vendus au moyen d'automates.</p>
21			Les achats tests viennent judicieusement compléter l'obligation d'autorisation pour la remise de produits du tabac (article 26a) et l'interdiction des automates (article 20a).
22	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine est tenu au devoir d'autocontrôle en ce qui concerne le respect des exigences de la présente loi.</p>
23	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>Il ne faut pas exclure la possibilité que de nouveaux dispositifs, autres que la cigarette électronique, destinés à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, puissent faire leur apparition sur le marché.</p> <p>Il est important de s'assurer que les dispositifs mis sur le marché servant à l'administration des produits du tabac ou de la nicotine considérés dans la présente loi satisfont aux exigences de la Loi sur la sécurité des produits (LSPPro).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac à chauffer, des produits à fumer à base de plantes ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine, ou tout autre dispositif destiné à administrer de la nicotine à des fins non thérapeutiques, doit les notifier à l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans un but de surveillance du marché, au plus tard lorsque le produit est prêt à être mis sur le marché.</p>
	25	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine doit déclarer à l'OFSP la composition des produits qu'il met à disposition sur le marché. Pour les cigarettes, il doit en outre déclarer les émissions.</p>
	25a		<p><u>Remarques</u></p> <p>La proposition de publier les montants globaux pour chaque catégorie de dépenses donne un aperçu des mesures de marketing prises par l'industrie du tabac. Il serait ainsi possible d'identifier plus rapidement les éventuelles failles dans la législation et de prendre plus facilement les mesures appropriées. Moins l'industrie du tabac peut apparaître directement avec ses produits, plus elle va chercher à améliorer son image dans la société et ainsi, indirectement,</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>celle de ses produits grâce à des dons et des aides.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Déclaration des dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions</p> <p>Quiconque fabrique ou importe des produits du tabac ou des cigarettes électroniques doit déclarer annuellement à l'OFSP le montant de ses dépenses pour la publicité, les dons et autres contributions liés à ces produits en Suisse.</p>
	26	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Quiconque constate que des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'il a mis à disposition sur le marché sont nocifs au sens de l'art. 5, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il en résulte le moins de dommages possibles pour le consommateur, notamment en retirant ou en rappelant les produits.</p>
	26a		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le contrôle du respect de l'interdiction de remise de produits du tabac à des mineurs est plus facile à effectuer si les points de vente sont soumis à une obligation de licence. L'attribution des autorisations doit en outre être liée à une contribution dont le produit servira à financer les contrôles.</p> <p>Dans une perspective de renforcement de la protection de la jeunesse, certains cantons se sont dotés d'un tel système d'autorisation. Dans le canton de Vaud par exemple, à compter du 1er janvier 2016, la vente en détail de tabac est soumise à autorisation en application des articles 66a et suivants de la loi du 31 mai 2005 sur l'exercice des activités économiques (LEAE ; RSV 930.01). Les personnes contrevenant à ces dispositions encourent des mesures administratives pouvant aller de l'avertissement (18b LEAE) au retrait de l'autorisation (art. 19 LEAE).</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(nouveau) Obligation d'autorisation vente</p> <p>¹ La vente de produits du tabac et de cigarettes électroniques contenant ou non de la nicotine est soumise à</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				<p>autorisation ;</p> <p>² Les détails de l'obligation d'autorisation et du contrôle sont réglés par le Conseil fédéral.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	27			<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Le Conseil fédéral peut limiter la quantité de produits du tabac ou de cigarettes électroniques avec ou sans nicotine qu'un consommateur a le droit d'importer pour sa propre consommation, afin d'empêcher leur importation à des fins commerciales.</p>
	28	2		<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elle surveille l'importation des produits du tabac et des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
	31a			<p><u>Remarques</u></p> <p>L'industrie du tabac est fortement présente en Suisse. Elle déploie de nombreuses stratégies d'influence pour freiner les mesures de prévention et protéger ainsi ses intérêts au détriment de ceux de la santé publique. L'objectif de ces tactiques est d'influencer les responsables politiques, les médias, les consommateurs et le grand public (voir www.influence-tabac.ch).</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>Il est dès lors essentiel que la LPTab comporte un article qui protège la politique de santé publique de l'ingérence de l'industrie du tabac, ce qui permettrait de mettre en place les mesures préconisées par les Directives de la CCLAT sur l'application de l'article 5.3.</p> <p><u>Proposition d'ajout</u></p> <p>(Nouveau) Protection contre l'ingérence de l'industrie du tabac</p> <p>¹ Le Conseil fédéral prend toutes les mesures nécessaires pour protéger la politique de santé publique, et en particulier l'application de la présente loi, contre l'ingérence de l'industrie du tabac.</p> <p>² Tout rapport entre représentants de l'administration fédérale et l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts doit être transparent et justifié.</p> <p>³ L'administration fédérale n'est pas autorisée à conclure des partenariats directs ou indirects ou des accords ou contrats n'ayant pas de caractère contraignant avec l'industrie du tabac et avec ceux qui s'attachent à promouvoir ses intérêts.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Les autorités fédérales et cantonales compétentes informent le public des risques pour la santé, connus ou soupçonnés, que présentent les produits du tabac et les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine.</p>
Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.	34	3	<p><u>Remarques</u></p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p>La désinformation pratiquée par l'industrie du tabac consiste régulièrement à minimiser les conséquences de la consommation de tabac. Le complément proposé permettrait expressément aux autorités et aux organisations et</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>institutions proches des autorités d'informer le public sur ladite désinformation ou de soutenir les mesures de tiers allant dans ce sens.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Elles informent notamment le public des connaissances scientifiques d'intérêt général en matière de protection de la santé en lien avec les produits du tabac ou les cigarettes électroniques avec ou sans nicotine et de prévention des maladies causées par la consommation de ces produits et de même que de la désinformation consistant à minimiser les conséquences néfastes sur la santé de la consommation de produits du tabac.</p>
<p>Fehler! Verweisquel le konnte nicht gefunden werden.</p>	40		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le Conseil fédéral ne dit pas à partir de quelles sources le gouvernement fédéral et les cantons veulent financer ces coûts. Il y a un risque que cela se fasse au détriment des contributions à la prévention du tabagisme.</p> <p>La proposition de corréler une taxe à l'obligation d'autorisation présente l'avantage de réglementer clairement le financement, de ne pas toucher aux fonds pour la prévention et de ne pas causer de charge financière pour les non-fumeurs.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Art. 40 Taxe</p> <p>¹ Une taxe est perçue pour l'autorisation visée à l'article 26a (nouveau) (Obligation d'autorisation vente);</p> <p>² Le montant de la taxe visée à l'alinéa 1 se fonde sur les coûts globaux des contrôles et mesures de la Confédération et des cantons.</p> <p>³ Le Conseil fédéral finance les contrôles et les mesures des organes d'exécution de la Confédération par le produit de la taxe visée à l'alinéa 1.</p>
	41		<p><u>Remarques</u></p> <p>Voir l'article 40</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Supprimer</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	42	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire quiconque, intentionnellement ou par négligence, met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques avec ou sans nicotine contenant un ingrédient qui, lors de leur emploi usuel, présente un risque immédiat ou inattendu pour la santé (art. 5, al. 1).</p>
	43	1		<p><u>Remarques</u></p> <p>Le caractère intentionnel étant souvent difficile à déterminer, vu l'impact sanitaire d'une telle faute, la négligence doit être considérée tout aussi coupable que l'intention.</p> <p>Conformément aux propositions de modification formulées aux Art. 27a (nouveau) et 40, il convient d'intégrer le retrait de licence dans cette disposition.</p> <p>Les cigarettes électroniques sans nicotine doivent être traitées de la même manière que celles contenant de la nicotine. Pour empêcher les enfants et les adolescents de commencer à consommer des produits du tabac et de nicotine, il ne suffit pas d'appliquer quelques dispositions aux cigarettes électroniques sans nicotine (voir également l'article 2).</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>Est puni d'une amende de 40 000 francs au plus ainsi que du retrait de sa licence quiconque, intentionnellement ou par négligence :</p> <ol style="list-style-type: none"> a. enfreint les prescriptions de la présente loi concernant la protection contre la tromperie (art. 4); b. met à disposition sur le marché des produits du tabac ou des cigarettes électroniques contenant de la nicotine ou

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

			<p>non dont la composition ou les émissions ne sont pas conformes aux exigences de la présente loi (art. 5, al. 2 et 3 et art. 6);</p> <p>c. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière d'emballage (art. 7 à 16);</p> <p>d. enfreint les prescriptions de la présente loi en matière de publicité (art. 17 - 18); les infractions à l'art. 17, al. 2, sont poursuivies conformément à la loi fédérale du 24 mars 2006 sur la radio et la télévision²;</p> <p>e. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives à la remise aux mineurs (art. 20), pour autant que son employeur ne soit pas punissable selon l'al. 4;</p> <p>f. enfreint les prescriptions de la présente loi relatives aux obligations de l'entreprise et à la limite à l'importation (art. 22 à 27);</p> <p>g. refuse de fournir aux autorités compétentes les renseignements ou échantillons exigés (art. 35).</p>
	48		<p><u>Remarques</u></p> <p>Il n'y a aucune raison pour que les producteurs aient la possibilité de constituer des stocks importants en vertu de l'ancien droit, stocks qui peuvent ensuite être vendus pendant des années. Un délai de transition d'un an suffit pour vendre les stocks existants.</p> <p><u>Proposition de modification</u></p> <p>En vertu de la législation antérieure, les produits du tabac destinés à être mis sur le marché et dont l'étiquetage n'est pas conforme aux articles 9 à 14, peuvent encore être importés, fabriqués et vendus aux consommateurs durant un an après l'entrée en vigueur de la présente loi.</p>
	Annexe 1		<p>Proposition de modification</p> <p>supprimer l'annexe 1 (voir article 6)</p>
	Annexe 2		<p>Proposition de modification</p> <p>Les quantités maximales d'ingrédients pouvant être contenus dans les produits du tabac chauffé ainsi que les</p>

² RS 784.40

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

				quantités maximales d'émissions de ces produits figurent également dans l'annexe 1.
--	--	--	--	---

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input checked="" type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : Dr Sandrine Motamed, MD, MPH, Institut du Santé Globale, Université de Genève

Abréviation de la société / de l'organisation : ISG Unige

Adresse : Chemin des Mines 10, 1202 Genève

Personne de référence : Sandrine Motamed

Téléphone : 076 580 71 05

Courriel : sandrine.motamed@unige.ch

Date : 23 mars 2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Table des matières

Remarques générales	3
Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire »)	6
Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire »	9
Projet de loi sur les produits du tabac	12
Notre conclusion	17
Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes	18

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion : Je suis en accord avec les remarques générales (positionnement SSPH+)
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	
Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.	

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Avis donné par

Nom / société / organisation : World Federation of Public Health Associations

Abréviation de la société / de l'organisation : WFPHA

Adresse : Institute of Global Health G6.02, c/o Campus Biotech, Chemin des Mines 9, CH - 1202 Geneva

Personne de référence : Prof. Bettina Borisch, Directrice executive de la Fédération mondiale des Associations de santé publique (WFPHA)

Téléphone : +41 22 37 90466

Courriel : Bettina.borisch@unige.ch

Date : 14/03/2018

Remarques importantes :

1. Nous vous prions de ne pas modifier le formatage de ce formulaire !
2. Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision/Protéger un document/Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.
3. Utilisez une ligne par article, alinéa et lettre ou par chapitre du rapport explicatif.
4. Veuillez faire parvenir votre avis au **format Word** d'ici au **23 mars 2018** aux adresses suivantes : dm@bag.admin.ch et tabakprodukte@bag.admin.ch
5. Le champ « nom/société » n'est pas obligatoire.

Nous vous remercions de votre collaboration!

Table des matières

Remarques générales _____ 3

Rapport explicatif (excepté chap. 2 « Commentaire ») _____

Rapport explicatif : chap. 2 « Commentaire » _____

Projet de loi sur les produits du tabac _____

Notre conclusion _____ 9

Annexe: Guide pour insérer de nouvelles lignes _____

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Remarques générales	
nom/société	remarque / suggestion :
...	<p>Remarques générales</p> <p>L'article premier de l'avant-projet de loi sur les produits du tabac (AP-LPTab) mis en consultation affirme que cette loi a « <i>pour but de protéger l'être humain contre les effets nocifs liés à la consommation des produits du tabac et des cigarettes électroniques</i> ». L'article 4 AP-LPTab mentionne aussi son objectif de protéger le consommateur contre la tromperie, étant précisé à l'al. 2 que les produits « <i>sont réputés trompeurs lorsqu'ils peuvent induire en erreur le consommateur sur les effets sur la santé, les risques ou les émissions du produit</i> ». Conformément aux dernières connaissances sur la nocivité du tabac et sur les mesures à prendre afin d'en limiter les effets en protégeant les droits des fumeurs et des non-fumeurs, en particulier les enfants et les jeunes, l'AP-LPTab, tel que mis en consultation, ne permet pas d'atteindre l'objectif fixé en son article premier.</p> <p>Ce projet de loi vise en réalité à protéger l'industrie du tabac et les secteurs économiques qui en dépendent, au mépris de la santé de la population, de sa volonté d'avoir une législation plus restrictive en matière de contrôle du tabac et des engagements de la Suisse au niveau international pour la réalisation des objectifs de développement durable (agenda 2030). Les chiffres récents mettent en lumière que la majorité des Suisses souhaitent une interdiction de la publicité du tabac et sont favorables à une politique restrictive en matière de contrôle du tabac (Kuendig H., Notari L., Gmel G. (2016). Publicité, prix et mises en garde : opinions et vécus relatifs à des législations sur les produits du tabac en 2015-2016 - Analyse des données du Monitoring suisse des addictions, Addiction Suisse, Lausanne). <i>A contrario</i>, l'Assemblée fédérale s'est prononcée pour une plus grande libéralisation du marché et contre toute nouvelle limitation de la publicité en reprenant quasiment mot pour mot la position de l'industrie du tabac (Voir par exemple le discours d'ouverture des débats au Conseil des Etats par Josef Dittli et la position officielle de Swiss Cigarette).</p> <p>L'AP-LPTab s'avère en contradiction avec une politique de santé basée sur les preuves scientifiques aussi bien sous l'angle médical que de la santé publique. Une telle politique se trouve en contradiction avec l'état de la science. La justifier est tout aussi inacceptable que de nier le réchauffement climatique. Au vu de l'impossibilité matérielle de pouvoir atteindre l'objectif annoncé et de la tromperie du public que cela engendre, il n'y a pas d'autre option que de rejeter cet avant-projet de loi sur les produits du tabac.</p>
...	<p>La nocivité du tabac et la vulnérabilité des jeunes et des défavorisés face à elle</p> <p>Dans son rapport relatif à l'AP-LPTab, le Conseil Fédéral présente en quelques mots les problèmes liés aux produits du tabac : ce sont les seuls biens de consommation qui ne peuvent pas être consommés sans risque pour la santé, avec un taux de mortalité précoce de plus de 50%, et qui peuvent rapidement entraîner une forte dépendance. Une troisième particularité tient au fait que la moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient cesser de consommer des produits du tabac. Le Conseil fédéral mentionne également que la proportion de consommateurs dans la population n'a pas diminué depuis 2011 et que la consommation de tabac en Suisse cause chaque année 9'500 décès sur un total de 65'000, soit environ 1 sur 6 (en comparaison, les accidents de la route ont causé 216 victimes dans notre pays en 2016). Enfin, il évoque les dégâts économiques du tabagisme</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>(coûts directs médicaux de 1.5 milliards de francs et pertes de productivité de 4 milliards par an). Le tabagisme est la principale cause évitable de maladies et de décès dans notre pays. Il est estimé qu'en Suisse 400'000 à 450'000 personnes vivent avec une bronchopneumopathie chronique obstructive (BCO) et 9'000 avec un cancer du poumon, maladies pour lesquelles le tabagisme est le facteur de risque principal. De plus, près de 4'000 décès par an dans le domaine du cancer sont attribuables au tabagisme, de même que 3'700 pour les maladies cardiovasculaires. (Bridevaux PO, Gerbase MW, Probst-Hensch NM, Schindler C, Gaspoz JM, Rochat T. Long-term decline in lung function, utilisation of care and quality of life in modified gold stage 1 copd. Thorax 2008; 63: 768-774. ; Arndt et al. Le cancer en Suisse, rapport 2015 : Etat des lieux et évolutions. OFS 2015).</p> <p>On ajoutera que plus de la moitié des fumeurs en Suisse ont commencé avant l'âge de 18 ans et qu'en Suisse, la publicité pour le tabac vise surtout à enrôler de nouveaux jeunes consommateurs (voir les résultats de 2014 de l'Observatoire des stratégies marketing pour les produits du tabac), mettant en lumière leur vulnérabilité et le besoin de mettre en place de véritables mesures de protection les concernant. De plus, le tabagisme, concentré dans les classes socioéconomiques les plus basses, engendre des inégalités de santé importantes (Marmot M. Smoking and inequalities. Lancet 2006;368:341–2). Les coûts directs liés au tabac frappent ainsi les populations les plus vulnérables ce qui accentuent encore la charge sur le système de sécurité sociale et, partant, les inégalités sociales.</p>
.....	<p>La protection des enfants et des jeunes : nécessité de bannir la publicité</p> <p>La loi doit faire en sorte que l'industrie du tabac ne puisse plus continuer à inciter les enfants et les adolescents à fumer en utilisant des méthodes sophistiquées. Il faut que la future loi empêche les multinationales du tabac d'utiliser cette stratégie publicitaire et comporte une interdiction générale de la publicité, de la promotion et du parrainage pour les produits du tabac. Tous les domaines de la vie doivent être exempts de publicité pour le tabac. L'interdiction de la publicité uniquement « lorsqu'elle s'adresse spécialement aux mineurs » n'est pas suffisante car difficile à mettre en œuvre et subjective – par ex. comment délimiter les « lieux principalement fréquentés par des mineurs ». En d'autres termes, limiter la publicité aux lieux fréquentés « principalement » par des adultes ne protège pas suffisamment les mineurs (idem pour les revues, etc.). Ceci est valable également pour les festivals qui, même s'ils ne sont pas fréquentés « principalement » par des mineurs, accueillent un nombre parfois considérable d'entre eux. En outre, cela exige l'interdiction de la publicité sur les lieux de vente et la promotion des ventes au moyen de rabais, entre autres mesures. En effet, seule une interdiction totale de la publicité est efficace, sinon les budgets publicitaires seront simplement déplacés sur les supports autorisés et la mesure restera sans effet, ou son effet sera fortement atténué (Voir Henriksen. Comprehensive tobacco marketing restrictions: promotion, packaging, price and place Tobacco Control 2012;21:147e153. doi:10.1136/tobaccocontrol-2011-050416 et Saffer H, Chaloupka F. The effect of tobacco advertising bans on tobacco consumption. J Health Econ. 2000;19(6):1117–37).</p> <p>A l'heure actuelle, une part importante des mesures de commercialisation prises par l'industrie du tabac consiste en de la publicité sur le lieu de vente. La mise en œuvre de nouvelles restrictions en matière de publicité prévues par l'AP-LPTab poussera l'industrie du tabac à renforcer leurs mesures publicitaires sur les lieux de vente à l'avenir (pour une revue scientifique de l'impact de la publicité sur le lieu de vente : Robertson et al. Nicotine & Tobacco Research, 2015, 2–17 doi:10.1093/ntr/ntu168). Cette interdiction devrait s'appliquer également aux cigarettes électroniques sans nicotine et les autres produits mentionnés dans l'AP-LPTab, car dans le cas contraire, ces derniers pourraient être utilisés afin de continuer indirectement à faire de la publicité pour les cigarettes et ainsi en banaliser la consommation.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

<p>Prof. ... Institut... Faculté Université... SSPH+</p>	<p>Nécessité d'un emballage neutre</p> <p>L'emballage d'une marchandise vise également à faire de la publicité pour cette même marchandise. L'industrie du tabac se sert de l'emballage pour rendre ses produits plus attrayants auprès de certains groupes cibles déterminés. Ainsi, il y a lieu de formuler la future loi sur les produits du tabac de telle façon qu'il soit en principe possible d'introduire une prescription relative aux emballages neutres dans la future ordonnance sur le tabac. Des ajustements des avertissements sont donc inévitables. La différence de taille des avertissements proposée pour les produits du tabac destinés à être fumés et les autres produits doit être rejetée, car tous les produits du tabac sont nocifs pour la santé.</p> <p>L'instauration du paquet neutre pour tous les produits du tabac est la solution optimale (McNeill A, Gravelly S, Hitchman SC, Bauld L, Hammond D, Hartmann-Boyce J. Tobacco packaging design for reducing tobacco use. Cochrane Database of Systematic Reviews 2017, Issue 4. Art. No.: CD011244. DOI: 10.1002/14651858.CD011244.pub2). Nous considérons que c'est la voie royale. A défaut, nous estimons qu'une mise en conformité avec les standards internationaux tels que définis dans les recommandations de l'OMS serait déjà une amélioration significative.</p>
<p>...</p>	<p>Pour un sponsoring des manifestations sportives et culturelles indépendant de l'industrie du tabac</p> <p>Parallèlement à l'interdiction de la publicité et aux restrictions sur l'emballage, il convient d'introduire des mécanismes afin d'assurer une continuité dans le financement des événements sportifs et culturels qui sont encore fortement dépendants des cigarettiers. On notera que certains événements de portée nationale, comme le Festival du Gurten, ont déjà indiqué leur désengagement de l'industrie du tabac. Une telle démarche volontaire est à saluer. Si une part importante de l'augmentation nécessaire des taxes sur les produits du tabac devrait être prioritairement consacrée à des mesures favorisant l'arrêt du tabagisme, il est aussi important de soutenir les activités sportives et culturelles. Un fonds alimenté par les taxes sur les produits du tabac devrait ainsi être mis à disposition des organisateurs de manifestations sportives et culturelles. Un tel fond pourrait être géré directement par les milieux concernés sans intervention étatique ni des milieux de la santé publique, étant garanti que l'industrie du tabac en soit clairement exclue. Le désengagement des cigarettiers pourrait d'ailleurs créer des opportunités de financement par d'autres acteurs qui à l'heure actuelle ne sont pas impliqués car ils ne veulent pas être associés au tabac.</p>
<p>....</p>	<p>Mesures spécifiques de protection des consommateurs</p> <p>La protection du consommateur ne passe pas seulement par l'information et les interdictions. Il y a des mesures concrètes à adopter d'ordre structurel par exemple en termes de taxation, d'incitation et d'aide à la désaccoutumance, d'éducation, de campagnes médiatiques, de vente aux mineurs, de composition des produits, de traçabilité des produits pour éviter le commerce illicite, de publicité, de promotion et parrainage des manifestations sportives et culturelles indépendants de l'industrie du tabac (via les taxes), etc. L'objectif de la loi devrait être de garantir les droits des non-fumeurs comme des fumeurs. Les fumeurs ne doivent pas être stigmatisés. Ils doivent pouvoir vivre leur choix de manière à ne pas interférer avec les droits des non-fumeurs mais ils doivent aussi bénéficier des moyens adéquats pour pouvoir lutter contre leur addiction. Loin de défendre la liberté des consommateurs, comme le soutiennent les promoteurs de l'AP-LPTab, ce texte limite fortement leur faculté d'exercer leur libre choix et protège les seuls intérêts de l'industrie du tabac.</p> <p>Le texte mis en consultation selon les directives du Parlement s'avère non seulement contraire à la volonté populaire mais il va à l'encontre du libre choix des citoyens, qu'ils soient fumeurs ou non-fumeurs. La moitié des fumeuses et des fumeurs aimeraient en effet cesser de consommer des</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>produits du tabac. L'hypothèse du consommateur rationnel et bien informé ne tient clairement pas dans ce cas (Sunstein C. and Thaler R. H. (2003), "Libertarian Paternalism", The American Economics Review, 93(2), p. 175-179). Les fumeurs continuent de consommer du tabac, plus dans le but d'éviter l'effet de la désaccoutumance que par choix rationnel. Une étude récente aux Etats-Unis montre que la grande majorité des fumeurs expriment un désir d'arrêter, regrettent d'avoir commencé et se considèrent comme dépendants (voir Pechacek TF, et al. Tob Control 2017;0:1–9. doi:10.1136/tobaccocontrol-2017-053734).</p> <p>L'industrie du tabac joue d'ailleurs directement sur la dépendance des fumeurs en l'accroissant davantage, aussi bien en utilisant des additifs chimiques dans les cigarettes (Tobacco additives, cigarette engineering and nicotine addiction, Action on Smoking and Health, UK (ash.org.uk), 1999 (rapport disponible en français); Michael Rabinoff, Nicholas Caskey, Anthony Rissling, and Candice Park, Pharmacological and Chemical Effects of Cigarette Additives, Am J Public Health. 2007;97:1981–1991. doi:10.2105/AJPH.2005.078014; Addictiveness and Attractiveness of Tobacco Additives, Scientific Committee on Emerging and Newly Identified Health Risks (SCENIHR), Commission européenne, 12 November 2010) ou leur conception (voir à ce propos la plainte récemment déposée en France contre 4 fabricants pour avoir manipulé les filtres de cigarettes en trompant sciemment les consommateurs sur les quantités de nicotine et de goudrons auxquelles ils sont exposés). L'AP-LPTab ne tient pas compte de cette réalité et instaure un environnement qui n'est pas favorable aux libertés et à la santé de la population.</p>
....	<p>Contrôle des produits du tabac et lutte contre le commerce illégal</p> <p>Dans l'avant-projet du Parlement fédéral, on a renoncé à prendre des mesures de lutte contre le commerce illicite de produits du tabac. Le protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac de 2012 prescrit comme norme un système permettant de surveiller et de suivre sans discontinuité les produits du tabac. Ce protocole est le premier accord complémentaire relatif à la Convention-cadre internationale de l'Organisation mondiale de la santé pour la lutte antitabac. L'AP-LPTab est non seulement non conforme à cette convention, mais il crée les conditions pour que la Suisse devienne la plaque tournante d'un trafic de produits du tabac potentiellement non conformes au droit des pays de destination. Un contrôle minimal des produits du tabac destinés à l'exportation doit ainsi être maintenu, l'objectif étant que la Suisse se conforme à terme aux standards internationaux.</p> <p>Le droit à la santé est consacré comme un important objectif de développement durable (ODD 3 : Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge). Il est internationalement reconnu qu'une politique stricte en matière de contrôle du tabac est l'un des domaines où les gains de santé pour la population sont les plus élevés. L'Europe fait un effort particulier dans cette direction. Elle interdit la fabrication sur son territoire de produits du tabac qui ne répondent pas aux standards minimaux, même pour l'exportation en dehors de l'Europe. Le droit suisse n'a pas une telle restriction. Il se limite à exiger le respect du droit applicable dans le pays de destination. Ceci explique la forte augmentation, ces dernières années, des exportations de cigarettes dont près de 80% sont destinés au Moyen-Orient et à l'Asie. Selon le SECO, cela représentait en 2016 561 millions CHF, presque autant que les exportations de fromage (578 millions CHF) et largement plus que les importations d'armes (412 millions CHF). En faisant tomber la maigre protection apportée par l'exigence du respect du droit applicable dans le pays de destination, l'AP-LPTab enlève tout moyen pour les autorités suisses de pouvoir intervenir de manière préventive pour protéger les consommateurs dans les pays où les cigarettes suisses sont exportées. Une telle politique va directement à contre-courant par rapport aux contrôles toujours plus sévères mis en place à bon escient dans le domaine des produits thérapeutiques et des denrées alimentaires. Cela est</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

	<p>d'autant plus choquant que cela fragilise la capacité des pays qui entendent contrôler les produits du tabac selon les standards internationaux. L'AP-LPTab placerait la Suisse dans la position des rares pays prêts à agir sciemment à leur encontre sans considération pour ses engagements internationaux en matière des droits de l'Homme. Cela porte atteinte à la crédibilité de la Suisse face à ses responsabilités dans le cadre de l'agenda 2030.</p> <p>Des marques de sécurité non falsifiables permettent aux autorités comme la douane ou la police de distinguer les produits véritables des produits de contrebande ou contrefaits tout au long de la chaîne de commercialisation, de même que de contrôler que l'impôt sur le tabac a bel et bien été payé. Afin de garantir une procédure indépendante et transparente, le contrôle des modes de production et de distribution doit être réalisé par des organisations tierces indépendantes et non pas par l'industrie du tabac elle-même.</p> <p>Un système de traçabilité de ce type est également indispensable en Suisse. Certes, la contrebande de cigarettes et le commerce de produits du tabac contrefaits n'ont qu'une importance secondaire dans notre pays actuellement. Une forte augmentation des taxes, telle que préconisée selon les standards internationaux, présente toutefois le risque d'augmenter cette problématique comme le démontre l'expérience canadienne. Il est ainsi d'autant plus indispensable de se donner les moyens d'en limiter l'impact. Le système de traçabilité permettrait de contrôler efficacement et de réagir suffisamment tôt à tout éventuel développement de commerce illicite. Une non-participation de la Suisse entraînerait des failles dans la collaboration internationale douanière et policière. En l'état, l'AP-LPTab va à l'encontre de ses engagements internationaux en contradiction avec sa vocation humanitaire et des droits de l'Homme, en particulier dans le cadre de l'agenda 2030. De plus, il existe un risque réel que les consommateurs puissent être trompés en achetant des cigarettes suisses en pensant qu'elles sont moins nocives alors qu'elles ne sont pas conformes au droit suisse et qu'il n'existe aucune garantie qu'elles soient conformes au droit du pays de destination. Cela contredit le principe-même du Swiss made fondé sur des critères élevés de qualité.</p>
....	<p>Pour une politique de contrôle des produits du tabac avec un rapport coûts-efficacité favorable</p> <p>Alors que les milieux économiques s'inquiètent du poids que fait peser sur notre prospérité l'augmentation des coûts dans le système de soins et des primes d'assurance-maladie, ils ne peuvent ignorer que le tabagisme constitue la principale cause évitable de maladie et de décès en Suisse avec un important nombre d'années de vie perdues et des coûts élevés pour le système de soins. Le nombre potentiel d'années de vie gagnées à travers l'arrêt du tabac est ainsi tout aussi important, même pour des fumeurs plus âgés (Jha and Peto 2014 N Engl J Med 2014;370:60-8.DOI: 10.1056/NEJMra1308383). Du point de vue de l'économie de la santé, les mesures de prévention du tabagisme et celles encourageant l'arrêt de la fumée apportent des bénéfices conséquents en termes de santé populationnelle au regard de leurs coûts (Song F, Raftery J, Aveyard P, et al. Cost-effectiveness of pharmacological interventions for smoking cessation: a literature review and a decision analytic analysis. Med Decis Making 2002;22(Suppl 5):S26-37 ; Ranson et al. 2002. "Global and regional estimates of the effectiveness and cost-effectiveness of price increases and other tobacco control policies." Nicotine and Tobacco Research 4,311-19). Le rapport coût-efficacité d'une politique stricte de contrôle des produits du tabac est donc particulièrement positif. En d'autres termes, on ne réduit pas forcément les coûts de la santé à long terme en réduisant le tabagisme, mais réduire le tabagisme à travers des mesures fondées sur les preuves est une manière efficiente d'améliorer l'état de santé de la population.</p>

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

World Federation of Public Health Associations	<p>La WFPHA est co-signataire de la «Cape Town Declaration on Human Rights and a Tobacco-Free World», en déclarant que la production, la commercialisation et la vente de tabac sont incompatibles avec le droit de santé, les gouvernements ont l'obligation de traiter les implications de la production, commercialisation, vente et consommation du tabac en matière de droits de l'homme. L'industrie du tabac et les groupes financés par l'industrie ne doivent jamais être un partenaire du tabac politique et l'industrie du tabac ne devrait pas bénéficier des accords de commerce et d'investissement.</p> <p>La WFPHA en 2016 a présenté la Resolution on appropriate controls of manufacture, distribution and marketing of e-cigarettes (2016), 240/5000 ou appelle toutes les gouvernements a appliquer le principe de précaution et mettre en œuvre un régime réglementaire approprié pour le cigarettes électroniques en tant que produits susceptibles de causer des dommages considérables a la santé du public.</p> <p>Entre 1999 et 2004, la WFPHA a apporté un soutien important à l'adoption universelle de la Convention-cadre sur la lutte antitabac, voir les documents suivantes :</p> <p>WFPHA Resolution Toward an International Health Professionals Tobacco Petition (2004) Tobacco Control through WHO Framework Convention on Tobacco Control (FCTC) (2003) Tobacco Control (2000) Global Tobacco Control (1998)</p>
--	--

Pour effacer des tableaux ou insérer de nouvelles lignes, cliquez sur « Révision / Protéger un document / Désactiver la protection » afin de pouvoir travailler dans le document. Voir guide dans l'annexe.

Loi sur les produits du tabac et les cigarettes électroniques: procédure de consultation

Notre conclusion	
<input type="checkbox"/>	Acceptation
<input type="checkbox"/>	Propositions de modifications / réserves
<input type="checkbox"/>	Remaniement en profondeur
<input checked="" type="checkbox"/>	Refus